

Silence

N°285
286
Eté
2002
6 €
10 FS

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Alternatives en

Isère

Election
Un bilan
presque positif ?

Femmes et paix
Associer les femmes
à la sécurité
internationale

Histoire
L'Espagne noire,
rouge... et verte





Sommaire

Politique page 4

■ Un département écologique ?

■ Un élu Vert au conseil général

Madeleine Nutchey

Malville page 9

Une sûre génération d'opposants

Madeleine Nutchey

Art et renouvelables page 10

Maison autonome de Malville

Georges David

Culture page 12

Moulin Guitare

Madeleine Nutchey

Communautés page 16

Une affaire de nanas

Madeleine Nutchey

Imprimerie page 18

Vérité Rhône-Alpes

Pierre Boisgontier

Vivre ensemble page 19

Les 400 couverts

Mimmo Pucciarelli

International page 23

■ Djule Djule

■ L'Argentine en Dauphiné

■ Le N'dama concurrence le tracteur

Madeleine Nutchey

Alternatives rurales page 28

■ Les Raziers

■ Où les cigales ne sont pas des insectes

■ Du pain plus que complet

■ Rencontres près du sommet

Madeleine Nutchey

Agri bio page 36

Nature et Progrès

Juliette Boucherle

Agri bio page 37

Les vrais maraîchers

Madeleine Nutchey

Elevage page 39

Vendre ensemble

Madeleine Nutchey

Risques industriels page 42

Biotechnologies grenobloises

Michel Bernard

OGM page 43

Moisson illicite

Madeleine Nutchey

Environnement page 45

■ La nature dans une maison

■ Isère-Nature

■ Paysage de ciel et de béton

■ La montagne, belle, mais souvent abîmée

Madeleine Nutchey

Ecologie page 46

Les Amis de la Terre

Geneviève Jonot

Montagne page 48

■ Jardin alpin de

Saint-Nizier

Jean-Claude Valé

Environnement page 49

Lo Parvi

Maryse Budin

Mobilité page 50

Un p'tit vélo dans la tête

Madeleine Nutchey

Brèves Isère

8 Politique

13 Culture

17 Femmes / Hommes

22 Vivre ensemble

26 Solidarité internationale

31 Solidarité locale

35 Vacances

36 Consommateurs

40 Bio magasins et fêtes

41 Agriculture

44 Santé

51 Environnement

55 Paix

56 Education

58 Energies

60 Habitat sain

61 Médias

64 Livres

Non-violence page 55

Apprendre la paix

Madeleine Nutchey

Renouvelables page 57

■ Le bois, mais autrement

■ Le solaire en Isère

Madeleine Nutchey

Terre Vivante page 59

Comment vivre l'écologie au quotidien

Christine Corbet

Médias page 61

Un grand patron de presse

Madeleine Nutchey

Livres et militance page 62

Encre Rage

Arnaud Mazouff, Mimmo Pucciarelli

Brèves

66 Alternatives

68 Politique

70 Environnement

72 Femmes

74 Paix

75 Santé

76 Energies

77 Nucléaire

78 Nord-Sud

78 Société

79 Annonces

84 Livres

86 Courrier

69 Election Un bilan presque positif
Alain-Claude Galtié

73 Femmes Associer les femmes à la sécurité internationale
Swanee Hunt

80 Histoire L'Espagne noire, rouge... et verte
ALAIDES

Les informations de ce numéro ont été arrêtées au 29 mai 2002.

Numéros régionaux

C'est en 1997 que nous avons lancé le concept de numéros régionaux. Nous en avons ainsi publié pour l'Alsace (n°218), la Bretagne (n°259/260), le Limousin (n°265/266), le Rhône (n°272/273), la Normandie (n°278-279). Voici venu le tour de l'Isère.

Le dossier de ce mois est «transversal» dans la mesure où nous avons essayé de faire une liste la plus complète possible de ce qui se passe en Isère. Nous faisons le choix de publier le maximum d'adresses, chacun pouvant y choisir ce qui lui semble correspondre à sa définition des alternatives.

De nombreuses adresses personnelles figurent dans ce numéro. Par politesse, il faut toujours prendre rendez-vous avant de vous rendre à l'une de celles-ci.

Nous devrions en principe poursuivre notre tour de France par un spécial Aquitaine en janvier 2003. Si vous êtes intéressés pour aider à un tel projet dans votre région, prenez contact avec nous pour en discuter les modalités.

Silence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

✉ Courriers :

9 rue Dumenge, F 69004 LYON

☎ Renseignements

04 78 39 55 33 le jeudi

☎ Diffusion - Comptabilité - Abonnements

04 74 07 08 68 le mardi

☎ Rédaction

04 78 39 55 33 le mercredi

☎ Virements bancaires

CCP 550 39 Y LYON

☎ Distribution en Belgique
Brabant-Ecologie

Route de Rénipont, 33 - B - 1380 OHAIN

Tél / fax : 02 633 10 48

CCP 000 15 19 365 54

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Lorient - Tél : 04 75 85 51 00
Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs.

La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins compris)

N° de commission paritaire : 64946

N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 2^e trimestre 2002

Tirage : 6500 ex

Editeur : Association Silence

Présidente : Madeleine Nutchey

Vice-présidente : Sylviane Poulenard

Trésorière : Myriam Cognard

Vice-trésorier : Jacques Caclin

Administrateur : Xavier Sérédine

Réalisation de la revue

Directrice de publication : Madeleine Nutchey
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard et Michel Jarro
Gestion et abonnements : Michel Jarro
Documentaliste : Julie Rougier
Maquette et publicité : Vincent Cheynet
Stands salons et fêtes : Raynald Rasse
Rédaction : Michel Bernard, Alain-Claude Galtié, Madeleine Nutchey, Sylviane Poulenard, Mimmo Pucciarelli
Conseillers scientifiques : Roger Bernard, Richard Granham, Jacques Grinevald, Henri Persat, André Picot
Dessinateurs : Altho, Dédé, Lasserpe, Lèbre, Mahlen, Mutio, Xavier Veas, Vèesse
Iconographie : Madeleine Nutchey, Michel Bernard
Correcteurs : Raymond Vignal, Françoise Weité
Expédition : Mélanie Combes, Claude Crotet, Marguerite Descamps, Vincent Martin, Poullette Mazoyer, Sylviane Michel, Bernard Parez, Christian Rony, Reine Rosset, Jacqueline Schilt, Myriam Travostino, Suzanne Vignal
Correspondants : Georges David, René Hamu, Christian Jacques, José Oria, Mireille Oria, Jean-Luc Thierry
Et pour ce numéro : ALAIDES, Pierre Boisgontier, Antoine Bosse-Platière, Juliette Boucherle, Maryse Budin, Christine Corbet, FRAPNA, Swanee Hunt, Geneviève Jonot, Arnaud Mazouff, Karine Mundi, Alexis Nouaillat, Jean-Claude Valé.

Venez nous voir !

N°287 - septembre

Comité de clôture des articles samedi 27 juin à 14 h

(clôture brèves : mercredi 7 août à 12 h)

Expédition

vendredi 23 août de 14 h à 21 h 30

N°288 - octobre

Comité de clôture des articles samedi 31 août à 14 h

(clôture brèves : mercredi 3 septembre à 12 h)

Expédition

vendredi 20 septembre de 14 h à 21 h 30

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci comprennent un goûter à 17 h et un repas à 21h30 offerts par Silence.

Bulletin d'abonnement page 87

IL A FIÈRE ALLURE
LE PENNART CONTRE LE FASCISME



COMME D'HABITUDE LA GAUCHE EST DIVISÉE



PRINTEMPS POURRI



LE SPECTACLE VAUT BIEN DE DÉHANCHER



Un torrent

L'Isère est un torrent. Et, comme la rivière de ce nom, ce département est un torrent. Il creuse, il charrie. Il bouillonne, brouillonne et tourbillonne, jamais calme, jamais étale.

Depuis qu'Aristide (Bergès) a su utiliser ses chutes à Lancey en 1869 pour en tirer la houille blanche, il fonce vers les choix technologiques innovants mais se permet aussi de bousculer, comme à Malville, ceux qui ne vont plus dans le courant du progrès.

Car si tous les cours d'eau, ici, prennent source en montagne, les habitants sont aussi des descendants de montagnards au rude caractère.

Frondeuse, contestataire, l'Isère l'était à Vizille, dès 1788, en poussant les Etats Généraux vers la Révolution. Mais, bien avant, elle avait déjà une place en son cœur pour son brigand de Mandrin, que l'on chante encore en pays dauphinois parce qu'il n'aimait pas les puissants. Ni les régimes arbitraires puisque, au printemps présidentiel de 2002, Grenoble a battu les records de manifestants dans ses rues.

Les remous torrentueux de son histoire finiront-ils par entraîner l'Isère vers une rive écologique, où l'avenir pourrait enfin reprendre pied ? Le conseil général le dit, peut-on le croire ?

Je crains que vous ne trouviez ces pages un peu tumultueuses, elles aussi. Elles ne prétendent pas être exhaustives. Nous avons seulement essayé de capter quelques aspects de la vie alternative de l'Isère depuis une trentaine d'années, vus soit de l'extérieur, soit par les acteurs eux-mêmes.

Je vous invite à nous suivre, mais, attention, l'Isère ne se descend qu'en kayak !

Madeleine Nutchey ■

Introduction

Ecologique, **vous avez dit écologique ?**



En novembre 2001, Isère-Magazine, mensuel du conseil général, titrait : «*Et si l'Isère devenait le département le plus écologique de France ?*».

On aimerait que ce soit vrai, d'autant plus avec un conseil général qui compte deux élus Verts, fait rare.

Certes, on y parle de développement durable, ce qui n'est pas le meilleur chemin économique vers l'écologie. Mais si messieurs les conseillers veulent bien se donner la peine de consulter quelques bons ouvrages sur la question (références dans *Silence...*), ils parviendront sans aucun doute à le remettre en cause, ce développement parasitaire.

En attendant, reconnaissons-le, ils essayent de mettre en place des cantines bio, d'encourager les transports en commun. Et ils donnent l'exemple sur ce point avec une enquête sur les déplacements des... 2000 personnes qui viennent travailler au conseil général, enquête qui se veut suivie de solutions comme le covoiturage. Mais, dans le même temps, l'Isère est très mauvaise élève sur la route avec des accidents en hausse et beaucoup d'excès de vitesse.

Dans le domaine de l'énergie, on en est au bilan énergétique de toutes les consommations du département et on a commencé à privilégier les constructions HQE, haute qualité environnementale, pour économiser l'énergie et favoriser les installations de systèmes de production d'énergie renouvelable. Tout serait donc presque parfait dans le presque meilleur des mondes isérois s'il n'y avait la chimie pour empoisonner la vie de ces bons élèves.

Car outre la vallée de l'Isère, ce département est doté de celles de la Romanche, du Drac et du Rhône où se sont implantées des usines. Depuis un siècle et demi pour certaines, ce qui fait qu'on a un peu oublié leur présence tant elles font partie du paysage, du côté de Jarrie, Vizille, Champ-sur-Drac, Pont-de-Claix ou Le-Péage-de-Roussillon. En outre, les tours ceinturées de canalisations ont été repeintes de couleurs gaies, c'est beau la nuit avec une myriade de lumières, le décor c'est Noël en permanence dans ces coins-là.

Mais derrière le décor ? Après ce qui est arrivé aux Toulousains, on se demande si ce n'est pas un peu dangereux tout ça.

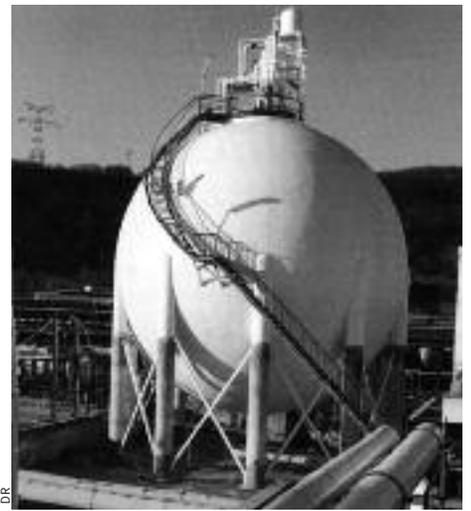
Prévention des risques industriels ?

Au Péage-de-Roussillon, les pompiers ont fait grève pendant 45 jours parce que, là-bas, on voulait leur supprimer des postes. C'est dire qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter...

Les usines sont belles, la nuit, avec une myriade de lumières, mais qu'y a-t-il derrière le décor ?

Yves Cochet est venu à Champ-sur-Drac le 1er février 2002, surtout, pour parler de son projet de loi sur la prévention des risques industriels, loi axée sur trois points :

1°) la sécurité interne du personnel. Il avoue que la France est en retard sur les autres pays d'Europe pour toutes les entreprises classées Seveso et il y en a 1249 de ce type sans compter 400 000 autres industries soumises à déclaration.
2°) la sécurité des habitants. Il veut mettre à la disposition de toutes les mairies un plan de prévention des risques technologiques.



Stockage sur le site de Jarrie.

3°) le volet démocratique. Il souhaite faire participer tous les acteurs afin de parvenir à abaisser le niveau des risques par la concertation et l'information, par exemple en donnant au CLIS, comité local d'information sur la sûreté, des moyens forts de contre-expertise. Il faut que tous puissent «s'approprier la problématique du risque».



Le bel agencement des tuyaux ferait presque oublier les matières dangereuses qui y circulent.

Introduction

Bien dit, Monsieur le Ministre, mais on vous préfère lorsque vous semblez vouloir aborder la vraie question : «Quelle société voulons-nous ? Quels produits doit-on fabriquer ?». La réponse sera éludée...

Un directeur d'une des usines concernées précise cependant qu'une grande partie des produits qu'il fabrique sont des composants utilisés dans les laboratoires pharmaceutiques pour les médicaments. Il le dit, lui, pour démontrer l'utilité de ces produits. Mais très souvent de nos jours, les médicaments servent pour traiter les malades victimes des... pollutions, pollutions pouvant être causées ici par les usines chimiques produisant de quoi les soigner ! Et ces médicaments, eux-mêmes, entraînent des maladies iatrogènes ! Comme cercle vicieux, on ne fait pas mieux !

Et l'on se demande à partir de combien de catastrophes et d'absurdités on se décidera à remettre en cause la nécessité des industries dangereuses.

Le maintien de l'emploi ? Allons donc ! Il y a d'excellents techniciens dans toutes ces usines et ils seraient parfaitement aptes à fabriquer d'autres sortes de produits si on le leur demandait et certainement heureux de savoir que leur travail ne met plus en danger les riverains. Ce qui empêche de prendre des décisions logiques, ici comme ailleurs, ce sont les raisons internationales de la finance. Atochem et les autres obéissent, en définitive, aux directives des détenteurs des fonds de pensions américains, ce que dit bien un intervenant dans la salle.

Beaucoup de syndicalistes prennent la parole, par exemple pour dénoncer les risques liés aux abus de travaux en sous-traitance, le fait que les rapports de la DRIRE restent confidentiels, que la commission environnement soit curieusement absente sur les sites. Ils réclament haut et fort qu'on les considère comme des interlocuteurs à part entière, parce que «les experts, c'est nous».

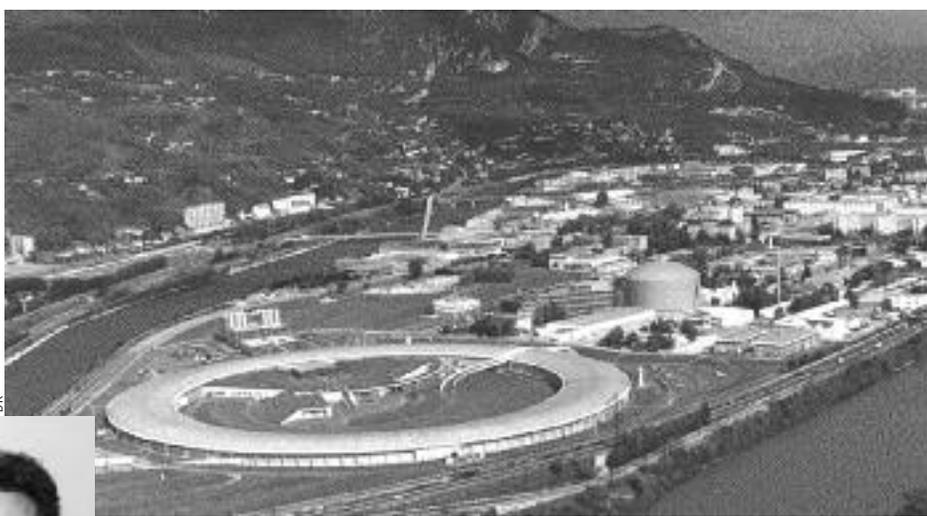
Glissement de terrain

Double risque, dans la vallée de la Romanche : un pan de la montagne qui menace depuis plusieurs années de s'effondrer au-dessus de Séchilienne. L'endroit est étroitement surveillé mais la catastrophe peut survenir d'un moment à l'autre (d'ici 10 ans



Yves Cochet.

...une énorme vague inondera les usines de produits chimiques.



Centre d'études nucléaires de Grenoble : une cible bien visible vue d'avion.

selon des études sérieuses). Si le lit de la Romanche est alors obstrué, ce qui est certain en raison des milliers de tonnes de rocher qui vont tomber, un barrage va se former dans la vallée très resserée et quand le barrage cèdera sous l'inévitable pression de l'eau, une énorme vague dévalera en direction de Grenoble. Et elle inondera au passage... les usines de produits chimiques du secteur. Avec toutes les conséquences qu'on peut imaginer. Ou qu'on n'ose pas imaginer.

Il se peut, parfois, que la nature amplifie les risques inventés par les hommes. Dans le cas de Séchilienne, les suites du sinistre pourraient faire de l'Isère le département le moins écologique de France...

Les pouvoirs publics veillent et surveillent, des travaux ont été effectués, mais ils sont probablement très insuffisants. Il faudrait construire un énorme canal de dérivation, mais il manque... devinez quoi ?... des sous ! Combien de vies en jeu, à quel prix chaque ? on ne sait pas... Toutefois, il est vrai que d'autres hypothèses minimisent les conséquences de la catastrophe annoncée et qu'il en est une affirmant que la montagne ne présenterait plus de signes d'effondrement... Qui est alarmiste, qui est imprévoyant ?

Impact environnemental

Tout cela, c'est du risque majeur. En attendant, l'activité «normale» de cette industrie de la chimie provoque certainement une pollution permanente du sol, de l'air, des eaux. Quand le vent vient du sud, Pont-de-Claix pue jusqu'à Grenoble (la nuisance ne serait en ce cas qu'olfactive, les rejets ne sont pas dangereux). Quant à faire faire des analyses par des laboratoires indépendants, c'est beaucoup trop cher pour les associations.

Reconnaissons que, depuis quelque temps, la direction des usines a pris conscience du problème. Une récente brochure d'ATOFINA déclare que tous les indices de nuisances sont en baisse notable et que les objectifs vont vers la diminution des toxicités grâce à la norme 14001 (analyse de l'impact environnemental, réduction des émissions toxiques et des déchets, prévention). Je ne sais pas s'il existe des mesures de la pollution auparavant accumulée dans les sols.

Classer «Seveso», c'est un début dans l'aveu d'un risque potentiel qui devrait aller vers le principe de précaution. Mais, parfois, classer c'est oublier dans un tiroir. Vous savez, les affaires classées...

Madeleine Nutchey ■

Exemples de produits présentant des risques d'explosion, d'incendie et d'émanations toxiques (site de Jarrie) : chlorure de méthyle, benzène, dichloréthane, chlore...

A noter également : la pétrochimie est une industrie dévoreuse d'électricité.



En cas de fuite, il faut un bon plombier !

Un élu Vert au conseil général



Isère est l'une des rares départements français ayant des élus écologistes au sein de son conseil général.

Rencontre avec l'un d'entre eux, Serge Revel.

Silence : quelles sont les difficultés majeures que vous rencontrez pour faire avancer les idées vertes au conseil général ? Pour ce qui concerne l'écologie, avez-vous des alliés et des ennemis ?

Serge Revel : Je n'ai pas rencontré de difficultés majeures mais cela dépend du sujet abordé. Les questions d'économie d'énergie passent bien et les normes HQE, haute qualité environnementale, également.

Les réticences les plus fortes touchent les autoroutes et là, dans la gauche plurielle, le PC ne veut rien entendre. Sinon, on va en général dans le même sens et on obtient un consensus.

Dans l'opposition, j'ai bien sûr des adversaires résolus, mais certaines idées passent actuellement : l'intérêt des produits bio, la nécessité de l'arrêt des cultures intensives de maïs...

Avez-vous pu, pour donner l'exemple, mettre en place, au conseil même, des pratiques d'économie d'énergie pour le chauffage et l'éclairage des bâtiments, d'utilisation strictement limitée des véhicules de service, d'usage de papier recyclé dans tous les bureaux, etc. ?

Nous avons beaucoup travaillé en direction des collègues : opération «Manger bio à la cantine» malgré des difficultés d'approvisionnement (il n'y a pas assez de producteurs bio dans la région), les normes HQE à faire respecter dans tous les bâtiments. Pour l'utilisation du papier recyclé, je me heurte à l'inertie administrative, les papiers recyclés conviendraient parfaitement mais les fonctionnaires ont de vieilles habitudes très difficiles à changer. Le gaspillage du papier est cependant vigoureusement combattu au conseil général.

Est-ce que la majorité actuelle du conseil peut prôner le développement durable tout en favorisant les déplacements en voiture (en acceptant, par exemple, l'A.48 ou l'A.51) ?



Raymond Vignal

Manifestation dans le Trièves.

Je suis tout à fait opposé à la multiplication des autoroutes. Je suis contre la poursuite des projets de l'A.48 et de l'A.51. Nous avons, avec l'Agenda 21, adopté une charte du développement durable. De nombreuses actions ont été entreprises, comme l'aide à la création des corridors biologiques (1), le maintien des mares et des zones humides (nous sommes le premier département à le faire). A Bourgoin, il y a bien en ce moment un projet d'assèchement des marais comprenant un détournement du cours de la Bourbre, mais c'est un projet aberrant, on ne va pas laisser faire une chose pareille !

Il y a encore de très nombreuses communes en Isère où rien n'a été fait pour le tri des déchets. Comment résoudre ce problème ? Et serait-il possible qu'un conseil général obtienne des industriels locaux une diminution des emballages à la source ? Les usagers ont des doutes sur le traitement des déchets qu'ils ont triés pour les déchetteries. Tout va-t-il bien dans des ateliers de recyclage ? Que deviennent les produits polluants ? Qui contrôle leur destination et leur transport ?

Je suis responsable départemental pour le tri des déchets avec un traitement séparé de tous les fermentescibles. Je suis contre la construction des incinérateurs et je m'oppose au préfet qui en est partisan. Il faudra bien brûler certains déchets pour lesquels aucun recyclage n'est possible mais uniquement par le procédé à thermolyse (en vase clos, sans fumées donc sans production de dioxines). Le procédé ne coûte pas plus cher et à la sortie, il y a trois ou quatre fois moins de déchets définitifs. La difficulté, ce sont les grands groupes industriels qui construisent les incinérateurs actuels et qui font pression pour conserver le marché.

Je me suis battu contre la décharge d'Izeaux. Les déchets industriels ne sont pas un risque s'ils ne sont pas entreposés sur une nappe phréatique.

Pour la réduction des déchets à la source, on cherche un accord avec les entreprises locales en partenariat avec Ecoemballage, pour supprimer les emballages plastiques par exemple. Mais en ce domaine, on recherche des idées.



Les boues d'épandage sont aussi un problème. On a celles qui proviennent des stations d'épuration et maintenant les papeteries voudraient qu'on épande les leurs. Elles sont moins toxiques que les premières (qui contiennent des métaux) mais à mon avis, ça suffit, on ne va pas rajouter encore une couche dans les champs.

Je crois que nos idées avancent, lentement, mais elles avancent.

Par exemple, pour l'énergie renouvelable — je suis antinucléaire — en ce moment tout est fait au conseil général pour valoriser la filière bois, les chaudières à bois déchetées et à granulés de bois (récupération de sciures, copeaux, débroussaillage). Gérard Arnaud a fait un énorme travail sur ce plan. A partir de 2003, les particuliers pourront obtenir des subventions. Ils en obtiennent aussi en ce qui concerne le solaire : on peut compléter celles de l'ADEME et de la région, ce qui fait qu'une installation peut être financée à presque 50%.

En Isère, il y a un phénomène particulier — et cela va peut-être faire bondir certains écologistes si je le dis — nous avançons en col-

*Nos idées
avancent,
lentement,
mais elles
avancent.*

(1) Il s'agit d'aménagement permettant de maintenir une continuité entre des zones coupées par une réalisation humaine, comme des crapeauducs, des tunnels sous les routes, pour que les crapeaux puissent traverser sans se faire écraser. Il s'agit là d'environnement et non pas d'écologie : sinon on pourrait aussi faire l'A.51 avec des «écoducs» pour les randonneurs.

laboration avec les chasseurs. La chasse est par ici très raisonnablement pratiquée. Mes copains chasseurs tuent tout au plus un lièvre par an ! D'ailleurs le lièvre, maintenant, se reproduit de plus en plus à chaque saison. Quant au gros gibier, il pose problème, il y a surabondance de sangliers et ils causent de gros dégâts. Donc il est nécessaire d'en abattre car ils n'ont plus de prédateurs et quand ils deviennent trop nombreux ils sont malades. Les chasseurs du coin ont une par-

faite connaissance de la nature, ils ont été les premiers à dénoncer l'arrachage des haies et les pesticides dans les champs, à préserver la forêt (notez que les pêcheurs surveillent rigoureusement la qualité de l'eau des rivières). Par ici, il n'y a pas de tueries, les chasseurs n'abattent pas les oiseaux migrateurs, et leur laisser le plaisir de chasser ne fait pas courir beaucoup de dangers à la faune, à condition d'une réglementation très stricte et totalement respectée. Nous avons, en Isère, un président de la chasse qui le fait rigoureusement, ce n'est pas le cas partout...

Madeleine Nutchey ■

Entretien réalisé le 2 avril 2002.



DR
Repas bio à la cantine.

Ras l'Front

Le département de l'Isère comprend de nombreux groupes anti-Front national qui savent se mobiliser lorsque c'est nécessaire. Proportionnellement à sa population, Grenoble a organisé, avec 70 000 personnes, la plus grosse mobilisation contre Le Pen pour le 1er mai 2002.

■ Ras l'front Saint-Bruno, Centre social Chorier-Berriat, 10, rue Henri-le-Châtelier, 38000 Grenoble.

■ Ras l'front Villeneuve/Bol d'Aire, Maison de quartier, 95, galerie de l'Arlequin, 38100 Grenoble.

■ Ras l'front Jeunes, 30 rue du Dauphiné, 38180 Seyssins.

■ Ras l'front, La Providence, 201, rue Général-de-Gaulle, 38220 Vizille.

■ Ras l'front Beurepaire, BP 35, 38270 Beurepaire.

■ Ras l'front Nord-Isère, B.P. 536, 38313 Bourgoin-Jallieu cedex, tel/fax: 04 74 43 24 89.

■ Ras l'front Mathesine, Mairie, 38350 La Mure.

■ Ras l'front, BP 344, 38500 Voiron.

■ Ras l'front Graisivaudan, BP 11, Mairie, 38530 Chapareillan.

■ Ras l'front, BP 92, 38800 Pont-de-Claix.

■ Ras l'front Chartreuse, Maison des Associations, rue du 26-Mai-1944, 38950 Saint-Martin-le-Vinoux.

Les Verts Isère

Les Verts du département savent se singulariser : seul département à voter contre la candidature de Dominique Voynet en 1995. Puis un des rares départements à refuser de faire des listes communes «gauche plurielle» aux élections régionales. Avec succès. Enfin, comptent deux conseillers généraux suite à des négociations serrées avec le PS dans un département où les voix écolos sont indispensables à la gauche.

■ Verts-Isère, 10, rue Marx-Dormoy, 38000 Grenoble, tél : 04 76 70 08 84.



Le local des Verts à Grenoble.

Association démocratie écologie solidarité

Très ancienne association écolo locale, indépendante des structures nationales, quelque part entre les alternatifs et les Verts. Des élus à la mairie depuis longtemps. Une spécificité grenobloise.

■ ADES, Association démocratie écologie solidarité, 12, rue Voltaire, 38000 Grenoble, tél : 04 76 03 24 28.

Libres et citoyens

L'association Libres et citoyens propose de promouvoir la citoyenneté, réhabiliter l'engagement public, promouvoir les nouveaux comportements basés sur l'éthique, le courage, l'ouverture, la responsabilité et l'humanisme, échanger et confronter les points

de vue sur la vie politique et organiser des manifestations visant à enrichir l'action collective comme l'école du civisme et le café philosophique.

■ Libres et citoyens, 61, chemin de Beauséjour, 38140 Meylan, tél : 04 76 41 09 87.

Monde diplomatique

L'association des amis du Monde diplomatique organise un café-forum diplomatique et le café des Parents de l'Education. Cherche à échanger et comprendre des connaissances, des recherches, des pratiques dans les domaines scientifique, politique, technique, civique, littéraire, psychologique, sociologique, économique... en présence d'une personne particulièrement compétente dans son domaine. L'exposé est suivi d'un échange interactif avec les participants.

■ Association des Amis du Monde diplomatique, Café de l'Europe, place Porte de la Buisse, 38500 Voiron, tél : 06 80 33 14 73.

Et également

■ GO Citoyenneté, 2 bis, rue Très-Cloître, 38000 Grenoble, tél : 04 76 76 35 72. Autre organisation locale indépendante, style «gauche autrement» et qui fait aussi de beaux scores en dehors de la logique des grands partis.

■ Chiche ! Marie-Pierre au 04 76 70 44 89 ou Chloé au 06 61 51 27 72. Les jeunes écolos qui veulent changer le monde. Regroupe des militants provenant des Verts, des alternatifs et d'autres groupes proches. Proposent d'agir par des actions radicales et concrètes.

■ Pour une alternative syndicale, Richard Coulet, 3 bis, rue Clément 38000 Grenoble, tél : 04 76 21 37 60.

■ Les Alternatifs, 26, rue Gabriel-Péri, 38000 Grenoble, tél : 04 76 47 05 51. Mouvement politique «rouge et vert».

■ CNT, Confédération nationale du travail, 103, rue d'Alembert, 38000 Grenoble. Syndicat anarcho-syndicaliste.

■ ATTAC-Isère, c/o FSU, Bourse du tra-

vail, 32, avenue de l'Europe, 38010 Grenoble, tél : 04 76 09 99 81. Fondée en 1998, l'association ATTAC lutte contre la spéculation financière et collabore avec de nombreux autres mouvements citoyens autour du thème «Un autre monde est possible».

■ CRIE, BP 435, 38018 Grenoble Cedex 1. Relais local de Ras l'front.

■ Fédération anarchiste, groupe Jules-Vallès de Grenoble c/o La Faille, BP 2301, 38033 Grenoble Cedex 02.

■ Fédération anarchiste, groupe du Vercors c/o La Faille, BP 2301, 38033 Grenoble cedex 02.

■ Mouvement liberté justice et fraternité, 4, place Championnet, 38000 Grenoble.

■ SCALP, Section carrément anti Le Pen, 102, rue d'Alembert, 38000 Grenoble. Collectif contre toutes les formes de discriminations. Membre du réseau antifasciste No Pasaran.

■ Verts Nord-Isère, Christophe Laville, 2, impasse de la Voie-Romaine, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

■ Ecologie et société, 27, rue du Vercors, 38120 Saint-Egrève. Mène actuellement une campagne de soutien aux insoumis israéliens, mettant en avant leur courage et rappelant la lâcheté des militaires français en Algérie.

■ Groupe des élus de la gauche et écologistes, 20, avenue de la Houille-Blanche, 38170 Seyssinet, tél : 04 76 49 01 94.

■ Ecologie et citoyenneté, clos des Capucins, 18, chemin Villauds, 38240 Meylan, tél : 04 76 04 81 80.

■ CMA 250, B.P. 202, 38405 Saint-Martin-d'Hères. Relais local de Ras l'front.

■ ATTAC-Voiron c/o Café de l'Europe, 1, place Porte-de-la-Buine, 38500 Voiron, tél : 04 76 65 68 79 (Michel Philippe) ou 04 76 05 90 68 (Marie-Claire Leplat).

■ Les Amis des Verts du Pays Voironnais, rue des Chamois, 38500 Voiron, tél : 06 13 17 12 04.

■ FAIRE, MJC, 66, bd Joliot-Curie, 38600 Fontaine. Relais local de Ras l'front.

■ Les p'tits trombones, 47, rue Yves-Farge, 38600 Fontaine, tél : 06 11 04 07 36. Cette association antimondialisation se veut une structure d'information sur le fonctionnement des hautes sphères financières.

■ Association «Ecologie et Démocratie à La Tronche», Villa des Alpes, 5 rue Doyen-Gosse, 38700 La Tronche.

■ Pont-de-Claix Pluriel, maison des sociétés, 1, avenue Marechal-Juin, 38800 Pont-de-Claix, tél : 04 76 98 70 30.

Malville

une sûre génération d'opposants



A Grenoble, on s'était presque habitué aux manipulations de particules, on avait dans la ville le CENG, Centre d'études nucléaires de Grenoble et son Synchrotron... Mais le truc énorme, démentiel qu'ils voulaient construire à Creys-Malville, là, c'était trop, on n'a pas supporté.

Le Comité Malville s'est créé de façon totalement informelle autour d'un noyau de quelques copains en recrutant d'autres : Gérard Desquinabo dit Kiki, Daniel Rougier, Jean-François Noblet, Cedric Philibert, Jacqueline Tréherne, la physicienne, Raymond Avrillier et puis tous ceux comme le grand Marcel, Lise ou Boisgon, qu'on n'appelait que par des prénoms ou des surnoms. Les noms, quand on les connaît, on peut maintenant les dire, il y a prescription, mais à l'époque les services de police nous avaient à l'œil.

On a vite formé un groupe d'environ cinquante participants qui se retrouvaient chaque semaine pour décider des actions à mener, réunions publiques, conférences, distributions de tracts, collages d'affiches et organisation des manifs. Et puis on décidait du contenu du journal, *Superpholix*, composé et imprimé à La Monta (voir page 16) et vendu dans les rues, sur les marchés. C'était toujours informel mais très efficace et on travaillait en liaison avec les autres comités : les locaux (les habitants des communes très proches du site), le comité de Lyon, et tous ceux qui se créaient un peu partout. Les premières manifs en 1975 et 1976 ont rassemblé pas mal de monde. Malgré les travaux qui se poursuivaient sur le site, on a lancé la grande manif de 1977 qui s'est si mal terminée avec la mort de Vital Michalon. Cette fois, on a été débordé par le nombre des manifestants, dont un groupe incontrôlable, et par l'ampleur de la répression. Profondément choqués, les fondateurs du comité ont abandonné la partie.

Mais le comité avait joué un rôle basique, construit une opposition à toutes les folies de la société libérale industrielle et elle a continué depuis tous azimuts.

Une sûre génération d'opposants était née.

Opposition à l'A.51

J'interroge Jean Jonot, un des principaux acteurs d'alors. Il me dit comment, après Malville 1977, il a rejoint avec beaucoup d'autres les *Amis de la Terre* pour élargir l'action écologiste, avec la CFDT et la CED (Coordination énergie développement, jointure entre syndicats et écolos). A cette époque, PS et Radicaux de Gauche participaient... En 1981, ils ont pu organiser de nombreux débats sur la politique énergétique et réussi à stopper le projet «Thermos» qui devait fournir de l'énergie nucléaire à la ville de Grenoble.

D'où la candidature de Jean aux élections, mais il a renoncé en 1983 à la voie politique pour l'action associative. Avec la CED, il a pu contribuer à la création de la Commission locale d'information sur le nucléaire, à l'introduction de l'éducation à l'environnement dans les programmes scolaires et à la mise en place de stages pour les enseignants à l'école laïque.

Après, il y a eu toute la lutte contre la construction de l'autoroute A51, à partir de 1989 mais surtout en 1992 : enquête publique, manifestations à Grenoble en 1993 et organisation du réseau d'alerte.

C'est un système en arbre, pouvant contacter 5 à 600 personnes à partir d'une tête de réseau et qui a bien fonctionné (l'info circulait en 48 h). Il y a eu onze communes et cinq associations groupées pour adresser un recours au Conseil d'Etat. Des sessions de formation à la non-violence se sont mises en place pour acquérir des techniques permettant de bloquer un chantier. Tout cela a abouti à ce qui a été considéré comme une «défai-

te militaire» pour les gardes mobiles qu'on avait, par précaution, fait venir du Var en juillet 1995. Il y a eu 85 procès-verbaux dressés... Après, un peu épuisés, les contestataires ont connu une sorte de traversée du désert pendant quelque temps.

Une commission Transports s'est créée à la FRAPNA, Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, en 1996. En 1997, le projet d'autoroute est suspendu. La décision est venue d'en haut, «on a servi de monnaie d'échange» selon Jean Jonot qui parle de l'abandon du projet d'autoroute à la condition que les écologistes laissent construire le troisième aéroport parisien.

Pour l'A.51, où en est-on en 2002 ? L'objectif est de définir un type de route qui pourrait être acceptable pour tous. Le travail de concertation se fait avec les Marseillais et les habitants du Trièves (où passe le projet) et devrait déboucher incessamment. Une coordinatrice pour les cinq associations concernées a pu être embauchée grâce à deux subventions.

Déplacements urbains

Infatigable, Jean s'occupe aussi, entre autres tâches, du PDU (plan de déplacements urbains). Un projet en cours ne satisfait pas du tout les écologistes. Leur objectif est de diminuer le trafic, de ne pas refouler la circulation vers la périphérie sous prétexte de désengorger le centre et de restreindre la pollution (un très fort taux à Grenoble). Il faudrait parvenir à un principe d'équilibre entre intérêt général des personnes qui doivent se déplacer et préservation de l'environnement.

Autre projet combattu avec la FRAPNA : le grand stade proposé par la communauté d'agglomération grenobloise dite «Métro» et qui s'élabore sans concertation, sans réflexion urbanistique. Il menace d'annexer une partie du parc Paul-Mistral, en plein centre ville, indispensable à des citadins qui habitent une ville trop dense.

En écoutant Jean Jonot, on peut se demander s'il existera jamais un temps où un pays où les projets présentés au bon peuple pourront être, aussitôt, acceptés dans l'enthousiasme... Mais la contestation suscitée par Malville a créé un sacré ferment de résistance aux absurdités.

Madeleine Nutchey ■



Michel Bernard

Maison autonome de Malville



Georges David

Inauguration de la maison autonome.

Commencée en 1979, la maison autonome de Malville connaît aujourd'hui une nouvelle vie avec l'installation d'un jeune artiste qui a su s'intégrer dans les lieux.

«**L**a maison autonome», c'est bien des souvenirs, bons ou mauvais, pour les militants antinucléaires de la région Rhône-Alpes. Pour les moins jeunes tout au moins. L'histoire de cette structure, dans son épisode le plus récent notamment, mérite d'être contée.

Il était une fois... une opposition locale à la centrale nucléaire «Superphénix» qui, pendant plus de vingt ans, s'est exprimée dans le cadre de l'Association de la région de Malville opposée à Superphénix (ARMOS). A sa création, au lendemain de la tragique manifestation de 1977, l'association, qui fédérait les nombreux comités Malville» locaux, s'assignait deux objectifs essentiels : continuer à militer pour l'arrêt de la construction de la centrale, mais également et surtout, favoriser

l'émergence d'alternatives au nucléaire. C'est en cohérence avec cette stratégie qu'est lancé, en 1979, le chantier d'une maison à vocation autonome sur la commune de Courtenay, non loin de Creys-Malville, dans l'Isère.

Pour l'époque, cette action militante avait tout d'une action originale et ceci à un quadruple point de vue.

Au plan de la stratégie tout d'abord : à l'Armos et ailleurs, nous étions nombreux à penser que nous ne pouvions plus nous contenter de dénoncer le nucléaire et qu'il fal-

lait aussi inscrire notre action de contestation dans une logique constructive. Montrer que des alternatives au «tout nucléaire» existaient : le solaire thermique et photovoltaïque, la géothermie, la filière bois, une urbanisation innovante et visant, notamment, à économiser l'énergie, etc. D'où cette idée de maison à vocation autonome, histoire de montrer que d'autres choses étaient possibles et que les antinucléaires n'étaient pas que de doux utopistes.

L'originalité, on la retrouve aussi dans la technique de construction avec le recours au «ferro-ciment» : projection de ciment sur un ferrailage préalable.

Une technique peu usitée en matière d'habitat, peu onéreuse, relativement facile à mettre en œuvre et, cerise sur le gâteau, suffisamment «souple» pour intégrer, dans trop de difficultés, une série de contraintes que nous nous étions imposées : structure enterrée dans sa partie nord, largement ouverte



à la lumière et au soleil dans sa partie sud, avec une serre et accumulation en sol de la chaleur générée par celle-ci l'été en vue d'un appoint de calories pour l'hiver, un panneau solaire thermique en autoconstruction pour la production de l'eau chaude sanitaire, du photovoltaïque pour la production d'électricité et enfin une cheminée centrale pour le chauffage au bois. Des idées qui ont fait leur chemin depuis...

Les sources de financement ont été combinées : une souscription, lancée tant en France qu'à l'étranger (Allemagne, Suisse, Italie...) a permis de réunir les premiers fonds nécessaires au démarrage des travaux, construction de la coque en ferro-ciment, de la serre, mise en place des portes et baies vitrées, financement de deux chantiers de jeunes. Pour la suite, et principalement l'isolation de la coque et sa protection, l'Armos a pu bénéficier — après maints détours : mise en conformité de la construction avec les lois et obtention d'un permis de construire — d'une subvention du conseil général de l'Isère. Précisons que pour le PS arrivé fraîchement au pouvoir, cette subvention a été l'occasion de s'acheter une bonne conscience à peu de frais. Son refus de participer à la manifestation de 1977, avec les conséquences que l'on sait (1), était encore frais dans les mémoires. Troisième source de financement : deux membres enseignants de l'Armos ont présenté le projet à un concours organisé par la Camif (coopérative d'achats des enseignants) et obtenu un prix de 10 000 F.

Le dernier aspect original de cette action est à rechercher dans les conditions de réalisation des travaux. Si cette maison a pu, année après année, se construire, c'est grâce au travail d'un groupe : les militants de l'Armos rejoints par des architectes de l'école d'architecture de Grenoble ayant accepté de les assister bénévolement. Dans l'impossibilité d'abonder seul aux nombreux travaux à réaliser, deux chantiers de jeunes ont été organisés, via l'association Concordia. Une trentaine de jeunes, originaires de plusieurs pays d'Europe, ont ainsi contribué à l'édification de la structure. Au total, beaucoup de travail certes, mais une expérience communautaire riche d'enseignements.

En 1985-1986, alors que le gros œuvre était presque terminé, le groupe s'est trouvé confronté au problème du vol et à la déprédation. Située dans une zone isolée (il n'avait pas été possible de trouver mieux...) et faute d'être encore habitable, la structure n'a alors pas pu être mise à l'abri du vandalisme de chasseurs et autres personnes mal intentionnées. Décharges de plombs dans les baies

**Nous ne
pouvions plus
nous
contenter de
dénoncer le
nucléaire.**



Premier chantier en 1979.

vitrées, vol de l'outillage et des huisseries, graffitis, etc. Très vite, l'Armos prenait conscience de son impuissance à juguler le problème et avec une profonde amertume décidait de mettre un terme à ce qui aurait pu être une belle aventure.

C'est seulement en juin 1998, à la dissolution de l'Armos (2), suite à l'heureuse décision du gouvernement de fermer Superphénix, que ses membres se posent le problème du devenir de cette maison restée à l'abandon depuis plus de dix ans et celui de la sécurisation du lieu, avant de restituer le tout à la propriétaire du terrain. Faute de pouvoir la détruire facilement (le ferro-ciment ce n'est pas ce qu'il y a de plus écolo, mais c'est costaud...) et la propriétaire — membre de l'Armos — n'y étant pas spécialement partisane, seule la décision de boucher le puits, facteur de risque important, est prise.

En 1999, alors que l'on pensait la page de la maison autonome définitivement tournée, une personne, de retour de voyage et la nuit venue, décidait de faire une halte sur le terrain qui jouxtait la maison. Le matin, découvrant celle-ci, ce qu'il en restait tout au moins, l'hôte d'une nuit, tombé là tout à fait par hasard il faut le souligner, se mit à penser qu'il pourrait y faire son atelier, un atelier original à l'image de ses œuvres. Artiste de profession, Philippe Archart décidait de se lancer à la recherche du propriétaire pour lui proposer une location. Après quelques péripéties, c'était chose faite et le marché conclu.

Depuis, Philippe Archart a nettoyé les lieux, remis en état les portes et baies vitrées, fini de construire la cheminée, repeint les murs, rendu les abords agréables, etc. Il y a pu, ensuite, poursuivre son œuvre de créateur, dans l'esprit du «récup'Art», des sculptures réalisées en recyclant des débris et des parcelles d'objets industriels en bout de course. En attendant de pouvoir faire mieux et si

l'autoroute qui doit se construire sur la zone lui en laisse le loisir, un groupe électrogène lui produit l'électricité nécessaire à l'exercice de son activité et à la recharge, en parallèle, de ses batteries d'éclairage.

Au mois de juillet 2001, Philippe organisait une petite fête. Il y invitait ses amis, mais également, délicate attention, les ex-membres de l'Armos. Pour ces derniers, venus nombreux, cette nouvelle vie de la «Maison autonome» a fait chaud au cœur. D'autant, que cette nouvelle destinée s'inscrit tout à fait dans l'esprit de ses concepteurs : permettre dans ce lieu symbole à un artiste de recycler une partie du produit de nos décharges, qu'espérer de mieux ?

Georges David ■
Secrétaire de l'AMEN

Si vous souhaitez voir ou revoir la maison autonome et surtout rencontrer l'artiste, voir ses œuvres, n'hésitez pas à le contacter : Philippe Archart, route de Boulieu, 38510 Poleyrieu, tél : 06 08 45 39 95.

(1) Ndlr : un mort, plusieurs blessés graves, une centaine de personnes hospitalisées.

(2) Une autre association a pris sa succession : AMEN, Après Malville énergies nouvelles, qui a pour principale tâche d'assurer le suivi du démantèlement de Superphénix et la promotion d'alternatives au nucléaire.

Moulin Guitare

On peut «jouer» de la musique en s'amusant avec des légumes ou des produits à recycler. Pascal Gayaud est le jardinier des sons.



La maison de Pascal Gayaud qui accueille de nombreux enfants..

Le chemin est fléché par des guitares jaunes, vous ne pourrez pas vous tromper si l'envie vous prend d'aller voir Pascal Gayaud en son moulin. C'est un ancien moulin à eau qui a malheureusement perdu sa roue mais gardé l'eau vive qui l'a autrefois fait tourner et qui a gagné, avec le nom de Moulin Guitare, une autre vocation. Et le meunier de la musique ne dort pas, il mouline de nouvelles ritournelles...

Il y a dix ans que Pascal habite là avec femme et enfants. Des enfants, combien ? Beaucoup ! Ceux des écoles sont 4000 à avoir goûté à ses stages en l'an 2001.

Car Pascal Gayaud aime les enfants, la nature et la musique.

Et cet homme heureux est arrivé non seulement à concilier trois passions mais à en faire son métier.

Il n'attend pas la gloire et la fortune même si stages et animations marchent bien, car il ménage son temps, ce bien si précieux pour qui sait regarder. Si l'on veut créer, il faut, selon lui, tout d'abord regarder, et puis attendre que de l'observation naissent les idées. Alors, il s'assied

dans son jardin (il est aussi jardinier), contemple longuement et trouve. Il a le regard fertile, Pascal Gayaud...

Musicien autodidacte, mais né dans une famille d'artistes, aucun instrument ne lui fait peur. Il «joue». Jouer est à employer ici dans ses deux sens car faire de la musique est pour lui un «jeu», lui qui avoue être resté un enfant, et sa créativité vient probablement, outre l'habitude de contempler, d'une curiosité intacte et d'une fantaisie qui ne lui fait redouter aucune invention insolite.

Il initiât de jeunes élèves à la musique mais ne se satisfaisait pas de l'aspect un peu trop classique de sa tâche. Assis dans son potager, selon sa méthode, il a donc réfléchi et vu que les légumes pouvaient ne pas seulement nourrir le corps mais aussi l'esprit. D'où l'idée, saugrenue pour les non-contemplatifs, d'en faire des instruments de musique amusants, pas chers et réalisables par les enfants.

La pomme de terre — le saviez-vous ? — a un beau son grave, la carotte est

une petite flûtée et la plus musicale est la betterave (mais son jus tache, les mamans des jeunes instrumentistes risquent de ne pas apprécier). Le long navet blanc peut la remplacer. Et les courges, ah ! les courges ! quelles belles résonances !

Votre potager est trop petit pour monter un orchestre ? Qu'à cela ne tienne. Pascal Guyaud peut vous montrer comment faire de bonnes guitares, des violons, des contrebasses avec des cartons d'emballage. C'est moins naturel que ses légumes (bio !) mais ça recycle. Sa dernière fabrication est la copie d'une contrebasse du commerce vendue 1500 euros, certes moins puissante que l'original mais très agréable à entendre et faite de vieux cartons et de cuillères de bois pour les clefs.

Mais les instruments les plus faciles à réaliser sont, sans conteste, de type sifflet, quoique l'on puisse aller jusqu'au double sifflet et au sifflet à coulisse si l'on veut. On les fabrique en creusant une grosse pomme de terre (utiliser un vide-pomme pour percer la colonne d'air qui, selon sa longueur, donnera des graves ou des aigus, et, pour l'âme, faire une entaille avec une miniscie). Ce ne sont pas, certes, des instruments riches en octaves mais, d'une bonne patate, on peut tout de même tirer quatre notes (accordées à l'aide d'un instrument traditionnel).

Il tient à préciser : pour ne rien gaspiller, les restes, rognures, ratages vont dans la soupe, jamais à la poubelle !

Des instruments qui peuvent finir dans la soupe.



Pascal Gayaud présente souvent ses instruments, modestement, comme des «objets sonores». Ils lui servent à solliciter l'attention de ses petits élèves. Mais il est étonné lui-même des résultats qu'il obtient, de ce que font des gamins dès l'instant où on les intéresse. Ainsi, dans sa «maison des bois» qui est une très grande cabane au fond du jardin, une classe de maternelle se transforme vite en un petit orchestre, non seulement avec des flûtes en carotte mais aussi des percussions tirées de certains cailloux frappés et des coquilles d'escargots vides entrechoquées (musicale, la coquille...). Le rythme à suivre est très vite perçu et respecté.



Madeleine Nutchey
Pascal Gayaud et un curieux instrument en carton.

Etant le chef d'orchestre des petits musiciens, il a dû inventer pour eux une gestuelle qui permette de diriger ces drôles d'instruments. Et comme il compose, aussi, il a trouvé un nom pour ses créations : «la musique naturelle».

Pascal Gayaud et ses œuvres commencent à être connus hors de l'Isère. Il était présent à Marjolaine, salon bio parisien, il «passe à la télé», le Québec le demande et la Cité des Sciences de la Villette a étudié les caractéristiques de son violoncelle en carton.

Alors, Pascal Gayaud, ne pensez-vous pas, parfois, à monter un orchestre d'adultes pour interpréter des classiques à base de plantes potagères et d'emballages ? Et Pascal de répondre : oui, pourquoi pas, Mozart peut-être, ou Vivaldi... Ce dernier a pensé bien avant lui aux légumes des Quatre Saisons !

Madeleine Nutchey ■

■ Le Moulin Guitare, Pascal Gayaud, Le Vieux Moulin, 38490 La Bâtie-Divisin, tél : 04 76 32 10 98.



Fraka

Réseau d'activistes organisant des rencontres franchement, résolument, féroce, farouchement engagées peut susciter curiosité et enthousiasme, en contribuant ainsi à la meilleure visibilité du mouvement associatif et militant. Face à la violence capitaliste, les objectifs sont d'offrir une occasion de rencontres et de prises de contact, et de démontrer qu'un positionnement alternatif au nouvel hypermarché planétaire est possible. Le dernier festival, du 19 au 24 mars 2002 proposait conférences, projections, débats, expos, pièces de théâtre engagées, concerts, performances, parades, danse, cirk, amour, bonnebouffe-bio (!), poésie, courses d'escargot, jeux de bille, marelle...

■ Fraka, 21, rue Thiers, 38000 Grenoble.



Histoires et toiles

L'association Histoires et toiles est une association de promotion de l'art contemporain et de la formation aux arts plastiques. Elle mène des actions pour donner plaisir à voir, à écouter, à rencontrer des groupes qui mènent une réflexion artistique contemporaine en lien avec la connaissance historique des arts classiques. Elle propose au jeune public (dès 7 ans) des visites d'ateliers d'artiste, des visites



d'exposition. L'association travaille aussi avec les comités d'entreprises pour populariser l'accès à l'art contemporain. Elle organise des voyages à thèmes artistiques.

■ Histoires et toiles, 34 bis, rue Nicolas-Chorier, 38000 Grenoble, tél : 04 76 21 34 67.

Drugi Most

L'association Drugi Most, créée en 1996, regroupe des étudiants issus d'horizons différents, mais ayant en commun un certain idéal démocratique et une certaine idée de la citoyenneté, qui les poussent à défendre les droits de l'homme, en France et en Europe et tout particulièrement en ex-Yougoslavie et notamment en Bosnie-Herzégovine. Ils organisent régulièrement un festival à Mostar, ville de Bosnie-Herzégovine déchirée en deux suite aux conséquences de la guerre, pour offrir, aux habitants des deux côtés de Mostar, des occasions de se rencontrer et de s'exprimer dans un espace neutre, celui des manifestations culturelles.

■ Association Drugi Most, 15, rue Georges-Jacquet, 38000 Grenoble, tél : 04 76 96 60 79.

Cap Berriat

Cette association héberge un collectif appelé CH2, composé de quarante-cinq associations, groupes constitués et individus, tous acteurs du hip-hop grenoblois (danseurs, graffeurs, producteurs, rappeurs, deejay et activistes). Leur slogan : «le développement et la promotion de la culture hip-hop, par les acteurs du hip-hop». Ainsi, elle développe nombre de formations, stages, cours dans le domaine de la musique, de la danse, du graff..., des plus novices aux plus expérimentés. Elle tisse sa toile aux quatre coins du



Raymond Vignal

département, avec des projets plein la tête et des liens se constituent à travers tout le réseau national.

■ Cap Berriat, Jérôme Decol, 182, cours Berriat, 38000 Grenoble, tél : 04 76 96 60 79.

Brise glace

Lieu accueillant différentes associations dont *Ici-Même*, association ayant organisé en novembre 2001 un festival d'arts de la rue. Scandale, lorsque des artistes accrochèrent à un tramway trois pancartes : «Faut exploser toutes les voitures, Marlboro et les usines à Pastic, supprimer toutes les religions et ça ira mieux», «Je n'ai pas peur des Américains» et «On ne le dira jamais assez, Ben Laden est un produit de la CIA». En plein délire sécuritaire, cela passe mal et l'association a été inculpée dans un premier temps d'«apologie du crime». Depuis une médiation a été engagée.

■ Brise glace, 24, rue Ampère, 38000 Grenoble, tél : 04 76 84 58 94.

■ Ici-Même, c/o Brise-Glace, tél : 04 76 84 53 90.

Actes Liés

La compagnie Actes liés est un collectif de quinze comédiens professionnels et amateurs. Cette compagnie a pour but le questionnement et l'engagement social à travers des œuvres et des auteurs trop peu connus. Cette compagnie se veut l'héritière d'une tradition d'ateliers populaires d'intervention culturelle et ceci pour le plus grand plaisir du public.

■ Compagnie Actes Liés, 22, avenue de la Plaine-Fleurie 38240 Meylan.



Scaraboum

Maquiller est devenu un moyen d'expression et un bon outil pédagogique. Le bus de l'association Scaraboum est de former des adultes au maquillage pour enfants : enseignants, dirigeants, éducateurs, professionnels du spectacle, professionnels des hôpitaux et toute personne ayant de l'intérêt pour un enfant.

■ Scaraboum, 24, avenue du 8-Mai-1945, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 14 09 70.

Musidauphins

Vous êtes professeur en école primaire ou maternelle et vous souhaitez monter un projet musical et accueillir un musicien intervenant dans votre classe. Musidauphins vous aide à réaliser un projet sur les musiques du monde, sur la paix et l'amitié entre les peuples, les instruments de musique d'ici et d'ailleurs, sur l'intégration des enfants étrangers de votre classe, sur le chant en groupe favorisant l'harmonie. Cette association est établie sur Grenoble depuis 1963.

■ Musidauphins, 8, chemin de l'Eglise, 38100 Grenoble, tél : 04 76 44 28 79.

Atelier Tournesol

Association pour la protection des cadrans solaires. A réalisé un inventaire des cadrans solaires du département datant d'avant la seconde guerre mondiale (67 sur le canton de Saint-Marcellin, 50 sur celui de Pont-en-Royans...). Procède à la restauration de ces cadrans.

■ Atelier Tournesol, 13 bis, rue de la Résistance, Casamaures, 38950 Saint-Martin-le-Vinoux.



Et également

■ ACRIRA, Association des cinémas de recherche de la région alpine, 2, square des Fusillés 38000 Grenoble, tél : 04 76 21 05 19. Organise tout au long de l'année des festivals comme «Un été au ciné» et «Lycéens au cinéma».

■ AnaGramme, 6, rue Raoul-Blanchard, 38000 Grenoble, tél : 04 76 51 76 07. Deux amoureuses des mots, Jacqueline Estragon et Viviane Veneault, créent l'association en 1993. Aujourd'hui, ils sont 150. Ateliers d'écritures, interventions, spectacles...

■ Argument Massue, Gymnase du Vieux-Temple, 51, rue Maréchal-Randon, 38000 Grenoble. Association ayant pour but de fournir un lieu pour jongler et rencontrer d'autres jongleurs à Grenoble.



■ Les Arts du Récit en Isère, couvent des Minimes, rue Docteur-Lamaze, 38000 Grenoble, tél : 04 76 51 21 82. Programmation, diffusion, création, colloque, formation sur l'oralité, le conte.

■ Association Culture et pédagogie musicale, 2, rue Général-Marchand, 38000 Grenoble, tél : 04 76 51 50 34. Centre de musique. Cours divers.

■ Association des percussions latino-américaines, 25, rue Gabriel-Péri, 38000 Grenoble, tél : 04 76 87 48 16.

■ Compagnie Alter-Nez, 3 bis, rue Clément, 38000 Grenoble, tél : 04 76 21 32 60. Spectacles de clowns et d'objets pour les enfants à partir de cinq ans.

■ Autrement, 8, rue Auguste-Blanc, 38000 Grenoble, tél : 04 76 49 07 92. Association de quartier qui fait la promotion de spectacles «pluriels» : chant, musiques, danses, jonglerie, courts métrages vidéos.

■ Barbarins fourchus, 145, cours Berriat, 38000 Grenoble, tél : 04 76 49 53 39. Association de quartier organisant un festival de la chanson moderne, des chroniques du quartier Berriat, des mémoires du présent...

■ Calliope, 11, rue Amédée-Morel, 38000 Grenoble, tél : 04 76 96 91 01. Association œuvrant à la promotion d'une culture européenne en favorisant les échanges de jeunes dans l'Union européenne.

■ La Casemate, place Saint-Laurent, 38000 Grenoble, tél : 04 76 44 88 80. Lieu d'exposition du CSTI de Grenoble, (centre sur les sciences, les technologies et l'industrie) qui offre une plate-forme multimédia, avec volonté de rendre accessibles les connaissances.

■ Casa de Espana, 3, rue de Londres, 38000 Grenoble, tél : 04 76 49 07 92. Association culturelle des Espagnols de Grenoble et des environs.

■ Centre culturel cinématographique, 4, rue Hector-Berlioz, 38000 Grenoble, tél : 04 76 44 70 38.

■ Cercle des Arts, 29, rue du Docteur-Mazet, 38000 Grenoble, tél : 04 76 85 35 25. Voix parlée et chantée, pédagogie de l'écoute. Leçons de musique.

■ Chapitonom, 4, traverse des 400-Couverts, 38000 Grenoble. Salle de spectacle et d'ateliers gérée par le squatt voisin des 400 couverts (voir article page 19).



■ Cinémathèque de Grenoble, 4, rue Hector-Berlioz, 38000 Grenoble, tél : 04 76 54 43 51. Pour un prix de place modeste, la cinémathèque propose des films par thèmes ou par auteurs. Elle propose aussi des ateliers pour les enfants (initiation à l'animation par exemple), et pour les adultes (écriture de scénario).

■ Cirk'Orange, 15, rue Georges-Jacquet, 38000 Grenoble, tél : 06 87 34 50 01. Association pour la promotion des arts de la rue et du cirque.

■ Collectif singulier pluriel, 15, rue Georges-Jacquet, 38000 Grenoble, tél : 04

76 48 07 11. Association de soutien aux troupes de théâtre amateur, organisation d'événements.

■ Comédiens du possible, 46, rue Saint-Laurent, 38000 Grenoble, tél : 04 76 63 90 58. Collectif fondé en 1984 avec comme éthique que le théâtre doit être basé sur l'humain, l'intelligence et le partage, avec un goût prononcé pour les projets «urbains», voire «déplacés» toujours au service des citoyens.

■ Compagnie Engrenages, 15, rue Georges-Jacquet, 38000 Grenoble, tél : 04 76 89 41 04. Création théâtrale professionnelle et amateur, ateliers de théâtre pour enfants, adolescents et adultes.

■ Compagnie Revalité, 80 bis, rue Nicolas-Chorier, 38000 Grenoble, tél : 06 74 44 94 46. Compagnie d'art vivant mêlant danse, théâtre physique, manipulation d'objets, musique... Recherche d'interventions atypiques.

■ Création Vidéo, 15, rue Georges-Jacquet, 38000 Grenoble, tél : 06 16 58 58 23. Association animant des ateliers vidéo dans les MJC, les centres de formation, les écoles afin de permettre à tous d'accéder à la communication par l'image et apprendre à tourner et à monter une vidéo.

■ Dauphincrique, 5, rue Jean-Bocq, 7 bis, place Paul-Vallier, 38000 Grenoble, tél : 04 76 44 19 89. Ecole de cirque de Grenoble.

■ Des mains et des signes, 15, rue Georges-Jacquet, 38000 Grenoble, tél : 04 76 96 60 79. Association menant des actions pour faciliter les relations entre les sourds et leur environnement, faisant la promotion de la culture des sourds et de la langue des signes.

■ Les Divers Gens, 2, rue de Narvik, 38000 Grenoble, tél : 04 76 17 25 65.

■ Do Siéna Africa, 15, rue Georges-Jacquet, 38000 Grenoble, tél : 04 76 96 60 79. Association culturelle et pédagogique en lien avec l'Afrique et en particulier la Côte-d'Ivoire : danses traditionnelles, cinéma, expositions, spectacles...

■ Echanges culturels Est-Ouest, 106 bis, rue Abbé-Grégoire, 38000 Grenoble, tél : 04 76 84 54 07. Association pour favoriser les échanges culturels entre Europe de l'Est et de l'Ouest à travers le voyage, les échanges éducatifs...

■ Entr'arts, 4, rue Marx-Dormoy, 38000 Grenoble, tél : 04 76 21 37 03. Association d'aide et de soutien à la professionnalisation des artistes. Formation et documentation, organisation de rencontres avec des structures professionnelles, promotion de projets collectifs.

■ Entre ciel et terre, 3, rue Jean-Baptiste-Pradel, 38000 Grenoble, tél : 04 76 46 22 83. Pour savoir comment jongler.

■ Ephithéâtre, 36, rue Parmentier, 38000 Grenoble, tél : 06 87 17 69 43. Association pour la promotion de la création théâtrale, aide à l'accomplissement de pratique artistique.

■ Espace Danse Théâtre, 10, rue Génissieu, 38000 Grenoble, tél : 04 76 56 90 00. Jazz contemporain ou classique, barre à terre, hip-hop, théâtre, chant. Plusieurs associations et clubs sont regroupés au sein de cet espace.

■ Exprimerie, 17, rue Thiers, 38000 Grenoble. Exposition d'œuvres de personnes en difficultés

■ Festijoux, 12, rue Massenet, 38000 Grenoble, tél : 04 76 22 03 16. Plus de 500 jeux d'ici et d'ailleurs, classiques ou étranges pour multiplier les animations et enrichir le programme de manifestations selon des thématiques à définir. Projet de mettre en réseau d'autres associations ayant le même but avec comme fin la mise en route d'un festival international du jeu.

■ La Hurlante, c/o M. Adam, 161, cours Berriat, 38000 Grenoble. Groupe de rock.

■ **Matières à réflexions**, 47, rue Lachmann, 38000 Grenoble, tél : 06 87 30 90 38 Clément Beaufort. *Ateliers d'écritures, jeux littéraires.*

■ **Mondebarbarie**, 15, rue Georges-Jacquet, 38000 Grenoble, tél : 04 76 96 60 79. *Production de spectacles pour des publics en marge des circuits culturels habituels avec promotion de l'orgue de barbarie.*

■ **L'Oreille Tendre**, 4, square Charles-Michels, 38000 Grenoble, tél. : 04 76 49 96 31. *Chant, variété, animations diverses. Leçons de musique.*

■ **Les Planches**, 2, rue Mozart, 38000 Grenoble, tél : 04 76 96 82 44. *Danses classiques, africaines, orientales, flamenco, jazz, contemporain, barre à terre, théâtre...*

■ **Pré Carré**, 135, cours Berriat, 38000 Grenoble, tél : 04 76 96 13 36. *Association faisant la promotion de la littérature contemporaine à travers des lectures publiques, des rencontres, des animations, des ateliers d'écriture et des publications.*

■ **Solexine**, 12, rue Ampère, 38000 Grenoble, tél : 04 76 96 18 18. *Association mettant en avant l'expression artistique comme élément essentiel de lien social et comme support de l'action contre l'exclusion.*

■ **Soupe aux Choux**, 7, route de Lyon, 38000 Grenoble, tél : 04 76 87 05 67. *Salle de jazz. Beaucoup de concerts sympas.*

■ **S'Place music**, 3 bis, rue Clément, 38000 Grenoble, tél : 04 76 49 45 27. *Studios de répétition ou enregistrement pour ensembles amateurs ou professionnels.*

■ **Théâtre 145**, 145, cours Berriat, 38000 Grenoble, tél : 04 76 49 53 39. *Théâtre de quartier, spectacles, lectures, festivals, musique, danse.*

■ **Théâtre Coccinelle**, 21 bis, avenue Félix-Viallet, 38000 Grenoble, tél : 04 76 05 56 50. *Spectacles de marionnettes pour enfants tous les mercredis après-midi.*

■ **Variety School**, 101, cours Berriat, 38000 Grenoble, tél. : 04 76 96 10 77. *Plaisir de peindre, de dessiner et de s'initier aux différentes techniques anciennes ou contemporaines. Cours et formations.*

■ **Les Zinzins**, 27, rue Nicolas-Chorier, 38000 Grenoble, tél : 04 76 70 35 34. *Association de création théâtrale autour de la matière sonore. Recherche de sons et de chorégraphie avec les enfants pour création de spectacles pour les écoles ou ailleurs.*

■ **Les Zon'Arts**, 12, rue Pierre-Sémerd, 38000 Grenoble, tél. : 04 76 70 62 03.

■ **Africa Présence**, BP 2636, 60, avenue de Constantine, 38036 Grenoble cedex, tél : 04 76 69 83 00. *Expositions d'architecture africaine.*

■ **Transfert**, BP 2636, 60, avenue de Constantine, 38036 Grenoble, tél : 04 76 69 83 00. *Echanges culturels entre communautés étrangères en lien avec les recherches en architecture.*

■ **Art en marche et pigeon vole...**, 14, rue de Stalingrad, 38100 Grenoble, tél : 04 76 85 34 56.

■ **Kezako**, 53, rue Général-Ferrié, 38100 Grenoble, tél : 04 76 51 52 01. *Association étudiante pour la découverte des créations étrangères, expositions, spectacles.*

■ **Centre culturel tunisien** 9, rue Paul-Bourget, 38100 Grenoble, tél : 04 76 87 42 73.

■ **La Compagnie N'Denbobo**, c/o Pikon Amendine, 64, rue d'Alembert, 38100 Grenoble, tél. : 04 76 48 13 96. *Création, diffusion, promotion de spectacles en amateurs.*

■ **Ekinox**, Olivier Roche, 2, rue Nestor-Cornier, 38100 Grenoble, tél : 06 82 32 29 52. *Association des arts de rue.*

■ **Atelier des Clots**, 43, rue des Bonnais, 38120 Saint-Egrève. *Cet atelier propose différentes activités comme la sérigraphie, le dessin animé, le dessin et l'aquarelle en voyage, l'architecture géodésique...*

■ **Le Pas Sage**, 27, rue Voltaire, 38200 Vienne, tél : 04 37 02 01 29. *Activités éducatives, culturelles, sociales...*

■ **On the ring record**, Guillaume Cateland, 47, chemin de l'Eglise, 38240 Meylan, tél : 06 11 95 28 22. *Petit label indépendant pour CD, avec tirage entre 500 et 1000 exemplaires.*

■ **W5**, c/o UCMPT, Les Jeandiats, 38250 Villard-de-Lans, tél : 06 10 26 57 33. *Groupe de rock skalternatif. Publie une petite revue : Booyaka ! avec des infos sur la scène musicale locale et engagée.*

■ **Ainsi danse**, 63, avenue du 8-Mai-1945, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 62 54 56. *Sensibilisation et formation en danse contemporaine. Recherche et création artistique en lien avec des troupes amateurs intergénérationnelles.*

■ **Art dans désir**, 63, avenue du 8-Mai-1945, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 24 07 54. *Production artistique et management culturel, organisation de festival (jazz en orbeat...) et participation à différentes manifestations (biennale de la danse à Lyon, Danse ville danse en Rhône-Alpes, Flashmotion...)*

■ **ACA**, 63, avenue du 8-Mai-1945, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 24 07 54. *Création chorégraphique, organisation de stages et formations à la danse (hip-hop, capoeira et modern'jazz...) afin de sensibiliser à ces nouvelles formes d'expression.*



■ **Atelier d'expression Arc-en-ciel**, 18, rue du Béal, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 14 04 90. *Cette association propose à ses adhérents de s'épanouir par le biais de disciplines artistiques : danse classique, contemporaine, modern'jazz, salon, rock, claquettes, comédie musicale et théâtre. Enfants à partir de 4 ans, adolescents et adultes.*

■ **Authentic Style**, c/o Bahri Kodat, 6, rue Henri-Barbusse, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 06 16 14 94 87 ou 06 16 46 78 95. *Compagnie amateur cherchant à faire connaître la culture urbaine en particulier la danse hip-hop.*

■ **Contrechamps**, 4, rue des Nations, 38400 Saint-Martin-d'Hères. *Organise et participe à des manifestations autour de la photographie. Développe les pratiques artistiques ayant comme support ou intégrant la photographie. Propose des liens entre les créateurs.*

■ **Djad'z production**, 9, avenue Jean-Jaurès, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél :

06 21 27 37 87. *Découverte des différentes cultures musicales avec des instruments de tous types, de la danse au chant, mais également à l'aide de la vidéo, du multimédia et de la photo. Aide toute personne désirant réaliser des projets autour de la danse et de la musique.*

■ **Authentik Kolors**, 14, rue Galilée, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 06 72 98 62 26. *Promouvoir l'art du graffiti, par le biais de fresques murales, ravalement de façades, atelier pédagogique, performance artistique, ainsi que tout support visuel (design). A pratiquer de 7 à 77 ans.*

■ **Konvoyeurs Management**, 7, rue Emile-



Combes, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 06 21 44 27 76. *Notre but est de créer un véritable label indépendant de musique rap. Nos activités résident dans l'élaboration de projets phonographiques.*

■ **Les Ineffables**, Maison de quartier Gabriel-Péri, 16, rue Pierre-Brossolette, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 42 89 10. *Promotion des masques et des fêtes masquées, création et détournement d'objets en vue de faciliter le rêve, l'imaginaire.*

■ **Maison de la poésie Rhône-Alpes**, couvent des Minimes, rue Docteur-Lamazé, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 54 41 09. *Pour donner à entendre les poètes d'aujourd'hui, la maison de la poésie Rhône-Alpes édite une revue «Bacchanales», des anthologies ; organise des rencontres, spectacles, lectures, scènes ouvertes... propose des ateliers d'écriture, accompagne tout projet poétique ; met à disposition une bibliothèque spécialisée.*

■ **Paroles d'images**, 11, rue Joliot-Curie, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 62 57 92. *Association pour la promotion de l'art et de la culture à travers une certaine esthétique. Reportage vidéo : prise de vue et montage, graphisme, multimédia, web...*

■ **Radical Mouvement (R-Moov)**, 15, rue Edmond-Rostand 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 06 60 95 11 44. *Promotion de l'expression artistique des musiques actuelles à travers la mise en place d'ateliers d'écriture et de musique assistée par ordinateur ainsi que la production d'albums, de concerts et de bandes sonores pour spectacle vivant.*

■ **Arts et traditions populaires Salmorenc**, 11, rue Faige-Blanc, BP 16, 38500 Voiron, tél. : 04 76 05 20 35. *Pratique et promotion du folklore dauphinois et organisation du Festival international de folklore qui se déroule chaque année à Voiron fin juin.*

■ **Association Biaux rythmes cello-voironnais**, 2, rue des Orphelines, 38500 Voiron, tél. : 04 76 65 60 67. *Musique et danses bretonnes*

■ **Esperanto-Voiron**, 15, rue Victor-Hugo, 38500 Voiron, tél. : 04 76 65 69 30.

■ **APETHI**, Centre culturel de Mille Pas, 72, avenue des Frères-Tardy, 38500 Voiron, tél. : 04 76 05 06 32. *Association pour l'expression théâtrale des handicapés intellectuels.*

■ **Compagnie Casalibus**, 99, rue de la Cigrogne, 38500 Voiron, tél. : 04 76 05 05 08. *Création et diffusion de spectacles à partir d'œuvres classiques et contemporaines.*

■ **Créateurs de nuits**, 3, avenue Aristide-

Briand, 38600 Fontaine, tél : 06 13 82 41 70. *Promouvoir l'écriture et la lecture à travers des techniques artistiques, le théâtre...*

■ **Courant d'Art**, Elisabeth Leras, Bonne-taire, 38650 Saint-Paul-lès-Monestier, tél : 04 76 34 12 15.

■ **Estivales du Trièves**, Jean-Bernard Bellier, Le Village, 38650 Saint-Michel-les-Portes, tél : 04 76 34 10 30.

■ **Le Pot au noir**, domaine de Rivoiranche, 38650 Saint-Paul-lès-Monestier, tél : 04 76 34 13 34. *Résidence pour compagnies artistiques, lieu de création de spectacles et de concerts, présentation de spectacles, formation professionnelle et ateliers d'éveils aux pratiques artistiques.*

■ **ADDM-Isère**, Association départementale de développement musical, 7, avenue des Maquis-du-Grésivaudan, 38700 La Tronche, tél. 04 76 51 18 96.

■ **Danses sans frontières** c/o Jeanne Lima, Préfaucou, Mens, tél : 04 76 34 87 14.

■ **Production «Chapeau percé»**, place de la Mairie, 38710 Cordéac, tél : 04 76 34 90 40. *Compagnie créée en 1989 pour intervenir dans les écoles, les structures éducatives, les centres de loisirs, les instituts spécialisés et dans le cadre de la formation professionnelle, autour de la musique et de la fabrication d'instruments. Il s'agit d'un travail sur la durée. Par exemple, pour une école, l'intervention se fait sur un trimestre avec recherche d'un thème, fabrication et choix de chansons, mise en scène, etc.*

■ **Le Vent en Poulpe**, 1, allée Paul-Eluard, 38800 Pont-de-Claix, tél. : 04 76 99 99 06. *Association étudiante interuniversitaire pour l'aide aux jeunes artistes dans un souci de créer des liens entre les disciplines.*

■ **Ecran vagabond**, Robert Cuchet, Le Village, 38930 Le Monestier-du-Percy, tél : 04 76 96 61 89 en semaine, 04 76 34 43 32 le week-end. *Cinéma itinérant dans les villages du Trièves.*

■ **Danses sans frontières**, c/o Catherine Vessière, Le Village, 38930 Lalley, tél : 04 76 34 74 77.

■ **Association Béchamel**, Patrick Boireaud, 38930 Le Monestier-du-Percy.

Une affaire de nanas

En 1973, deux couples sont à la recherche d'une vie qui soit mieux en accord avec leurs idées contestataires. Et puis deux autres couples les ont rejoints. Les femmes lancent l'idée d'une communauté. Ce sera La Monta.

Ce n'était pas un projet mûrement réfléchi, même si Pierre a vécu un temps dans une communauté de l'Arche avec Lanza del Vasto : «*Nous ne cherchions pas à en reproduire le modèle, avec la spiritualité inspirée par l'Inde et des rites immuables. Non, à La Monta, tout s'est construit — auto-construit ? — à mesure que les choses avançaient, presque spontanément. La communauté a trouvé ses propres règles au jour le jour.*»

Ils ont trouvé une grande maison à La Monta : une trentaine de chambres, avec du terrain autour mais, surtout, avec beaucoup de dépendances pour installer des ateliers.

«*Nous avons mis en commun les fonds que nous pouvions trouver entre nos quatre couples et nous l'avons achetée*» dit Geneviève. Pas trop cher, elle était assez délabrée... Elle avait été construite, vers 1850, pour une famille de banquiers !

Après, chacun donnait chaque mois ce qu'il pouvait selon son salaire pour partager les frais. Geneviève précise : «*chez nous, chacun conservait une part d'intimité, nous avions tous une chambre individuelle ou une chambre pour couple, même si les repas se prenaient en commun*». Les tâches se partageaient, il se formait des équipes, pour, à tour de rôle, faire la cuisine, le ménage, les travaux de chantier, etc.

Toutes les décisions importantes se prenaient en commun (problèmes de fric, gros achats, utilisation des bagnoles, etc.) ainsi que l'acceptation dans le groupe de nouveaux arrivants.

Des problèmes ? Oui, bien sûr, mais pas au début. C'est au moment où, après les premiers arrivants, se sont ajoutés peu à peu des jeunes célibataires, amis des premiers installés, qui avaient les mêmes motivations, mais qui étaient quelquefois des paumés à qui il était difficile de refuser l'hébergement. «*A un certain moment, il y a eu un afflux de jeunes qui a fait peur, ils étaient ... moitié Lanza del Vasto, moitié Lutte Ouvrière... Nous avons trouvé un jour, dit encore Geneviève, un papier punaisé sur la porte de l'escalier pour annoncer la décision de quelques-uns de se retirer à l'étage parce qu'ils ne les supportaient plus... Nous avons été*

contraints d'expulser quelques indésirables. Et puis le conflit s'est apaisé.»

Geneviève ajoute qu'avec les gens du quartier, ça ne s'est pas mal passé. Les responsables municipaux, au début, étaient plus méfiants et leur envoyaient la police chaque fois qu'un acte de délinquance était commis dans le coin. Mais ils leur envoyaient aussi les clochards qu'ils ne savaient pas où loger ! Ils ont mis quelque temps à comprendre qu'il y avait là des personnes normales, avec des métiers respectables (instituteurs, infirmières, chercheurs universitaires, ouvriers et même un employé communal) et que, habiter ensemble dans cette grande bâtisse, c'était un choix de vie. «*Comme nous ne nous sommes pas enfermés, repliés sur nous, que nous avons créé des activités pour les enfants du quartier, ils ont changé*



L'entrée de la Monta à l'époque communautaire.

d'avis. Les mères maghrébines disaient, toutes fières, nos enfants ont un château ...C'est qu'il y avait place pour tous dans le jardin et les fameuses dépendances.

Ces dépendances ont permis l'installation de plusieurs ateliers, fonderie, micro-électronique, verre soufflé, poterie (avec un four), réparation auto, mais aussi atelier vélos où avec deux vieux se refaisait un neuf ! Et puis, très important, une imprimerie qui aura un rôle important dans le vie militante locale.

Et ensuite, qu'est-elle devenue, cette communauté ?

«*Nous nous sommes séparés en 1983, sans drames, naturellement, parce que certains s'en allaient pour diverses raisons, et que ceux qui restaient n'étaient pas assez nombreux pour remplir l'immense maison. Nous avons pu la vendre.*» Elle est aujourd'hui bien restaurée par les nouveaux propriétaires.

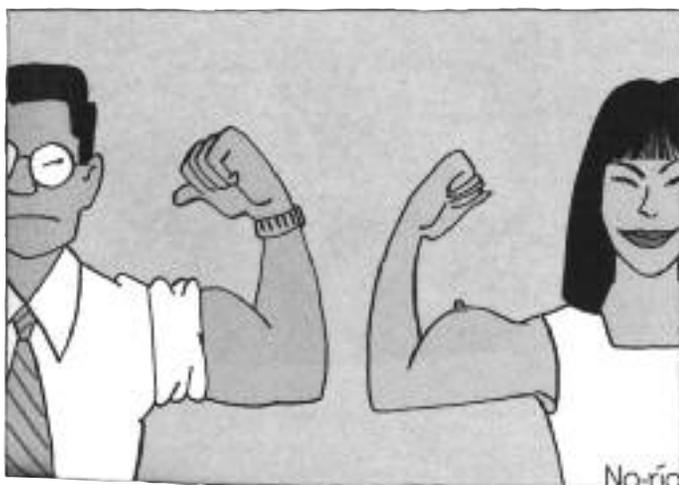
Chacun a reçu sa part de la vente, équitablement, Geneviève tenait scrupuleusement les comptes, un autre vérifiait et c'était difficile, car nous avons été jusqu'à 30 habitants (et quatre chiens, mais ils n'ont pas demandé leurs parts...). Certains avaient donné de l'argent, ceux qui ne pouvaient pas avaient donné des heures de travail et il fallait tout prendre en compte.

«*C'est une très belle expérience, nous ne regrettons pas de l'avoir vécue.*»

Ils ont parlé tout les deux très simplement, sans réticence. Mais ils disent aussi être un peu gênés de n'être que deux, là, présents, pour témoigner d'un passé tellement partagé. Le point de vue des autres leur semble indispensable mais comment, dans un laps de temps compté, pourrions-nous les retrouver et les interroger. Ils ont été si nombreux...

Alors, s'ils lisent cette page, ils voudront peut-être réagir. Dans ce cas, *Silence* publierait une suite à l'histoire de La Monta. Mais ayant eu la chance d'être quelquefois reçue dans la grande maison, je me permettrai d'ajouter un avis personnel : je peux dire que, à la fin des années 70, il y avait en ces lieux une qualité de vie perceptible dès qu'on passait la porte.

Madeleine Nutchey ■



Observatoire isérois de la parité

L'observatoire isérois de la parité entre les femmes et les hommes a été créé en 1997 avec pour mission d'intervenir dans les domaines de la vie politique, économique, professionnelle, sociale, éducative et familiale pour :

- * réunir les données, faire produire et produire des analyses, études et recherches sur la situation des femmes, au niveau départemental,
- * assurer une information auprès du public,
- * favoriser des actions tendant notamment à la diffusion des connaissances,
- * interpeller les pouvoirs publics ainsi que les acteurs politiques, économiques et sociaux,
- * faire toutes recommandations et propositions de réformes ou des projets de textes législatifs et réglementaires

L'observatoire isérois de la parité émet tous les ans un rapport général, publié par tous les moyens de presse qu'il a à sa disposition. Il rédige des rapports thématiques dans les domaines précités. L'Observatoire est un outil au service des groupements et associations qui le composent ainsi que des publics intéressés par la parité femmes/hommes.

■ Observatoire de la Parité entre les femmes et les hommes, Centre d'information féminin, 9, rue Raoul-Blanchard 38000 Grenoble.

A Jeu Egal

A Jeu Egal est une association qui s'adresse aux gays, aux lesbiennes, aux bisexuel(le)s et à toute autre personne se sentant plus ou moins concernée par l'homosexualité. L'association est mixte. Elle propose de nombreuses activités : discussions, débats sur le vécu, bouffes, balades en montagne, projections de films et documentaires. Elle milite aussi contre l'homophobie, pour le Pacs, pour favoriser des liens avec d'autres acteurs de la vie sociale en organisant des actions communes, des forums, notamment contre toutes les formes de discriminations. A Jeu Egal participe activement à la Semaine gay et lesbienne organisée tous les mois de juin par le collectif CIGALE.

■ A Jeu Egal, 8, rue Sergent-Bobillot, 38000 Grenoble, tél : 04 76 46 15 25.



Femmes solidaires

Femmes solidaires est un mouvement féministe qui développe des actions pour faire reculer la féminisation de la pauvreté, les inégalités dans le travail, le travail à temps partiel imposé, les violences dans la société et la famille, gagner la parité politique, défendre le droit à l'IVG et à la contraception.

■ Femmes solidaires, 2, rue Romain-Rolland, 38600 Fontaine, tél : 04 76 26 04 27.

Konchitas production

Konchitas production est une association de femmes qui se donne pour objectif d'aider au développement de la scène musicale alternative locale, en organisant des concerts sans profits. S'impliquent principalement dans les causes anticapitalistes et antisexistes. Elles cherchent à faire que les filles se prennent au maximum en charge dans tout ce qui concerne l'occupation d'une scène.

■ Konchitas production, c/o Cap Berriat, 182, cours Berriat, 38000 Grenoble, tél : 04 76 96 60 79.

Et également

■ Collectif femmes, 3 bis, rue Clément, 38000 Grenoble.

■ CIFI, Centre d'information féminin de l'Isère, 9, rue Raoul-Blanchard, 38000 Grenoble, tél : 04 76 54 08 19.

■ Femme-Evasion, 53, boulevard Gambetta, 38000 Grenoble, tél : 04 76 43 12 24.

■ SOS Inceste, 11, rue Millet, 38000 Grenoble, tél : 04 76 47 90 93. *Aide aux enfants victimes de violences sexuelles dans leur famille.*

■ Collectif Cigale, 8, rue Sergent-Bobillot, 38000 Grenoble, tél : 04 76 46 15 25. *Collectif des associations homosexuelles de Grenoble organisant la semaine gay et lesbienne chaque année en juin.*

■ Les Voies d'Elles, 8, rue Sergent-Bobillot, 38000 Grenoble, tél : 04 76 85 20 64. *Association des lesbiennes de Grenoble.*

■ Contact Grenoble parents familles gais et lesbiennes, 8, rue Sergent-Bobillot, 38000 Grenoble, tél : 04 76 17 14 70.

■ David et Jonathan, 8, rue Sergent-Bobillot, 38000 Grenoble, tél : 04 76 43 08 09. *Groupe homosexuel.*

■ Assemblée des Femmes de l'Isère, 9G, place Saint-Bruno, 38000 Grenoble, tél : 04 76 21 46 98. *L'association fait la promotion de la parité au sein des institutions, suscite et soutient l'engagement des femmes pour une égalité entre hommes et femmes, développe la solidarité entre les femmes ici et dans le monde, défend le droit des femmes à la libre disposition de leur corps.*

■ AFFDU, Association française des femmes diplômées d'université 3, place Vaucanson, 38000 Grenoble. *Créée en 1920, membre d'une fédération internationale présente dans 68 pays. Demande la parité dans les études alors qu'aujourd'hui les étudiantes disparaissent au fur et à mesure que l'on monte dans les diplômes. Un travail remarquable dans un milieu qui résiste encore aujourd'hui à la féminisation.*

■ Planning familial, 36, rue Lesdiguières, 38000 Grenoble, tél : 04 76 87 94 61. *Association d'aide pour les problèmes de contraception, de contrôle des naissances, d'avortement, disposant d'un centre de documentation sur les questions de femmes.*



■ Amicale du Nid, 15, place Gustave-Rivet, 38000 Grenoble, tél : 04 76 43 01 66. *Soutien aux prostituées.*

■ Ecole des parents et des éducateurs, 6, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble, tél : 04 76 87 54 82. *Quand le couple connaît des difficultés, l'école des parents propose des méthodes d'écoute et de médiations.*

■ Condition paternelle, 6 bis, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble, tél : 04 76



85 41 56. *Aide aux pères divorcés.*

■ UFCS, Union féminine civique et sociale, 6, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble, tél : 04 76 46 48 02 ou 87 62 71.

■ Syndicat des familles monoparentales de l'Isère, 6, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble, tél : 04 76 46 50 72. *Section locale du syndicat national.*

■ SNFM, Syndicat national des familles monoparentales, 6, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble, tél : 04 76 46 62 36. *Il y a encore bien des droits à conquérir pour que la situation de monoparentalité ne soit plus synonyme de pauvreté.*

■ Réseau-Hommes, Michel Beretta, Grenoble, tél : 04 76 59 72 09. *Groupe d'hommes réfléchissant à la nouvelle place de l'homme dans une société où les femmes ont toute leur place. Les femmes évoluent, les hommes doivent faire de même.*

■ Mosaïque, 21, rue Albert-Thomas, 38100 Grenoble, tél : 04 76 93 03 56. *Convivialité entre femmes.*

■ Association dauphinoise d'aide aux femmes, 46, rue Mallifaud 38100 Grenoble, tél : 04 76 43 14 06.

■ Femmes solidaires, 50, rue Ampère, 38100 Grenoble, tél : 04 76 49 53 19.

■ Solidarité femmes, 6, galerie de l'Arlequin, 38100 Grenoble, tél : 04 76 40 50 10. *Aide aux femmes victimes de violences.*



■ Solidarité Femmes, 80, galerie de l'Arlequin, 38100, Grenoble, tél : 04 76 22 82 08.

■ AFSI, Amicale des femmes sénégalaises de l'Isère, 95, galerie de l'Arlequin, 38100 Grenoble, tél : 04 76 40 57 81.

■ Groupe Femmes, MJC Anatole-France, 2, allée Lys-Rouge, 38100 Grenoble, tél : 04 76 21 38 31.

■ Le Nid, 20, rue Pré-d'Elle, 38240 Meylan, tél : 04 76 90 16 62. *Aide aux prostituées.*

■ CIDEF, 17, place Albert-Schweitzer, 38300 Bourgoin, tél : 04 74 28 29 30.

■ MFPP, Mouvement français pour le planning familial, Le Sileur, 38300 Bourgoin-Jallieu, tél : 04 74 28 30 22.

■ APEV, Aide aux parents d'enfants victimes, lot Molière, 38880 Autrans, 04 76 94 76 68.

Vérité Rhône-Alpes

La liberté d'expression est une lutte de tous les instants pour les militants. L'achat d'une imprimerie aura donné un moyen particulièrement efficace au militantisme des années 70 à maintenant.



DR
Une imprimerie pour assurer la liberté d'expression.

Michel de Bernardy de Sigoyer (qu'on appelait Sigo) et Pierre Boisgontier se sont rencontrés en 1966 dans les comités Vietnam puis se sont retrouvés en 1968 dans les cadres des comités d'action issus de l'UNEF et dans le comité de la fac de sciences «informatique au service de l'homme». Le premier était alors étudiant en informatique, le deuxième, assistant de recherche en sciences sociales. Leur engagement s'est fait simultanément sur le plan scientifique et sur le plan militant dans un mouvement de jeunesse d'inspiration maoïste afin «de servir le peuple». Ils se sont ensuite investis dans les comités de quartier et dans le travail de soutien à la lutte du peuple palestinien. D'un côté, il y a l'engagement professionnel dans l'équipe de Georges Goyet, de l'autre l'aventure des Editions Vérité Rhône-Alpes.

Ces éditions sont nées, après 1968, de la volonté des comités d'action d'avoir leur propre journal pour contrer les mensonges officiels propagés entre autres par le quotidien local, le *Dauphiné Libéré*. Il s'avéra très vite qu'il était difficile de sortir du «papier libre» compte tenu des pressions directes et indirectes exercées à l'époque sur les imprimeurs. Sigo et Boisgon font alors le pari de racheter les machines qui sortaient *Vérité Rhône-Alpes* pour avoir la capacité d'assurer la liberté d'expression. Ce fut un outil précieux pour la contestation durant toute la décennie noire des années 70-80 durant

laquelle régnaient les interdictions de paraître, les saisies, l'ordre selon Marcellin, Pasqua, Giscard...

L'imprimerie VRA sortit des dizaines de milliers de milliers d'affiches et des millions de tracts...

L'imprimerie VRA sortit des dizaines de milliers d'affiches et des millions de tracts, ceux des mouvements lycéens des années 73 (L'Amer Michel), ceux contre la pollution chimique à Pont-de-Claix (Poison du peuple), premier papier écologique de l'agglomération, ceux de la campagne pour la liberté de l'avortement, des mouvements pour les droits des immigrés, pour le soutien à la révolte des prisons avec le Comité d'action des prisonniers, des mouvements de libération nationale, en particulier du mouvement portugais «O Alarm», toute la lutte contre le fascisme en Amérique latine, ceux pour l'interdiction du lepénisme, contre Superphénix avec la sortie dans des conditions très difficiles de SuperFolix et du Casse-Noix en 1977, etc.

Toutes ces parutions à un moment où la photocopie à grande vitesse n'existait pas et où les offsets de VRA fonctionnèrent souvent jour et nuit. Tout cela en dépit du peu de soutien des institutions de «gauche» et des attaques de l'extrême-droite : menaces de mort, attentats à l'explosif contre la communauté de La Monta qui abritait l'imprimerie, sans parler des intimidations policières (perquisitions de Saint-Egrève à Tavernolles), et des retombées administratives sur les personnes, entre autres le refus d'intégration au CNRS.

Après la mort de Jean-Paul Sartre, premier directeur de publication, Michel Sigo avait accepté la charge très exposée de responsable des éditions VRA. La journée de travail était alors double : chercheurs d'un côté, imprimeurs de l'autre. Geneviève Baudino viendra renforcer l'équipe. L'imprimerie poursuivra au-delà de l'expérience de La Monta, jusqu'en 1998. Michel Sigo a fait sa thèse en 1980 sur l'histoire de la contre-information en Rhône-Alpes. Cette thèse doit sortir cet été aux éditions L'Harmattan (1). Michel de Bernardy de Sigoyer s'est malheureusement tué ce printemps lors d'une randonnée en montagne.

Pierre Boisgontier et lui étaient toujours actifs localement. L'avant-veille de l'accident de Michel, ils discutaient de l'opportunité de remplacer le concept de développement «durable» par celui de développement «complexe à énergie constante» appliqué aux technopoles. L'enjeu était celui du devenir de la démocratie face aux tentations technologiques, en particulier à propos des projets comme Biopolis (voir page 42). Pour Michel, il n'y avait pas de séparation entre le chercheur et le militant. Sa mort est une perte pour les sciences sociales comme pour le camp des progressistes.

Pierre Boisgontier ■

(1) «La contre-information dans les luttes urbaines, un système d'expression» en collaboration avec Pierre Boisgontier et Raymond Avrillier.

Les Quatre Cents couverts

Vivre ensemble

Ce squat, ouvert en novembre 2001, accueille à Grenoble entre huit et vingt personnes selon les moments. Un lieu d'expériences pratiques mais aussi de réflexion sur la vie collective.



L'ouverture d'un nouveau squat... avec des arguments massue !

J'ai rencontré trois squatters un après-midi pluvieux et froid du mois de mai. Charles, 23 ans, a arrêté la fac "parce que ça ne lui convenait pas trop" et pour "gagner sa vie". Nicolas, 20 ans, précise qu'il n'est pas seulement Grenoblois, mais qu'il est des fois Romanais (de Romans). Eric, 24 ans qui comme les autres travaille "le moins possible" vient de la Drôme. Le groupe comprend également une chômeuse, trois personnes ayant un travail salarié intermittent, quatre étudiantes, deux RMistes...

Tous ont fait le choix de squatter, d'abord par réflexion politique, car en économisant un loyer, on peut prendre plus de distance avec le système qui vous impose un rythme de vie au quotidien détestable. Pour Charles, «le squat est un bon moyen de gagner du temps de vie pour pouvoir finalement réfléchir sur plein de questions et avancer sur certaines d'entre elles». Pour Eric c'est également un moyen de disposer d'espace. L'espace en ville est hors de prix. Pour lui, c'est aussi un moyen de vie plus confortable que seul dans un appartement. Il apprécie la gestion collective d'un lieu.

En économisant un loyer, on peut prendre plus de distance avec le système.

Nicolas reprend cet idée forte de collectif. C'est un moyen de remettre en cause une société trop individuelle, c'est un moyen de reconstruire d'autres gens qui apportent des éléments critiques vis-à-vis de la société : «On n'est pas obligé d'habiter en squat pour se reconstruire, mais ça n'est pas mal non plus...».

A l'origine du squat

Le squat du Centre psychiatrique autogéré a été fermé pendant l'été 2001. Des gens ont eu besoin de se reloger ou de trouver un espace pour faire des activités. Ils ont découvert une vieille maison de deux étages en plein centre ville, vide, courant novembre 2001. Un mois après ils ont ouvert un autre lieu dans la même rue qui sert de salle publique et un entrepôt. Cette propriété appartient à la METRO, c'est-à-dire la communauté des communes autour de Grenoble et c'est la mairie qui gère les bâtiments. Celle-ci a attaqué en procès, mais les squatters bénéficient d'un flou juridique car la mairie n'a pas pu présenter de projet réali-

sable dans l'immédiat en ce qui concerne le pâté de maisons où ils se trouvent... du fait que certaines maisons voisines sont encore occupées par de légitimes propriétaires. A partir de l'expérience du Centre psychiatrique autogéré, dont beaucoup sont issus, il a été décidé d'essayer de s'installer dans la durée... ce qui juridiquement semble possible.

Comment ça fonctionne un squat ?

Chaque squat a ses propres règles. Pour les Quatre cents couverts, il y a des réunions régulières, un jeudi sur deux, pour la programmation de la salle publique (le Capitônom) où il y a un atelier cirque, un autre vitrail, des fois de la sérigraphie et puis des concerts, des contes, des spectacles de marionnettes, des conférences, des films, etc. Y participent les personnes intéressées par une des activités. De même, il y a des réunions pour la gestion de l'espace, pour faire vivre le lieu, pour l'entretenir, pour s'organiser. Les réunions ne sont pas obligatoires, mais dans la mesure où cela touche la vie de tous et de toutes, il y a une forte participation.

Il y a deux caisses séparées. Celle de la "salle publique" et celle d'habitation. Les personnes "qui ont un lit", c'est-à-dire ceux/celles qui y habitent versent 90 euros par mois. Pour les autres, dont la présence est plus irrégulière, c'est à prix libre... Ceci suppose une prise de conscience de chacun-e sur la valeur des choses (prix des repas notamment). Il y a un trésorier, qui change parfois, chargé de payer les frais limités du collectif. Les sommes sont plus importantes pour la salle publique : spectacles et buvettes font tourner de l'argent. L'entrée aux spectacles est à prix libre également, mais pas la buvette. En règle générale, le tout dégage peu à peu des ressources qui permettent d'investir dans des travaux.

Y a-t-il des liens entre ces divers squats ?

Certains d'entre eux, d'entre elles, avec des personnes du Mandrak, ont organisé le Fra-ka, une semaine de résistance contre le capitalisme. Avec le Crocoléus, depuis le début il y a eu des échanges de matériel, et un coup de main pour leur installer l'électricité.



DR
Dans les squats, on aime les fêtes et les petits instants.

Des gens de chez eux avaient déjà organisé des concerts au Centre psychiatrique autogéré avant. Des affiches ont été réalisées ensemble. Quand il y a un événement chez l'un, il y a des affiches collées chez l'autre.

Pendant l'expulsion du 124, rue d'Alembert (ex Centre psychiatrique autogéré), le squat voisin du 102 a permis de stocker du matériel dans ses locaux, d'y tenir une soirée de soutien, etc. Ce sont des gens qui les ont bien aidés et avec qui ils ont des liens, même s'il ne s'agit pas de la même génération.

Il y a également des relations avec des squats dans d'autres villes : Izmir à Saint-Etienne, le Point Moc à Lyon, Maloka et les Tanneries à Dijon. Beaucoup de squatters se sont retrouvés impliqués dans le passage d'une caravane anticapitaliste. Depuis un an, une tentative de réseau inter-squat essaie de se mettre en place : il s'est réuni une fois à Toulouse, une fois à Grenoble, une fois à Marseille. Chaque squat est un espace qui marche par affinité. Tous les squat n'ayant pas les mêmes affinités, un réseau inter-squat est surtout pour le moment un lieu de questionnement. Il existe un autre réseau inter-squat mais uniquement entre milieux artistiques parisiens.

Quels liens avec les milieux alternatifs ?

Une caractéristique des milieux alternatifs semble être leur fluidité. Certains regroupements se font autour d'une initiative comme cette année pour le 1er mai, la fête du non-travail, lancée initialement par le Crocoléus. Eric met l'accent sur le manque d'organisation militante comme c'est le cas par exemple à Dijon. Nicolas n'en est pas per-

suaadé : lorsque des initiatives sont prises comme Fra-Ka, on y retrouve des personnes impliquées dans des associations ou des organisations syndicales ou politiques, mais cela se fait sans que ces organisations apparaissent. Dans le squat, une personne est à la CNT, une autre à la LCR... Eric a un doute sur la possibilité pour ces groupes structurés d'être alternatifs : *«Depuis que j'ai commencé vraiment à prendre position dans ma vie, ce que j'entends par alternatif, ce sont des choses qui sont plus en relation avec le quotidien, le type de consommation, le type de rapport qu'on peut*

«Ce que j'entends par alternatif, ce sont des choses qui sont plus en relation avec le quotidien.»

avoir les uns, les uns avec les autres, par exemple, les manières qu'on a de gérer le temps de parole en réunion. Quand je vais à des réunions syndicales, je me rends compte que j'ai en face de moi des gens qui n'ont pas posé dans leur vie les conditions pour se changer eux-mêmes avant de changer le reste du monde (...) je ne pense pas que se soit alternatif d'avoir une réunion militante où il y a des grandes gueules qui parlent tout le temps.»

Et du côté des écologistes ?

Du côté des organisations, les plus intéressés pour agir sur le quotidien semblent être Chiche ! et La Souris Verte, deux associations de jeunes écolos qui ont organisé des soirées dans les squats de Grenoble. Il y a aussi la perception de nombreuses démarches individuelles. Ils ont entendu parler de communautés rurales, de projets dans le Vercors... Il y a eu des contacts avec une caravane écologiste venue du Gard qui propose des thèmes comme l'auto-construction, l'évacuation autonome de l'eau, l'autonomie alimentaire, les véhicules fonctionnant à l'huile de tournesol.

Ils apprécient le travail de la librairie l'Encre-Rage (voir article page 62) mais préfèrent l'idée d'alternatives à celle de révolutionnaires. *«Les alternatifs ont une propension*

à vouloir créer quelque chose ici et maintenant qui soit à côté, en se disant que peut-être plus tard ça grossira et ça bouffera le gros». Les révolutionnaires veulent surtout démolir le système et ne se servent pas forcément des moyens qu'ils proposent pour une société future. Charles : «Une fois j'ai vu un drapeau palestinien ici sur lequel il était marqué 'droit à la résistance'. Pour moi le support, le drapeau n'est pas quelque chose à laquelle il faut se raccrocher : un drapeau, c'est un Etat, des frontières, des formes de pouvoir». Eric : «une organisation révolutionnaire qui pense que la révolution n'est pas prête va maintenir les schémas de domination classique encore quelques mois, quelques années jusqu'à ce qu'une masse soit prête à suivre un mouvement révolutionnaire. (...) Pour moi, ça ce n'est pas de l'alternatif du tout. C'est ce qu'on voit tous les jours, c'est comme le Medef qui réfléchit à comment amener des centaines de milliers d'ouvriers à l'usine».

Si tout le monde s'interroge sur l'écologie, Nicolas affirme que personne ne représente «un» milieu alternatif : *«Il y a des gens qui sont plus ou moins engagés dans la remise en cause de la société. Il n'y a pas d'un côté des gens qui sont pile poil des moutons et qui sont dans le rang, et de l'autre les gens qui sont complètement alternatifs».*

Quelles alternatives dans un squat ?

Le fonctionnement du squat est basé sur un tour de parole. On lève la main pour demander la parole. On ne la coupe pas aux autres. Il y a une critique des «chefs». Ceux qui parlent beaucoup sont incités à attendre la prise de parole des autres. Les timides sont incités à s'exprimer. Il y a une grande attention portée à ne pas être sexiste. Il y a plus de végétariens dans le milieu squats que dans la société... mais ce n'est pas un impératif collectif.

Le squat est une alternative en soi car il apprend à vivre les uns avec les autres. Ce n'est pas toujours facile. Cela va plus loin que le choix d'une vie en couple parce que les gens bougent, sont plus nombreux, amènent plus de différences. C'est distinct d'autres lieux de sociabilisation car ici, en plus, il y a l'expérience de l'autogestion, essayer de ne pas introduire de hiérarchie. Toutefois Nicolas ne met pas la vie collective comme une nécessité pour développer des alternatives : *«C'est bien qu'il y ait des gens qui vivent de manière collective, et cela m'apporte pas mal de trucs, mais c'est bien aussi que tout le monde ne fasse pas forcément comme ça. C'est bien qu'il y ait des gens qui fassent seuls des expériences différentes».*

Il semble que le squat soit surtout un milieu de jeunes (entre vingt et trente ans), est-ce à dire que ce besoin de vivre collectivement est lié à un âge, à une situation sociale ? Pour Eric, c'est peut-être parce que c'est exigeant. Vivre ensemble peut entraîner des

remises en cause personnelles importantes et nécessiter des périodes de repli individuel : «la collectivité a un côté étouffant pour tout le monde parce que ça demande une forte concentration». Pour Nicolas, le squat pose d'autres contraintes : cet hiver, ils ont eu un chauffage installé, coup de chance, trois jours avant la première vague de froid. Ils sont souvent fauchés et la nourriture s'en ressent : on abuse des pâtes ! Le manque de confort est usant.

Tous appuient néanmoins sur le côté formateur de la vie de groupe. Le groupe dynamique et chacun fait plus de choses que s'il était seul. Seul, on n'organise pas des repas de quartiers ou la fête du non-travail.

Rapports avec le voisinage

Il semble que ce mode de vie soit perçu comme très alternatif du côté des institutions : à chaque fois qu'ils organisent quelque chose, on cherche à leur mettre des bâtons dans les roues. Etre autonome est sans doute très subversif dans une société où tout est

prévu pour que vous soyez assisté par l'Etat. Le fait d'être dans une situation illégale pour le logement est semble-t-il suffisant pour que toute autre initiative soit condamnée d'avance. D'un côté, l'Etat tient un discours en faveur des initiatives culturelles comme celles développées dans ce qu'il appelle «les non-lieux» que sont les squats, de l'autre, il réagit comme s'il s'agissait d'un viol de la propriété privée.

Concernant les voisins directs, cela se passe souvent mieux. Du temps d'un premier squat, une association s'était mise en place avec les voisins pour lutter contre la destruction du bâtiment occupé. Cela n'a toutefois pas été jusqu'à les aider au moment de leur expulsion. Après leur départ, le bâtiment a été rasé. Dans un deuxième lieu, les voisins, en immeuble-dortoirs, étaient indifférents. Lors d'une troisième occupation, les voisins ont d'abord eu peur, puis se sont habitués et sont venus dire au revoir au moment de l'expulsion. Généralement, le squat laisse une impression positive. Il n'y a jamais eu de péti-

*L'Etat réagit
comme s'il
s'agissait
d'un viol de
la propriété
privée.*



tion et pas trop de plaintes. Certains voisins proposent leur ancien mobilier. Les affiches qui annoncent des activités restent généralement bien en place. Certains viennent rendre visite. A l'adresse actuelle, la maison a été achetée par la mairie pour créer un centre médical pour personnes âgées. Alors que ces personnes âgées sont nombreuses dans le quartier, il ne semble pas que le fait que le squat puisse repousser le projet ait été un motif de mécontentement.

Où sont les femmes ?

Les femmes sont majoritaires dans le squat, mais absentes ce jour-là. Je demande comment cela se fait ? L'annonce de l'entretien a été faite collectivement, mais les présents avancent que les femmes à ce moment-là ont plus d'occupations à l'extérieur que les hommes.

Quel avenir ?

Pour Nicolas, «le top serait que la maison reste debout le plus longtemps possible et que notre collectif tourne avec un bon fonctionnement». S'il y a expulsion, ce n'est pas vécu comme un drame : il y a plein d'autres maisons vides. Mais pouvoir rester longtemps dans le même lieu est un avantage certain : cela évite de toujours devoir refaire les mêmes travaux, les mêmes investissements, cela permet de développer de nouvelles activités alternatives, culturelles... Il y a un débat entre les résidents pour savoir s'il doit se développer plus de positions collectives. Eric le regrette : «Les gens pensent des choses différentes sur l'urbanisme, sur la différence entre une mairie de gauche et une de droite, sur le fait qu'une ville soit gérée par une mairie ou pas, par ses habitants, etc. Le collectif des 400 Couverts n'a pas arrêté une position là-dessus. On n'est pas clair, sur ce qu'on veut défendre publiquement et collectivement». Charles lui s'en contente.

Eric constate que les gens de l'extérieur les classent dans l'extrême-gauche. Pourtant, il ne s'y retrouve pas du tout en ce qui concerne les valeurs liées au travail. Les pratiques quotidiennes sont parfois bien loin des discours des partis politiques. Nicolas pense que sur de nombreux sujets, il ne faut pas parler de position collective, mais plutôt de débat interindividuel : «C'est la même chose pour le mouvement alternatif grenoblois. Il y a plein d'idées qui se croisent, plein de gens qui font plein de trucs, mais peut-être se sont les



DR
Une maison qu'il serait dommage d'abandonner.



DR

Au sein du squat, la zone de gratuité où tout le monde peut se servir.

informations qui ne tournent pas assez, ou peut-être c'est l'état de pourrissement de la société capitaliste qui n'est pas assez avancé...»

Une utopie réaliste ?

Pour Nicolas : «Imaginons que je rencontre quelqu'un qui n'est pas du tout là dedans et je lui raconte les trucs qui se passent ici. Il me dira :

té des gens c'est tout bêtement quelque chose d'impossible à faire».

Pour Eric. «Je pense que serait une forme d'utopie si on voulait l'étendre et dire que c'est une solution, l'alternative idéale au capitalisme. On se placerait dans un schéma utopique en disant qu'on souhaite qu'un maximum de gens vivent ça. Or, ce n'est pas évident de trouver un groupe d'amis et d'affinités suffisamment fort

ce n'est pas possible de faire ça ! (...) Ce qu'on fait ce n'est peut-être pas de l'utopie, des grandes idées, mais ce sont des trucs qui ont l'air d'être incroyables, et pourtant on les réalise. On occupe cette maison, on propose des super trucs de temps en temps, et je pense que pour la majori-

pour affronter ce qui peut survenir dans ce genre d'expérience parce qu'il y a quand même des trucs durs à affronter. Nous, c'est vrai, on s'est donné les moyens de vivre ce qu'on avait envie de vivre, et à partir de là ce n'est pas de l'utopie, mais de la vie».

Les trucs durs, ce sont les expulsions par les CRS. Les moments forts, c'est quand ils reviennent du marché avec de pleines caisses de fraises qui sont jetées et que l'on peut en faire des confitures pour rien. Dans un squat on peut vivre avec seulement 100 euros par mois !

Vivre avec aussi peu permet d'arrêter de remplir des papiers administratifs. Cela permet de se réapproprier de l'espace et du temps. Cela permet de choisir et non de subir. Cela permet d'agir au quotidien au lieu de râler de temps en temps.

Mimmo Pucciarelli. ■

■ Les 400 Couverts, 10, traverse des 400-Couverts, 38000 Grenoble, tél : 04 76 86 44 12.



- Le Brise glace, 24, rue Ampère, 38000 Grenoble, tél : 04 76 84 58 94. Gros squat, reconnu institutionnellement, en voie de négocier une convention. Ce lieu est "occupé" par des artistes subventionnés qui tournent à l'étranger. Officiellement, ce ne sont que des ateliers et personne n'y loge.
- La Baraque, rue Ampère, 38000 Grenoble. Squat voisin du Mandrak.
- Le Crocoléus, 70, rue Nicolas-Chorier, 38000 Grenoble. Squat qui a ouvert en septembre 2001. Il y a une salle de concert et un bar. Dans cette salle pour l'instant il y a surtout une programmation de concerts : punks, soirées africaines, etc. Cinq personnes y habitent. Comme elles sont dans les livres et les disques, ils animent un infokiosk.
- Le 82, rue Nicolas-Chorier, 38000 Grenoble. Pas loin du Crocoléus, une maison occupée avec une petite dizaine de personnes qui y habitent.
- L'entre-deux, 80 bis, rue Nicolas-Chorier, 38000 Grenoble. Squat occupé par des danseurs qui ne savaient pas où aller. Ils avaient un spectacle à monter et ils ont juste occupé cet espace pour créer ce spectacle. Après, ils sont partis en tournée, puisque ce sont des gens assez connus dans leur milieu...
- Le Mandrak, 22 ter, rue Ampère, 38000 Grenoble. Une salle de concerts, d'exposition, un immense espace géré par une association et qui a une programmation régulière. C'est un lieu qui n'est pas subventionné. Quelques personnes logent sur place.
- Le 102, rue d'Alembert, 38000 Grenoble. Squat le plus ancien : depuis 1983. Il y a une salle de cinéma, un infokiosque,



une permanence de la CNT, une salle d'exposition, des gens qui y habitent aussi (actuellement deux personnes, mais ça tourne régulièrement), des concerts, etc. Tout fonctionne sans subvention. Ils ont obtenu un accord avec la mairie : celle-ci a même payé la mise aux normes des lieux. Ils ont un bail tacitement reconductible tous les cinq ans et ne paie pas de loyer. Leur ancienneté en fait un lieu qui est connu dans le monde entier. Ceci leur amène beaucoup de visites. Ils ont pu obtenir la paix de la mairie car leur travail culturel est reconnu bien au-delà de la ville. Contrairement aux autres squat, les animateurs du lieu sont plus âgés, certains y étant depuis pratiquement le début.

■ Oasis en tous lieux, Gregg West, Agnès Pétilion, 45, rue des Alliés, 38100 Grenoble. Ce groupe fort d'une trentaine de personnes cherche à mettre en place un éco-village dans la région grenobloise selon la charte Oasis en tous lieux. Le projet comprendra un centre d'accueil et une école.

Le projet se heurte pour le moment à la recherche d'un lieu.

■ Hêtre, Jean-Baptiste Vial, Le Marron, 38140 Saint-Paul-d'Izeaux, tél : 04 76 35 96 48. L'association Hêtre s'est mise en place récemment et vient d'acquérir un terrain de 4000 m², à 40 km de Grenoble, avec une bâtisse présentant une surface habitable de 270 m². Des militants de différents milieux se sont regroupés pour mettre en place un lieu d'accueil. Au cours de l'année 2002, des chantiers de restauration à l'aide de techniques de l'habitat sain devraient permettre de rendre les lieux d'habitation plus vastes. Ce lieu accueillera ensuite des personnes en diffi-

culté, en lien avec des personnes socialement bien intégrées. Une vingtaine de personnes sont engagées dans le projet qui cherche encore des financements sous forme de parts de SCI.

■ La Vigne, La Sauge, 38620 Velanne, tél : 04 76 07 60 40. 25 personnes en 1992 autour de l'idée d'une «maison européenne commune». Art de vivre, réflexologie, séminaires, stages...

■ Patricia Petitcolas, 2, allée de la Joumatte, 38640 Claix, tél : 04 76 99 84 24. Cherche à participer à la création d'un lieu de vie, à forte vocation artistique et culturelle, notamment dans les domaines des danses et musiques traditionnelles.

Arche de Saint-Antoine

Les communautés de l'Arche sont nées sous l'impulsion de Lanza del Vasto à partir de 1948. Elles ont la caractéristique de lier intimement le travail intérieur et le travail politique autour de la notion de non-violence chère à Gandhi. Pour Jean-Baptiste Libouban, actuel responsable des communautés, l'homme doit changer sa vision du monde pour pouvoir ensuite espérer changer la société. Se reconnaissant à la fois dans le christianisme (valeur de la spiritualité) et dans l'anarchisme (rejet de la hiérarchie), les communautés de l'Arche qui se sont fortement développées jusque dans les années 70 connaissent aujourd'hui un certain vieillissement. Celle de Saint-Antoine qui revendique plus que les autres ses valeurs chrétiennes, est la plus dynamique actuellement. Elle a de nombreuses activités tournées vers le public avec des stages, des sessions...

■ Communauté de l'Arche de Saint-Antoine, Cour du Cloître, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél : 04 76 36 45 52.



Djule djule



Djule djule n'est pas une expression typiquement dauphinoise qu'on utiliserait encore en Isère pour se saluer, mais c'est le sens de ces mots tibétains qui viennent du Ladakh et du Zanskar, hautes vallées himalayennes.

Pourquoi, dans ce numéro, est-il question du Tibet ? Parce que Catherine Hamburger, qui est à l'origine d'une association aux multiples retombées, habite à Saint-Nazaire-les-Eymes, pas très loin de Grenoble. Et j'ai failli titrer : « l'Isère se jette dans l'Indus ». Catherine a fait quatre voyages dans cette région du nord de l'Inde, triangle hautement montagneux coincé entre l'Inde, la Chine et le Pakistan. Rattachée au Cachemire, la région n'en reçoit pratiquement aucune aide. Etant géographe et biologiste, Catherine s'est passionnée pour la beauté de cet endroit du monde encore exempt de nos méfaits occidentaux et surtout pour son peuple.

Un système agricole très astucieux est basé sur la culture de l'orge et des pois dans des champs savamment irrigués. Les habitants font également de l'élevage, moutons, chèvres, yaks, dont la laine sert à tisser les vêtements. Les outils nécessaires sont forgés sur place, le grain est

moulu dans de petits moulins à turbine le long des torrents.

C'est un fabuleux modèle d'autarcie. Et ce modèle fonctionne dans des conditions extrêmes, sous un climat le moins facile qui soit (huit mois d'hiver à -25°, pas de pluies en été), à des altitudes entre 3500 et 4500 m.

Quant aux habitants, ils sont particulièrement chaleureux et tolérants, avec une vie spirituelle forte, autour de monastères très liés aux villages. Ils ont su s'adapter totalement à l'environnement, ne gaspillent rigoureusement rien mais reçoivent avec générosité. Et ils sont joyeux !

Ce n'est donc pas étonnant que Catherine ait été séduite dès son premier séjour.

Mais aujourd'hui ils ont besoin d'aide, parce qu'ils sont, eux aussi, hélas, mis en danger par la mondialisation. En outre,

il ne pleut plus ces dernières années (réchauffement climatique ?) et leur extraordinaire système d'irrigation risque d'être

Ils ont su s'adapter totalement à l'environnement, ne gaspillent rigoureusement rien mais reçoivent avec générosité.



Village du Ladakh.

bientôt à sec, ce qui les priverait de toute culture. C'est pourquoi s'est créée l'association Alpes-Himalaya. Il semblait que les habitants des montagnes françaises étaient plus susceptibles de comprendre ce peuple d'altitude et d'ouvrir la voie à une vraie solidarité.

Un projet en cours défend la culture tibétaine (sa médecine et sa pharmacopée notamment) et tente d'apporter aux habitants l'aide des énergies douces.

Avec l'association *Jeunes et nature*, des chantiers ont déjà eu lieu (4000 arbres plantés). Ils veulent construire à Tangso (une centaine d'habitants à 4500 m d'altitude) une école de zanskaris pour perpétuer la médecine tibétaine. La construction utilisera des briques d'adobe, l'équipement des toilettes sèches, du solaire et des microcentrales.

L'association Alpes-Himalaya cherche des partenaires et des parrains et nous espérons qu'ils vont en trouver.

Madeleine Nutchey ■

■ Association Alpes-Himalaya 2000, Frères du Monde, Maison de la nature et de l'environnement, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 52 24 41.

Catherine Hamburger, malgré son attachement pour le Tibet, ne cesse pas de s'occuper du mouvement *Jeunes et nature* en Isère. Elle organise des stages pour apprendre à vivre en pleine nature (avec de plus en plus de tracés administratifs, car il faut répondre «aux normes», et les forêts doivent être équipées de sanitaires conformes !). L'association compte 650 membres et elle a onze salariés permanents. Elle a à son actif la restauration du moulin de Crolles (devenu musée du Patrimoine) et beaucoup de travail en Chartreuse.

■ Catherine Hamburger 38, place de l'Eglise, 38330 Saint-Nazaire-les-Eymes, tél : 04 76 52 24 41.



Séchage de plantes en plein air.

L'Argentine en Dauphiné



Michel Bernard
Jaime Alberto Perez

Si nous n'y prenons pas garde, la situation vécue en Argentine pourrait se matérialiser en France. Les histoires de corruption, en particulier à Grenoble, montrent le chemin.

L'Argentine a vécu sous la dictature de la Junte de Videla de 1976 à 1983. Jaime Alberto Perez a dû quitter son pays quand il était étudiant. Il a pu terminer ses études à Paris (il est ethnologue et anthropologue), puis il a trouvé un emploi à Grenoble et il y est resté. Il aime cette ville et son ambiance.

Il s'occupe maintenant d'éco-tourisme équitable (un tourisme défendant les droits de l'homme et les cultures menacées), par exemple avec les Amérindiens (Toba du Chaco). L'occasion de lui demander ce qu'il pense de la crise dans son pays d'origine.

La crise argentine

Le peuple argentin est créatif et énergique. Une exception culturelle : c'est grâce à la télé qu'a pu naître dans ce pays un grand mouvement social. Il existe en Argentine une nouvelle génération de journalistes qui, après toutes les années d'oppression, parlent enfin librement et sans concessions. En France, on a un peu le sentiment que tout est tombé du ciel, la liberté, la démocratie... Très peu de personnes portent encore ce bien commun et un système maffieux pourrait se mettre en place sans trop d'opposition. Ça commence par la corruption. On en a vu une amorce à Grenoble à l'occasion de l'affaire de l'eau dénoncée par Raymond Avriillier (1).

L'opinion populaire en Argentine est passée par les «casserolades». Ce mode d'expression vient en fait du Chili, où il a été inventé dans le camp adverse, par des gens qui voulaient déstabiliser Allende ! Il s'agit de faire du bruit pour attirer l'attention avec les moyens du bord, donc les casseroles, les bidons, etc.



En Argentine une corruption généralisée, éhontée, a provoqué un ras-le-bol de la population. Le rôle des multinationales, dont la Lyonnaise des Eaux, a scandalisé (factures d'eau exorbitantes adressées à des personnes incapables de payer et dont on confisquait les biens — maison ou terres — sous le prétexte de dette à recouvrer). Il y avait peu d'Argentins munis de véritables titres de propriété, et les compagnies immobilières ont outrageusement profité de cet état de fait. Le libéralisme dérive inexorablement vers les tendances maffieuses, abus, manipulations, chantage, etc. Et ceci dans tous les pays du monde. Nous ne sommes pas totalement protégés en France, bien que, au moins, ici, les fonctionnaires soient assez correctement rémunérés pour être à l'abri des tentations, ce qui n'était pas le cas en Argentine, d'où le pourrissement de tout le secteur public.

Et la situation en France ?

Le besoin d'un mouvement citoyen est pourtant important. Le chômage, les personnes condamnées au RMI, vivent un sentiment de non-appartenance, le système social est pervers.

Ce mouvement nécessite une formation des populations et des élus aux méthodes participatives, il faut se former pour agir et renouveler entièrement l'action syndicale. On reste dans une sorte de nombrilisme attaché à quelques personnalités en vue. La revendication n'a pas de grands projets, même si Attac, la Confédération Paysanne, Ras le Front ont des succès mérités. Tout est pensé pour que le Code du travail soit aboli, pour que tout soit déréglementé au profit des entreprises. C'est du darwinisme social, comme si l'évolution naturelle voulait que le plus faible disparaisse.

Mais il est facile d'attaquer les syndicats : ils sont devenus complètement rétrogrades et archaïques.

A Grenoble, dans une ville où on a compté des protestants de toutes sortes, où on a

côtoyé Voltaire et Rousseau, il devrait y avoir un sursaut, un renouveau. Or, dans les associations, il y a une chaleur humaine mais peu d'énergie, comme s'il y avait une surchauffe interne qui ne donne rien à l'extérieur.

Avec ses amis du Collectif Argentine, Jaime a participé à une distribution de tracts disant : «Nous sommes tous des Argentins». Ils pensent aux casserolades. En Argentine, quand c'était encore trop dangereux de manifester dans la rue, les casserolades ont permis de se faire entendre depuis les toits et les fenêtres des derniers étages. Quand, à Buenos Aires, ils se sont décidés un jour à descendre, il y a eu 30 morts ; bien que ce soit un mouvement tout à fait non-violent.

Le gouvernement a été tenu pour pénalement responsable. Un dicton dit «leur étincelle a mis le feu à la plaine». Il s'appliquait aux femmes de la place de Mai, mais on peut le reprendre aujourd'hui.

Après tant d'années d'impunité, le processus de justice est lent mais fonctionne.

Les casseroles se sont transposées sur internet. A chaque nomination d'un ministre douteux, son pedigree est aussitôt sur le net. Deux ou trois ont déjà été contraints de démissionner.

Il faudrait qu'on arrive à lancer une casserolade globale, sur toute la planète, contre le libéralisme...

Il existe cependant des mouvements très intéressants, Survie, le Centre inter peuples qui publie d'excellentes informations ils méritent d'être soutenus.

Jaime m'a semblé de bon conseil : allons-nous, à Silence, faire des bruits de casseroles ?

Madeleine Nutchey ■

■ Collectif Argentine, Jaime Alberto Perez, 5, rue Alphan, 38000 Grenoble, tél : 04 76 54 61 58.

■ Survie Isère, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 40 13 30.

■ CIIP, Centre d'information inter-peuples, 6, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble, tél : 04 76 87 59 79.

(1) Raymond Avriillier, élu écologiste, a dénoncé la privatisation de l'eau et obtenu que la nouvelle municipalité rompe le contrat, permettant un retour de l'eau dans le service public. La mort d'un journaliste qui a collaboré avec lui n'a jamais été élucidée.

Le n'dama concurrence le tracteur



En Sierra Leone, une race de petits bovins a permis de labourer en se passant du tracteur : le n'dama.

Philippe Allagnat habite en Isère, à Saint-Sorlin-de-Morestel où il a repris la ferme familiale. A l'entrée du chemin, un capteur solaire...

Est-ce que cette recherche du soleil a un rapport avec l'Afrique, non sans doute. Mais Philippe, en tant que coopérant et Volontaire du progrès, y a passé plusieurs années et notamment deux ans et demi en Sierra Leone où des études d'agronomie l'ont amené à développer la traction animale en 1983. Il travaillait en association avec des coopérants anglais (la Sierra Leone, pays anglophone, avait alors conclu des accords avec le ministère de la coopération français).

Pourquoi donc fallait-il que des coopérants s'occupent de la traction animale dans ce pays ?

Un animal bien adapté

Parce que, jusqu'alors, les cultivateurs ne labouraient qu'en poussant eux-mêmes une houe et c'est un travail exténuant. Et la population avait de gros besoins en riz qui est la nourriture de base depuis le début du siècle dernier.

La riziculture est parfaitement adaptée au climat très humide (il tombe six mètres d'eau par an en Sierra Leone, six fois plus qu'en France). La saison sèche est courte. Le riz est planté à l'abri de petites digues qui doivent ensuite résister à l'arrivée de l'eau qui peut tout emporter si le calcul des digues n'a pas été fait correctement.

Les coopérants, en liaison avec une université agricole locale, devaient essayer de résoudre ce problème et celui d'une meilleure efficacité du travail grâce à l'aide des animaux.

Le bœuf n'dama a été choisi pour sa petite taille (moins lourd, il s'enfonce moins dans le sol boueux) et parce qu'il résiste à la mouche tsé-tsé. La traction animale était exploitée dans les pays voisins, Sénégal, Guinée, mais ignorée en Sierra Leone. Des paysans guinéens s'y étaient établis mais ils étaient trop pauvres pour acheter un bœuf.

La première tâche était donc d'apprendre comment faire travailler ces bœufs, comment les élever et comment se procurer les charrettes les mieux adaptées.

Philippe Allagnat n'avait qu'un souvenir de la technique de ses parents et, en Isère, ils

labouraient avec des chevaux. Il s'est donc documenté et formé lui-même avant de former sur place les cultivateurs du pays. La traction animale a vite démontré son efficacité : les petits n'dama passaient là où un tracteur calait (les champs ont été pris sur la forêt et sont remplis de souches). Et leur travail est plus rapide. Des tests ont été réalisés, en comparant avec un tracteur, c'est le n'dama qui gagne ! En plus, dans ces contrées, un tracteur en panne est le plus souvent abandonné faute de pièces de rechange.

Preuve étant faite de la supériorité de l'animal, il fallait donc en généraliser l'élevage et, ce, d'autant plus que le bœuf est là-bas une bonne source de protéines (à cause de l'abondance des pluies, les troupeaux se nourrissent sans aucun problème et même dans la courte période sèche il reste des pâtures dans les fonds). Quand un bœuf a travaillé huit ou dix ans, on le mange, autre supériorité sur le tracteur.



Le bœuf n'dama.

Pour les charrues, après sélection des modèles pouvant être fabriqués sur place, un atelier a été créé.

Afin que l'ensemble fonctionne, il a fallu faire une étude socio-économique et suivre les résultats de l'expérience dans les familles. Les coopérants ne souhaitaient pas faire de l'assistantat, les crédits octroyés par les Occidentaux n'allant pas souvent où il faut et n'étant jamais remboursés, cela cause une mentalité détestable, jalousies, déresponsabilisation, etc., sur fond de corruption à tous les étages.

On a préféré mettre en place des groupements genre CUMA, coopérative d'usagers de matériel agricole, afin d'acheter les bœufs en commun comme cela se fait aussi au Sénégal, au Mali, au Burkina. Dans les villages, on choisit deux personnes qui apprennent à

dresser les bœufs et qui en seront responsables (les bœufs doivent être surveillés et enfermés car il y a beaucoup de vols).

Une guerre dévastatrice

Tout ce système laborieusement mis en place a bien fonctionné. Philippe est retourné en Sierra Leone en 1991 et ça marchait bien. Evidemment, le fait d'avoir remplacé le travail humain par le travail animal a supprimé des emplois mais quels emplois, les hommes étaient des bêtes de somme. L'atelier de charrettes en avait créé, en compensation.

En dépit d'une absence totale de politique agricole, l'expérience était positive. Il faut noter que le pays, malgré une région montagneuse difficile (point culminant à 1900 m), est extrêmement riche et il a un potentiel économique considérable.

Tout irait bien... s'il n'y avait eu la guerre désastreuse qui a tout désorganisé et dévasté.

Heureusement, les femmes font encore de petites cultures vivrières, légumes, manioc, sur des lopins de terre qui sont parfois à plusieurs heures de marche mais qui permettent de compléter le riz quotidien, avec un petit peu de poisson ou de viande parfois. Les femmes ont aussi organisé des petits réseaux commerciaux dans les villes.

Des savoirs acquis

Si la paix actuelle se maintient, ce pays pourrait repartir. Il doit d'autant plus le faire que ses voisins encore plus pauvres ont émigré en masse et qu'il y a de plus en plus de monde à nourrir.

La coopération, ce n'était pas parfait, il y a un esprit un peu paternaliste, on sent aussi dans l'aide apportée qu'il est tenu compte du marché sous-jacent, des intérêts à défendre ici ou là, ce n'est pas neutre, on soutient ou non un programme suivant les retombées possibles. Mais ce n'est pas inutile, on laisse un savoir-faire qui va se perpétuer.

Philippe Allagnat est maintenant à la Confédération paysanne, et il défend justement le slogan qu'il a appliqué en Sierra Leone : le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes.

Madeleine Nutchey ■

■ Philippe Allagnat, route de Vézeronce, 38510 Saint-Sorlin-de-Morestel, tél : 04 74 80 35 44.

Education au développement

L'association Afric'Impact mène des actions d'éducation au développement plus particulièrement en direction des enfants. Elle a développé pour cela des outils pédagogiques innovants : jeux, CD-rom, simulation... Elle essaie de montrer comment se met en place notre système de représentation mentale et comment ensuite, il est difficile d'avoir une autre vision des rapports entre les gens. Elle essaie d'apporter des informations, en montrant nos responsabilités et les possibilités qui s'offrent à nous pour prendre du recul et repartir dans une autre direction.

■ Afric' Impact, Willy Lavaste, 60, place des Géants, 38100 Grenoble, tél : 04 76 40 47 05.



DR
Maroc, à l'ombre des rares arbres.

Tourisme solidaire

L'association *Vision du monde* est née en 1993, de la rencontre de paysans marocains soucieux de diversifier leurs activités en offrant un accueil touristique. Au fil du temps, l'association a mis en place d'autres projets en relation avec des habitants du Maroc, de Bulgarie, du Mali. Il s'agit à chaque fois de concevoir le tourisme comme une forme d'aide pour des zones défavorisées, avec prise en charge des projets par les locaux, accueil chez l'habitant et enfin prélèvement de 3 % des frais du voyage pour des investissements collectifs locaux.

■ Vision du monde, Laurent Besson, 128, route de Sérézin, 38300 Nivolas-Vermelle, tél : 04 74 92 16 55.

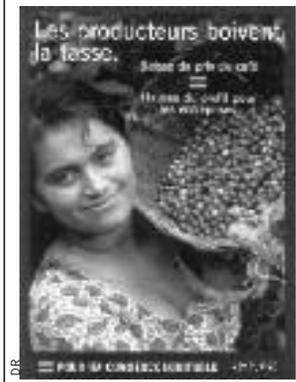
Chantiers internationaux

Depuis 1950, l'association Concordia organise des chantiers internationaux dans un but d'entraide, de fraternité entre les peuples. Les chantiers

Artisans du Monde

Artisans du monde est un véritable réseau de commerce équitable qui travaille en lien avec 180 groupements dans 40 pays. Ce sont les conditions de travail des groupements du Sud qui fixent les prix et non la demande du Nord. Des contrats d'achat régulier évitent les variations de prix du marché international, une charte garantit le respect des droits humains, de l'environnement et l'information aux consommateurs.

■ Artisans du Monde, 7, rue Très-Cloître, 38000 Grenoble, tél : 04 76 51 37 08.



confiés à de jeunes bénévoles délivrent un message humaniste. Concordia travaille en lien avec 80 associations similaires dans le monde, pour une société démocratique, solidaire et participative. Elle est partenaire du programme «service volontaire européen» qui s'adresse à des jeunes de 18 à 25 ans.

■ Concordia, 94, Grand'Rue, 38830 Saint-Pierre-d'Allevard, tél : 04 76 45 11 32.



DR
Soirée d'éducation.

Solidarité avec l'Inde

L'association «Friends of all» de Voiron soutient les activités de l'association indienne du même nom qui œuvre sur place pour le développement rural, l'éducation, la formation, l'aide médicale, l'aide aux personnes handicapées, et qui organise des marches et chantiers internationaux.

■ Friends of all (Amis de tous), Ingeborg Eilers, rue de la Martellière Orgeoise, 38500 Voiron, tél : 04 76 05 20 79.



DR
Une carriole offerte par le groupe de soutien français.

Actions contre la faim

L'association FIAN Rhône-Alpes, Foodfirst information and action network, revendique le droit pour tous d'avoir accès à la nourriture. Elle mène des actions, souvent assez radicales, au niveau international, pour informer des causes de la faim dans le monde (l'économique et non la sécheresse !). Elle rappelle sans cesse les bonnes résolutions de l'ONU qu'il suffirait d'appliquer : nourrir le monde ne coûte qu'un pourcentage infime de l'argent passé dans l'armement.

■ FIAN Rhône-Alpes, 15, rue Georges-Jacquet, 38000 Grenoble.



Et également

■ Comité des Iraniens progressistes, CIIP, 6, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble.

■ Alpes Tibet, 46, rue Saint-Laurent, 38000 Grenoble, tél : 04 76 89 70 67. *Solidarité montagnarde avec le peuple tibétain.*

■ CCFD, Comité catholique contre la faim et pour le développement, 16, place de la Valette, 38000 Grenoble, tél : 04 38 38 00 13.

■ Ligue de défense des droits de l'homme en Iran, maison des associations, 6, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble, tél : 04 76 46 79 01.

■ Comité de Soutien Tirua/Mapuche (Chili), CIIP, 6, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble.

■ Amitié Dauphiné Pologne, 56, rue Docteur-Hermitte, 38000 Grenoble, tél : 04 76 70 40 11. *Association pour la promotion des cultures et traditions polonaises. Elle met en relation les personnes qui veulent faire des échanges linguistiques. Elle coopère avec les organismes officiels pour mieux servir la communauté polonaise iséroise.*

■ Amitié solidarité Cachemire, 12, place de la République, 38000 Grenoble, tél : 04 76 37 70 63.

■ ASPAC, Association de solidarité avec l'Amérique centrale, maison des associa-

■ Comité Chiapas, 16, rue Charles-Michels, 38600 Fontaine, tél : 04 76 23 37 77.



DR
Village du Chiapas.

tions, 6, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble, tél : 04 76 57 36 56.

■ Les Deux rives, Association des amis du Maghreb et du Machrek, 1, rue Hauquelin, 38000 Grenoble.

■ ARAI, association pour la défense des retraités algériens de l'Isère, 1, rue Hauquelin, 38000 Grenoble.

■ AMG, Amicale des Marocains de Grenoble, 1, rue Hauquelin, 38000 Grenoble.

■ Arménie échange et promotion, 6, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble, tél : 04 76 46 90 97.

■ Collectif pour Cuba, Maison des associations, 2, bis, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble, tél : 04 76 51 36 56. *Solidarité avec le peuple cubain en faisant mieux connaître sa réalité par des échanges, débats, manifestations culturelles, en maintenant des actions de solidarité concrète (soutien à un hôpital, participation au projet MédiCuba-Europe)...*

■ Association franco-égyptienne Nil-Isère, Anne-Marie Bayoumy, 6, rue Servan, 38000 Grenoble, tél : 04 76 00 08 92.

■ Maison du Bénin, 12, rue des Arts, 38000 Grenoble, tél : 04 76 87 31 61.

■ Pharmaciens sans frontières, 46, rue Saint-Laurent, 38000 Grenoble, tél : 04 76 26 71 82. *Distribution de médicaments dans les pays pauvres.*

■ Association Nord-Sud, 14, rue Stella-Montis, 38140 Meylan, tél : 06 08 70 87 70. *Collecte et analyse des informations relatives au développement durable et aux relations Nord-Sud. Construction d'un site internet. Organisation des activités favorisant les échanges culturels et économiques entre l'Europe et l'Asie du Sud (l'Inde, le Sri Lanka, les Maldives, le Bangladesh).*



DR



Le sous-commandant Marcos.

■ Alpes Djurdjura Solidarité, 14, rue Lavoisier, 38000 Grenoble, tél : 04 76 01 14 41.

■ Amnesty International 19, rue Lesdiguières, 38000 Grenoble, tél : 04 76 46 07 93.

■ Amnesty international, 6, rue Trident, 38100 Grenoble, tél : 04 76 22 32 20.

■ Association des citoyens tunisiens des deux rives, 90, galerie des Baldaquins, 38100 Grenoble, tél : 04 76 09 48 33.

■ Association dauphinoise d'amitié franco-libanaise, 95, galerie de l'Arlequin, 38100 Grenoble, tél : 04 76 40 76 30.

■ Solidarité Palestine, association médicale franco-palestinienne, 97, galerie de l'Arlequin, 38100 Grenoble, tél : 04 76 22 33 23.



■ Max Havelaar Rhône-Alpes, 3 bis, rue Clément, 38100 Grenoble, tél : 04 76 49 19 23.

■ Amis des Enfants du Monde, Mme Gramusset, 8, avenue de l'Europe, 38120 Saint-Egrève, tél : 04 76 75 13 03.

■ Promesse, M. Moraillon, L'Aubiane, 2, rue de Bellevue, 38120 Saint-Egrève, tél : 04 76 75 14 43. *Parrainages d'enfants d'Ethiopie.*

■ Kinésithérapeutes du monde, 55, impasse Charrière, 38140 Renage, tél : 04 76 91 19 80.

■ Ecoliers du monde - Aide et Action, Madeleine Reynaud, 10, les routes, 38300 Succieu, tél : 04 74 92 12 49. *Parrainage d'enfants défavorisés en Inde, Togo, Sénégal, Niger, etc.*

■ Solidarité Energie Pérou, Les Auches Tord, 38350 Saint-Honoré, tél : 04 76 81 34 66. *Commerce équitable avec des communautés du Pérou.*

■ Kassumay, Pierre Verna, 58, chemin du Moulin, 38360 Noyarey, tél : 04 76 53 86 10. *Solidarité de deux villages du Grésivaudan avec la Casamance.*

■ Médecin-Relais, 15, rue M.-Leyssieux, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél. 04 76 03 14 01. *Action humanitaire dans les pays de l'Est.*

■ Vénézuéla, peuple et culture, 5, rue Jean-Moulin, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 51 34 63. *Association faisant la promotion de la diversité des cultures du Vénézuéla et favorisant les échanges entre personnes ou associations françaises et vénézuéliennes.*

■ Enfance-espoir, c/o Renée-Hélène Noblet, 28, rue des Résistants, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 25 62 40. *Aide aux enfants du tiers monde et de France.*

■ France-Russie-CEI, 15, rue Le Corbusier, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 54 34 42. *Améliorer et impulser les relations d'amitié avec les peuples de la*

Russie et de la CEI, relations respectueuses et attentives aux demandes concertées du partenaire et répondant à des formes de coopération tenant compte des réalités nouvelles de ces pays et des intérêts de la France.

■ CCFD, comité catholique contre la faim et pour le développement, c/o M. Noël Girard, 18, place de Vigny, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél. 04 76 25 21 83.

■ Ingénieurs sans Frontières, BP 95, 1025, rue de la Piscine, 38402 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 82 50 99.

■ La Bougie de Diogène, 1220, rue des Résidences, 38406 Saint-Martin-d'Hères. *Création d'une bibliothèque de langue latinea-mostar en Bosnie-Herzégovine.*

■ Amnesty International, 13, rue du Colombier, 38500 Voiron, tél. : 04 76 67 39 35. *Mouvement d'interventions directes pour la libération des prisonniers d'opinion dans le monde, l'abolition de la torture et de la peine de mort.*

■ Comité Max-Havelaar Isère, c/o Olivier Schulz, 15, chemin du Château-Pilon, 38700 Corenc, tél : 04 76 88 04 50.

■ Paysans sans frontières, Henri Masse-Navette, Ture, 38960 Saint-Aupre, tél : 04 76 55 34 53.

■ Frontières ouvertes, Martine Stucki, 33, route de Thodure, 38980 Viriville, tél : 04 74 54 12 98. *Association humanitaire qui œuvre dans le domaine de l'hydraulique villageoise en partenariat avec les populations locales au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire.*

Les mauvaises fréquentations

En faisant le tour des associations et divers organismes qui œuvrent en Isère pour l'environnement ou les alternatives socio-culturelles, nous avons eu quelques petites surprises.

Il s'avère que deux associations importantes ont été aidées, l'une par Atofina, l'autre par les Cimenteries Vicat, pollueurs notoires. Un Réseau d'Echanges de Savoirs (issu d'une MJC) se fait sponsoriser par EDF-Creys Malville. Quand on a constaté à quel point les services communication d'EDF ont pratiqué la désinformation et le secret, les voir donner dans l'échange de savoirs a de quoi surprendre ! A moins qu'ils souhaitent dorénavant tout nous dire sur le nucléaire en échange de ce qu'on sait sur les énergies renouvelables ?

Peut-être qu'il y en a bien d'autres, en Isère et ailleurs et que c'est se montrer naïf de le remarquer, mais peu importe.

Cela ne veut pas dire que *Silence* s'érige en tribunal apte à juger de la pureté des alliances. Mais il y a là un débat à avoir : les associations ont beaucoup de difficultés de financement. Alors, doivent-elles modérer leurs projets faute d'argent ou s'allier avec n'importe qui pour continuer d'agir ?

Ce n'est qu'une version de plus de la question de la fin et des moyens, ce n'est pas nouveau. Mais le danger devient grand pour le monde associatif de se faire phagocyté par les gros détenteurs de capitaux et alors c'en sera fini de cette rare possibilité de liberté d'expression et d'action dont nous disposons encore.

Que faire ? Dans un premier temps, peut-être, faire savoir quand c'est le cas, que nous sommes indépendants. Sur les banderoles, proclamer : cette association n'est pas sponsorisée par EDF ni par Total. S'en faire des titres de gloire (et des contre-pubs en même temps...).

Madeleine Nutchey ■

Les raziers



DR Les marmottes sont de retour.

Un razier, c'est ce qu'on appelle, dans le Nord, un teruil. Le Trièves, dans le sud de l'Isère, est un pays minier. Un pays minier très particulier. Les gens ont vécu ici un paradoxe : habiter la montagne, en altitude donc, et travailler sous terre. Comme dans les corons, les longues maisons basses et grises témoignent de ce passé en alignant des logis répétés à l'identique.



Le train de La Mure.

Témoignent, parce que les mines de La Mure ont été fermées en 1997. Tout, jusqu'alors, fonctionnait par et pour la mine. En 1897, on a construit là le premier train électrifié de France, à voie étroite, parce que transporter le charbon par tombereaux s'était révélé vraiment trop difficile. Ce train en même temps transportait les ouvriers. Faut dire que les déplacements d'hommes et marchandises ne sont pas aisés, dans ce pays tout en escarpements. Du coup, le site du petit train est sublime. On l'a arrêté à la fermeture des mines mais remis en service pour les touristes. L'été. C'est Vivendi qui actuellement l'exploite. Les habitants ont protesté. Ils voulaient l'utiliser, ce train, et toute l'année. Mais on ne les pas entendus, pas encore, ils ne désespèrent pas, ils ne veulent pas être à jamais condamnés à la voiture.

Jean-Paul Biessy, ancien instituteur devenu animateur grâce à *Peuples et Culture*, s'est beaucoup battu pour le train. Il habite à Notre-Dame-de-Vaulx, beau village à 1000 m d'altitude, dominé par le Connest, mont qui a donné son nom à l'association locale, *La Bise du Connest*. Cet écologiste a mené bien d'autres actions, s'orientant plus particulièrement vers la recherche du patrimoine cultu-

rel et l'éducation à la nature. Il travaille beaucoup pour les classes nature qui reçoivent dans le coin des enfants des Yvelines et de Conflans-Sainte-Honorine notamment.

Sur le seul plan social, les associations locales ont réussi à créer quatre emplois verts. Sur le plan culturel, il y a une grande richesse. Avec le «Festival Rigodonnaire» qui est «retroissance des fêtes et traditions rurales de montagne en Sud Isère», tous les ans, en juillet et août, de multiples réjouissances animent Corps, Entraigues, La Motte-d'Aveillans Le Percy ou Mens en passant par le château de Ponnassas. Tout cela axé selon deux thèmes : le patrimoine local à préserver et le respect de la nature, dans des montagnes longtemps vouées à la mine. Aujourd'hui les raziers ont reverdi, naturellement, avec des pins et des bouleaux poussés tout seuls.

Mais il reste beaucoup à faire à cause de projets d'aménagement stupides, comme celui de la station de ski de Saint-Honoré-Lachaud (UTN, unité touristique nouvelle). Deux grands bâtiments ont été construits, d'autres sont restés à moitié finis, un télésiège n'a pratiquement jamais fonctionné. Ça fait, en euros, plus de 4 millions, engloutis pour rien, car il n'y a plus de neige à cette altitude (1500 m).

«Empêcheur d'aménager en rond», ancien élu, Jean-Paul Biessy travaille efficacement et fait évoluer les mentalités.

Des projets d'aménagements routiers aussi déraisonnables ont été refusés (l'opposition donnant toujours la préférence à une réouverture pour tous du petit train).

Séverine Connand nous a rejoints chez Jean-Paul. Elle, elle est salariée à *Drac Nature* depuis 1999 (un emploi jeune). Cette association compte 80 adhérents seulement, mais elle est très active. Ainsi, pour le projet de la ZAC de La Mure, qu'elle a pu faire abandonner. Il s'agissait d'aménager une zone industrielle sur 40 hectares, dans un deuxième temps ramenés à 28, au milieu des marais, une zone humide où poussent des plantes protégées et l'on sait l'indispensable rôle régulateur des zones humides. L'association a exercé un recours auprès du tribunal administratif et obtenu gain de cause. La zone industrielle ne se fera pas. Elle était non seulement nuisible à l'environnement mais inutile, car il reste de la place dans une autre zone déjà aménagée (un endroit bien pollué par des déchets qui ont été déversés, et qu'ils voudraient faire nettoyer).

Jean-Paul Biessy dit qu'on les appelle les «empêcheurs d'aménager en rond». Il sait de quoi il parle, c'est un ancien élu (trois mandats), il travaille efficacement et fait évoluer les mentalités, peu à peu. Séverine confirme. Maintenant, les associations sont consultées pour tous les projets et on les aide à réaliser les leurs, pour valoriser les nombreuses richesses naturelles du secteur.

Ainsi, les marmottes ont pu être réintroduites, en faisant venir des couples de l'Oisans et de la Vanoise en 2000 et 2001 et elles se portent fort bien !

Mais, à La Mure, on ne se contente pas des actions naturalistes, on essaye aussi, par exemple, de mettre en place une politique des déchets valable. L'incinérateur a été arrêté en 1985, puis remis en route et seulement stoppé définitivement en 2000 après un fonctionnement totalement hors normes pendant cinq ans !

Nous avons affaire là à trois petits cantons, comptant moins de 10 000 habitants au total. A mon avis, ils en font autant que des grands si ce n'est mieux.

Et j'ai oublié de vous parler du Festival des arts buissonniers ! Et de ce qui se passe au théâtre de La Mure ! Et de, et de...

Madeleine Nutchey ■

■ Bise du Connest, Biessy Jean-Paul, route des Quatre-Fontaines, 38144 Notre-Dame-de-Vaulx, tél : 04 76 30 68 18.

■ Drac Nature : 101 rue Hers 38350 La Mure-d'Isère, tél : 04 76 81 36 76.

Où les Cigales ne sont pas des insectes



Comment repérer les réseaux alternatifs ? Ils sont nombreux, diffus et pas toujours faciles à repérer. Un exemple à partir de la visite à un couple qui a animé la revue *Alternatives rurales*.

Préfaucou n'est qu'un petit hameau. C'est là qu'habitent Anne Parlange et Claude Didier. Dans une immense maison qui abritait, il y a peu, des colonies de vacances. Et l'immense maison bénéficie d'un immense paysage, une de ces vues dites imprenables quand, en fait, on en prend plein la vue. De quoi s'amuser des bizarreries du langage ou de quoi dire : c'est beau.

Défense de l'environnement

Anne est présidente de «Vivre en Trièves» qui a, dit-elle, deux axes d'action. Il y a eu d'abord la lutte contre l'A.51 qui a amené une réflexion sur le développement local (1), et puis, deuxième axe, l'examen du schéma directeur du Trièves, afin de proposer une autre sorte d'élaboration que celle des bureaux d'étude. Parce que ceux qui y travaillent voient ça de trop loin et conçoivent l'environnement comme «le paysage qu'on pourra contempler depuis l'autoroute quand elle sera construite». Ce n'est pas facile de se faire entendre. Il n'y a dans ce milieu qu'une caricature de démocratie participative.

Aide à la création d'entreprises

Pas facile non plus de mener à bien un projet, il n'y a pas de structures répondant aux besoins réels. L'association essaie d'aider les candidats à l'installation qui veulent créer une petite entreprise. Par exemple, en remplaçant les banquiers sans courage par la mise en place des Cigales (2). Les Cigales collectent l'épargne d'un groupe d'adhérents et investissent le capital collectif dans de petites entreprises à vocation sociale, écologique ou culturelle. Les adhérents peuvent placer entre 10 et 500 euros par mois.

Par exemple, on peut choisir d'aider à mettre en route un projet de coopérative d'activités, où chacun travaille de façon indépen-

dante au métier lui convenant mais en tant que salarié de la coopérative. Cela permet de tester une activité sans trop de risques. C'est ce que proposent «Vercors Activité», Gênes à Grenoble ainsi que l'ACEISP.

Nouvelles méthodes pédagogiques

Claude Didier, quant à lui, s'occupe surtout du PAS. Ce sigle est le nom d'un syndicat d'enseignants alternatif, issu du SGEN-CFDT depuis 1989.

La première fois que le PAS s'est présenté aux élections syndicales, il a obtenu 25% des voix, ce qui semble énorme, mais c'était un vote contestataire. Aujourd'hui il s'est stabilisé entre 15 et 18%. Ce syndicat se distingue des autres par deux différences principales : une véritable démocratie dans son fonctionnement et une nouvelle conception de l'école.

Les départements n'ont aucun poids au niveau national, où Paris décide. Avec le PAS, on n'a pas affaire à une fédération mais à une union de syndicats locaux, avec des assemblées générales où tous participent. Il n'y a pas de «décharges à plein temps» (des enseignants qui ne font plus de cours quand ils sont élus) comme c'est le cas pour les syndicats majoritaires ; on y estime que les «déchargés» n'ayant plus de contacts avec le terrain perdent de vue les problèmes.

Des instituteurs de la région ont constitué un groupe (ils sont entre 10 et 15), le Réseau d'échanges pédagogiques. Les élèves montent des «marchés d'échanges» à l'intérieur d'une classe ou entre écoles voisines, où les enfants connaissant une technique quelconque montrent leur savoir aux autres.

Claude s'intéresse également au système de direction des établissements scolaires. Avec ceux qui partagent ses idées, il préconise un système de direction collégiale ou coopérative plutôt qu'un seul directeur ou directrice (ils proposent le partage de la prime de direction !).

Ils cherchent également à développer le travail en équipe entre enseignants, entre enseignants, entre enseignants et enseignés. Ils se préoccupent aussi du problème des classes spécialisées insuffisantes et manquant cruellement de moyens. Ils veulent que la revendication syndicale change d'objectifs, qu'elle devienne capable de demander une diminution des très hauts salaires pour augmenter les plus petits.

Sculpture et pain bio

Un bâtiment annexe sert d'atelier à un... musicien-sculpteur. D'un monticule de terre en forme de dôme sortent des tuyauteries produisant des sons étranges en bouchant par petits coups leurs orifices et une salle est pleine d'objets tout aussi insolites.

Oui, dans ce coin de montagne qui a pour nom Préfaucou, on en remue, des idées !

A ce moment, arrive la boulangère. Elle vient de Casseyre, du côté du Percy et livre tous les mercredis. De larges pains ronds. Du bio. Alors on parle. Elle nous dit que c'est son mari, agriculteur, qui a cultivé le blé. Et qu'ils se sont équipés, qu'ils ont une meule pour le moudre comme il se doit. Ça, c'est vraiment de la vente directe et du commerce local.

Alternatives rurales

Anne Parlange s'est longtemps occupée du bulletin d'*Alternatives Rurales*. Ce trimestriel permet des échanges sur de nombreuses expériences. Aujourd'hui un peu en sommeil, il a diffusé des informations techniques, pratiques, mais aussi de très bons dossiers sur l'école rurale, les énergies renouvelables, la politique foncière etc. Le tout illustré avec humour par les photos bidouillées d'Anne Parlange ! C'est une publication à sauvegarder absolument et toutes les initiatives qui aideront à son redémarrage sont à encourager vivement (3).

Madeleine Nutchey ■

■ Anne Parlange et Claude Didier, Préfaucou, 38710 Mens, tél : 04 76 34 89 63.

■ ACEISP, Centre Agora, rue de Belledonne, 38920 Crolles, tél : 04 76 92 16 98.

(1) L'autoroute A.51 doit relier Grenoble à Sisteron, éventuellement en passant par Gap. En 1997, le projet a été suspendu... Les opposants font valoir qu'une mise à quatre voies de l'actuelle nationale avec quelques contournements de villages est suffisant et moins coûteux.

(2) Club d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne solidaire. Coordination nationale : Cigales, 61, rue Victor-Hugo, 93500 Pantin, tél : 01 49 91 90 91.

(3) Il était composé jusqu'à présent à Préfaucou, mais pour le sauver il faut contacter Relier, 11, rue Sous-les-Augustins, 63000 Clermont-Ferrand, tél : 04 73 31 19 65.



Du pain plus que complet

Une démarche solidaire en milieu rural peut permettre le développement de nombreuses activités. L'exemple de l'ARPE dans le nord du département de l'Isère.



Du pain pour les membres de l'association.

L'histoire a commencé, dans les années 80, autour des roulottes. Pas celles de quelques gitans en transit non, celles d'une association, les *Roulottes du Dauphiné* qui promenaient des vacanciers pour leur faire découvrir le plateau de Crémieu autour du village de Saint-Baudille-de-la-Tour. Leur présence a commencé à faire bouger le village. Avec eux, le SCI, Service Civil International, a organisé un chantier pour restaurer la ferme du Haut Pique. Une centaine de personnes ont participé à ce chantier, charriant des pierres et des idées. Plusieurs agriculteurs du village militaient aux *Travailleurs paysans* devenus la *Confédération paysanne* et des liens se sont tissés entre ruraux et citadins proches.

En 1987, plusieurs habitants du coin ont eu envie de continuer sur cette lancée, de concrétiser des projets qu'ils avaient dans la tête. La plupart d'entre eux s'étaient déjà groupés,

«On a toujours plus d'idées que ce qu'on peut faire».

mobilisés, pour lutter contre le surgénérateur qu'on voulait construire, pas loin, à Creys-Malville. Cette opposition partagée avait suscité d'autres questions sur la société. L'engrais de la contestation avait déjà enrichi le terrain...

Après quelques expériences, ils ont ressenti le besoin de structurer leurs projets. Et c'est ainsi qu'en mai 1990, l'ARPE est née. ARPE, ça veut dire Association rurale de propositions et d'échanges.

Mais qu'avaient-ils donc à proposer et échanger, ces villageois ?

Ils avaient, à la fois, les produits de leur imagination et ceux de leurs terres.

Propositions et échanges

Par exemple, pour commencer, Jean-François Moyne, qui produisait surtout des céréales, s'était converti à l'agriculture bio en 1985 et il avait des difficultés pour trouver un réseau de distribution sérieux. Alors, tout naturellement, l'idée du pain : les céréales bio on peut en faire sur place de la bonne farine et, avec la farine, on peut, sur place, faire du pain. Ne restait plus qu'à apprendre à le faire, ce pain, et construire un four pour le cuire. C'est Doumé Jarru, qui sera le boulanger, après avoir appris à faire le pain dans sa cuisine. Le chemin du blé au pain est tracé.

Tout ou presque débouche ici sur du concret, et le concret sent bon comme le pain qui cuit toujours, deux fois par semaine, depuis douze ans.

Mais attention : il n'y a pas de boulangerie. Le pain est réservé aux seuls adhérents, qui viennent le chercher le soir au fournil et en profitent pour se réunir et discuter. Ces adhérents représentent aujourd'hui 120 familles et il faut cuire deux fournées de 40 kg ! On ne peut vraiment pas dire que les idées, à l'ARPE, ça ne mange pas de pain...

Pour chauffer un four à bois, il faut beaucoup de fagots. On ne va pas en acheter. L'île Crémieu, où se trouve le village est un plateau calcaire dans une boucle du Rhône, avec beaucoup de landes et de bois. Alors, on ira



Tous ensemble pour aller chercher les fagots.

le ramasser, mais ensemble, ce sera une occasion de rencontre, on invitera tous les sympathisants, on partagera un casse-croûte.

Le pain, c'est bien, ils auraient pu s'arrêter là, mais vous ne les connaissez pas assez, ceux de l'ARPE. Moly dit : « On a toujours plus d'idées que ce qu'on peut faire ». Et pourtant, qu'est-ce qu'ils font ! Dans la famille Moly, une des idées c'est qu'avec une bonne vingtaine de vaches dans les prés, on peut produire du lait bio, dûment certifié, ramassé par Biolait. Mais une partie du lait est transformée à la ferme en fromages ; fromages, cela va sans dire, « réservés aux adhérents ».

Réseau de création d'activités

Mais on sait aussi observer, à Saint-Baudille. On constate que les enfants des villes aiment bien voir comment on traite les vaches, comment on pétrit le pain. Alors, en 1989, Marguerite Moly a créé une activité d'accueil d'enfants à la ferme. Les enfants on les fait venir des écoles, de Villeurbanne, de Vaulx-en-Velin (à côté de Lyon). Et puis, on diversifie pour eux, qu'ils voient vraiment ce qu'est la campagne, on élève des poules et des lapins, on les promène dans la carriole avec l'âne du voisin. La vraie campagne, pas celle des hectares de monoculture chimique,



Après le travail collectif, un repas tiré du panier.

mais... pas la campagne d'autrefois, non plus. Une campagne où l'on explique les choses et la planète, où l'on participe à des jeux éducatifs (avec Florence, emploi-jeune, animatrice), où l'on peut faire... du théâtre, oui, du théâtre à la ferme, pourquoi pas ?

En somme, ils essaient de retrouver les gestes simples mais essentiels.

Si vous voulez absolument goûter leur pain et leurs fromages avant d'être adhérents, il n'y a qu'une solution : assister à une des rencontres régulièrement organisées, une chaque mois, discussions, danses, ou « Racontages de foin et ramassages d'histoires »

C'est ainsi que, peu à peu, l'ARPE est devenue un réseau de « création d'activités ».

Et des projets, ils en ont encore. Pour la présidente, France Bourget : « Transmettre la culture solidaire de l'ARPE, former à l'économie

solidaire, créer un lien ville-campagne, et un lien producteur-consommateur, transmettre les savoir-faire, montrer le rôle des femmes et celui de l'inter-générationnel, avoir une utilité sociale par la création d'emploi ».

Un beau jour, ils ont pris « le chemin du grain au pain ». Leur pain est bien plus que complet et leur chemin mène loin, très loin.

Propos collectifs rassemblés en fagots par
Madeleine Nutchey ■

■ ARPE 38118 Saint-Baudille-de-la-Tour, tél 04 74 95 14 90.

L'association a plusieurs partenaires : Education populaire, Accueil paysan, Peuple et Culture, réseaux RELIER, REPAS, UNADEL, FONDA, Alliance Paysans-consommateurs, etc.

Rencontres de l'été à Saint-Baudille :

- Jeudi 4 juillet : animation « le chemin du grain au pain » pour les enfants.
- Vendredi 19 juillet : soirée « ramassage de paille », feux de camps et chansons.
- Dimanche 25 août : les fagots.
- Samedi 22 septembre : assemblée générale.

Systèmes d'échanges locaux

Les systèmes d'échanges locaux sont apparus en France en 1994. Le premier a été rural en Ariège, le deuxième a été urbain : ce fut celui de la Croix-Rousse à Lyon. On en compte aujourd'hui environ 300 en France. Un SEL est une association, formelle ou non, dans laquelle les habitants peuvent effectuer des échanges de biens ou de services, en contrepartie

d'une somme en monnaie interne. Cette monnaie virtuelle permet d'éviter l'écueil du troc en intégrant les échanges dans un système collectif. La somme des valeurs d'échanges fait théoriquement toujours zéro. Les SEL sont avant tout des lieux de convivialité où les motivations sont très diverses, mais avec comme point commun la recherche de liens sociaux.

■ Sel de Saint-Marcellin, 10, boulevard du Champ-de-Mars, 38160 Saint-Marcellin,
■ Sel du Voironnais, Jean Michel Bodron, La Cambre Arrière, 38850 Paladru, tél : 04 76 32 42 37.

■ Sel de Grenoble, Gérard Puech, Villeneuve-d'Uriage, 38410 Uriage, tél : 04 76 89 05 20.

■ Le Sel des Petites Roches, Véronique Fernandez, Les Meunières, 38660 Saint-Pancrasse, tél : 04 76 08 37 99.

■ Sel de Pont-Evêque, Claude Landis, 22, rue Francisque-Cartailler 38780 Pont-Evêque, tél : 04 74 85 97 33.

■ Eclipse, Sel de Saint-Baudille, ABS Annick Bonnassieux, Le Vert, 38118 Saint-Baudille-de-la-Tour, tél : 04 74 83

80 92.

Besoin d'argent pour investir ?

Si vous désirez vous lancer dans un projet alternatif, il existe plusieurs méthodes.



Vous pouvez par exemple créer une coopérative ou une société civile avec des parts et chercher des personnes qui achètent ces parts. Si cela ne suffit pas, vous pouvez emprunter. Si la somme est relativement petite, vous pouvez envisager de prendre contact avec les CIGALES, clubs d'investissement et de gestion pour une alternati-



ve locale de l'épargne. Ces structures regroupant des personnes militantes peuvent grandement vous aider à concrétiser un projet. Si le projet est soutenu par un collectif et que la somme nécessaire est importante, vous pouvez emprunter à la Nef, la banque alternative, le seul organisme bancaire qui à ce jour publie sur internet l'ensemble de ses mouvements d'argent dans une totale transparence. La Nef prête à des projets d'utilité sociale ou écologique principalement.

■ La Nef, c/o Crédit coopératif, 29, avenue Félix-Viallet, BP 452, 38016 Grenoble, tél : 04 76 86 66 00.



■ Cigale c/o Anne Parlange et Claude Didier, Préfaucou, 38710 Mens, tél : 04 76 34 89 63.

Centre d'information inter-peuples

Le Centre d'information inter-peuples a été créé en 1980 sous forme d'une association de solidarité internationale. Il est un carrefour entre des associations agissant pour les droits humains, le droit des peuples, des étrangers ici et des initiatives de solidarité. Il a trois objectifs principaux : mieux faire connaître les réalités, les cultures des pays et des peuples des cinq continents, lutter contre les atteintes aux droits humains, contre toute forme de racisme et de discrimination, enfin de promouvoir un monde solidaire et un développement durable. Fort de 350 adhérents, le Centre d'information inter-peuples propose un centre de documentation avec un service de consultation gratuit, un service de prêt et de vente d'ouvrages : périodiques d'informations alternatives, journaux militants, bulletins d'associations, dossiers de presse et de synthèse. La bibliothèque comprend plus de 800 ouvrages. Le Centre d'information inter-peuples propose aussi des supports vidéos, diaporamas, des expositions, des valises pédagogiques, des jeux... Il publie un mensuel *Inter-Peuples* avec agenda local et articles de fond. Le Centre d'information inter-peuples est membre du réseau Ritimo (réseau d'information tiers-monde) qui donne accès à une banque de données relatives au développement et aux réalités des peuples et pays du tiers-monde.

■ CIIP, Centre d'information inter-peuples, 6, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble, tél : 04 76 87 59 79.

Autopromotion des populations

Le GRAAP, Groupe de recherche et d'appui à l'autopromotion des populations, développe une pédagogie interactive s'appuyant sur les savoirs communautaires africains visant à développer chez l'individu ou le collectif des démarches autonomes dans les différents domaines de la société. Il propose des cycles de formation sur les relations parents-enfants, sur la vie de quartier et la citoyenneté, sur la gestion de sa santé.

■ GRAAP, Groupe de recherche et d'appui à l'autopromotion des populations, Saint-Roch, 38380 Miribelles-Echelles, tél : 04 76 55 20 11.

Collectif isérois de soutien aux sans-papiers

Il a été fondé en 1996, à l'occasion des grèves de la faim des sans-papiers, notamment de Saint-Bernard (photos ci-dessous). Il regroupe une vingtaine d'organisations associatives, syndicales, politiques. Il a pour objectif de développer la solidarité avec les étrangers démunis de papiers et de les aider à obtenir leur régularisation.



■ Collectif isérois de soutien aux sans-papiers c/o CIIP, 6, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble, tél : 04 76 87 59 79.

Information et recherche sur l'économie sociale

L'association AIRES, association d'information et de recherche sur l'économie sociale, a été créée en 1993. Elle réalise des recherches-actions sur l'économie sociale et solidaire pour des partenaires publics ou privés, anime des formations auprès de bénévoles et de professionnels associatifs, coopératifs ou mutualistes. Elle anime des réseaux thématiques entre acteurs et accompagnement de porteurs de projet. L'association AIRES est issue de l'équipe socio-économique associative et coopérative de l'Institut d'études politiques de Grenoble, du Collège coopératif Rhône-Alpes et des acteurs-militants

de l'économie sociale et solidaire.

■ AIRES, 55, avenue du 8-Mai-1945, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 24 06 11.

Dyna'Job

Dyna'Job est une coopérative qui a pour but l'accueil et l'accompagnement en amont de porteurs de projet de création d'activité ou d'entreprises. Pour favoriser la concrétisation du projet, Dyna'Job a développé des outils particuliers. Elle propose, pendant une période d'essai, aux nouveaux entrepreneurs d'être salariés de la coopérative, le temps de tester la faisabilité de leur projet. Le salaire au sein de Dyna'Job est fixé d'un commun accord en fonction de ce que l'on vise comme futur salaire. Dyna'Job favorise la rencontre avec d'autres entrepreneurs ayant des réalisations identiques ou proches afin que ceux-ci apportent leurs compétences au nouveau créateur d'activité. Si le projet se concrétise, un contrat engage l'ancien porteur de projet à rester au sein de la coopérative pendant un certain temps pour soutenir à son tour d'autres porteurs de projets.

■ Dyna'Job, 4, place Charlie-Chaplin, 38300 Bourgoin-Jallieu, tél : 04 37 03 16 85.

Soutien aux réfugiés algériens

Le collectif a été fondé en 1993. Il regroupe vingt-six organisations associatives, syndicales, politiques. Il est soutenu par un certain nombre d'élus locaux. Il a un triple objectif : informer sur la situation en Algérie ; développer la solidarité avec les forces démocratiques algériennes ; soutenir sur les plans matériel, moral et juridique les exilés algériens et les aider à obtenir leur droit au séjour et au travail.

■ Collectif de soutien aux réfugiés politiques algériens c/o CIIP, 6, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble, tél : 04 76 87 59 79.

Pin de vie

L'association Pin de Vie, née en 2000, réalise des chantiers forestiers en pratiquant le débardage à traction animale. Calquée sur les équipes de bûcherons qui installaient un campement à proximité du chantier pour y vivre et travailler toute la semaine, Pin de Vie accueille l'équipe sur un campement caravanes, ce qui permet de réaliser des chantiers itinérants dans la région du sud de l'Isère l'été et dans la Drôme et le Vaucluse l'hiver. L'association accueille des jeunes en difficulté. De robustes chevaux comtois, bien adaptés au débardage en terrain de montagne partagent la vie de cette petite communauté. La



fréquentation des chevaux, l'étroite collaboration dans le travail, la responsabilité engagée dans leur conduite, les soins à prodiguer et les rapports affectifs engendrés sont autant de supports éducatifs qui ont fait leurs preuves.

■ Pin de vie, 20 rue des Hers 38350 La Mure, tél : 04 76 81 60 79.

Et également

■ CEP, Culture Education Permanente, FOL, Fédération des Œuvres laïques, Cinéma Le Méliès, 3, rue de Strasbourg, 38000 Grenoble, tél : 04 76 47 99 31.

■ Association des Kurdes de Grenoble, maison culturelle kurde, 46, rue d'Alembert, 38000 Grenoble, tél : 06 61 61 66 87.

■ Emploi 38, centre social Chorier-Berriat, 10, rue Henri-le-Chatelier, 38000 Grenoble, tél : 04 76 84 57 87. *Entreprises de services (ménage, repassage, courses, manutention, etc) réalisés par des personnes en réinsertion.*

■ Et Caetera, 7, rue de Paris, 38000



Grenoble, tél : 04 76 96 14 50. *Lieu d'accueil et d'échange pour des personnes isolées, en difficulté de lien social en vue de leur remise en contact avec d'autres personnes.*

■ GENEPI, 6, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble. *Réinsertion sociale des détenus.*

■ ATD Quart-Monde, 12, rue Ampère, 38000 Grenoble, tél : 04 76 51 37 08.

■ Ligue des droits de l'Homme, 6, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble, tél : 04 76 56 90 44.

■ Repas-Partage, 20, place Saint-Bruno, 38000 Grenoble. *Tous les samedi midi, un*

repas chaud et convivial ouvert à tous pour permettre aux personnes isolées de faire des rencontres.

■ SOS Racisme, 3, place Edmond-Arnaud, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 06 17.

■ Office dauphinois des travailleurs immigrés, 3, place Edmond-Arnaud, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 60 45.

■ Solex (Solidarité-Expulsions) c/o ODTI, 3, place Edmond-Arnaud, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 60 45. *Collectif fondé en 1984, regroupant une quinzaine d'associations et cherchant à s'interposer dans les cas d'expulsions ou de reconduite aux frontières d'étrangers.*

■ Resto du cœur, 59, rue Nicolas-Chorier 38000 Grenoble, tél : 04 76 70 75 85.

■ Secours populaire, 13, rue Doudart-de-Lagrange 38000 Grenoble, tél : 04 76 46 70 06.

■ Solidarité Algériens de l'Isère, 37, rue Humbert II, 38000 Grenoble, tél : 04 76 46 97 76.

■ Sourire pour tous, Julia Koukoun, 9, place Pierre-Sémard, 38000 Grenoble, tél : 06 84 71 14 72. *Association de quartier cherchant à favoriser les relations entre les générations en développant des ateliers et des spectacles mobiles.*

■ Adate, 5, place Sainte-Claire, 38000 Grenoble, tél : 04 76 44 46 52. *Association ayant pour but de faciliter l'intégration des personnes étrangères ou issues de l'immigration et de leurs enfants. Accueil socio-juridique, écrivain public, médiation scolaire et culturelle, traduction et interprétariat, formation, conseil. L'Adate édite la revue «Ecartés d'identités».*

■ Travail et partage, 10, rue Sergent-Bobillot, 38000 Grenoble, tél : 04 76 47 18 33.

■ Un Toit quand même, 41, rue Vercors, 38000 Grenoble, tél : 04 76 21 11 40.

■ Ecoute deuil, 18, rue Chenoise, 38000 Grenoble, tél : 04 76 03 13 11.

■ Martine Reynaud, 60, rue Thiers, 38000 Grenoble, tél : 04 76 86 45 88. *Ecrivain public.*

■ L'enfant bleu, 24, quai France, 38000 Grenoble, tél : 04 76 86 16 69. *Aide aux enfants victimes de malveillance.*

■ Habitat et humanisme, 3, place André-Malraux, 38000 Grenoble, tél : 04 76 43 87 20. *Association créée à Lyon par un ancien curé qui a mis en place des fonds éthiques pour rénover l'habitat délaissé sans en expulser les habitants.*

■ La Halte, 1, boulevard Edouard Rey, 38000 Grenoble, tél : 04 76 86 02 37.

■ Atout emploi, 17, rue Chenoise, 38000 Grenoble, tél : 04 76 54 05 74.

■ LICRA, Ligue contre le racisme et l'antisémitisme, 53, rue Thiers, 38000 Grenoble, tél : 04 76 87 94 47.

■ Le Fournil, 10 avenue Marie-Reynard, 38100 Grenoble, tél : 04 76 22 35 58. *Table d'hôte créée avec et pour des personnes en situation de précarité, dans une optique d'échanges et de participations. Repas servis du lundi au vendredi à 12h30. Pris selon les moyens entre 2 et 10 euros.*

■ AMAL, association culturelle franco-maghrébine, 57, avenue Maréchal-Randon, 38000 Grenoble, tél : 04 76 44 71 14. *Publie la revue Kalimat.*

■ La remise, 35, rue Général-Ferrié, 38000 Grenoble, tél : 04 76 46 02 94. *Vente de vêtements d'occasion pour les plus démunis.*

■ L'oreille au cœur, 8, rue Emile-Gueymard, 38000 Grenoble. *Accueil, solitude à rompre, envie de parler.*

■ DAL (Droit au logement), 3 bis, rue Clément, 38000 Grenoble.

■ Accueil SDF, 4 bis, rue du Vieux-Temple, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 75 31.

■ AC (Agir contre le chômage), 3 bis, rue Clément, 38000 Grenoble.

■ Centre médico-social d'accompagnement et de soins pour toxicomanes, 1, rue Hauquelein, 38000 Grenoble.

■ ALMA, A l'écoute de la maltraitance des personnes âgées, BP 251, 38007 Grenoble cedex 1, tél : 04 76 51 15 21.

■ La Bouture, 19, chrétiens-immigrés français, 12, place Lavalette, 38028 Grenoble cedex 1, tél : 04 38 38 00 46. *Aide aux problèmes des sans-papiers.*

■ Repas et partage, 12, place Lavalette, 38028 Grenoble cedex 1, tél : 04 76 87 23 13. *Repas et accueil pour les plus démunis.*

■ Un toit pour tous, 21, rue Christophe-Turc, 38100 Grenoble, tél : 04 76 09 26 56.

■ Envie Dauphiné, 70, avenue Rhin-et-Danube, 38100 Grenoble, tél : 04 76 21 76 76. *Entreprise de réinsertion. Répare et vend de l'électroménager d'occasion.*

■ Association des Tunisiens de l'Isère, CDR, 95, rue de l'Arlequin, 38100 Grenoble, tél : 04 76 09 48 33.

■ Val'Handi, 36, rue d'Alembert, 38100 Grenoble, tél : 04 76 48 93 62. *Association favorisant la mixité d'activités de loisirs, sportives ou culturelles entre personnes valides et personnes handicapées.*

■ Voile pour tous, 50, rue Abbé-Grégoire, 38100 Grenoble, tél : 04 76 48 09 77. *Association de voile pour les handicapés. Sur des Optimists ou des catamarans, des*



personnes handicapées, même gravement, peuvent retrouver une certaine autonomie au fil de l'eau. En lien avec une école de voile, découverte des plaisirs de la glisse, en famille. Laisser votre handicap sur le ponton !

■ La Remise, 35, rue Général-Ferrié, 38100 Grenoble, tél : 04 76 54 80 22. *Collecte et distribution de vêtements aux personnes à faibles ressources, insertion de personnes en difficultés.*

■ OIP, Observatoire international des pri-



sions, 29, rue Albert-Thomas, 38100 Grenoble, tél : 04 76 48 12 62. *Association qui assure une veille informative sur les conditions de détention et sur les événements qui surviennent dans l'établissement observé. Donne l'alerte si nécessaire.*

■ ATS, Association des travailleurs sénégalais, 95, galerie de l'Arlequin, 38100 Grenoble, tél : 04 76 46 20 99.

■ AC ! Agir ensemble contre le chômage, 12 bis, rue des Trembles, 38100 Grenoble, tél : 04 76 23 03 31.

■ AESCG, Association entraide solidarité communautés de Grenoble, 12, rue Station-Ponsard, 38100 Grenoble, tél : 04 76 54 25 37.

■ Jacques Ducret, 50 avenue Marcelin-Berthelot, 38100 Grenoble, tél : 04 76 09 57 50. *Ecrivain public.*

■ Saint-Egrève pour tous, M. Exertier, 30, rue des Moutonnées, 38120 Saint-Egrève, tél : 04 76 75 01 30. *Association pour le libre accès pour les handicapés aux bâtiments publics, à la voirie, aux transports.*

■ Atout sourire, 57, rue Saint-Robert, 38120 Saint-Egrève, tél : 04 76 75 49 99. *Trajets et accompagnement pour personnes âgées ou à mobilité réduite.*

■ Maison de la Solidarité, rue Jean-Henri-Fabre, 38130 Echirolles, tél : 04 76 23 46 90.

■ MRJC, Mouvement rural de la jeunesse chrétienne, 95, avenue de la Gare, 38140 Izeaux, tél : 04 76 93 84 96.

■ Alliance contre l'exclusion sociale par le chômage, 54, rue de la République, 38230 Charvieu-Chavagneux, tél : 04 78 32 12 89.

■ Maison du citoyen, 14, rue des Quatre-Buissons, 38230 Tignieu-Jamezieux, tél : 04 72 02 90 51.

■ Jean-Claude Aubry, 8, rue Transvaal, 38300 Bourgoin, tél : 04 74 43 89 82. *Ecrivain public.*

■ Nicole Cochet, 7, impasse André-Gide, 38320 Eybens, tél : 04 76 62 95 83. *Ecrivain public.*

■ ACEISP, Association pour la création d'emploi et pour l'insertion sociale et professionnelle, rue Marceau-Leyssieux, 38400 Saint-Martin-d'Hères.

■ Ames, Association martinéroise d'entraide et de solidarité, 16, rue Docteur-Roux, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 48 12 62. *Entraide des plus démunis, échanges, dons.*

■ Association crématisme intercommunale, 6, rue Marie-Margaron, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 89 36 14. *Informier des possibilités de réduire ses frais d'obsèques. Comment prévoir, de son vivant, leur déroulement et faciliter les démarches de la ou des personnes qui devront les assumer. Comment il est possible d'éviter à la famille les soucis financiers dus aux funérailles et à toutes les charges consécutives à un décès.*

■ ASSFAM, association service social familial migrants, centre social Elsa-Triolet, 7, rue Elsa-Triolet, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél. 04 76 25 20 17.

■ Association des Palestiniens de France, Ahmad Bsiery, 1, rue Pallati, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 54 81 57.

■ Blue Spirit, La Sapinière, 121, avenue Jules-Vallés, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 63 25 43. *Blue Spirit édite le dépliant mensuel gratuit «Mode d'emploi» à destination des chercheurs d'emploi.*

■ La Sapinière. Maison des initiatives et de la solidarité, 121, avenue Jules-Vallés, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 03 77 50.

■ AAOP, association amicale des Portugais, Foyer Danielle-Casanova, 104, avenue Ambroise Croizat, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 25 47 57.

■ ACFOMA, association culturelle des Français musulmans d'origine marocaine et leurs amis, 11, rue Edmond-Rostand, 38400 Saint-Martin-d'Hères.

■ Association pour la diffusion de l'art et de la culture espagnols, MJC Fernand-Textier, 163, avenue Ambroise-Croizat, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 42 65 24.

■ AFP, amicale franco-portugaise, 8, rue Jean-Cocteau, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 25 74 31.

■ Noël au Cinéma, BP 95, rue de la Houille-Blanche, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 06 11 07 02 13. *Récolte des jouets pour l'arbre de Noël des enfants.*

■ Association culturelle Amazigh, 1, rue du 19-Mars-1962, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 44 36 49. *Faire connaître la culture amazigh (berbère),*

faire participer l'immigration d'origine berbère à l'action citoyenne, ouvrir la «communauté» d'origine berbère aux échanges avec les autres cultures.

■ Mpo Gap / Afro culture 38, 10, rue Rosa-Luxemburg, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 62 26 24 de 19 à 23 h. *Aide mutuelle aux personnes originaires du Cameroun, et aux amis.*

■ Napoli, Foyer Danielle-Casanova, 104, avenue Ambroise-Croizat, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 42 46 51. *Sorties culturelles, solidarité envers d'autres personnes (recherche logement en Italie pour stages ou autres), animations de soirées.*

■ Nor Seround, 40 avenue Ambroise-Croizat, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 51 34 75. *Association de jeunes arméniens.*

■ La remise, 18, rue Marceau-Leyssieux, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 46 02 94. *Vente de vêtements d'occasion pour les plus démunis.*

■ Ozanam, 38410 Vaulnaveys-le-Bas, tél : 04 76 89 17 84. *Récupération, vente menuiserie, hébergement d'hommes en réinsertion.*

■ Jardins de la solidarité, route du Vieux-Chêne, 38430 Moirans, tél : 04 76 35 01 69.

■ Jardins de la solidarité, Le Vergeron, 38430 Moirans, tél : 04 76 35 66 16. *Administration.*

■ ASTI, Association de soutien aux travailleurs immigrés, 4, boulevard René-Payot, 38500 Voiron, tél : 04 76 65 64 76.

■ ADATE, Association dauphinoise pour l'accueil des travailleurs étrangers, Gérard Cardin, 14, rue Henri-Barbusse, 38500 Voiron, tél : 04 76 05 95 43.

■ Association régionale pour la réinsertion des prisonniers de l'Isère, c/o Centre Charles-Béraudier, 6, avenue Jules-Ravat, 38500 Voiron, tél : 04 76 67 96 10. *Accompagnement des sortants des maisons d'arrêt et service du contrôle judiciaire à caractère socio-éducatif.*

■ Bleu Ciel, 9, rue Georges-Clemenceau, 38500 Voiron, tél : 04 76 67 37 37.

■ Entreprise d'insertion, créée en 1998, proposant un service de repassage aux particuliers hors du domicile.

■ Harmonies des Couleurs, Relais Initiatives Habitants, place Salvador-Allende, 38500 Voiron, tél : 04 76 05 24 05. *Lieu de rencontres et d'échanges entre jeunes ou adultes.*

■ Espace solidaire du Grésivaudan, 184, avenue Jean-François-Champollion, 38530 Pontcharra, tél : 04 76 97 15 16.

■ Infos services, 534, avenue de la Gare, 38530 Pontcharra, tél : 04 76 97 75 13. *Aides aux formalités administratives, écrivain public.*

■ Secours populaire, 12, rue René-Camphin, 38600 Fontaine, tél : 04 76 27 71 35.

■ Algérie au cœur de l'Isère, maison des sociétés, 38, avenue Jean-Jaurès, 38600 Fontaine, tél : 06 75 29 05 67. *Association à caractère social et humanitaire, pour le développement de l'information et de la solidarité, pour une Algérie moderne, républicaine, démocratique et solidaire, tolérante et ouverte à l'universel.*

■ ADATE, 12, place des Ecrins, 38600 Fontaine, tél : 04 76 53 04 86

■ Habitat et humanisme 8, avenue du Grand Sablon, 38700 La Tronche, tél : 04 76 43 87 20.

■ Brigitte Michaud, rue Docteur-Senebier, 38710 Mens, tél : 04 76 34 89 40. *Ecrivain public.*

■ Association Mosaïque, 3, rue Stendhal, 38800 Pont-de-Claix; tél : 04 76 98 74 78. *Collecte de vêtements pour l'Algérie.*

■ Droit de cité, place Pasteur, 38950 Saint-Martin-le-Vinoux, tél : 04 76 75 81 40.

La richesse des rencontres internationales s'exprime encore mieux en altitude...

Les Ombelles. Ce joli nom n'est pas celui d'un village, c'est celui du gîte de Bernadette Kopaez et Patrick Gatelier. Ne croyez pas que *Silence* se lance dans la publicité pour touristes en mal de logement, non, il s'agit d'un gîte à vocation très particulière. Il y a bien un panneau indiquant «Gîtes de France», mais il se veut international. Les clients reçus sont des groupes de jeunes (principalement, mais pas exclusivement).

En relation avec l'association APECIMM, Association pour la promotion des échanges culturels inter et moyenne montagne, et le réseau Ecole et Nature, cet endroit est un lieu d'échanges et de rencontres de la communauté européenne.

Bernadette a fait l'expérience de la vie communautaire, dans un squat, de 1982 à 1985 et accueillir beaucoup de monde à sa table d'hôte lui convient parfaitement. Elle parle couramment l'allemand et les groupes les plus fréquemment reçus viennent... d'Allemagne, avec le Programme européen jeunesse. Au programme, beaucoup de stages pour les 18/25 ans, des rencontres à thème, le tout axé sur l'écologie et la découverte du milieu montagnard au biotope fragile.



Un gîte qui carbure au solaire.

Les stages anti-mondialisation rassemblent plusieurs nationalités (Allemands, Italiens, Finlandais). Mais alors les échanges se font en anglais...

La malbouffe est aussi un thème bien abordé et d'autant mieux compris qu'en cette maison on mange bio ! (du moins pour presque tout). Les séjours sont en demi-pension. Les repas sont servis dans l'ancienne bergerie devenue salle à manger. Toute la maison est superbe. C'est une ferme restaurée et agrandie par Patrick en respectant le style local. Il a pensé à l'écologie en utilisant le plus possible de matériaux sains et en installant des capteurs solaires pour l'eau sanitaire et le chauffage d'une partie de la maison (plancher solaire direct). Le projet date de 1984 et l'intérieur est opérationnel depuis 1994, ce qui représente énormément de travail.

Le milieu montagnard, c'est aussi le domaine de Patrick, accompagnateur de moyenne montagne. Il organise des randonnées, à thème aussi (la forêt, le patrimoine, les légendes, l'observation de l'écosystème). Dans le fond, trône l'Obiou. Le sommet, le point culminant du Dévoluy.

Le patrimoine culturel du pays est présent dans de nombreuses animations, mais il s'élargit vers celui d'autres contrées comme lors d'une séance de théâtre, sur la place du village, autour d'un conte finlandais. Les repas peuvent introduire également des

recettes d'ailleurs et on aime y inviter les gens du coin.

Ce qui fait la spécificité du lieu, c'est l'échange permanent entre le caractère du pays et les richesses des autres. Le temps semble loin où un élu du Trièves disait avoir peur que l'endroit devienne «une réserve d'indiens»...

A tout cela, Bernadette a récemment ajouté la fabrication artisanale d'huiles essentielles provenant de plantes qu'elle cultive ou de plantes sauvages dont la cueillette est autorisée (lavande, thym, isope, romarin). Elle trouve encore le temps de se déplacer, par exemple pour accompagner des jeunes en Allemagne, les échanges se faisant aussi dans ce sens. Et ils pensent tous deux à de nouveaux projets, comme les rencontres intergénérationnelles.

Voilà une ancienne ferme devenue ferment de paix...

Madeleine Nutchey ■



Vue sur le Mont Aiguille.



Jeux de groupes.

■ Gîte international «Les Ombelles», Avers, 38930, Lalley, tél : 04 76 34 74 71.

■ Réseau Ecole et Nature, Vincent Leras, Le Village, 38930 Monestier-du-Percy, tél : 04 76 34 46 62.

■ APECIMM, 38930 Avers-Lalley, tél : 04 76 34 74 71.



Accueil Paysan

Grenoble accueille le siège national de l'association *Accueil paysan* dont la charte d'adhésion est la suivante : «L'accueil paysan est partie intégrante de l'activité agricole. Le paysan pratiquant cet accueil est désireux de faire connaître son métier et son environnement (contact avec les animaux, connaissance des plantes, du rythme des saisons). Là est la spécificité de son accueil. L'accueil se fait dans un souci d'échanges et de respect mutuels. Cet accueil se veut accessible à toutes les couches sociales. L'accueil paysan est un facteur de développement local ; il maintient la vie en milieu rural. Le paysan garantit la qualité fermière des produits qu'il offre. L'accueil paysan propose un confort adapté à l'habitat local. L'accueil paysan est pensé et organisé par ceux qui en vivent. D'autres acteurs locaux permettent, en s'affiliant à Accueil paysan, d'enrichir la dynamique locale». Fin 2001, l'association comptait 350 fermes adhérentes dans près de 70 départements. Elle compte dans le département de l'Isère 26 adhérents.

■ Accueil paysan, 9, rue de la Poste, 38000 Grenoble, tél : 04 76 43 44 83.

Fermes adhérentes à Accueil Paysan

■ Christiane et Robert Chauvin, Le Pillard, 38090 Bonne Famille, tél : 04 74 96 24 52. Près de Villefontaine, accueil d'enfants à la ferme. Présence de poneys Fjord, chèvres, porcs, bovins.

■ Ferme des Châtaigniers, Geneviève et Daniel Borot, bois de Cessieu, 38110 Cessieu, tél : 04 74 88 32 88. A 6 km de La Tour-du-Pin, table paysanne pour 15 personnes. Céréales, vaches, chèvres, volailles.

■ Camping Les Bouleaux, Irène Vincent, La Pernière Basse, 38114 Allemont, tél : 04 76 80 71 23. A 10 km de Bourg-d'Oisans, aire naturelle de camping de 25 emplacements près d'une ferme produisant du miel labellisé montagne.

■ Hélène Ogier, La Thuillière, 38210 La Rivière, tél : 04 76 93 61 36. Près de Saint-Marcellin, camping paysan (20 personnes), table paysanne (15 personnes) dans ferme production de noix et maïs.

■ Au Chamoisé de Saint-Jean, Catherine Ladet, Les Pellissiers, 38220 Saint-Jean-de-Vaulx, tél : 04 76 73 16 03. A 11 km de Vizille, accueil à 1000 m d'altitude, dans exploitation en polyculture élevage, avec mini-conservatoire d'espèces en voie de disparition.

■ Bernard Gillibert, Les Millières, chemin de l'Étang, 38260 Faramans, tél : 04 74 54 23 26. Camping, gîte et relais paysan. Promenades en calèche.

■ Ferme Jourdan, Marie-Laure et Christian Chaurin, 2035, route de Beaurepaire, «Le Jayon», 38270 Pommier-de-Beaurepaire, tél : 04 74 54 26 49. 10 km de Beaurepaire, auberge paysanne jusqu'à 40 personnes dans ferme élevage de chèvres.

■ Ferme du Fayaret, Jean-Paul Pépin, 1660, chemin du Fayaret, 38270 Beaurepaire, tél : 04 74 79 03 12. Table paysanne chez éleveur et gaveur d'oies (ndlr : beurk !).

■ Marie-Noëlle Poncet, route de Manthes, 38270 Beaurepaire, tél : 04 74 84 65 18. Gîte paysan (5 personnes) dans ferme en arboriculture.

■ Ferme des Charrières, Jocelyne et Claude Mihatsch, Le Noyaret, 38320 Herbeys, tél : 04 76 72 09 34. Entre Chamrousse et Uriage, alt. 650 m. auberge 40 personnes, gîte 5 personnes, ferme maraîchage et plats cuisinés.

■ Eliane et Félix Genève, Bernard Sudul, Les Routes, 38340 Pommiers-la-Placette, tél : 04 76 56 32 18. 14 km de Voiron, dans la Chartreuse, camping (20 personnes), 3 chalets-gîtes (6 personnes chacun), chambres paysannes (15 personnes), dans ferme élevage vaches, lapins, poulets, légumes et petits fruits.

■ Ferme de Brevardière, Saint-Hugues-de-Chartreuse, 38380 Saint-Pierre-de-Chartreuse, tél : 04 76 88 60 49. Près du monastère de la Grande Chartreuse, alt. 960 m. table paysanne pour 15 personnes dans ferme élevage chèvres, vaches et petits fruits.

■ Ferme de Montrond, Bernadette et Serge Gourin, Le Replat du Pinet d'Uriage, 38410 Saint-Martin-d'Uriage, tél : 04 76 89 59 41. A 15 km de Grenoble, à 1000 m d'altitude, vue panoramique, deux chambres paysannes (4 à 6 personnes) et table paysanne, découverte de la fabrication du pain.

■ Ferme du Grand Goulet, Mireille et Paul

Janin, «Le Bin», 38440 Chatonnay, tél : 04 74 58 33 72. 15 km de Bourgoin, Accueil d'enfants et handicapés, camping 6 personnes dans ferme en polyculture et élevage ovins, lapins, volailles, miel, légumes.

■ Relais équestre de la Combe Noire, Chrystel Costanzo, 491, route de Plambois, 38490 Futilieu, tél : 04 76 31 04 98. 3 km des Abrets. Chambres paysanne (8 à 10 personnes), table paysanne (idem), dans ferme produisant viande charollaise, volailles, œufs, potager, foin.

■ Sylvie et Daniel Maubleu, La Grange, 38650 Sinard, tél : 04 76 34 01 44. Trièves, au sud de Grenoble, alt. 840 m. Accueil d'enfants (jusqu'à 11) pendant les vacances scolaires dans ferme avec vaches, volailles, lapins, porcs, potager.

■ Chez la mère Michon, Daniel Berger, Chatelus «La Combe Bernard», 38680 Châtelus, tél : 04 76 36 07 27. Au pied du Vercors, camping paysan de 6 emplacements dans ferme produisant noix, huile de noix, volailles, lapins.

■ Ferme du Clos, Angélique Doucet, Le Clos, 38680 Châtelus, tél : 04 76 36 10 94. Dans le parc du Vercors, à mi-chemin entre Valence et Grenoble, 8 personnes maxi en chambres doubles, table paysanne, dans ferme produisant noix, moutons, chèvres, cochons, abeilles...

■ Ferme des Chazarets, Stéphanie et Alain Le Chalp, 38740 Chantelouve, tél : 04 76 30 24 54. A 17 km de Bourg-d'Oisans, alt. 1000 m., parc des Ecrins, table paysanne 15 personnes dans ferme élevage chèvres et vaches.

■ Michèle et Pierre Farconnet, Les Carrets, 38840 Saint-Bonnet-de-Chavagne, tél : 04 76 38 41 15. 10 km de Saint-Marcellin, camping paysan de six emplacements dans ferme produisant œufs, lait, fromages, noix.

■ Ferme du Mont Inaccessible, Jacqueline Bichebois, 38930 Saint-Martin-de-Clelle, tél : 04 76 34 46 66. Parc du Vercors, alt. 1000 m. 5 chambres de 2 à 5 personnes, table paysanne (max. 20 personnes), gîte de groupe (15 personnes), camping paysan (20 personnes). Accueil social et handicapé dans ferme biologique : chèvres, volailles, porcs, vaches.

■ GAEC de la ferme Gabert, Paulette Ailloud-Perraud, 38930 Clelles-en-Trièves,



tél : 04 76 34 42 51. Hauts plateaux du Vercors, alt. 750 m. Camping paysan de 20 personnes, dans ferme d'élevage en extensif contrôlé Ecocert.

■ Ferme équestre des Pravières, Martine et Bernard Garcia, 38930 Monestier-du-Percy, tél : 04 76 34 43 41. Dans le parc naturel du Vercors, à 750 m, séjours de vacances pour 4 enfants maximum dans ferme produisant truffes, poulets, agneaux.

Et également

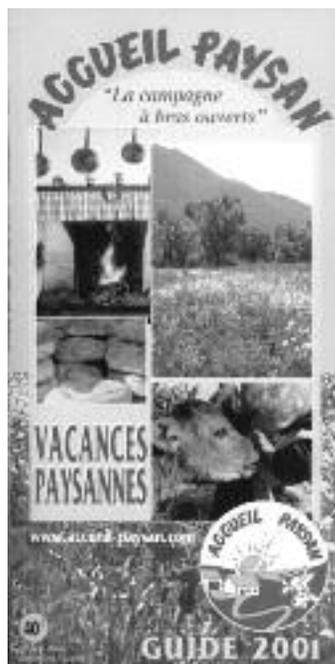
■ Club du soleil de Grenoble, BP 232, 38006 Grenoble cedex 1, tél : 04 76 34 22 68. Association naturiste.

■ Club du soleil Nord-Isère, 1, rue de l'Eglise, 38080 L'Isle-d'Abeau, tél : 04 74 27 06 20. Association naturiste.

■ Arcanson, Jean-Yves Dutrievoz, Les Gaillardes, 38112 Méaudre, tél : 04 76 95 23 51. Depuis 1986, Arcanson propose un tourisme écologique au sein du parc du Vercors. Découverte de la nature, éveil des sens, accueil en gîte et nourriture à partir de produits naturels.

■ Alizé Rhône-Alpes, Fabien Breynaert, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 06 62 24 72 28. Association naturiste pour les jeunes de moins de 25 ans.

■ Gîte-Auberge les Bruyères, Hervé et Nadine Cassar, Beauvoir, 38580 La Chapelle-du-Bard, tél : 04 76 45 01 15. Lieu de vie pour jeunes en difficulté pendant sept ans, le lieu est maintenant une ferme-auberge qui propose l'accueil d'enfants pour les classes de neige et de découvertes, des forfaits week-ends pour des groupes avec boulangerie et nourriture bio, en pleine montagne, entre Grenoble et Chambéry.



Randonnées en ânes

■ Guite et Jean Moly, 38118 Saint-Baudille-de-la-Tour, tél : 04 74 83 86 49. Près de Crémieu et du site archéologique de Larina, accueil d'enfants pendant les vacances scolaires dans ferme avec vaches laitières, volailles, lapins, ânes.

■ La Poulânerie, Mireille et Eric Poulat, 38710 Prébois, tél : 04 76 34 70 59. Dans le Trièves, alt. 800 m. 1 gîte paysan et deux tipis, dans ferme élevage d'ânes, basse-cour, foin, créole en bio. Promenades avec ânes.

■ Au pas de l'Ane, Anne Gerber, Philippe Doutte, route de Clémencière, 38950 Saint-Martin-le-Vinoux, tél : 04 76 87 73 76. 7 km de Grenoble. Accueil de groupes d'enfants pour des randonnées avec ânes d'un ou plusieurs jours.



Nature et Progrès



Depuis 1964, Nature et Progrès, association européenne d'agriculture et d'alimentation biologique, regroupe agriculteurs biologiques et consommateurs. Des sections existent en principe dans presque tous les départements, y compris en Isère.

Pour être reconnue, une telle association doit avoir 1000 adhérents sur toute la France... Ce chiffre n'est pas impossible à atteindre et cela sera l'occasion, pour les consommateurs «bio», de faire un geste de soutien envers tous ceux qui leur procurent cette alimentation.

Juliette Boucherle ■

■ Nature et Progrès-Isère, Maison de la nature et de l'environnement de l'Isère, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 90 04 47.

■ Abonnement à la revue : Nature et Progrès 68, boulevard Gambetta 30700 Uzès, tél : 04 66 03 23 40.



La Clé des Champs

La clé des champs est une association de consommateurs qui milite en faveur d'aliments de qualité donc biologiques et qui est à l'origine des magasins Casabio.

■ La Clé des Champs, 41, rue Abbé-Grégoire, 38000 Grenoble, tél : 04 76 75 91 18.

Et également

■ Eau Secours, 106 bis, rue Abbé-Grégoire, 38000 Grenoble, tél : 04 76 49 23 27. *Défense des consommateurs d'eau grenoblois.*

■ UFC, Union française des consommateurs, 6, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble, tél : 04 76 46 88 45.

■ CNL, Confédération nationale du logement, 6, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble, tél : 04 76 46 30 94.

■ CSCV, Confédération syndicale du cadre de vie, 6, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble, tél : 04 76 46 92 96.

■ Club de consommateurs de l'UFCS, Union féminine civile et sociale, 6, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble, tél : 04 76 46 48 02.

■ Familles rurales, 5, place Gustave-Rivet, 38000 Grenoble, tél : 04 76 43 40 36.

■ PIMMS, Point information médiation multi-services, 50, galerie de l'Arlequin, 38100 Grenoble, tél : 04 76 33 06 56.

■ CSF, Confédération Syndicale des Familles, Maison pour tous, 1, rue de Prédieu, 38120 Saint-Egrève, tél : 04 76 75 05 58.

■ ORAC, Organisation Rhône-Alpes des consommateurs, 14, rue Glairaux, 38120 Saint-Egrève, tél : 04 38 02 00 59.

■ UFC, 72, avenue Léon-et-Joanny-Tardy, 38500 Voiron, tél : 04 76 66 16 97.

Jusqu'en 1986, elle délivrait son label à tous les producteurs et transformateurs qui respectaient ses propres cahiers des charges. Cette certification était payante pour l'intéressé, aucune subvention n'ayant été accordée en ce sens par les divers gouvernements. Depuis la reconnaissance officielle de l'agriculture biologique (1982) et l'obligation d'avoir recours à des certificateurs indépendants des associations pour avoir le label AB (1986), ce sont ceux-ci qui perçoivent maintenant la contribution financière. Les différents mouvements de la «bio» ont traversé une crise d'identité et une crise financière aiguë. Seuls les producteurs les plus militants ont continué à payer deux certifications : AB et Nature et Progrès (ou Déméter, ou Unia, etc.)

qui, eux, ne sont plus qu'une «mention», souvent recherchée, à l'étranger en particulier, car garante de plus d'exigence, pour l'environnement de la culture, par exemple.

Nature et Progrès France qui regroupait 80% des professionnels français, a survécu à la crise. Pendant un certain temps, cependant, elle a dû s'associer avec Nature et Progrès Belgique pour continuer à faire paraître sa revue bimestrielle.

Les dirigeants actuels, très dynamiques, viennent de reprendre la parution d'une revue purement française (après une période franco-belge).

Ils veulent également créer une association de consommateurs, reconnue et faisant partie de différentes institutions. Il semble en effet, indispensable qu'une association défende les valeurs de l'alimentation «bio», trop souvent caricaturées et/ou ignorées.



Les vrais maraîchers

Agriculture
biologique

Pourquoi préciser les «vrais» maraîchers ? Parce que, en parler dauphinois, sur les marchés, vous pouvez avoir affaire à des regratiers. Le regratier est un revendeur de fruits et légumes produits par d'autres. Nos vrais maraîchers font pousser ce qu'ils vendent. Qui plus est : ceux que Silence a questionnés sont des maraîchers bio.

Blandine, la passion du métier

A Saint-Quentin-sur-Isère, Blandine Gonnin perpétue la tradition familiale sur les terres de son père, passé «à la bio» en 1971. Un pionnier, donc. Et c'est dire si elle est bonne, cette terre, et propre, depuis plus de 30 ans sans engrais chimiques. C'est un sol d'alluvions limono-argileux assez fertile et l'eau de l'Isère affleure, ce qui simplifie les arrosages. Heureusement, car sans cela le travail serait vraiment trop dur. Blandine exploite seule la propriété depuis que son frère «a craqué» il y a quelques mois. Des problèmes de dos, et puis trop de travail pour un maigre salaire... Blandine s'en sort grâce à Marie, une amie qui vient de loin pour l'aider quand besoin est, «par solidarité féminine». «C'est notre troc-services» dit Blandine !

Outre les légumes, un peu de tout, elle fait aussi des plantes aromatiques et des fruits rouges. Elle a aussi 300 poules, parce que, pour les clients, c'est intéressant de trouver des œufs sur le même banc que les légumes, et ce sont des œufs bio, bien sûr.

L'exploitation compte quatre hectares mais elle n'en cultive qu'un (c'est déjà beaucoup de travail...) et ça permet d'avoir tout autour une sorte de barrière de protection contre les débordements éventuels de l'agriculture intensive de certains voisins. Elle rayonne d'énergie, cette jeune femme, mais c'est lourd à mener, cette exploitation où elle fait tout, de bout en bout, des semences à la vente. Certains achètent leurs plants, pas Blandine, qui nous montre dans la grande serre les alignements de petits pots pleins de terreau (bio) où commencent à lever des milliers de petites pousses vertes qu'elle transplantera dans quelques jours ou semaines dans les tunnels (nous sommes en mars, ce n'est pas encore le moment de culti-

ver en pleine terre en climat dauphinois). Elle en a douze, des grands tunnels, sans compter ceux qu'une tempête de vent a détruits. Il y en a souvent par ici, de très forts vents qui s'engouffrent dans le goulet que fait la vallée à cet endroit. et que les haies ne suffisent pas toujours à modérer.

Ce qui est le plus long et plus pénible à faire, c'est le désherbage manuel. Mais au travail physique s'ajoutent les contraintes administratives, il y a de plus en plus de paperasses, dit-elle, et elle passe du temps devant son ordinateur. Les contrôles ? Oui, les contrôles d'Ecocert n'ont lieu que deux fois par an, mais cela prend une demi-journée chaque fois car ils sont très sérieux. Outre l'inspection des champs et des serres, il faut montrer toutes les factures. Et, par exemple, pour les poules, le contrôleur mesure exactement la surface du poulailler et du parc (chaque poule, en bio, doit disposer au minimum de 4 m²).

Après toutes ces tâches, vient le marché. Elle vend sur le marché Hoche, à Grenoble. Elle aime y aller, elle aime le contact avec les clients, l'ambiance d'un marché. Et aussi contempler, sur l'étal, le résultat de tous ses efforts, voir ses produits bien présentés, dont elle a varié les couleurs, pour le coup d'oeil. Car Blandine aime son métier jusque dans le détail, et j'ai envie de dire que c'est pour elle une passion. Sans cette motivation profonde, ferait-elle un travail aussi dur pour gagner... le SMIC ?

Elle déplore que l'on aille vers une bio à l'échelle industrielle, entraînant des abus d'engrais. Certes, des engrais autorisés par la méthode, mais comme les cahiers des charges ne stipulent pas les quantités à ne pas dépasser, ceux qui veulent produire beaucoup sont tentés d'en mettre plus et la qualité des produits s'en ressent. On commence à faire du bio sur de très grandes superficies, en faisant venir des ouvriers immigrés parce que sur

«On ne regrette pas d'avoir fait ce choix et pourtant, c'est dur d'être en bio !»



La ferme de Malatrait.

place on n'en trouve plus ou pas aux bas salaires proposés.

Il y a également une concurrence insidieuse, le «maraîchage paysan» qui produit des légumes supérieurs à ceux de la culture intensive mais moins bons que la bio. La dénomination cause une confusion dans l'esprit des acheteurs qui, en voyant «paysan», pensent «bio»...

Elle est consciente aussi du rôle d'animation d'un marché dans un quartier, dans une ville et de l'importance de les maintenir. Les maraîchers sont les premiers acteurs de la résistance à la mondialisation.

Un choix qu'on ne regrette pas, mais ...

Ils sont à Sassenage, tout près de Grenoble. Eux, Marie-Thé et Max Guillermet, il y a 33 ans qu'ils font du bio. Ils se sont décidés après que Max ait eu de gros ennuis de santé causés par la manipulation des produits de traitement chimiques. Ils ont pensé d'abord à eux, mais, très vite, conclu que si ces produits étaient nocifs pour les utilisateurs, ils devaient l'être aussi pour ceux qui mangeaient les légumes traités.

Après 33 ans, on peut faire un bilan. Marie-Thé le fait : non, on ne regrette pas d'avoir fait ce choix et pourtant, c'est dur d'être en bio !

Tout désherber à la main, c'est terrible pour le dos. Expression paysanne : «on passe sa vie le derrière plus haut que la tête».... Ils songent à la retraite mais ce n'est pas facile de céder une exploitation, même si elle est bien placée aux portes de la ville.

Ils ont dû supprimer certaines options. Ainsi, pendant quelques années, ils ont fait

de l'élevage en plus du maraîchage, des montbéliardes et abondances, pour le lait, mais c'était une contrainte de tous les instants. Ils avaient même pensé à faire des yaourts sur place, en espérant qu'une subvention pourrait les aider, mais ils n'ont pas eu de subvention. Ils ont vendu quelques volailles, des œufs, mais ils ont arrêté (la mère de Marie-Thé, agricultrice, disait autrefois : « nous qui faisons de tout, on a 12 métiers, 13 misères »). Les quelques poulets qui picorent encore sont réservés à la famille.

Actuellement, les précurseurs du maraîchage bio arrivent donc à l'âge de la retraite et il n'y a pas toujours de relève. Sur le marché de Meylan, deux autres maraîchers cessent leur activité et ne seront sans doute pas remplacés.

Avec les subventions attribuées à l'hectare, les maraîchers sont forcément perdants, car c'est un type de culture qui ne nécessite pas de grandes superficies et beaucoup plus d'heures de travail. Il n'y a que les gros céréaliers qui s'en sortent bien, avec l'appui de la FNSEA, le principal syndicat agricole (Max parle de « fossoyeurs de l'agriculture »...). A Sassenage, bien sûr, même si autrefois il y a eu des céréales, la terre n'est pas faite pour ça, on ne peut pas faire mieux que 20 quintaux à l'hectare et tous ceux qui avaient des fermes dans le secteur se sont mis au maraîchage. Au début, c'était bon, car avec l'Isère toute proche l'eau était à 80 cm de profondeur, il suffisait de creuser des petits canaux de drainage et on n'avait pas besoin d'arroser. Mais depuis que le barrage de Saint-Egrève s'est construit, ça ne marche plus, il faut arroser.

Autre difficulté en bio : les contrôles. Pour Ecocert, il faut payer un forfait de 350 euros alors que ceux qui polluent avec l'agriculture intensive n'ont pas de contrôle à financer. De même, les semences bio sont cinq fois plus chères que des semences ordinaires (par exemple, un paquet de 120 grammes de graines de carotte coûte 140 euros en bio contre 30 pour la non-traitée après récolte). En outre, les semences qui viennent de Bretagne s'adaptent mal au Dauphiné : « les bulbes des oignons pourrissent dans notre terre », dit Marie-Thé.

Il y a donc encore un énorme effort à accomplir pour que le bio marche bien en France. Et si l'on veut que tout le pays passe à l'agriculture bio, ce qui serait souhaitable et même indispensable, il faudrait compter 30 ans pour que les terres soient débarrassées de toutes les traces de traitement et il faudrait former huit millions de personnes (bonne idée pour lutter contre le chômage, Max...).

La bio, ça ne consiste pas à troquer un sac d'engrais contre un autre moins nocif. Se convertir au bio, c'est travailler davantage. Des endives industrielles, ça pousse tout seul ! Elles sont dans des bacs pleins d'eau avec des produits chimiques adéquats et ça pousse, ça ne vaut rien mais ça pousse sans problème. Les choux-fleurs, si on leur donne 200 unités d'azote et ce qu'il faut d'hor-



mones, ça pousse (d'où les conséquences actuelles en Bretagne). Ces drôles de légumes peuvent être stockés pendant trois semaines sans bouger et puis, du jour au lendemain, ils sont complètement pourris !

Le constat est plutôt démoralisant et ils disent pourtant qu'ils ne regrettent rien... Difficile à comprendre? Sauf si l'on goûte leurs légumes.

La ferme de Maltrait : histoire d'une conversion récente

Martine et Véronique travaillent avec leur frère depuis 10 ans. Un rare exemple d'une fratrie soudée dans l'idée et la pratique du bio.

L'exploitation est familiale, ils ont succédé à leur père et d'abord produit des céréales, mais en utilisant peu, puis de moins en moins de traitements conventionnels. Martine dit : « plus on s'informe, moins on en veut dans nos assiettes de ces produits » et c'est donc tout naturellement que tous les trois se sont mis à faire du bio, en commençant par les céréales. Le

marais a suivi. Ils ont conservé une certaine surface de céréales pour permettre une bonne rotation des cultures. Le bio demande beaucoup de technicité, il faut apprendre à comprendre le pH d'un sol (mesure de l'acidité), quels oligoéléments il comporte, etc.

Tout cela s'est fait grâce au Groupement des maraîchers de l'Isère, très sensibilisé aux techniques du bio. Ils ont rencontré là des personnes qui les ont convaincus d'essayer et puis ce sont leurs champs eux-mêmes, la qualité des sols qu'ils voyaient évoluer au fil des mois (moins soumis aux sécheresses, aux parasites) qui leur ont prouvé que leur choix était le bon.

Encore fallait-il être certifié pour vendre sous label bio de la part d'Ecocert. Pour l'obtenir, il faut cultiver pendant trois ans sans aucun produit chimique et ce label a été obtenu il y a un an environ. Certes, c'est une contrainte, il faut tout comptabiliser, conserver la moindre étiquette, ça représente une demi-journée par semaine de travail de bureau.

Pendant la période de conversion, ils ont bénéficié des aides (maintenant portées à cinq ans pour ceux qui vont se lancer). C'est insuffisant, il y a beaucoup de discours en faveur du bio, mais sur le terrain c'est autre chose. Le travail est dur, phy-

Il y a donc encore un énorme effort à accomplir pour que le bio marche bien en France.

siquement et moralement. Les journées commencent à 7 heures et demie pour finir à 20 heures. La vie de famille «en prend un coup». En cas de récoltes sinistrées, il faut pouvoir prouver plus de 30% de pertes pour avoir une indemnisation. Ils ont quelques productions sous serres, mais la plus grosse part en plein champ. En décembre 2001, le gel brutal a anéanti carottes, navets et choux. Pas d'indemnités.

Le constat est dur. Mais en reconnaissant leurs multiples difficultés, Martine et Véronique ont un sourire si radieux que je suis prête à penser que cultiver en bio donne un caractère heureux !

Elles vendent sur trois marchés chaque semaine, à Saint-Georges-d'Espéranche, Heyrieux et La Tour-du-Pin. Une grande mobilisation de leur temps, mais elles aiment le contact.

Et puis elles ont innové avec leur «Panier de légumes». Un panier composé selon la saison et livré à domicile ! Elles y ajoutent de petites recettes culinaires correspondant aux légumes livrés... Ça leur fait un circuit de quatre heures le mercredi et deux heures le samedi, beaucoup de temps mais une bonne clientèle chez des salariés qui ne peuvent pas aller sur les marchés.

Elles sont tout à fait conscientes que leur façon de produire participe à la sauvegarde de l'environnement, c'est une des raisons de leur choix. L'agriculture raisonnée ? «*Elle raisonne comme un tambour !*», c'est creux en fait de propositions sérieuses. Quant aux CTE (contrat territorial d'exploitation), ce sont des mesures qui ne profitent qu'aux gros agriculteurs. Par exemple, on va jusqu'à distribuer des primes pour respecter un certain sens du fauchage à cause du gibier, mais dans les champs fauchés selon les directives on peut mettre tous les pesticides que l'on veut ! On commence tout juste à protéger l'eau (périmètres imposés autour des captages et au bord des rivières). Les informations sur ces sujets ne passent pas, le seul bulletin de la FNSEA fait foi. Les viticulteurs ont maintenant des problèmes dus à la manipulation sans prudence des produits dangereux, ils connaissent un accroissement des cancers, mais la MSA, Mutuelle sociale agricole, la sécurité sociale des agriculteurs, ne dit rien.

Heureusement, Véronique et Martine ont pris le temps de s'informer et elles ont réussi en tout point leur conversion. Il est à souhaiter que beaucoup de jeunes suivent leur exemple.

Madeleine Nutchey ■

■ Blandine Gonin. *Vente au marché Hoche à Grenoble.*

■ Max et Marie-Thé. Guillermet, route de Valence, 38360 Sassenage. *Vente au marché de Meylan.*

■ Ferme de Malatrait, 38790 Saint-Georges-d'Espéranche.

Vendre ensemble

Elevage



Gérard Leras, Sylvie Durand et Hervé Robin au marché de Grenoble.

Beaucoup de lecteurs de *Silence* sont végétariens, mais ce n'est pas une obligation ! Il fallait donc que l'on vous dise qu'il existe en Isère des éleveurs qui font de la bonne viande, notamment en montagne, comme Jean-Louis Gervais à Saint-Jean-de-Vaux ou Gérard Leras au Monestier-de-Clermont. C'est lui que nous avons interrogé et qui nous a dit ses difficultés.

Car tous les éleveurs ont des problèmes et les bêtes élevées dans les prés subissent les aléas du marché comme les autres.

Malgré tout, Gérard persiste ainsi que tous ceux qui se sont fait une autre notion de l'agriculture que l'industrialisation du métier. Gérard y voit aussi un moyen de sensibiliser les gens non seulement à ce qui se mange mais à ce qui se pense.

Alors, lui et ses voisins ont monté un GIE, Groupement d'intérêt économique. Sept producteurs au total qui présentent ensemble tout un éventail de produits. «L'effet de gamme», dit Gérard, ça aide à vendre car le commerce actuellement n'est pas facile et les agriculteurs n'ont pas toujours d'aptitudes pour la vente. Avoir un large choix sur un seul point de vente crée l'aspect «terroir», «on vend le Trièves». Ils n'y gagnent pas de temps car la comptabilité est plus lourde, mais les frais généraux sont réduits et, surtout, le matériel (camion, chaîne du froid) est collectif.

Tous les produits ne sont pas «bio», mais ceux qui n'ont pas le label sont néanmoins d'excellente qualité, ils sont très vigilants sur ce critère.

Gérard dit aussi le mal-vivre des agriculteurs du bio en ce moment, le métier pénible physiquement, l'impossibilité de trouver de la main-d'œuvre. Mais il y a un attachement très fort au lieu de vie en plus du sentiment d'aller dans le bon sens qui font qu'ils continuent et même s'investissent dans des actions plus larges. Par exemple, Gérard vend sur le marché de La Villeneuve. Ce quartier de Grenoble s'est voulu totalement novateur dans les années 70 et est devenu un quartier difficile. Il y va surtout pour communiquer ses idées. En septembre dernier, ils ont organisé avec les habitants un repas ferme.

Gérard explique aux clients pourquoi il faut éviter d'aller dans les hypermarchés, il distribue des tracts d'information dans les boîtes, etc.

A une réunion sur l'importance de la nourriture, 44 personnes sont venues, ce qui semblait devenu impensable dans le quartier...

Les mentalités évoluent tout doucement et ça, c'est réconfortant.

M.N. ■

■ GIE Produits du Trièves, 38650 Monestier-de-Clermont.

Bios magasins

- Casabio, 32, rue Nicolas-Chorier, 38000 Grenoble, tél : 04 76 48 01 28. *Biocoop.*
- Boulangerie Saint-Laurent, 64, rue Saint-Laurent, 38000 Grenoble, tél : 04 76 44 61 63. *Fonctionne depuis 1981 sous forme coopérative. Distribue dans magasins bio et marché Hoche le samedi matin.*
- Aux rayons verts, 38, cours Berriat, 38000 Grenoble, tél : 04 76 47 18 58.
- L'eau vive, 4, place aux Herbes, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 33 02.
- La Vie claire, 5, rue de Sault, 38000 Grenoble, tél : 04 76 46 26 97.
- Les herbes de l'Etoile, 2, place de l'Etoile, 38000 Grenoble, tél : 04 76 86 24 41.
- Bacchetta Marc, 1, avenue Malherbe, 38000 Grenoble, tél : 04 76 25 56 84.
- Fournil Bouta, 6 bis, rue Saint-Ferjus, 38000 Grenoble.
- SARR, Société alpine d'alimentation rationnelle, 1, rue Guétal, 38000 Grenoble, tél : 04 76 46 41 88.
- Le Pain de Saint-Hugon, 45, rue Thiers, 38000 Grenoble, tél : 04 76 43 89 42. *Fournil, pain, plats cuisinés, petite restauration.*
- Maison Ginseng, 11, rue Guétal, 38000 Grenoble, tél : 04 76 47 65 91. *Magasin vendant des produits de diététique et de bien-être, compléments alimentaires, cosmétique, hygiène. Conseil en nutrition.*
- Casabio, 214, cours de la Libération, 38100 Grenoble, tél : 04 76 23 98 60. *Biocoop.*
- Pause bio, 210, Grand'Place, 38100 Grenoble, tél : 04 76 22 36 99. *Self-servie ou vente à emporter uniquement en bio. Après-midi : salon de thé.*
- Verte campagne, 2, rue d'Italie, 38110 La Tour-du-Pin, tél : 04 74 97 81 44.
- L'eau vive, 25, Grand Place, 38130 Echirolles, tél : 04 76 40 21 75.
- Biocoop Saveurs, La Croisée, route de Romans, 38160 Chatte-Saint-Marcellin, tél : 04 76 64 41 08.
- Terre des Dauphins, 2, boulevard Gambetta, 38160 Saint-Marcellin, tél : 04 76 38 57 72.
- Fournil Bouta, Le Boutière, 38190 Laval, tél : 04 76 71 31 59. *Pain biologique. Magasin à Grenoble, présent sur les marchés de Seyssins, Brignoud, Crolles.*
- Le Panier enchanté, 28, avenue Marcellin-Bertelot, 38200 Vienne, tél : 04 74 31 71 07. *Coopérative de paysans assurant une vente directe.*
- Natura, 20, cours Brillier, 38200 Vienne, tél : 04 74 85 36 81.
- Régime et santé, 14, place Miremont, 38200 Vienne, tél : 04 74 85 06 88.
- Vienne Nature, 10, place Saint-Ferréol, 38200 Vienne, tél : 04 74 85 42 21.
- Biossimo, 39, avenue Marcellin-Bertelot, 38200 Vienne, tél : 04 74 85 78 75.
- Charles La Nature, 21, place des Terreaux, 38270 Beaufort, tél : 04 74 84 63 31.
- Simon Borel, Diététique, 17, avenue Professeur-Tixier, 38300 Bourgoin-Jallieu, tél : 04 74 93 26 40.
- La Farigoule, 52, rue de la République, 38300 Bourgoin-Jallieu, tél : 04 74 93 55 86.
- Natura, 20, rue du Grand-Veymont, 38320 Eybens, tél : 04 76 24 62 72.
- L'eau vive, route Napoléon, 38320 Brié-

et-Angonnes, tél : 04 76 73 70 01.

- Fournil L'eau vive, route Napoléon, 38320 Brié-et-Angonnes, tél : 04 76 73 70 29. *Boulangerie.*
- Arômes du monde, Les Quatre Bras, 38340 Pommiers-la-Placette, tél : 04 76 56 32 57.
- Moulin d'Arche, près du Pont-de-Briord, 38390 Bouvesse-Quirieu, tél : 04 74 88 61 61. *Dans une magnifique bâtisse de 1571, un moulin à céréales aujourd'hui en cours de restauration. Egalement auberge et gîte*

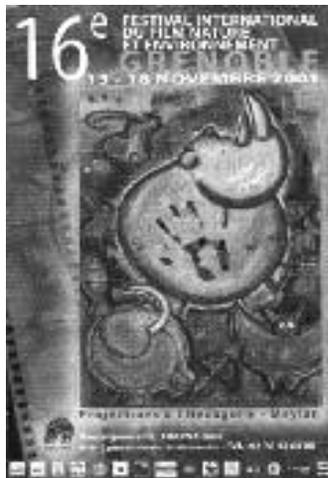


DIR

rural. Pain biologique.

- Satoriz, 10, rue Marceau-Leyssieux, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 42 75 81.
- SDMR, Société de distribution Marcel Recorbet, 24, rue des Bourelle, 38420 Domène, tél : 04 76 77 38 38. *Fabrication et distribution de produits d'assaisonnement (fournisseur de Biocoop)*
- Le Jardin d'Eden, 28, rue Alexandre-Dumas, 38480 Le Pont-de-Beauvoisin, tél : 04 76 32 96 32.
- Epi Bio, rue Béranger, 38500 Voiron, tél : 04 76 05 26 34. *Association pour la promotion des produits biologiques alimentaires.*
- Bioasis, 39, boulevard de la République, 38500 Voiron, tél : 04 76 05 26 34. *Biocoop.*
- Mélisse Menthe, 18, place Saint-Bruno, 38500 Voiron, tél : 04 76 91 87 87.
- Aux rayons verts, 5, rue Dode, 38500 Voiron, tél : 04 76 66 11 60.
- L'assiette en santé, place Jacques-Antoine-Gau, 38500 Voiron, tél : 04 76 91 89 61. *Cours de cuisine bio, conférences, amélioration de la santé par l'alimentation*
- Atonic, 20, chemin des Moulins, 38500 Saint-Cassien, tél : 04 76 67 32 96.
- Vie et nature, 534, avenue de la Gare, 38530 Pontcharra, tél : 04 76 97 75 13.
- Aux herbes d'antan, 129, rue Henri-Fabre, 38920 Crolles, tél : 04 38 92 00 53.

Fêtes foires salons



- Festival international du film nature et environnement. Depuis 1985. En novembre. Hexagone de Meylan. Une trentaine de films en compétition, projection décentralisée dans la région ensuite. Organisé par la FRAPNA, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 64 08.
- Journées du patrimoine naturel. Depuis 1995, en parallèle aux journées du patrimoine. Visites de lieux naturels remarquables. Organisé par la FRAPNA, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 64 08.
- Naturissima. Depuis 1985. Alpexpo Grenoble. 160 exposants. Simultané avec Artisa, salon des métiers d'art. Stands souvent douteux. Alpexpo, avenue d'Innsbruck, BP2408, 38034 Grenoble cedex, tél : 04 76 39 66 00.
- Fêtes des plantes et graines rares. Depuis 1995. Début avril. Place de la Mairie à Réaumont. Promotion de la biodiversité. 50 exposants (pépiniéristes, associations) La Maison de l'arbre, 38140 Réaumont, tél : 04 76 65 27 56.

- Festival de l'Arbre. Depuis 1997. En octobre. Place de la Mairie à Réaumont. Documentaires, films, fictions, reportages sur l'arbre et la forêt. 50 exposants (pépiniéristes, associations) La Maison de l'arbre, 38140 Réaumont, tél : 04 76 65 27 56.
- Les Arts buissonniers. Depuis 1997. Exposition d'artistes et d'artisans. La Mure. Drac Nature, 20, ter, rue des Hers, 38350 La Mure, tél : 04 76 81 36 76.
- Fête de la nature. Au mois de juin, à Sassenage, parc de l'Ovalie, Fête de la nature, Géraldine Bocavin, Mairie, 38360 Sassenage, tél : 04 76 26 85 61 poste 39.
- Festival de l'Avenir au naturel. Depuis 1997. Premier week-end de septembre. Champ de Mars, rencontre de producteurs et de consommateurs voulant améliorer la qualité de vie et sauvegarder l'environnement. 150 exposants. Chantesse L'Albenc environnement, BP1, 38470 L'Albenc, tél : 04 76 36 50 10.
- C'est tout Vert. Depuis 1989. Mi-octobre. Centre Equinoxe de La Tour-du-Pin. Promotion des initiatives qui mettent l'écologie en pratique. 35 exposants. GUEPE, Groupement d'union et d'expression environnementaliste, 645, grand chemin de Leyssins, 38490 Chimilin, tél : 04 76 32 59 00.



- Foire aux plants bio. Créée en 2001. Centre Terre Vivante. Premier week-end de mai. 20 exposants. Terre Vivante, domaine de Raud, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80.
- Foire aux produits bio. Créée en 1997. Centre Terre Vivante. Fin septembre. 80 exposants. Terre Vivante, domaine de Raud, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80.
- Salon de la nature. Créé en 2000 à Saint-Georges-d'Espéranche. Espace Terre, Chemin de Melat, 38790 Saint-Georges-d'Espéranche, tél : 04 74 59 04 91.

Restaurants végétariens

- L**a Mandragore est un restaurant à la fois bio et végétarien. Une salle de 27 couverts permet une atmosphère intime et chaleureuse. Les assiettes bio sont composées de manière à faire un repas complet. Elles changent en fonction des saisons. Il est possible de manger végétalien ou macrobiotique. Le vin est également bio. L'Atys tire son nom d'un dieu phrygien, protecteur de la nature. Il est le relais de l'Alliance végétarienne à Grenoble. Il offre une salle de 40 couverts.
- En été, il existe également un restaurant bio et végétarien au centre Terre Vivante, à Mens.
- La Mandragore, 11, rue Marx-Dormoy, 38000 Grenoble, tél : 04 76 96 18 95.
 - L'Atys, 2, rue Lazare-Carnot, 38000 Grenoble, tél : 04 76 43 84 13.
 - La Table de Raud, Terre Vivante, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80.



Raymond Vignal



Raymond Vignal

Confédération paysanne

Le renouveau du syndicalisme passe sans doute par la pratique de ce syndicat novateur dans bien des domaines. Fortement implanté dans la société civile, ce syndicat agricole a su dépasser le corporatisme pour s'intéresser à de nombreuses questions politiques : agriculture durable, rapports Nord-Sud, questions de développement, commerce équitable, agriculture biologique, lutte contre les OGM ou la malbouffe, etc.

■ Confédération paysanne, chemin Lempis, 38260 La Côte-Saint-André, tél : 04 74 20 22 58.

Alliance Paysans-Ecologistes-Consommateurs

Cette alliance est née de la lutte contre les accords internationaux de l'OMC, organisation mondiale du commerce. Elle se poursuit aujourd'hui avec la lutte contre les OGM. Suite aux démarches engagées par l'Alliance Paysans, écologistes, consommateurs, dans le département de l'Isère, plusieurs communes ont annoncé leur volonté de mettre en place une filière sans OGM pour les cantines scolaires. Il s'agit de Meylan, Saint-Pierre-d'Allevard, Seyssinet-Pariset, Villefontaine, Roussillon, Vif, Gières, Villard-Bonnot et Voiron.

■ Alliance Paysans-Ecologistes-Consommateurs c/o MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 98 46.

Jardins biologiques

Créée en 1976 à Meylan et forte d'une centaine d'adhérents, la Folle Avoine se soucie de la qualité biologique des produits alimentaires. 63 familles meylanaises pratiquent la culture biologique dans le cadre magnifique du Clos des Capucins, qui devient un lieu de rencontres, d'échanges...

■ Folle Avoine, clos des Capucins, 38240 Meylan, tél : 04 76 41 15 34 (Colette Estrade).



DR Le clos des Capucins.

Huiles essentielles contre Ivermectine

Lycopodium est une association d'éleveurs qui traitent leurs animaux par l'homéopathie. Devant l'obligation de traiter avec de l'Ivermectine, un produit dangereux, pour détruire la mouche du varron, ces éleveurs ont mis au point une alternative qui utilise des huiles essentielles. Ce groupe cherche à regrouper les informations sur les traitements naturels et homéopathiques que peuvent trouver les éleveurs pour éviter le recours à la médecine dure.

■ Lycopodium, Th. Oddoz, Longefonds, 38930 Clelles, tél : 04 76 34 47 95.

Et également

■ ADAB, Association pour le développement de l'agriculture biologique, 40, avenue Marcellin-Berthelot, 38100 Grenoble, tél : 04 76 20 68 65.

■ Jacques Brochier, 53, chemin Cachard, 38110 Montagnieu, tél : 04 74 97 36 45. *Légumes. Présent sur le marché de La Tour-du-Pin (samedi matin) et de Bourgoin-Jallieu (jeudi matin).*

■ Les Jardins du Temple, GAEC, 220, chemin du Temple, 38140 Saint-Blaise-du-Buis, tél : 04 76 91 05 39. *Légumes, fraises, noix. Présent à Meylan Les Aiguinards le mercredi après-midi, Grenoble Hoche le samedi matin. Vente à la ferme.*

■ Miellerie des Coulmes, Bertrand Rony, Le Charvolet, 38160 Izeron, tél : 04 76 38 24 09. *Production de miel et de pollen de haute qualité biologique avec lieux de récoltes extrêmement sauvages : parc naturel du Vercors, Royans, Diois, Jura.*

■ Daniel Duminy, Maisonne, 38160



Chevrières, tél : 04 76 64 13 67. *Petits fruits et légumes. Présent sur les marchés de Grenoble Escatade les samedi et dimanche, sur le marché d'Echirolles la Rampe, les samedi et dimanche.*

■ J. Rebuffet, Le Mollard, 38190 Laval, tél : 04 76 45 63 41. *Viande de bœuf en vente à la ferme.*

■ Reynal Caillat-Thoranne, Le Château, 38210 Saint-Quentin-sur-Isère, tél : 04 76 93 61 02. *Légumes et fraises. Présent sur le marché Malherbe de Grenoble le samedi matin.*

■ Jean-Louis Roybon, 135, rue May, 38210 Vourey, tél : 04 76 07 00 45. *Cerises, pêches, noix. Présent sur les marchés de Meylan Les Aiguinards, le mercredi après-midi et de Grenoble Hoche, le samedi matin.*

■ Blandine Gonin, RN 532, 38210 Saint-Quentin-sur-Isère, tél : 04 76 93 60 21. *Légumes et petits fruits. Présent sur le marché de Grenoble Hoche le samedi matin.*

■ A. Giot, Au Chamoisé Saint-Jean, Les Pélissiers, 38220 Saint-Jean-de-Vaulx, tél : 04 76 73 16 03. *Fromages de chèvres. Présent sur le marché de Meylan le mercredi après-midi.*

■ Saveurs du Vercors, Traffet, 38250 Lans-en-Vercors, tél : 04 76 95 56 70. *Regroupement d'agriculteurs biologiques du plateau du Vercors qui offrent de multiples produits : plantes médicinales, confitures (cynorhodon, sureau...), etc.*

■ Guy Fréchat, 628, chemin des Blaches, 38260 Sardieu, tél : 04 74 20 39 95. *Agneau, porc, jambon, volailles transformées. Présent sur les marchés de Voiron les mercredi et samedi matins, à Grenoble Hoche le samedi matin, à Meylan Les Aiguinards, le mercredi après-midi.*

■ Formabio, Jean-Yves Morgantini, CFPPA, Chemin de Lempis, 38260 La Côte-Saint-André cedex 2, tél : 04 74 20 44 66. *Formation en agriculture biologique principalement pour des stagiaires venus de l'étranger.*

■ Bernard Canabit, 38270 Revel-Tourdan, tél : 04 74 84 57 02. *Fromages. Présent sur le marché de Beaufort le mercredi matin.*

■ Daniel Ritter, 3244, Val Régrimay, 38270 Lentiol, tél : 04 74 79 01 92. *Légumes. Présent sur les marchés de Beaufort le mercredi matin et de Hauterives (26) le mardi matin.*

■ Fabrice Posocco, chez Meynier, 38270 Moissieu-sur-Dolon, tél : 04 74 84 50 87. *Légumes et conserves. Présent sur le marché de Vienne le mercredi et le samedi matins.*

■ GAEC du Thicaud, Le Noyaret, 38320 Herbeys, tél : 04 76 73 65 60. *Produits laitiers, viande de porc, charcuterie. Présent sur les marchés de Meylan Les Aiguinards (mercredi après-midi) de Seyssins (vendredi soir). Vente à la ferme.*

■ D. Germain, Ferme des Saveurs, 160, chemin Boréas, 38340 Voreppe, tél : 04 76 50 68 76. *Légumes en vente à la ferme.*

■ Max Guillermet, avenue de Valence, 38360 Sassenage, tél : 04 76 27 44 65. *Légumes. Présent sur le marché de Meylan, Les Aiguinards, le mercredi après-midi.*

■ Laurent Berrux, Enieu, 38390 Bouvesse, tél : 04 74 83 42 67. *Producteur de légumes. Présent sur les marchés de Morestel (mercredi matin) et de Meximieux (samedi matin)*

■ Alain Pommart, 54, chemin Murier, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 89 21 92. *Pain. Marché de Brié-et-Angonnes le mardi après-midi.*

■ Jean Gaillard, 1660, route Chenevière, 38430 Moirans, tél : 04 76 35 33 38. *Légumes. Présent sur les marchés de Voiron les mercredi et samedi matins, de Voreppe le vendredi matin.*

■ A. Taddéi, Champon, Chassins, 38630 Veyrins-Thuellin, tél : 04 74 33 62 68. *Fromage de chèvre et de vache. Présent sur les marchés des Avenières (vendredi matin), de Dolomieu (jeudi matin) et de Morestel (3e samedi de chaque mois).*

■ GIE du Trièves, place de l'Eglise, 38650 Saint-Guillaume, tél : 04 76 34 14 03.



DR



Gérard Leras, Christian Legris, Marie Clavel, Régine Oddos sont associés pour la production de fromage, de petits fruits, de condiments et de légumes, d'œufs et de poules en plein air.

■ Anahid et Rémi Bacher, 38710 Mens, tél : 04 76 34 67 37. *Maraîchers bio. Rémi participe à la rédaction de la revue «Les Quatre saisons du jardinage».*

■ Christophe Delay, Le Janin, 38780 Estrablin, tél : 04 74 57 14 42. *Arboreticulteur bio, Confédération paysanne. Vente directe.*



■ Thérèse et Xavier Morin, Casseire, 38930 Le Monestier-du-Percy, tél : 04 76 34 43 59. *Agriculteurs lait et pain biologiques, de la céréale à la vente directe.*

■ Valérie Poulat et Jean-Louis Perrier, Le Village, 38930 Lalley, tél : 04 76 34 74 70. *Producteurs de petits fruits, sirops, confitures en bio, céréales.*

■ Jocelyne et Didier Reybernes, Gabert, 38930 Clelles, tél : 04 76 34 44 98. *Maraîchers, mais sans label bio bien qu'en respectant la philosophie.*

■ Thierry Ailloud-Perraud, Gabert, 38930 Clelles, tél : 04 76 34 42 51. *Agriculteur Confédération paysanne, vente directe de viande et de fromage.*

■ Thérèse Oddos, Longefonds, 38930 Clelles, tél : 04 76 34 47 95. *Agricultrice.*

■ J. Bichebois, SCEA du Pansaret, 38930 Saint-Martin-de-Celles, tél : 04 76 34 46 66. *Fromages, volailles, œufs, charcuterie en vente à la ferme.*

■ Noix et noix, 70, rue de la Libération, 38950 Saint-Martin-le-Vinoux, tél : 04 76 46 31 36. *Producteurs de pâte de noix réalisée à partir d'ingrédients issus à 100 % de l'agriculture biologique : noix du Dauphiné, sucre de canne, sirop de céréale, germe de blé.*



A coups de budget public, les industriels de la biotechnologie créent une pépinière d'entreprises, Biopolis, à côté de Grenoble. Le projet masque de nombreux intérêts privés dont le renforcement d'un centre de recherche de l'armée. La polémique a éclaté au début de l'année alors que le chantier est commencé.

Un projet fait débat actuellement à Grenoble : le projet d'un centre de recherche sur les biotechnologies dénommé Biopolis. Selon Claude Feuerstein, président de l'université Joseph-Fourier, ce projet aurait pour but de valoriser le potentiel scientifique et technologique de la région grenobloise en poursuivant la recherche théorique universitaire par des recherches appliquées. Le centre serait une sorte de pépinière pour des entreprises naissantes dans le domaine des biotechnologies. La proximité universitaire devrait créer une synergie.

Le projet est évidemment grandiose : ingénierie du vivant, neurosciences, cardiosciences, cancérologie, bio-informatique, génomie fonctionnelle, recherche clinique, microbiologie, infectiologie... Le site serait implanté entre le CHU de Grenoble et le campus universitaire de Saint-Martin-d'Hères, sur la commune de La Tronche : 3000 m² de bureaux pour commencer. La communauté de communes, la Métro, donne son aval pour l'achat du terrain en juillet 2000 et un permis de construire a été délivré par la préfecture en octobre 2001.

Le terrain est effectivement acheté en décembre 2001 et est actuellement en voie de viabilisation.

Des citoyens se penchant sur le projet s'inquiètent sur un certain nombre de points du dossier : est-il utile de poursuivre des recherches sur les OGM ? Peut-on encore accepter aujourd'hui des expérimentations animales ? Qu'en est-il de certaines activités secrètes classées « confidentiel défense » ? La zone étant inondable, que se passerait-il en cas de crue importante ? La région ayant une forte sismicité, que se passerait-il en cas de tremblement de terre ?

Les premiers à s'opposer au projet sont les services de l'équipement, inquiets de voir un site à risque se mettre en place dans une zone où il est courant d'avoir jusqu'à 1,50 m d'eau. L'affaire devient un sujet de polémique après la publication d'un article dans le *Canard enchaîné* le 30 janvier 2002. Celui-ci affirme que le projet a le soutien financier du CRSSA, centre de recherche de l'armée, et du CEA, Commissariat à l'énergie atomique, qui dépend aussi du ministère de la défense. Le CRSSA est spécialisé dans les armes NBC, c'est-à-dire la guerre nucléaire, biologique ou chimique. Le CRSSA voudrait y installer un



Seule photo publique diffusée par le CRSSA, sur son site internet.

laboratoire classé P3, habilité à étudier des agents infectieux (virus, prion, HIV...). Didier Migaud, président socialiste de la Métro dément la présence de l'armée... alors que le CRSSA a déjà 300 chercheurs sur la commune ! Il répond que les installations seront placées à plus de 1,60 m du sol, ce qui laisse un délai d'au moins 20 heures en cas d'alerte de crue pour prendre des précautions. Le 8 mars 2002, un tract circule pendant le conseil de la Métro rappelant que Didier Migaud est membre du conseil d'administration du CEA et du Cercle de l'industrie (où il fréquente Dominique Strauss-Kahn, François Rousseley, PDG d'EDF, Thierry Desmarest, PDG de

TotalFinaElf, Jean-Marie Messier, PDG de Vivendi...). Le tract rappelle que le CRSSA est membre associé de l'Adebag, association pour le développement des bioindustries de l'agglomération grenobloise, association qui pilote le projet Biopolis, dont le président est Claude Feuerstein, le président de l'université. Le tract termine en signalant un projet de modification du « plan inondation » de Grenoble... qui mettrait le site Biopolis en dehors des zones inondables ! Cela provoque des échanges entre élus.

Si Didier Migaud prône l'information du public... il s'oppose à ce que celle-ci soit ouverte à de simples citoyens, apparemment trop bêtes pour comprendre tout l'intérêt du projet. Il propose une inévitable commission d'éthique avec des représentants des élus, des gens plus raisonnables comme lui par exemple. Raymond Avriillier, pour les écologistes, s'étonne que le débat commence seulement maintenant alors que le chantier est engagé. Il rappelle que les affaires de l'amiante, de Tchernobyl ou des farines animales doivent inciter les élus et les citoyens à se méfier des affirmations des scientifiques... dans ces trois cas, les scientifiques ont été obligés de mentir pendant de longues années sous la pression des intérêts politiques et financiers. Il dénonce aussi le côté « pépinière » qui ferait que des expériences pourraient se faire, en pleine agglomération, sans que personne n'ait son mot à dire. Il pose enfin la question de l'utilité de certaines recherches comme celles sur les OGM dont personne ne veut dans le public (l'INRA est aussi membre de l'Adebag).

Un document circule également dénonçant le « bio » de ces technologies. Plutôt que parler de « vivant » (sens de « bio »), ils affirment qu'il faudrait mieux parler de « nécro-technologies » (relevant de la « mort »). Ils rappellent les propos de Claude Feuerstein comme quoi le secteur des biotechnologies « va exploser » (L'essentiel, 20 juin 2001). Comme AZF à Toulouse ?

Michel Bernard ■

■ Pour en savoir plus : Laurence Lyonnais, attachée du groupe Ecologie et gauche citoyenne, tél : 04 76 59 58 06.

Une moisson illicite



Saint-Georges-d'Espéranche a un titre de gloire : c'est là que fut fauché pour la première fois du colza transgénique.

Espéranche... un drôle de nom comme l'espoir prononcé par un Auvergnat ? Mais non, vous n'y êtes pas du tout. Les Péranches auraient été des vergers plantés de poiriers, les pères, les poires, vous voyez ? Mais les poires, à Saint-Georges, ce ne sont pas les habitants, ah ça non ! Quand ils ont su, en 1996, qu'on leur avait planté non plus des vergers mais du colza transgénique, ils ont vite réagi, du moins quelques-uns bien décidés et efficaces.

C'est Monique Lemée, présidente de l'association *Espace Terre*, qui a découvert le pot aux roses, pot aux OGM en l'occurrence. A l'automne, passant par la mairie consulter le panneau d'affichage, elle a remarqué quelques lignes mentionnant une «autorisation de culture transgénique». Ayant vu peu de jours auparavant une émission sur les OGM bien documentée et n'ayant pas été mise au courant bien qu'alors conseillère municipale, elle a trouvé le procédé anormal. Renseignement pris, il s'agissait d'un essai de Rhône-Poulenc et quelqu'un est allé aussitôt prendre une photo du champ de colza litigieux qui ne correspondait même pas à la parcelle déclarée pour l'autorisation ! Il s'agissait d'une autre parcelle soi-disant cadastrée sur une autre commune, enfin bref, des explications pas très claires.

La chambre d'agriculture est contactée, et une réunion publique avec des ingénieurs agronomes est organisée à la mairie. Des partenaires sollicités (FRAPNA, INRA, Confédération paysanne, etc.) arrivent sur place. La deuxième parcelle incriminée se révèle être un essai Monsanto. Dans le village, c'est l'état de guerre... Il y a le clan des «pour Guinet» et celui des «contre Guinet» (Guinet étant le nom du propriétaire terrien semant les graines d'OGM avec celles de la discorde). Sus aux plants ennemis !

Plusieurs centaines de personnes vont se retrouver autour de la première intervention citoyenne de fauchage OGM, soutenus dans l'action par les déclarations de Corinne Lepage. Car le dossier est vraiment trop léger, trop proche de la magouille. Aucune application des principes de précaution les plus élémentaires, il n'y a pas eu d'enquête de voisinage, les distances de sécurité réglementaires n'ont pas été respectées.

En 1998, les opposants aux OGM ont fondé l'association *Espace Terre*. Ils ont



constaté depuis qu'on avait changé certaines règles administratives pour protéger les agriculteurs acceptant les essais et que les documents en mairie sont de plus en plus difficiles à consulter.

Toute l'affaire accumule erreurs et mensonges. Tout est fait pour que les essais soient désormais inattaquables et que les associations soient déboutées si elles portent plainte. C'est très grave : on endort l'opinion publique par petites doses et l'on bafoue la loi.

Madeleine Nutchey ■

■ Espace Terre, Monique Lemée, chemin de Melat, 38790 Saint-Georges-d'Espéranche, tél : 04 74 59 04 91.

Découvrez et utilisez les plantes médicinales

Eliane Oliosi, diplômée de l'école lyonnaise des plantes médicinales, pratique avec passion et alimente sa réflexion par une recherche permanente inspirée de nombreux auteurs et professionnels de la santé. A travers l'association *Hélianthème*, elle propose de faire partager sa passion d'herboriser et de découvrir le rôle des plantes en organisant des stages qui vont de la journée à cinq jours en juillet dans le massif de Belledonne.

■ Hélianthème, 11, rue Hébert, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 36 78.

Bien naître et grandir

Naître est un acte naturel, un moment intime, à vivre en toute liberté, dans le respect du choix de chacune et chacun, dans la douceur, la chaleur, la confiance et la sécurité. L'association *Bien naître et grandir* se propose d'aider à se préparer à la grossesse, à l'accouchement à domicile, en maison de naissance ou en maternité, à prévoir l'allaitement. Elle fournit des informations pour mieux comprendre sa santé, pour prendre ses responsabilités et pouvoir choisir. Elle donne des informations sur les sujets importants qui suivent la naissance : l'alimentation, les thérapies naturelles, la vaccination, prendre soin de soi, être bien dans son corps... Elle publie un petit bulletin

Potin Couffin et organise régulièrement des conférences à la MNEI.

■ Bien naître et grandir, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 98 03 38.

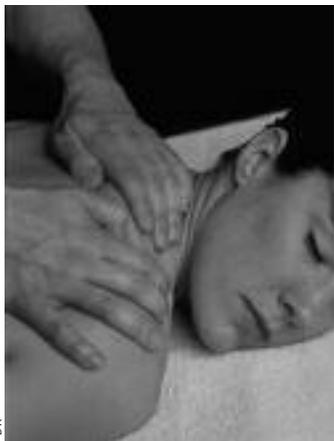


Les Mercredis de l'ostéopathie

L'ostéopathie est une méthode de remise en place des organes par le toucher. Alors qu'elle vient tout juste d'être reconnue comme une médecine efficace par les institutions, un dispensaire a été créé il y a plus de vingt ans pour venir en aide aux enfants handicapés et aux enfants dont les parents

sont en situation de précarité. Aujourd'hui, cinquante ostéopathes de la région se relaient les mercredis en période scolaire, en lien avec les organismes sociaux de la ville.

■ Les Mercredis de l'ostéopathie, 24, rue Humbert-II, 38000 Grenoble, tél : 04 76 05 64 24.



DR

Médecins du monde

Cette association est surtout connue pour ses actions humanitaires internationales. Mais elle intervient aussi en France en faveur des plus précaires. Elle assure des permanences, souvent dans des véhicules mobiles pour dispenser des soins gratuitement. Elle dispose d'une mission «rave» qui intervient à titre préventif dans les concerts pour parler des problèmes de drogues mais aussi des risques sanitaires.

■ Médecins du monde, 48, rue Saint-Laurent, 38000 Grenoble, tél : 04 76 51 73 00.

Espace éveil

L'association Chemins qui anime ce lieu propose différentes activités autour de l'écoute et des soins du corps, du bien-être, de l'épanouissement, de l'harmonie : yoga, méditation par le souffle, massage, Qi Gong, huiles essentielles, psychophonie, sagesse indienne, Yi-King et Feng-Shui, géobiologie, etc.



DR

■ Espace Eveil, 37, place Saint-Bruno, 38000 Grenoble, tél : 04 76 96 36 36.

Méthode Vittoz

L'association Vivre au présent est une association de praticiens de la méthode de Vittoz, méthode qui propose une rééducation des fonctions sensorielles conduisant à un art de vivre, un enseignement et une pratique permettant de développer la confiance en soi, une démarche psychothérapeutique pour se libérer des «clichés» perturbateurs.

■ Vivre au présent, 7, allée du Roussillon, 38130 Echirolles, tél : 04 76 09 77 21.

Lutte contre le Sida

La maladie reste bien présente et plusieurs associations existent, parallèlement aux organismes publics, principalement pour apporter du soutien aux malades.

■ Sida info service, 8, avenue Alsace-Lorraine, 38000 Grenoble, tél : 04 76 87 60 68.

■ AIDES, 8, rue Sergent-Bobillot, 38000 Grenoble, tél : 04 76 46 22 22. Association d'aides aux malades du Sida. Equipe de volontaires, de bénévoles et de permanents qui assurent des activités et des projets.

■ Tempo, 11, rue Abel-Servin, 38000 Grenoble, tél : 04 76 03 16 43. Lieu d'écoute et de convivialité pour les personnes concernées par la séropositivité et la maladie liées au VIH. Espace de parole, d'échange et d'écoute. Espace de détente, de repos, de calme. Vous êtes reçu autour d'un café.

■ Soli-Sida, 11, quai Anatole-France, 38200 Vienne, tél : 04 74 31 65 92.

■ Aris, 2, rue de Gère, 38200 Vienne, tél : 04 74 31 50 31. Association de lutte contre le Sida.

Relais de téléphones portables

Un propriétaire peut refuser l'installation d'une antenne. Une association s'est mise en place pour que les locataires puissent avoir leur mot à dire quand un propriétaire accepte, moyennant finances, de mettre une antenne sur un de ses immeubles. Particulièrement lorsque le propriétaire est un organisme public comme les gestionnaires de logements sociaux.

■ Collectif des habitants concernés par les antennes relais de téléphonie mobile, 50, place des Géants, 38100 Grenoble.

Et également

■ Allo j'allaité, 2, rue du Vieux-Temple, 38000 Grenoble, tél : 04 76 62 02 83.

■ Sophrologie pour individus, familles ou entreprises, 3, chemin Meney, 38000 Grenoble, tél : 04 76 21 49 02.

■ Vivre un autre regard sur le cancer, 6, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble, tél : 04 76 87 13 55.

■ Herboristerie Corjon, 2, rue Jean-Jacques-Rousseau, 38000 Grenoble, tél : 04 76 44 26 06.

■ Herboristerie des Eaux Claires, 22, boulevard Joseph-Vallier, 38000 Grenoble, tél : 04 76 96 04 14.

■ Jean-Pierre Barral, 24, rue Humbert-II, 38000 Grenoble, tél : 04 76 46 68 01. Ostéopathe.

■ Vincent Coquard, 24, rue Humbert-II, 38000 Grenoble, tél : 04 76 46 68 01. Ostéopathe.

■ Jean Arlot, 24, rue Humbert-II, 38000 Grenoble, tél : 04 76 46 68 01. Ostéopathe.

■ Corinne Bonnetterre-Manuel, 8, boulevard Maréchal-Foch, 38000 Grenoble, tél : 04 76 46 96 83. Chiropraticienne.

■ Jean-Baptiste Garrone, 8, boulevard Maréchal-Foch, 38000 Grenoble, tél : 04 76 46 96 83. Chiropraticien.

■ INTS, Institut Naturopathie et techniques de santé, 12, rue Saint-François, 38000 Grenoble, tél : 04 76 46 18 19.

■ Michel Moscatelli, 17, avenue Félix-Viallet, 38000 Grenoble, tél : 04 76 87 07 60. Chiropraticien.

■ Gérard Olivier, 40, rue Mortillet, 38000 Grenoble, tél : 04 76 44 48 21. Biokinergie.

■ Denis Rabatel, 3, boulevard Maréchal-Joffre, 38000 Grenoble, tél : 04 76 50 31 51. Ostéopathe.

■ Centre L4S, 9, rue Adrien-Ricard, Europole, 38000 Grenoble, tél : 04 76 84 69 77. Pratique des soins par digipuncture, c'est-à-dire par appui des doigts sur des points énergétiques (au lieu d'aiguilles en acupuncture).

■ IFKA, Institut français de kinésiologie appliquée, 155-157, cours Berriat, 38028 Grenoble cedex 1, tél : 04 76 70 93 24.

■ Association de médecine et de soins relationnels, 1 bis, rue Alexandre-Dumas, 38100 Grenoble, tél : 04 76 84 58 30. Stages de formation à l'écoute pour les personnels de santé.

■ Isabelle Robles, 88, avenue Jean-Perrot, 38100 Grenoble, tél : 04 76 42 00 11. Ostéopathe.

■ Louis Rommeveaux, 7, rue Casimir-Brenier, 38120 Saint-Egrève, tél : 04 76 75 43 01. Ostéopathe.

■ Leche League, Myriam Tavel, 80, galerie de l'Arlequin, 38100 Grenoble, tél : 04 76 09 52 03. Aide aux femmes enceintes, conseils pour l'accouchement, l'allaitement, le premier âge du bébé...

■ Jacques Blanc, 39, avenue Jean-Perrot, 38100 Grenoble, tél : 04 76 51 33 54. Praticien shiatsu, ostéopathe, fleurs de Bach. Le shiatsu à travers des activités physiques apporte une détente psychique.



DR

Cela est rendu possible par des gestes facilitant l'irrigation sanguine, améliorant la respiration, assouplissant les articulations, redonnant du tonus...

■ ADOT 38, Association pour le don d'organes et de tissus humains, Michelle Chourot, 300 route du Fays, 38140 Réaumont, tél : 04 76 91 50 17.

■ ANHMAN, association nationale d'homéopathie et de médecine alternative naturelle, Porte de Lyon, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél : 04 76 36 47 44.

■ Sophrologie Melquion, 23, boulevard de la Libération, 38190 Brignod, tél : 04 76 71 25 89.

■ Joëlle Piroux, 78, route nationale 90, 38190 Bernin, tél : 04 76 08 00 08. Sophrologue.

■ Centre Ecoute et communication Tomatis, Front de Gère, 19, petite rue Cocarde, 38200 Vienne, tél : 04 74 31 66 83.

■ Association méziériste internationale de kinésithérapie, 6, rue Grange, 38240 Meylan, tél : 04 76 18 21 51.

■ Patrick Léty, 275, route de Pact, 38270 Beaurepaire, tél : 04 74 79 05 02. Bioénergiste, magnétiseur.

■ Anne-Marie Violeau, 24, rue du Midi, 38290 La Verpillière, tél : 04 74 94 45 50. Ostéopathe.

■ Iris iridologie, 28, rue de Stalingrad, 38300 Bourgoin, tél : 04 37 03 05 65.

■ Bruno Gay, 6, avenue d'Echirolles, 38320 Eybens, tél : 04 76 62 22 23. Ostéopathe.

■ Marc Lunatti, 6, avenue d'Echirolles, 38320 Eybens, tél : 04 76 62 22 22. Ostéopathe.

■ Françoise Mary, 848, route de Semaises, 38330 Montbonnot, tél : 04 76 52 47 74. Faciathérapie, prise de conscience corporelle, culture physique.

■ Agnès Héliopoulos, 6, rue Tour-de-l'Eau, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 63 89 11. Naturopathe.

■ Leche League, Mme. Bonizio, 47, boulevard Guillon, 38500 Voiron, tél : 04 76 05 93 99.

■ Gérard Adrey, 15, place Paul-Doumer, 38540 Heyrieux, tél : 04 72 48 77 61. Ostéopathe.

■ Pierre-Jean Kemmoun, 15, place Paul-Doumer, 38540 Heyrieux, tél : 04 72 48 77 61. Ostéopathe.

■ CAPER, Comité amiante prévenir et réparer, Mutuelle, 15, avenue Jean-Jaurès, 38550 Le Péage-de-Roussillon.

■ Christian Desrumaux, 32, Grand'Rue, 38610 Gières, tél : 04 76 59 33 27. Etiopathe.

■ Herboristerie de la Chartreuse, La Gare, 38840 Saint-Lattier, tél : 04 76 64 56 33.

■ Laboratoire Deva, Les Tranchants, BP 3, 38880 Autrans, tél : 04 76 95 35 87. Laboratoire fabricant et diffusant les 38 élixirs floraux du Dr Bach et 64 autres élixirs de leur fabrication. Toutes les plantes utilisées sont biologiques.



■ Adèle, Françoise Dupont, 38930 Le Monestier-du-Percy, tél : 04 76 34 46 62. Formation aux plantes médicinales, création d'activités liées à ce sujet.

La nature dans une maison

Environnement

Cela peut paraître paradoxal de vouloir enfermer la nature. Pourtant les Grenoblois l'ont fait. Ils ont leur MNEI, la Maison de la nature et de l'environnement de l'Isère, créée en 1988.



Raymond Vignal

Une des salles s'appelle «La ruche», mais l'ensemble mériterait ce nom, tant d'associations et d'activités se retrouvent là. Ça bourdonne de réunions et d'ordinateurs. Mais Jean-Pierre Zanor, le président de la maison, a tout de même trouvé le temps d'un dialogue avec Silence...

A la question «quelle est actuellement pour vous l'activité la plus importante de la MNEI ?», il répond «c'est la médiathèque», dont s'occupe Christophe. Cette médiathèque rayonne sur tout le département avec plus de 400 lecteurs et 250 emprunteurs. Elle est riche de ressources documentaires introuvables ailleurs, d'où de nombreuses consultations de la part des étudiants. Elle s'est constituée à partir d'un fonds particulier (du Centre de documentation pour les associations), puis élargie peu à peu, avec par exemple le fonds donné par l'association des Grimpeurs des Alpes comportant beaucoup d'exemplaires très rares. Depuis deux ans, elle a une revue de presse unique. Pour les personnes éloignées, elle a mis en place un site web qui est une médiathèque virtuelle (elle souhaite parvenir à fournir des documents en direct mais il faut pour cela avoir la maîtrise des droits d'auteur). Un gros travail

de recherche se fait actuellement qui est en cours de publication. Evidemment, la plus grande part des ouvrages traités de l'environnement.

Autour de cette médiathèque se fait tout un travail éco-culturel, des animations diverses. Ainsi, la part prise au Salon Naturissima (rebaptisé Salon bio environnement) pour revenir à une qualité stricte après quelques dérives commerciales ces dernières années. La MNEI veut montrer la réalité dans l'économie du bio, avec conférences et débats. Un très bon résultat au salon de 2001 avec 73 200 visiteurs. Le salon est organisé en partenariat avec Alpexpo. En 2002 il y aura encore davantage de produits bio et en 2003, il n'y aura plus que des produits bio. En 2003, un salon sur les métiers de l'environnement sera également organisé.

Autre vocation de la MNEI, que j'ai qualifiée de ruche, est effectivement «une vocation hôtelière», comme le dit Jean-Pierre Zanor, puisqu'elle abrite une quantité de sièges d'associations, dont la FRAPNA Isère. Ce qui leur permet de mettre toute une technologie en commun, l'infographie surtout. Des formations peuvent être envisagées, dans le domaine juridique par exemple.

Je trouve l'aménagement parfait, mais aux dires des utilisateurs, c'est trop petit !

La MNEI vit uniquement de subventions (elle compte 16 salariés) et espère que les collectivités vont s'impliquer davantage dans ses actions. Elle voudrait créer par exemple un vaste espace d'exposition, et ce depuis plusieurs années...

Elle tente de promouvoir un éco-développement qui prenne définitivement en compte la notion d'environnement. Elle veut donc s'ouvrir le plus possible aux entreprises et aux agriculteurs.

Certaines expériences sont positives, comme la conférence sur les transports domicile-travail qui a abouti à des covoiturages par exemple. En somme, de bonnes idées et du concret.

Madeleine Nutchey ■

■ MNEI 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 54 31 62.

REVUE Isère-Nature

Les associations de protection de la nature de l'Isère possèdent une revue de haute qualité qui sert de caisse de résonance à toutes les actions menées ici ou là.

En 1971, c'est «l'affaire de la Vanoise» ! Le premier et, à l'époque, le seul parc national de France, était menacé par un projet d'installation de remontées mécaniques à l'intérieur de son périmètre...

Une pétition rassembla plus de 500 000 signatures dans toute la France. A Lyon, se créa la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA), sous l'impulsion d'un scientifique passionné, Philippe Lebreton, et rassemblant les associations locales qui avaient participé à cette protestation.

Elle essaima peu à peu dans les différents départements de la région Rhône-Alpes. La FRAPNA-Isère déposa ses statuts en mars 1972. Elle fête cette année ses 30 ans.

Au début, fédération d'associations de défense de la nature ou d'usagers de celle-ci («montagnards», pêcheurs, etc.) elle accepta à partir de 1981, les adhérents individuels. Il devint indispensable d'avoir un lien avec eux. C'est ainsi que naquit, en avril 1981, *Le Courrier du Hérisson*, paraissant tous les mois.

Il est devenu *Isère-Nature* en 1994, après une décision prise au niveau régional, afin de faire apparaître dans le titre de chacune des publications, le nom du département éditeur.

Isère-Nature apporte chaque mois des informations inédites, des échos du travail des commissions (sites et montagne, transports, eau, carrières, déchets, faune, flore, éducation à l'environnement, juridique, alimentation et santé, jardinage biologique...).

C'est aussi un formidable organe amplificateur pour toutes les campagnes entreprises pour sauver notre environnement : manifestation contre les barrages «hydro-nucléaires» de la haute Romanche, en 1983, plusieurs «manifestations» à vélo pour la promotion des voies cyclables et des transports en commun, dont le tramway, à Grenoble, pour la création des parcs naturels régionaux (Vercors, Chartreuse) et des réserves un peu partout dans le département, particulièrement celles des Hauts-Plateaux, du Vercors et de Chartreuse.

Enfin, lutte contre le projet d'autoroute Grenoble-Sisteron (A.51), qui a mobilisé nombre de nos amis depuis des années et vient d'aboutir à l'abandon de la partie la plus destructrice pour l'environnement (col du Fau - La Saulce).

C'est une publication lue régulièrement par nombre de «décideurs», élus locaux ou départementaux, administrations, etc.

Comme ils l'écrivent : «*Nous essayons de faire passer la notion de l'importance et de l'urgence des idées écologiques, qui relèvent très souvent du simple bon sens, mais occultées par la toute puissance de l'intérêt immédiat, de l'argent à tout prix... et des mauvaises habitudes ancestrales.*»

Juliette Boucherle ■

■ *Isère-Nature*, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 64 08.



Paysage de ciel et béton

ENVIRONNEMENT Les Amis de la Terre



DR

L'association Paysage de France obtient parfois des résultats spectaculaires comme ici à Echirolles.

Parmi tous les occupants de la MNEI, il en est un qui est logé sous les toits, bien logé dans du blanc fonctionnel mais, par les Velux, on ne peut voir qu'un mince bandeau de ciel au-dessus des murs aveugles de l'arrière d'un grand immeuble en béton. Et cette association s'appelle «Paysages de France»...

N'empêche, il font du bon travail avec du paysage en boîte dans leurs ordinateurs et une multitude de photos publiées. Ils dénoncent avec ça toutes les agressions que subissent nos paysages à coups de panneaux publicitaires, affichages intempestifs et pylônes outrageants. Ils ne se contentent pas de défendre les très beaux paysages, les sites

classés, ils s'occupent du «paysage quotidien», du droit à voir quelque chose de banal, peut-être, dans notre coin, mais de continuer à le voir, de préférence à des pubs agressives. Le président s'appelle Pierre-Jean Delahousse, le siège social pour la France est là, à la MNEI de Grenoble (il existe quelques délégations ailleurs).

Ils essaient de faire changer la loi sur l'affichage pour que diminuent le nombre et la taille des panneaux au bord des routes. A leur actif, la suppression récente d'un immense panneau à la périphérie de la ville.

Ils travaillent en partenariat avec le conseil général pour mieux lutter contre les infractions.

Grâce aux deux permanents de l'association (ils espèrent passer bientôt à quatre), ils vont aussi dans les écoles pour faire de l'initiation au paysage auprès des enfants.

Ils publient un périodique, *Action Paysage*, seize pages denses d'informations.

Créés dès 1970 en France, les Amis de la Terre sont la première organisation à reconnaître les valeurs «écologistes», notion qui dépasse les visions naturaliste et environnementaliste. Elle y ajoute un regard scientifique, une théorie critique de l'économie, une analyse de la société industrielle, des esquisses de propositions politiques, une sensibilité morale, un mouvement social et une certaine joie de vivre.

Les premières questions abordées sont le nucléaire (plan Messmer en 1974) et déjà l'amiante. Les Amis de la Terre essaient localement. Le groupe de Grenoble naît en 1976 et s'installe dans les locaux de la FRAPNA. Localement, la bagarre est rude contre Superphénix, pour la protection de la «colline verte» au sud de Grenoble, la promotion des pistes cyclables et les transports en commun avec l'ADTC.

En 1977, les Amis de la Terre de Grenoble sont à l'origine d'une liste aux élections municipales «Grenoble Ecologie pour autogérer la cité» avec une liste présentée par ordre alphabétique (on y trouve Denise Andrevon, Cédric Philibert, Jean et Geneviève Jonot...). La liste présente un «programme utopique aux valeurs identiques à nos valeurs actuelles» et recueille presque 11 % des voix ! La liste revendique même des «transports amoureux». Les Amis de la Terre vont être présents encore aux législatives (1979). Ils attaquent localement un projet d'atelier de Rhône-Poulenc qui utiliserait du lindane... et gagneront le procès trois ans après alors que l'atelier est déjà construit obligeant à refaire une enquête publique.

A Paris, Brice Lalonde, Yves Cochet... préparent une association politique. D'autres lancent le MEP, mouvement d'écologie politique. Après la candidature de Brice Lalonde aux présidentielles de 1981, des Amis de la Terre participent à la création de la Confédération écologique, qui en fusionnant avec le MEP donneront les Verts en 1984.

A ce moment-là, les Amis de la Terre se recadrent dans le domaine associatif et à Grenoble, le groupe adhère à la FRAPNA. Ils soutiennent alors la mise en place d'une filière de commercialisation du papier recyclé qui aboutira à la création de la société Papirralp gérée par Jacques Boekholt. Bien que présents dans de nombreuses commissions de la FRAPNA, ils perdront un peu de leur influence à l'exception de la lutte antinucléaire. La création des Verts et le recentrage associatifs des Amis de la Terre fait passer le nombre de groupes au niveau national de 144 à 84 pour la seule année 1983.

Longtemps discrets au niveau national, les Amis de la Terre se reconstruisent aujourd'hui en France alors qu'au niveau international le réseau est resté dynamique. Ils font de nombreuses campagnes communes avec le WWF et Greenpeace les deux autres grandes structures internationales, avec ATTAC ou la Confédération paysanne, sur des sujets comme la déforestation, les OGM, le nucléaire, la pollution électromagnétique, l'effet de serre... Localement contre l'autoroute A.51, les projets d'urbanisme à Grenoble, etc.



Raymond Vignal

M.N ■

Geneviève Jonot ■

Que la montagne est belle... mais bien souvent abîmée !



DR

Remonte-pente abandonné à Moucherotte.

Juste à côté du bureau de «Paysages de France», la montagne. Une chance, cette pièce a une grande fenêtre qui laisse entrevoir la montagne. Quant à l'association qui s'en occupe, elle s'est anglicisée sous le nom de Mountain Wilderness. Pourquoi ? A cause des Italiens ! Parce que ce sont de célèbres alpinistes italiens réunis en colloque qui l'ont fondée et ont voulu lui donner une vocation internationale après avoir constaté les méfaits de la pollution dans toutes les montagnes du monde. Et le siège international s'est installé à Grenoble, à la MNEI.

Ils suivent tous les dossiers d'aménagement de la montagne. Tous les projets doivent être déposés en préfecture pour passer devant une commission UTN (unité touristique nouvelle). L'association ne parvient pas toujours à stopper les mauvais

Les canons à neige pompent de l'eau en hiver, et empêchent les réserves normales de se constituer.

projets, la liaison d'Orelle, en Maurienne, n'a pas pu être interdite (c'est en Savoie — il est vrai qu'en Isère les stations sont déjà anciennes, l'aménagement a été fait, hélas, avant que l'on se préoccupe des impacts sur l'environnement).

Aujourd'hui, il y a beaucoup de projets d'interconnexions entre stations, en haute montagne, et Mountain Wilderness s'en préoccupe. L'équipement pour le ski est très suffisant en France par rapport aux besoins. Il est tout à fait déraisonnable d'ajouter ces interconnexions ou de penser à de nouvelles stations. Un projet délirant baptisé «Espace-diamant» propose l'aménagement de 17 remontées mécaniques pour 250 km de pistes injustifiées !

Canons à neige en hiver, sécheresse en été

Un autre gros problème à traiter également : l'utilisation des canons à neige, et ce problème concerne beaucoup de stations en Isère qui sont en basse altitude, comme par exemple Villard-de-Lans. Les canons à neige pompent des quantités d'eau à un moment, l'hiver, où les réserves en eau diminuent en montagne et empêchent les réserves normales de se constituer. Par manque d'eau, certains canons sont alimentés par des camions citernes ajoutant leur pollution routière au système ! Et comme souvent les hivers ne sont même pas assez froids pour

transformer cette eau en neige, on ajoute des additifs permettant de la geler à moins basse température, produits dont on ignore les effets possibles sur l'environnement (herbe des alpages par exemple).

De toute façon, les stations au-dessous de 1500 m d'altitude vont toutes être obligées de fermer, le réchauffement climatique les privant de neige naturelle et les canons à neige étant ruineux. Elles devraient logiquement abandonner le ski pour d'autres types de sports ou de loisirs au lieu de s'endetter pour maintenir quelques pistes (les équipements sont tout de même en bonne partie financés par l'argent public). Ce sont des politiques d'aménagement à très courte vue.

Stations obsolètes

D'ailleurs, un nouveau travail pour l'association commence : le recensement des stations obsolètes dont il faut prévoir le démantèlement pour ne pas laisser de vieux équipements rouiller sur place ! (ils vont sortir une étude de ces sites prochainement).

Elle publie également une très bonne revue trimestrielle que devrait consulter tout amoureux des randonnées en altitude. On y apprend par exemple que la pratique de la raquette, «instrument de liberté», doit respecter cependant certaines règles pour ne pas perturber la faune et la flore. Démarche que l'on retrouve dans l'organisation de cycles de formation à «l'alpinisme écologique» mais qui va aussi jusqu'à la remise en cause des transports routiers dans la traversée des montagnes. Une prise de conscience large à partir d'une passion...

Madeleine Nutchey ■

■ Mountain Wilderness, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 01 89 08.



DR



DR

Dominant Grenoble, le Moucherotte marque le début du Vercors. Un lieu idéal pour créer un jardin alpin. Histoire de l'association qui essaie de concrétiser ce projet.



La table d'orientation au sommet du Moucherotte.

Au nord du Vercors, surplombant magnifiquement de 1000 m l'agglomération grenobloise, Saint-Nizier était jadis un minuscule hameau appartenant à la commune de Seyssinet-Pariset. En avril 1929, la commune de Saint-Nizier-du-Moucherotte est créée, s'étagant de 1000 m jusqu'au sommet du Moucherotte à 1906 m. C'est peut-être la période la plus faste de cette petite commune. Traversée par le tramway qui relie Grenoble à Villard-de-Lans, elle devint un lieu de villégiature apprécié et, à son apogée, compta près de 500 lits d'hôtels.

Haut lieu de la Résistance en Vercors, le village est presque totalement détruit en juin 1944. Répondant apparemment à des réalités économiques, le démantèlement du tramway, pourtant réalisé au prix de grandes difficultés, envisagé avant la seconde guerre mondiale, sera effectif en 1947.

Des friches touristiques

Peu après, un notaire promoteur s'intéresse alors au sommet du Moucherotte et envisage la création de Saint-Nizier-le-Haut. Un télécabine reliant Saint-Nizier à un hôtel Ermitage seront les seules réalisations de ce programme. Télécabine et l'hôtel inadapté au site mèneront ce programme à la faillite en 1977 après quelques années d'exploitation.

En 1966 le comité d'organisation des jeux Olympiques est lui aussi séduit par le site superbe de Saint-Nizier et prescrit la construction du tremplin de saut où se concluront en apothéose les jeux Olympiques de Grenoble, le 8 février 1968.

Hors normes aujourd'hui et victime du réchauffement de la planète, le tremplin est laissé lui aussi à l'abandon.

Saint-Nizier devient ainsi titulaire des friches touristiques et sportives parmi les plus représentatives de la région. Plus redoutables encore que le temps et les éléments, les vandales en tout genre transformeront rapidement ces bâtiments en loques de béton défigurant le paysage.

Education et de sensibilisation à l'environnement

Le décor est planté pour comprendre l'état d'esprit d'une poignée d'habitants de Saint-Nizier qui dans une réaction d'amour propre collectif souhaitent mettre un terme au déclin calamiteux et éviter la transformation de la commune en banlieue sans âme de l'agglomération grenobloise. Ils cherchent à proposer un véritable choix de développement intelligent, original et créatif.

Les imaginations vont bon train pour redonner à Saint-Nizier les qualités d'accueil qui étaient les siennes dans les années 30, misant sur les nouveaux besoins de notre société en matière d'éducation et de sensibilisation au milieu montagnard, mais également de l'engagement constant manifesté de par le monde pour les «jardins».

L'association «Jardin alpin de Saint-Nizier» voit le jour en 1987 et propose la création d'un lieu de présentation et de conservation de la flore alpine qui viendrait combler un vide culturel et scientifique dans les Préalpes entre le Jardin de Samoëns (Préalpes du nord) et le Jardin de Salagon (Préalpes du sud) Grâce aux différentes orientations, qualités des sols et biotopes, ce jardin de Saint-Nizier pourrait présenter l'ensemble de la flore du Vercors Nord et Sud.

Le département de l'Isère est le seul département alpin à ne pas compter de type d'outil culturel sur son territoire, alors que son patrimoine botanique est particulièrement riche (nombreuses variétés d'orchidées par exemple).

Le projet se veut également lieu de pratiques interactives entre l'homme et la nature avec les nombreuses écoles de l'aggloméra-

tion grenobloise. Par sa situation de «Porte du Vercors» versant grenoblois, ce projet veut être une véritable vitrine de la «naturalité» du massif du Vercors.

Le projet est utopiquement ambitieux car il envisage une véritable muséographie de plein air autour de la gare inférieure du télécabine. Désaffectée, celle-ci pourrait servir de Maison d'accueil pour les visiteurs.

Ce projet reçoit l'approbation des meilleures compétences en matière scientifique, muséographique, aménagement du territoire, etc. Au niveau local, le projet deviendra municipal en 1994. Des acquisitions foncières sous forme d'échange de terrains sont effectuées par la commune. Il est toutefois freiné par l'indifférence et parfois l'hostilité.

L'association poursuit ses actions sur la réhabilitation et la valorisation des paysages notamment par des opérations de «lecture de paysage» sur des thèmes comme la géologie, l'eau, les traces des glaciers, la forêt, le paysage urbain, etc.

Ils mettent en évidence le formidable potentiel que représente le territoire de Saint-Nizier pour la contemplation et la compréhension du paysage autour de Grenoble.

Aujourd'hui, le sommet du Moucherotte est devenu espace naturel sensible du département et la nature tente de reprendre le maximum ses droits...

Eviter la transformation de la commune en banlieue sans âme.

L'association, «Jardin alpin de Saint-Nizier», toujours animée par la même philosophie de réhabilitation, de valorisation, de protection des paysages, d'éducation à l'environnement et d'instauration d'un tourisme culturel sur le Vercors,

s'efforce d'apporter sa contribution à la gestion de la zone protégée avec le parc du Vercors.

Vous qui ferez l'ascension du Moucherotte un jour prochain pour contempler le panorama superbe sur les Alpes et le Vercors et la vision unique de cette ville qui murmure au cœur de ses montagnes, ayez une pensée vers ceux qui militent depuis tant d'années inlassablement pour une montagne préservée.

«Nous considérons qu'une nouvelle forme de civisme devra s'instaurer dans notre société. Celui-ci ne peut être basé que sur la connaissance». C'est l'honneur et le devoir des collectivités d'investir dans une «éducation» propre à éclairer les citoyens.

Jean-Claude Valé ■

■ Association Jardin alpin, 38250 Saint-Nizier-du-Moucherotte, tél : 04 76 53 41 52.

Lo Parvi



Lo Parvi est une association très active sur les questions d'environnement du nord du département

Cela a commencé avec «*quelques naturalistes esseulés faisant prendre l'air à leurs jumelles et traînant leurs bottes sur les rives des étangs du nord de l'Isère*», vers Siccieu, aux alentours de Branges ou Saint-Chef. Pour certains, l'énergie de la lutte anti-nucléaire subsiste dans ce désir d'action collective. Quelques uns sont alors correspondants FRAPNA, avec un Jean-François Noblet déjà remuant et reconnu.

Une région riche de nature, un désir de rencontres et l'absence de structure associative dans le nord de l'Isère, décident le jeune Eric Jousseume à réunir un soir d'hiver tout un aréopage et, peu à peu, de réunions en sorties, de réflexions en observations, le 23 novembre 1981 voit la naissance de l'association Lo Parvi. Elle se fixe un triple objectif qui reste de mise 21 ans après : connaître, faire connaître et protéger les milieux naturels de l'Isle Crémieu.

Le nom du bébé ? Dans le patois local, c'est l'épervier. Ces deux termes un peu bizarres ont pris leur envol, et aujourd'hui, en 2002, continuent de survoler le paysage. Les «pères fondateurs» ont considéré que l'épervier était assez emblématique des espèces mal aimées, à mieux connaître et à réhabiliter.

De 26 membres en 1982, Lo Parvi passe à 170 en 2002. En 20 ans, elle a connu quelques cahots, mais elle n'a jamais cessé de compiler des données, rédiger les circulaires mensuelles, de guider ses adhérents sur les sentiers, à la recherche de la rainette et de



Un étang à protéger.

l'orchidée, d'épauler les enseignants pour familiariser les enfants avec la nature.

Avec cela, il a fallu faire face aux innombrables atteintes à l'environnement, marais comblés, pollués, asséchés, carrières illégales, agriculture intensive, projets d'infrastructures dans tous les sens, élus peu concernés, public mal informé.

Quelques caps importants sont franchis, en particulier en 1998 avec l'obtention d'un local à la Maison pour tous de Saint-Chef et l'arrivée du premier objecteur, Raphaël qui deviendra un temps directeur de la FRAPNA-Isère. Il est revenu plus tard comme directeur de Lo Parvi.

Les «animations nature» sont créées, puis une revue annuelle.

Des campagnes annuelles sont lancées (arbres de nos forêts, rapaces nocturnes, «la rivière m'a dit», l'inventaire des mares, etc.). En 1993, sur l'initiative de Lo Parvi, le conseil général fait l'achat de l'étang de Lemps pour le protéger.

Aujourd'hui, l'association poursuit toujours un rôle d'animation dans le monde scolaire, avec le réseau éducation nature et environnement. Elle est porteuse de divers projets liés à une meilleure connaissance et protection du monde animal et végétal (tortues cistudes, rainettes, mares, gestion des réserves, inventaires d'étangs, etc.). Elle participe à Natura 2000, directive européenne pour la

protection de la biodiversité, à la révision de l'inventaire ZNIEFF, à la gestion de l'étang de Lemps, du méandre du Saugey. Elle suit de près différents arrêtés de biotope, des acquisitions d'espaces pour la protection des plantes protégées. Elle s'intéresse aussi aux projets d'aménagement du territoire (contournement de Morestel, train-tramway PARFER), au schéma départemental des carrières, à l'agriculture avec la mise en place des CTE, Contrat territorial d'exploitation.

Enfin, elle réfléchit et agit sur des dossiers sensibles, tels l'autoroute A.48, le TGV voyageurs, la ligne LGV fret, la ligne à très haute tension, les carrières légales et illégales, les décharges sauvages, les remblaiements de zones humides, les enquêtes publiques (stockage de produits) et les PLU, plans locaux d'urbanisme (anciennement POS).

Cette énumération peut émerveiller («ils font tout cela !») ou décourager («ils sont fous !»), Mais non, mais oui, avec une bonne dose d'humour, beaucoup d'amitié, des sorties, de voyages (le Jura, l'Auvergne), des échanges (naturalistes de Borna en Allemagne), le soutien de la FRAPNA, d'associations amies, d'élus, de partenaires et surtout des adhérents.

Maryse Budin ■

■ Lo Parvi, place du Doyenné, 38890, Saint-Chef, tél : 04 74 92 48 62.

**Connaître,
faire connaître
et protéger
les milieux
naturels de
l'Isle Crémieu.**



L'épervier ou lo Parvi.

uN p'Tit vélo dAnS La Tête

Avec cette association, pas besoin de trouver un titre, le nom est trop bon. La typographie un peu insolite, mais ça roule.



DR
Les ateliers de récupération.

Rue de Londres (c'est à Grenoble), vieux quartier industriel, il y a encore d'anciens hangars et ateliers désaffectés mais d'un caractère très affectif. Des amoureux de la bicyclette se sont tout naturellement retrouvés là. Pour, disent-ils, promouvoir l'image et l'usage du vélo en ville.

Comment ? En facilitant, à tous, l'achat et l'entretien de l'engin.

C'est-à-dire que, grâce à la récupération de vieux vélos encombrant cours et garages qu'on leur apporte volontiers, ils refont des vélos en parfait état de marche (vendus 50 euros aux adhérents) ou bien ils récupèrent toutes les pièces utilisables pour les donner à ceux qui viennent réparer leurs machines. «Ils» ce sont quelques permanents férus de cette mécanique, des bénévoles aussi, tout un petit monde sur deux roues gravitant dans le cambouis des pédaliers et dans une super ambiance pour «bidouiller votre biclou». Les néophytes trouvent toujours quelqu'un prêt à aider et conseiller. Il suffit de payer une cotisation minimale (à partir de 4 euros 50) pour l'année.

L'atelier est bigrement bien rangé, avec des milliers de petites pièces de rechange

dans des casiers (ils récupèrent pour éviter le gaspillage mais aussi parce que certaines de ces pièces sont devenues introuvables dans le commerce et sont pourtant indispensables pour retaper les vélos un peu anciens). Faut dire que les vieux vélos, à Grenoble, ça ne manque pas : avant que les voitures n'acaparent les rues, c'était le mode de transport privilégié dans cette ville plate (fond de vallée glaciaire).

Mais quand le vélo est dans la tête, ça peut emmener sur bien des routes parallèles, où s'organisent des expos, des fêtes, des court-métrages et autres actions auprès des enfants, des handicapés, et... l'apprentissage de la mécanique.

Le vélo, ça aide à découvrir les routes parallèles...

Un parking à la gare

L'atelier, c'est bien, mais en plus «ils» ont créé le Véloparc. Le Véloparc, c'est, dans le parking en sous-sol de la gare, un endroit où tous les voyageurs arrivant par le train peuvent louer (à partir de 3 euros) un vélo pour se déplacer dans la ville ou les environs. Il y a environ 1000 sorties par an, ils ont un parc de 70 vélos (neufs, et peu de vols cependant).



DR
La joyeuse équipe.

Il en faudrait davantage pour satisfaire les demandes.

Le Véloparc offre un deuxième grand service : il sert de parking gardé pour tous les usagers quotidiens du train qui veulent trouver leur vélo personnel à l'arrivée (le gardiennage se paie à l'année, pas cher non plus). Il est possible aussi de laisser un vélo en consigne juste pour une journée, c'est donc très souple.

Bruno Gouttry est le président de l'association qui gère le tout, et ils ont 500 adhérents. Il souhaiterait que la municipalité, qui les aide, prenne désormais totalement en charge le Véloparc, devenu trop lourd, victime de son succès.

M.N. ■

■ Un p'tit vélo dans la tête, 5 bis, rue de Londres, 38000 Grenoble, tél : 04 76 21 46 01

■ Véloparc, gare de Grenoble, ouvert 7j/7, tél : 04 76 85 08 94.



DR
Blocage d'un véhicule stationnant sur une piste cyclable.



DR
Un coup de pompe ? Réparation immédiate.



Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature

Plus importante fédération d'associations dans le département, mais également section de la FRAPNA la plus importante des huit départements de la région, l'association fête en 2002 son trentième anniversaire. A été à l'initiative de très nombreuses campagnes dont beaucoup se sont soldées par des victoires. A provoqué la naissance de très nombreuses autres associations regroupées en son sein. A favorisé la naissance de la MNEI, Maison de la nature et de l'environnement de l'Isère. Publie une excellente revue largement diffusée dans le département : *Isère-Nature*.

■ FRAPNA, Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 64 08.



Centre ornithologique Rhône-Alpes

La CORA a pour objectif la connaissance et la protection des vertébrés sauvages terrestres et de leurs milieux. Plus de vingt programmes spécifiques sont engagés et assurent le suivi et la connaissance des espèces du département de l'Isère grâce au travail des adhérents qui transmettent près de 10000 données par an au CORA. Les connaissances acquises

sont valorisées à travers des publications, conférences et formations. Enfin, le CORA est le relais départemental ou le partenaire de différents organismes nationaux ou internationaux : FNE, LPO, SFEPM, BirdLife International.

■ CORA, Centre ornithologique Rhône-Alpes, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 51 78 03.



Le retour du loup



Depuis quelques années, le loup, venu d'Italie, est présent dans les massifs montagneux du département. La question est chaude car certains éleveurs y voient un danger pour leurs troupeaux. Différentes initiatives sont mises en place d'une part pour limiter les dégâts réels sur les troupeaux, d'autre part pour expliquer le rôle bénéfique du retour d'un grand prédateur.

■ Groupe Loup France, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble.

Les repentis de la chasse

La loi adoptée en juillet 2000 permet aux propriétaires privés de retirer leurs terrains de l'association de chasse agréée de leur commune sous certaines conditions. L'association des repentis de la chasse, animée par d'anciens chasseurs, incite à le faire avec une belle affiche : «C'est trop cher, y'a plus de gibier, ma femme me fait la gueule».

■ Association des repentis de la chasse, 5, rue de la Paix, 38000 Grenoble.

Comité écologique Voiron Chartreuse

Ce groupe a plus de vingt ans d'ancienneté. Autrefois proche des Verts, il a opéré depuis le milieu des années 90 un recentrage associatif. Il a mené différentes campagnes locales : contre les farines animales (en 1983 !), contre Superphénix, pour le tri des déchets (1989), contre le raccordement à l'autoroute A48 (1983), campagne contre les panneaux publicitaires illégaux (1989). En 2000, il obtient la modification du cahier des charges des cantines scolaires voironnaises précisant ainsi l'exclusion des OGM. Il se mobilise aussi pour des problèmes d'urbanisme locaux ou pour la sauvegarde des mares au profit des batraciens. En 2002, l'association vient de publier un guide de l'habitat écologique indiquant comment prendre en compte les questions d'énergie, comment choisir les matériaux, comment valoriser la place des plantes, etc. Le Comité écologique Voiron Chartreuse travaille en lien avec de nombreuses autres associations (LIANE, FRAPNA, AGEDEN...) ■ Comité écologique Voiron Chartreuse, rue de Saint-Olive, 38500 Voiron, tél : 04 76 05 17 99.

Bièvre Liers Environnement

Cette association est née en 1992 par réaction d'habitants face aux menaces sur les milieux naturels et la multiplication des projets industriels. Elle compte à ce jour 80 adhérents. Le pays de Bièvre, Liers, la Valloire et les Chambarans est une zone rurale, très agricole, située entre La Côte-Saint-André, à égale distance de Grenoble et de Lyon.

Le gros problème est la protection de la nappe phréatique, actuellement polluée par les nitrates et les déherbants. Une surveillance des carrières est également faite tant la tentation de les transformer en décharges est forte : la lutte se fait depuis dix ans contre l'ouverture d'un centre d'enfouissement technique à Izeaux où la nappe affleure le fond de la carrière. L'association dénonce aussi les risques liés à l'épandage dans les champs des boues de stations industrielles riches en métaux lourds et autres polluants. Les apports s'accumulent sans cesse sur les mêmes parcelles sans véritable suivi.

L'association essaie de faire de la sensibilisation sur la question des déchets pour expliquer que l'amorce de collecte sélective mise en place en 2000 ne résoud pas tous les problèmes. Les élus locaux s'orientent vers une solution incinérateur pour combler le



manque de décharge et l'association fait la promotion pour la réduction des déchets à la source, dénonce la menace des rejets de dioxines, en lien au niveau national avec le CNIID, Centre national d'informations indépendantes sur les déchets et Agir pour l'environnement, au niveau régional avec la FRAPNA. Un réseau «Liane» permet de s'informer entre associations locales. L'association est également membre du Réseau éducation nature et environnement.

■ Bièvre Liers Environnement, espace des Alpes, 3, avenue de Verdun, 38260 La Côte-Saint-André, tél : 04 74 20 16 79 ou 04 76 55 96 31.

Eco-volontaires

L'association des éco-volontaires de l'Isère est née en 1977 et compte aujourd'hui une soixantaine de personnes. Dans une ambiance conviviale, ils organisent des chantiers le week-end à la demande d'autres associations, de communes, de privés, de parcs naturels... Cela va de la pose de nichoirs au démontage de cabanes de chasseurs en passant par le nettoyage des berges d'un lac, la plantation de haies, le creusement de mares, l'inventaire biologique, le comptage d'animaux, etc.

■ Eco-volontaires de l'Isère, c/o Jean-François Noblet, 486, route de Voiron, 38960 Saint-Etienne-de-Crossey.

Jeunes et nature

L'association Jeunes et nature est née en 1976 dans le voisinage de la FRAPNA afin d'aider les plus jeunes à fraterniser avec le monde naturel et à développer un art de vivre. Elle propose aux jeunes de 6 à 17 ans de compléter l'enseignement des parents et de l'école par des activités de découverte et d'éducation à la nature. Elle propose des séjours à thèmes avec des effectifs réduits et dans le respect du rythme de chacun.

■ Jeunes et nature, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 44 08 55.



Pour le développement des transports en commun



L'ADTC, Association pour le développement des transports en commun, est une remarquable association qui depuis plus de vingt ans a réussi, à force de persuasion, à profondément modifier l'approche des transports à Grenoble, obtenant un référendum sur le tramway, le maintien de lignes de trains, le développement des pistes cyclables... Publie ADTC-Infos. L'une des meilleures associations dans ce domaine en France.

■ ADTC, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 63 80 55.

Covoiturage

L'association Stop-Plus a vu le jour en 2000 pour mettre en place des réseaux de covoiturage sur Grenoble et les environs. Actuellement forte de plus de 400 adhérents, elle a commencé par mettre au point un système de mise en contact pour les déplacements de loisirs et les longs trajets. Elle vient d'ouvrir une antenne sur le campus universitaire de Saint-Martin-d'Hères dans les locaux de la Mutuelle des étudiants afin de faire la promotion des moyens de transports alternatifs (le campus se trouvant au terminus d'une ligne de tramway). Elle cherche maintenant à s'adresser aux entreprises pour développer le co-voiturage des salariés sur les trajets domicile-travail.

■ Stop plus, 1, rue Gabriel-Péri, 38000 Grenoble, tél : 04 76 43 14 14.

Alternatives aux autoroutes

La COJAM, Coordination Jura-Alpes-Méditerranée, coordonne les actions de FARE-Sud (Provence), de la

FRAPNA (Rhône-Alpes) en lien avec la FNAUT (Fédération nationale des associations d'usagers des transports) et FNE (France nature environnement), pour combattre le projet d'autoroute A.51 entre Grenoble et Sisteron et proposer des alternatives routières et ferroviaires.

■ COJAM, BP 251, 38433 Echirolles cedex, tél : 06 85 54 70 50 ou 04 76 26 48 44.

Face aux liaisons ferroviaires transalpines

On assiste à une surenchère concernant les projets ferroviaires dans les Alpes : autoroutes ferroviaires pour les poids lourds, ferroutages (marchandises en conteneurs), TGV Lyon-Turin (avec un tunnel de 54 km qui coûterait 20 milliards d'euros !). Il faut faire des choix entre ce qui peut être utile (le ferroutage) et ce qui ne l'est pas : il y a déjà une liaison rapide par train pendolino entre Lyon et Turin qui marche bien. La coordination est évidemment contre les camions mais pense que la véritable alternative se trouve dans la relocalisation de l'économie et la limitation des transports sur grandes distances.

■ CADS, Coordination des associations Ain-Dauphiné-Savoie face aux liaisons ferroviaires transalpines, 645, chemin de Leyssins, 38490 Chimilin, tél : 04 76 32 59 00.



Papier recyclé

Le recyclage des déchets, pour être intelligent et réaliste doit assurer non seulement la collecte sélective des déchets, mais également le débouché de la filière en aval. Depuis le début des années 80, de nombreuses associations écologistes ont vu le jour pour faire la promotion du papier recyclé. Celui-ci, outre l'économie de papier, est source d'économie d'énergie et d'eau. Papirralp fournit en papier recyclé aussi bien les collectivités, les associations, les entreprises que les particuliers.

■ Papirralp, 8, boulevard Edouard-Rey, 38000 Grenoble, tél : 04 76 17 00 68.



Le tilleul de Saint-Martin-le-Vinoux

Âgé de plus de 400 ans, il était le troisième plus vieux tilleul du département après celui de Réaumont (600 ans) et celui de Corbelin (500 ans). Une association le défendait car il était menacé de mort par différents aménagements humains comme le godronnage de ses racines, en 1993, pour deux places de parking ! Le 22 avril dernier, (Jour de la Terre !), il a été abattu sur ordre du maire qui a déclaré à la presse que l'arbre était mort. Les photos de l'arbre montre qu'il n'en était rien.

■ Tilleul de Sully, 13 bis, rue de la Résistance, 38950 Saint-Martin-le-Vinoux, tél : 04 76 47 13 50.

Atelier Spirale

Spécialisé dans l'éducation à l'environnement, Atelier Spirale travaille en relation avec des groupes comme la FRAPNA et le Réseau école et nature à l'élaboration et à la diffusion de matériels pédagogiques pour les enfants, les parents, les enseignants. Il a déjà un abondant catalogue : Jeu de l'eau, jeu de l'arbre, etc.

■ Atelier Spirale, Pierre Giraud, 1265, chemin de Champagne, 38890 Salagnon, tél : 04 74 27 71 79.



Vercors Nature

Vercors Nature est une association pour la promotion du parc naturel régional du Vercors. Information et éducation du public, organisation de promenades et randonnées guidées, animation «villages et portes», participation et aide à l'opération de réintroduction de certaines espèces animales...

■ Vercors Nature, Maison de la nature et de l'environnement, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 46 61 91.

Nature et vie sociale

Cette association naturaliste a été créée en 1980. Elle mène des actions dans trois directions : mieux connaître la faune et les milieux naturels de son secteur (bas Dauphiné et une partie de l'Isle Crémieu), protéger les espèces et les milieux menacés, sensibiliser tous les publics à la protection de la nature. Nature et Vie Sociale réalise des inventaires naturalistes,



initié à l'ornithologie et organise des campagnes de protection et des sorties pour le grand public.

■ Nature et Vie Sociale, Maison des associations, Le Village, 38090 Villefontaine, tél : 04 74 96 14 44.

Et également

■ RENE, Réseau éducation nature et environnement, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 98 12. *Coordonne les actions pédagogiques dans le domaine de l'éducation à l'environnement.*

■ ACA, Arlequin Club d'Aquariophilie, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 72 03 36. *Connaissance de la faune et la flore aquatique, sauvegarde et conservation d'espèces, échange de connaissances.*

■ APPA, Association pour la prévention de la pollution atmosphérique, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 08 44.

■ CIPRA, Commission internationale de protection des Alpes françaises, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 01 89 08.

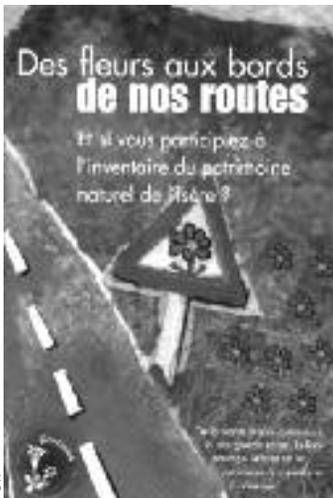
■ GUM, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 51 14 25. *groupe pour l'initiation aux sports de montagne dans le respect des milieux naturels.*

■ Les Amis de la nature, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 09 34 90. *Mouvement international pour le développement des loisirs dans le respect de la nature (marche à pieds, raquette, ski de fond).*

■ ASCOPARG, 44, avenue Marcellin-Berthelot, 38037 Grenoble, cédex 2, tél : 04 38 49 92 20.

■ AVENIR, 10, rue Raspail, 38000 Grenoble, tél : 04 76 48 24 49. *conservatoire des espaces naturels de l'Isère, gestion et restauration des milieux, assistance, conseils aux collectivités.*

■ Gentiana, 16, rue Joseph-Chanrion, 38000 Grenoble, tél : 04 76 03 37 37. *Société botanique dauphinoise, créée en 1990.*



■ Grimpeurs des Alpes, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 01 19 97.

■ Grenoble Université Montagne, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 51 54 10.

■ Greenpeace-Grenoble, Beki Gargovic, 3, cours Berriat, 38000 Grenoble, tél : 06 63 17 40 97.

■ Les petits débrouillards, La Casemate, 1, place Saint-Laurent, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 65 14. *Association développant des activités liées à l'éducation à l'environnement.*

■ Paysages de France, 16, rue Joseph-Chanrion, 38000 Grenoble, tél : 04 76 03 23 75.

■ Club alpin français de l'Isère, 32, avenue Félix-Viallet, 38000 Grenoble, tél : 04 76 87 03 73.

■ Grenoble Amitié et Nature, 3, passage du Palais-de-Justice, 38000 Grenoble, tél : 04 76 51 32 36.

■ Amis du muséum de Grenoble, place Lavalette, 38000 Grenoble, tél : 04 76 63 44 29.

■ Le Galet, 33, cours de la Libération, 38000 Grenoble, tél : 04 76 49 10 01. *Magasin commercialisant des Solex dont un vélotaxi permettant avec un petit moteur de solex en appoint de convoier, en plus du conducteur, deux personnes sur une banquette abritée.*

■ AAPP Grenoble Union des pêcheurs à la ligne, 8, rue Ampère, 38000 Grenoble, tél : 04 76 96 61 29.

■ Fédération de la randonnée en Isère, Maison du Tourisme, rue de la Liberté, BP 237, 38019 Grenoble, tél : 04 76 54 87 85.

■ Sauvegarde de la nature à Saint-Quentin-Fallavier, Centre social, 38070 Saint-Quentin-Fallavier. *Au sein du collectif nature Nord Isère qui regroupe les associations de Chamagnieu Heyrieux - Villefontaine, «sauvegarde de la nature» est plus spécialisée sur les problèmes d'aménagement urbain en ville nouvelle de L'Isle-d'Abeau.*

■ Association de défense de la qualité de la vie et de l'environnement à Eyzin-Pinet, 33, rue Rivoire, 38100 Grenoble.

■ L'Oisans de Saint-Christophe, 11, rue Paul-Helbronner, Brigitte Kayser, 38100 Grenoble.

■ Club Alpin Français Grenoble-Oisans, 16, rue Marcel-Peretto, 38100 Grenoble Cedex, tél : 04 76 47 04 22.

■ Autour, maison des associations, 38110 La Tour-du-Pin, tél : 04 74 97 06 67. *Un œil sur l'environnement local, surveillance des causes de pollution, conseils pour l'amélioration des lieux, édition d'un petit bulletin d'information écologique.*

■ Association de défense et de protection de la nature, 3, rue des Peupliers, 38120 Fontanil-Cornillon, tél : 04 76 75 48 32.

■ AMPF Association Meylan Plaine Fleurie et Ile d'Amour, 19, avenue de la Plaine-Fleurie, 38140 Meylan, tél : 04 76 18 26 31. *Défense de la qualité de vie des habitants de la Plaine Fleurie et de l'Ile d'Amour.*

■ Apeuq, Atelier pour un environnement urbain de qualité, c/o Philippe Vagnozzi, 31, allée de la Grande-Vigne 38140 Meylan, tél : 04 76 90 60 42. *Association généraliste de cadre de vie, qui base son activité sur la participation dans l'aménagement et la gestion communale. La connaissance et l'observation en continu de l'évolution de Meylan, ses formations, recherches, actions pédagogiques en font son originalité utile et reconnue «au service de la qualité de vie» et de l'intérêt général.*

■ Comité d'Izeaux pour la défense de la qualité de la vie, BP 5, 38140 Izeaux, tél : 04 76 35 95 15. *Le Comité d'Izeaux a été créé en 1988. Depuis sa création, l'association a consacré l'essentiel de son temps à lutter contre le projet d'un gigantesque centre d'enfouissement technique de classe 2 en plaine de Bièvre. Il est en effet prévu de stocker 3 millions de m3 de déchets industriels sur 21 hectares, en amont de la plus grande nappe phréatique du département.*

■ Le Pic Vert, 1225 Le Mouret, 38140 Réaumont, tél : 04 76 91 45 41. *Créée en 1996, cette association compte actuellement environ 60 membres. Organisation de sorties «nature» (plantes/arbres, oiseaux et leurs chants, insectes...), de conférences*



et de diaporamas. *Anime une campagne de sensibilisation «Sauvons les papillons».*

■ GNVF, Groupe des naturalistes de la vallée du Rhône, 16, avenue Jean-Jaurès, Centre Social, 38150 Roussillon.

■ Société mycologique de Seyssinet, place André-Balme, 38170 Seyssinet, tél : 04 76 62 29 38.

■ Les Amis de la nature, Les Comptes, 38190 Les Adrets, tél : 04 76 71 08 05.

■ ARAV/CN Association des riverains de l'aérodrome du Versoud contre les nuisances, Bernadette Beitone, 531, rue de l'Isle 38190 Lancy, tél : 04 76 51 63 41 ou 04 76 51 47 92.

■ Maison de la Nature et de l'Environnement, 30, avenue Général-Leclerc 38200 Vienne, tél : 04 74 53 96 61.

■ Sevensse Environnement, chemin de l'Oie, 38200 Vilette-de-Vienne, tél : 04 74 57 02 91. *Association créée en 1992 pour la protection de l'environnement des communes de la vallée de la Sévenne. Sensibilisation de la population à la protection de l'environnement. En particulier, publication de trois bulletins par an à 2 500 exemplaires (tous les foyers des quatre villages), financement d'animations dans les écoles.*

■ Fête des Métiers et des Passions, 38200 Vilette-de-Vienne, tél : 04 74 57 02 91. *Association créée en 1992 pour la protection de l'environnement des communes de la vallée de la Sévenne. Sensibilisation de la population à la protection de l'environnement. En particulier, publication de trois bulletins par an à 2 500 exemplaires (tous les foyers des quatre villages), financement d'animations dans les écoles. Animations diverses, dont la plus importante est la «Fête des Métiers et des Passions» le 3e dimanche de septembre depuis 1996.*

■ Nature et Protection de Cras, Le clos du Marais, 38210 Cras. *Association créée en 1984 suite à un projet de carrière qui menaçait un site écologique, une zone d'habitation, une ZNIEFF, des captages d'eau. L'association regroupe une dizaine d'adhérents.*

■ Coup de pousse, Ferme Lespinasse, 38210 Montaud, tél : 04 76 93 64 49. *Organise des stages de découverte et d'utilisation des plantes : plantes sauvages comestibles, huiles de macération, huiles essentielles, baumes et crèmes, savons, élixirs floraux...*

■ Centre de sauvegarde de Rochasson, 52, chemin de Rochasson, 38240 Meylan, tél : 04 76 90 95 17. *Accueil et soins aux animaux sauvages.*

■ Centre information nature et environnement de Rochasson, 52, chemin de Rochasson, 38240 Meylan, tél : 04 76 90 31 06. *Accueil d'enfants en classes vertes pour activités liées à la découverte de la nature et des questions d'environnement.*

■ Rosalia, club entomologique dauphinois, 10, rue des Aiguinards, 38240 Meylan, tél : 04 76 41 24 60. *Membre fondateur et adhérent à l'union de l'entomologie française (UEF), Rosalia a pour objectifs de développer l'intérêt pour l'étude des insectes, la connaissance des espèces, de leur biologie, de leurs comportements, de leur distribution géographique. Elle œuvre en faveur de la protection de la nature par la connaissance de ses richesses et par une action concertée auprès des pouvoirs publics.*

■ Comité pour l'aménagement et la protection du site de Meylan, 33, chemin de l'Eglise, chez Mr Pupat, 38240 Meylan, tél : 04 76 90 28 50.

■ CPIE, Centre permanent d'initiatives pour l'environnement, Maison du Parc, chemin des Fusillés, 38250 Lans-en-Vercors, tél : 04 76 94 38 38.

■ Et colégram, 99, rue de la Libération, 38300 Bourgoin-Jallieu, tél : 04 74 28 57 14. *Association développant des activités liées à l'éducation à l'environnement.*

■ Saint-Savin Vigilance TGV et autoroute, Mairie, 38300 Saint-Savin, tél : 04 74 28 92 40.

■ Sauvegarde du patrimoine rural et de l'environnement de Maubec, Le petit Paleysin, 38300 Maubec, tél : 04 74 73 29 51.

■ SIPAVAG, Syndicat intercommunal pour la protection et l'aménagement des franges vertes de l'agglomération grenobloise, Les Ruires, bât A, 5, rue Joliot-Curie, 38320 Eybens, tél : 04 76 24 48 59.

■ Drac nature, 101, rue des Hers, 38350 La Mure, tél : 04 76 81 36 76. *Créé en 1977, Drac Nature œuvre pour la sauvegarde de la faune, de la flore, et la préservation des sites remarquables du sud Isère.*



■ S.eau.s Environnement Tullins, Mairie, BP 6, 38210 Tullins, tél : 04 76 07 22 26. *Association spécialisée dans la question de la protection de l'eau dans son environnement.*



L'Isère.

Le projet de réintroduction de marmottes sur le massif du Senépy, les Arts buissonniers qui animent le sud Isère chaque été, le futur jardin médiéval, sont quelques-uns des projets. Protection, information, discussion et éducation à l'environnement sont ses maîtres mots.

■ Noyarey Nature, M. Raymond Clerc, 1087, route de la Vanne, 38360 Noyarey.

■ SARPA, Sassenage association de réflexions face au projet autoroutier A.51, 14, rue Béranger, 38360 Sassenage, tél : 04 76 26 48 44.

■ ACTAT, Association contre la traversée autoroutière du Trièves, chez Mr Faucherand, 13, rue des Primevères, 38360 Sassenage.

■ Association des amis du parc naturel régional de Chartreuse, Mairie, 38380



Saint-Pierre-de-Chartreuse, tél : 04 76 88 64 25.

■ Grandeur Nature, Les Bargettes, 38380 Saint-Pierre-de-Chartreuse, tél : 04 76 88 67 32.

■ Aura, Association des usagers et riverains d'Athador, 39, rue des Glairons, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél. : 04 76 54 51 65. Association des usagers et riverains d'Athador (unité de traitement des déchets, de tri et d'incinération) et Vitalvert auprès des responsables politiques et techniques.

■ ADHEC, Association de défense des habitants et de l'environnement de Chamrousse, résidence «Le Vernon», 38410 Chamrousse. Chamrousse est une station de ski avec 600 habitants permanents et 14000 lits en résidence secondaire. L'association assure un suivi de la flore et de la faune à Chamrousse et dans Belledonne. Mène des animations avec Belledonne. Mène des animations avec d'autres associations et l'Office de tourisme de Chamrousse. Lutte contre les excès d'aménagement, pour la protection des espaces naturels encore épargnés.

■ Association «les Balcons de Chartreuse», Le Villard, 38660 Sainte-Marie-du-Mont. Sauvegarde et amélioration de l'environnement (paysage, nature, faune, flore...). Combattre les nuisances, pollutions et atteintes au patrimoine naturel et à l'environnement. Ceci afin de préserver une qualité de vie à tous les habitants et usagers de la montagne. Action en priorité sur le massif de la Chartreuse.



■ Refuge APAGI, Association de protection des animaux de Grenoble et d'Isère, 38420 Le Versoud, tél : 04 76 77 20 06.

■ ADPE, Association pour la défense et la protection de l'environnement, chemin de la Forêt, 38460 Chamagnieu, tél : 04 74 90 28 01.

■ La Trace, Gîte des Ecouges, 38470 Saint-Gervais, tél : 04 76 64 73 45. Organise des stages et des séjours en moyenne montagne pour les enfants et les adultes.

■ Association de défense des victimes des troubles de voisinage, La Croix-Rouge, 38470 L'Albenc, tél : 04 76 36 55 39.

■ Chantesse L'Albenc Environnement, rue Sahateni, 38470 L'Albenc, tél : 04 76 36 50 10.

■ AUTOM, Association pour le traitement des ordures ménagères, Olivier Cabanel, Le Blutinay, 38490 Chimilin, tél : 04 76 32 59 00. Lutte victorieuse contre l'incinérateur de Pont-de-Beauvoisin qui après quinze ans de fonctionnement sans filtres a été fermé en mai 2000. Poursuite de l'action pour la mise en place d'une collecte sélective.

■ GUEPE, Groupement d'union et d'expression environnementaliste, 645, grand chemin de Leyssins, 38490 Chimilin, tél : 04 76 32 59 00. Organise la fête écolo «C'est tout Vert».

■ Amitié et nature Voiron, 9, avenue Jean-Jaurès, 38500 Voiron, tél : 04 76 05 10 81.

■ APRV, Association des pêcheurs de la région voironnaise, 1, rue Stendhal, 38500 Voiron, tél : 04 76 05 88 45.

■ Sympetrum, 20, rue de la Manine, 38510 Morestel. Groupe de recherche et de protection des libellules.

■ Vivre à Chapareillan, Françoise Bousson, sentier des Pêcheurs, les Blards, 38530 Chapareillan.

■ Sauvegarde de la nature et de l'environnement à Heyrieux, Mairie, 38540 Heyrieux, tél : 04 78 40 03 62.

Organisation de journées d'éducation à l'environnement dans les écoles primaires d'Heyrieux (350 enfants), veille écologique (décharges sauvages, feux industriels, OGM...), organisation des journées de nettoyage de printemps en mars et juin, promotion du tri sélectif et du recyclage des déchets (vente de papier recyclé), promotion des énergies renouvelables, en particulier l'énergie solaire, thermique et photovoltaïque.

■ ADIHCE, Association de défense des intérêts des habitants de Champ-sur-Drac, La Combe, Chez Madame Roulet, 38560 Champ-sur-Drac.

■ AAPPMA de Belledonne, 16, rue Petit-Jean, 38610 Gières, tél : 04 76 89 65 11.



■ ACENAS, Association contre l'extension des nuisances de l'aéroport de Satolas, Sallette, 38540 Heyrieux, tél : 04 72 48 76 79. L'aéroport lyonnais compte pour le moment deux pistes. Il est envisagé de passer à quatre.

■ AAA, Aménagement et alternative à l'autoroute, Bonneterre, 38650 Saint-



Paul-lès-Monestier.

■ Association «A Pleines Dents», Mairie, 38660 Saint-Pancrasse. Préserver et développer le patrimoine rural de la commune et favoriser la participation des habitants aux choix qui engagent l'avenir du village.

■ Le Grand Tétrás, sentier des Coudières, 38660 Saint-Pancrasse.

■ Saint-Bernard que j'aime, Jean-Louis Gravé, hameau Guillot, 38660 Saint-Bernard-du-Touvet.

■ Hien Nature, Maison de l'enfant, 38690 Biol, tél : 04 74 97 46 86.

■ Flavia, association dauphinoise d'entomologie, 39, chemin des Garennes, 38690 Torchefelon, tél : 04 74 92 37 43.

■ Paysages de France, chemin Combe, 38700 Le Sappey-en-Chartreuse, tél : 04 76 88 83 64.

■ Vivre au Sappey, Maire, 38700 Le Sappey-en-Chartreuse.

■ ARCAMUS, Association des riverains du Carmel et du musée Hébert, 5, rue Doyen-Gosse, 38700 La Tronche.

■ Bourbre Environnement, rue de la Gare, 38730 Panissage, tél : 04 74 88 27 39.

■ Huez Nature Environnement, chez Madame Ayoub, rue du Poutat BP 48, Alpe d'Huez, 38750 Huez, tél : 04 76 80 36 10.

■ Sauvegarde et mise en valeur du patrimoine mottois, 7, rue de la Mine, 38770 La Motte-d'Aveillans, tél : 04 76 30 71 22.

■ Comité Gère Vivante, 2, rue Veyet,



38780 Pont-Evêque, tél : 04 74 57 63 78. Le Comité Gère vivante a pour but de protéger la rivière en particulier et les milieux

naturels en général, d'informer et d'éduquer à l'environnement et à l'écocitoyenneté. Il réalise des inventaires faune-flore, organise des animations et sorties naturalistes auprès des scolaires, des centres socioculturels et du grand public.

■ L'Ami du cyclo, 29, montée Lucien-Magnat, 38780 Pont-Evêque, tél : 04 74 57 75 47.

■ Grésivaudan Sud Ecologie, Chez Monique Baudoin, La Maguière, 38840 Saint-Lattier, tél : 04 76 64 55 26. Association créée en 1988 pour la promotion et la diffusion des idées écologiques, intervient dans les domaines de l'énergie, des déchets, de l'eau, des transports, de l'agriculture durable...

■ Lac Nature, Madame Monin, 625, rue principale, 38850 Charavines.

■ Vivre à Chirens, Les Jolis, 38850 Chirens, tél : 04 76 35 26 20. Membre de la FRAPNA. Foire artisanale en octobre, fête de la musique en juin. Festival «Brassens à Chirens» en août au prieuré de Chirens. Défense de l'environnement, RN 75, Marais de Chirens, nappe phréatique...

Défense de l'expression citoyenne. Distribution dans les foyers communaux du journal : «Le Scribe Chirennois».

Trimestriel. 760 exemplaires. Sous-titre : «Qui ne dit mot consent».

■ Maison du Parc des Quatre montagnes, village, 38880 Autrans, tél : 04 76 95 35 01.



■ Résistance à l'agression publicitaire, Maryse Kemevez, Le Carnaval, 38190 Laval, tél : 04 76 13 35 33.

Apprendre la paix

Non-violence

Nous rêvons tous de vivre dans un monde en paix. Ce n'est pas spontané et la solution peut passer par de nouvelles formes d'éducation.



DR

Jeu de coopération.

On peut aller à l'école pour apprendre la paix. A Grenoble, par exemple. Au numéro 7 de la rue Très-Cloîtres.

Sur une plaquette d'information, l'association (elle s'appelle vraiment «Ecole de la paix») mentionne en exergue une superbe phrase d'Albert Camus : «*Et s'il y a beaucoup d'hommes aujourd'hui qui, dans le secret de leur cœur, maudissent la violence et la tuerie, il n'y en a pas beaucoup qui veuillent reconnaître que cela les force à reconnaître leur pensée et leur action*».

C'est ce que l'Ecole de paix s'efforce d'enseigner. Elle le fait en direction des enfants par des animations pédagogiques, des interventions, des expositions. Une «mallette pédagogique» qui s'intitule *Le sentier de la guerre ou comment l'éviter*, très bien conçue, peut être vendue aux établissements scolaires. Mais l'association sensibilise également les adultes avec des conférences, comme le 30 septembre dernier à l'auditorium du musée, où il s'agissait de la citoyenneté (afin de réactiver les valeurs de la déclaration Schumann).

Un travail surtout éducatif

Pour les étudiants, elle a bâti un réseau universitaire sous la houlette de l'UNESCO,

dans différents modules à Grenoble mais aussi à Lyon et Chambéry ainsi qu'à l'étranger (Pologne par exemple).

Car si l'Ecole de la paix a été fondée à Grenoble (en 1998), elle cherche à diffuser ses idées dans toutes les parties du monde. En Colombie, elle soutient à distance les communautés pacifistes qui refusent de porter les armes, avec la guérilla ou avec les paramilitaires. Elle a été présente au Rwanda, au Viêt-Nam... Un colloque à Washington sur la situation colombienne est en préparation.

Je demande à Richard Pétris qui est le directeur de l'association ce qui la différencie de l'Union pacifiste, par exemple, et il répond que c'est le choix de construire la paix par le vecteur de l'école et une volonté de permanence dans l'action éducative.

Reconvertir les usines d'armement

L'association mène en outre un important travail de recherche sur la conversion des usines d'armement... Elle tient à jour une importante revue de presse sur les expériences réussies dans ce domaine et en fait la publicité pour montrer que cela est possible et souhaitable.

Comment faire pour gérer tout cela ? Le financement ? Eh bien, elle vit grâce aux adhérents, bien sûr, mais est aussi très aidée par la municipalité de Grenoble et celle de Meylan, le conseil général et même l'Europe ainsi que, plus surprenant... le ministère de la défense. Et puis elle tire quelques ressources de la vente des documents, d'expositions, actions diverses, etc.

Toutes les aides sont les bienvenues pour conforter sa démarche et son ambition. Car, comme le dit Richard Pétris, et c'est une bonne conclusion : «*On est appelé à vivre ensemble dans les coursives de mon immeuble, mais aussi sur toute la planète*».

Madeleine Nutchey ■

■ Ecole de la paix, 7, rue Très-Cloîtres, 38000 Grenoble, tél : 04 76 63 81 41.

Et également :

- Club Unesco, Joël Morlinghen, 7, rue Montorge, 38000 Grenoble, tél : 06 81 38 51 50. *Pour une culture de paix.*
- Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, 97, galerie de l'Arlequin 38100 Grenoble.
- REAGIR, tél : 04 76 85 04 11. *Réseau des jeunes contre la guerre et l'impérialisme.*
- Union juive française pour la paix, Gilles Vinçon, 74, rue du Drac, 38000 Grenoble, tél : 06 15 80 53 00. *Milite pour le dialogue entre les deux peuples, palestinien et israélien, et contre le recours à la force.*
- Reliance, zone Astec, 15, avenue des Martyrs, 38054 Grenoble cedex 9, tél : 04 38 78 94 32. *Institut de formation à l'écoute, la gestion du stress, la communication interpersonnelle dans la vie professionnelle (entreprises ou associations), s'inspirant des travaux de Jacques Salomé.*
- Ateliers de la médiation, 2, passage de la Teille, 38140 Meylan, tél : 04 76 90 58 62. *Médiation familiale (séparation et divorce) et entretiens familiaux, parents-enfants. Gestion de conflits.*
- Coordination d'action non-violente de l'Arche, CANVA, Arche de Saint-Antoine, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél : 04 76 36 45 52.
- Club Seyssins pour la paix, Marie-France Barbier, 20, rue de la Liberté, 38180 Seyssins, tél : 04 76 96 31 50.
- Mouvement de la Paix. c/o Sandra Druillon, route du Muret, avenue Poizat, 38320 Eybens, tél : 04 76 42 19 04.
- Mouvement de la Paix, 14, rue Modigliani, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 25 42 01. *Construire un monde de paix en réglant les conflits pacifiquement et en promouvant une culture de la paix.*

Développer des alternatives à l'éducation nationale

L'association Déclic 38 s'est créée en juin 2000 afin d'œuvrer pour des changements dans l'éducation. Elle est partie d'un certain nombre de constats :

- L'école ne permet pas suffisamment le développement du potentiel global de bien des enfants
- La formation pédagogique et psychologique des enseignants ne les prépare pas toujours à amener les enfants à la culture ni à un apprentissage de la vie (l'autonomie, la coopération, la citoyenneté...)
- Les programmes ne permettent pas de dégager assez de temps pour d'autres approches, projets ou activités utiles
- L'élaboration et la gestion des projets éducatifs sont trop souvent le fait des seuls enseignants sans participation active des autres acteurs (enfants, parents, professionnels...)
- Les innovations pour y remédier sont marginalisées, voire combattues. Déclic 38 a pour but de soutenir :
 - la mobilisation des co-éducateurs/trices et personnes concernées pour la définition et le suivi des projets (et des besoins) d'établissements scolaires pionniers
 - la création ou la transformation d'écoles, collèges et lycées publics constitués sur la base de projets pédagogiques coopératifs
 - l'aide à la constitution d'équipes affectées dans ces établissements
 - la mise en place par le ministère de l'Education nationale d'un statut de l'innovation (afin d'encourager et protéger ces innovations contre

diverses pressions pour rentrer dans les rangs)

- la mise en réseau des lieux et personnes pour créer un espace d'échanges et de soutien pour les personnes encore isolées et le développement de recherches et de débats relatifs aux méthodes actives et coopératives dans le cadre de l'enseignement public.

Déclic 38 compte une trentaine de membres actifs et a envie de rencontrer tous les acteurs qui partagent au moins une partie de ses analyses et ses objectifs pour mettre en place des alternatives au sein de l'Education nationale.

■ Déclic 38 c/o Marie Trousselle, 55, rue Nicolas-Chorier, 38000 Grenoble, tél : 04 76 21 29 48 ou Gregg West, 45, rue des Alliés, 38100 Grenoble, tél : 04 76 09 75 05.

Apprécier



L'association Apprécier organise des colonies où les enfants sont respectés, écoutés, où ils peuvent exprimer leurs émotions, participer à la gestion de leurs journées comme à celle de la vie quotidienne, où l'on encourage aussi bien l'ordre, la propreté que la créativité. Membre du réseau Ecole et nature. Séjours en pleine nature, construction de tipis, feux de camp, observation des étoiles, découverte de la flore... Approche relationnelle inspirée de Thomas Gordon, nourriture bio à 80 %. Possibilités d'arrangement en cas de difficultés financières.

■ Association Apprécier, Iris Simonet, 36, rue de Stalingrad, 38100 Grenoble, tél : 04 76 17 25 21.

Et également

■ Université inter-âges du Dauphiné, 2, rue Général-Marchand, 38000 Grenoble, tél : 04 76 15 24 54. Université populaire qui sous forme d'association organise des conférences sur de multiples thèmes (au CRDP, 11, avenue Général-Champon) : histoire, cycle Victor Hugo toute l'année 2002, littérature, religion, médecine, ethnologie, santé, histoire sociale, art, techniques, philosophie, etc.

■ AROEVEN, Association régionale des œuvres éducatives et de vacances de l'éducation nationale, 4, rue Auguste-Gaché, 38000 Grenoble, tél : 04 76 44 43 43. Organisation de formations en environnement pour les enseignants.

■ Chez Pom Flore et Alexandre, immeuble le Regain, 16, rue du Drac, 38000 Grenoble, tél : 04 76 84 07 89. Crèche parentale.



■ Maison des Jeux, 9, rue de la Poste, 38000 Grenoble, tél : 04 76 43 28 36. Depuis 1991, ce centre de ressources ludiques est un partenaire des professionnels de l'animation socioculturelle. L'association propose des jeux thématiques et peut fournir des animateurs à la demande.

■ Ecole primaire Montessori, 75, avenue Jean-Perrot, 38000 Grenoble, tél : 04 76 15 21 90.

■ EPI, Espace pédagogique de l'Isère, 2, place Louis-Jouvet, 38100 Grenoble, tél : 04 76 25 34 10. Cette association née en 1996 intervient dans le para-scolaire : psychopédagogie, rééducation, orientation vers des thérapeutes, liens familiaux ou liens avec l'enseignant, aide aux parents dans les méthodes de résolution des conflits, etc.

■ Crèche collective parentale, 111, galerie de l'Arlequin, 38100 Grenoble, tél : 04 76 09 76 40. Crèche parentale associative.

■ Les Mini-Pouces, immeuble Le Belledonne, 38110 La Tour-du-Pin, tél : 04 74 97 62 45. Crèche parentale.

■ APEDYS-Isère, Agnès Vetroff, Les Maîtres, 38210 Montaud, tél : 04 76 93 34 10. Association regroupant les parents d'enfants dyslexiques ou ayant des troubles

spécifiques d'apprentissage du langage oral et écrit. L'association diffuse de l'information et intervient en milieu scolaire pour aider à la prise en compte des problèmes et favoriser des méthodes rééducatives.

■ Crèche parentale, 2, rue Jusson, 38380 Saint-Laurent-du-Pont, tél : 04 76 55 15 01.

■ La Puce à l'oreille, 4, rue Camille-Desmoulin, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 25 38 46. Cette association développe et accompagne l'intégration scolaire des enfants sourds et mal-entendants de l'agglomération grenobloise, dans le secondaire.

■ Association Mosaïque, 55, mail Marcel-Cachin, 38600 Fontaine, tél : 04 76 26 42 45. Crèche parentale.

■ Les Lithops, 30 bis, rue de la Libération, 38610 Gières, tél : 04 76 89 37 66. Crèche parentale.

Education à l'environnement



Réseau national d'éducation à l'environnement et à la découverte de la nature. En lien avec les associations de protection de la nature, propose de multiples activités dans le cadre de journées de découverte ou de classes vertes.

■ Réseau Ecole et Nature, Jean-Paul Biessy, 38144 Notre-Dame-de-Vaulx, tél : 04 76 30 68 18.

Le bois, mais autrement



Avant d'acheter une chaudière, collectivités ou particuliers devraient s'intéresser aux nouvelles technologies utilisant du bois, une ressource particulièrement écologique.

L'Isère a beaucoup de forêts souvent mal exploitées. Or le bois, sur le plan de l'environnement et de l'énergie est une bonne solution parce que le gaz carbonique émis pendant la combustion équivaut à celui qui est absorbé par l'arbre durant sa croissance.

L'AGEDEN, Association grenobloise pour le développement des énergies renouvelables en Isère, a lancé, en partenariat avec l'ADEME, agence gouvernementale de l'environnement pour la maîtrise de l'énergie, et le réseau des associations CLER, Comité de liaison des énergies renouvelables, un grand programme pour l'utilisation du bois et surtout du bois déchiqueté ou compressé.

Sylvie Veslin et Gilles Bellet nous ont parlé des dernières techniques concernant la filière bois.

Elles présentent quatre sortes d'avantages :

■ Premier point, la valorisation des forêts, car elles permettent l'utilisation de types de bois négligés (essences peu nobles, petits branchages) et celle des déchets dont on ne savait que faire (sciures, copeaux, etc.).

■ Deuxième point, l'autonomie. Les nouvelles chaudières pour le bois déchiqueté ou compressé ont une autonomie de fonctionnement pouvant aller jusqu'à plusieurs jours.

■ Troisième point, la souplesse. Ces techniques sont comparables au gaz pour la facilité de fonctionnement.

■ Quatrième point, une combustion propre ou du moins beaucoup mieux maîtrisée que celle du bois en bûches surtout lorsqu'il s'agit de résineux (bien moins d'encrassement des chaudières et conduits).

Les nouvelles chaudières sont automatiques et très performantes.

Un secteur en plein développement

Actuellement, dans le département de l'Isère, il y a soixante chaudières de ce nouveau type en fonctionnement dont douze pour des collectivités.

Le bois déchiqueté convient plus particulièrement aux agriculteurs et à l'usage collectif car il faut disposer de beaucoup de place pour le stockage. Le bois compressé convient très bien pour les maisons individuelles.

Le choix de ces techniques est aussi politique. Le plan bois-énergie a été élaboré pour favoriser les collectivités et ça marche bien dans la région puisqu'il y a eu 60 réalisations locales sur les 200 en tout sur le plan national (le plan existe depuis 1994 et a été amplifié en 1999). La ressource forestière est considérable dans la région avec des forêts de résineux, de charmes, de feuillus et de pins sylvestres.

En milieu rural, les propriétaires de bois peuvent avoir un broyeur à disposition deux

jours par an. Pour les agriculteurs, cette prestation de service est assurée par une CUMA (Coopérative d'utilisation de matériel agricole), c'est le cas à Roybon, par exemple. Pour les propriétaires non-agriculteurs, une formule de broyage intéressante est à l'étude.

Le bois compressé se présente sous forme de granulés ou de briquettes (on dit aussi plaquettes). Il est très facile à manipuler et à stocker.

Pour une maison individuelle, le prix de revient est actuellement comparable à celui d'une chaudière fuel, ce n'est donc pas le coût qui peut faire hésiter des écologistes ! En outre, les installations de bois déchiqueté ou compressé sont subventionnées, les aides pouvant atteindre 30%.

Pour une maison de dimensions modestes ne nécessitant pas une chaudière, il existe également des poêles à granulés de bois.

Le bois est transformé dans des usines locales où il est pressé sans ajout d'aucun produit chimique. Il n'y en avait tout d'abord que dans le Jura, mais on en installe maintenant en Rhône-Alpes (celle qui est près d'Alberville s'achève). Quant au matériel, il fallait jusqu'ici acheter des chaudières danoises, finlandaises ou autrichiennes, ces pays étant en avance sur la France (il y a un importateur en Isère), mais deux constructeurs français se lancent.

L'utilisation de l'énergie bois est donc moralement satisfaisante par son alliance avec les ressources du territoire.

M.N. ■

■ AGEDEN, Le Trident, Bat. A, 34, avenue de l'Europe, 38100 Grenoble, tél : 04 76 23 53 50.

Installateurs de chauffage automatique au bois (habitat individuel) :

■ Henri Gros, 68, avenue Alsace-Lorraine, 38110 La Tour-du-Pin, tél : 04 74 97 31 39.
■ Henri Jacob, rue de la Poste, 38118 Hières-sur-Amby, tél : 04 74 95 11 76.
■ Michel Romeas, Tramolle, 38122 Montseveroux, tél : 04 74 59 26 16.
■ Etablissement Naquin et fils, 17, avenue Henri-Wallon, 38130 Echirolles, tél : 04 76 22 08 04.
■ Bonnet et Chung, Chauffage conseil maintenance, 135, Haut-Lezardière, 38140 Charnècles, tél : 04 76 65 22 70.
■ Entreprise Falque, 310 route de Bain, 38140 Beaucroissant, tél : 04 76 91 03 09.
■ Maurice Villand, 12, rue Avit-Nicolas, 38150 Salaise-sur-Sanne, tél : 04 74 29 45 89.
■ Thierry Tanchon, 13, Grande-Rue, 38160 Chatte, tél : 04 76 38 55 94.
■ Guy Argoud, Saint-Antoine Chauffage, rue Commandant-Hector-Garaud, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél : 04 76 36 41 81.
■ SARL IDAC, 9, avenue de Romans,

38160 Saint-Marcellin, tél : 04 76 38 28 42.
■ Noël Gauthier, Les Echavagnes, 38160 Saint-Marcellin, tél : 04 76 64 05 30.
■ SARL Dumoulin père et fils, château Rostaing, 38160 Chevrières, tél : 04 76 64 11 11.
■ Etablissements Revol, Le Village, 38160 Saint-Appolinard, tél : 04 76 64 12 62.
■ Jean Raffin, 161, impasse Rousse, 38190 Bernin, tél : 04 76 08 96 24.
■ Eau énergie rénovation, Colombière, 38210 Montaud, tél : 04 76 93 34 63.
■ Torres Père et fils, 12, place des Martyrs, 38250 Villard-de-Lans, tél : 04 76 95 15 35.
■ Sarl Magnat Sanitherm, 101, route de Villard, 38250 Lans-en-Vercord, tél : 04 76 95 47 98.
■ Pequignot associés, Charpichon, 38250 Villard-de-Lans, tél : 04 76 95 13 60.
■ Sani cuisine, Michel Gulon, 2, rue Mably, 38270 Beaurepaire, tél : 04 74 84 71 54.
■ Michallet-Madalon, boulevard Marcel-

Remond, 38350 La Mure-d'Isère, tél : 04 76 81 12 66.
■ M. Molliet Sabet, 900, chemin des Douanes, 38380 Miribel-les-Echelles, tél : 04 76 55 28 24.
■ Entreprise Serpolet-Bidaud, Le Casson, 38440 Sainte-Anne-sur-Gervonde, tél : 04 74 58 34 28.
■ Etablissements Michallet, 31, rue Docteur-Paillard, 38440 Saint-Jean-de-Bournay, tél : 04 74 58 55 48.
■ Sarl Gabert, 10, rue du Repos, 38450 Vif, tél : 04 76 72 52 08.
■ Robert Buisson, 7, Grande-Rue, 38470 Vinay, tél : 04 76 36 84 45.
■ M. Houdret, 19, cours Charlemagne, 38470 Vinay, tél : 04 76 36 76 23.
■ J. P. Charat, Le Village, 38500 La Buisse, tél : 04 76 55 01 88.
■ Daniel Zambelli, rue Tallifardières, 38500 Voiron, tél : 04 76 65 66 16.
■ Entreprise Aimonetto, 4, route de

Chartreuse, 38590 Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs, tél : 04 76 65 41 49.
■ SARL Pegoud, Le Platon, 38620 Saint-Geoire-en-Valdaine, tél : 04 76 07 53 24.
■ Entreprise Challancin, hameau Veyrand, 38680 Auberives-en-Royans, tél : 04 76 36 06 99.
■ Gérard Charvet, 7, route de Belmont, 38690 Biol, tél : 04 74 92 21 11.
■ M. Chapot, 32, chemin Arete, 38690 Biol, tél : 04 74 92 23 15.
■ Jean-Luc Negrinotti, 1115, route du Lac, 38690 Oyeu, tél : 04 76 55 78 89.
■ Philippe Pellu, Aux Ayes, 38730 Panissage, tél : 04 74 97 90 51.
■ J. C. Ponsard, 1000, route Tabourdet, 38780 Estrablin, tél : 04 74 57 78 03.
■ Yannick Aubaud, gîte communal Le Village, 38970 Sainte-Lucie, tél : 04 76 30 05 40.



Salle polyvalente de Cheylas.

L'Isère, juste après la Savoie, a fait figure de pionnière par l'installation de capteurs solaires, il y a près de 30 ans. Les premiers tenaient un peu du bricolage, mais rapidement des bureaux d'études locaux s'y sont intéressés et même les municipalités avec l'équipement, par exemple, de l'école de Poisat et des HLM de Teisseire, à Grenoble, à la fin des années 70. La politique, hélas, a freiné ces initiatives pour revenir au tout-électrique et, après avoir pris de l'avance, la région, avec toute la France, s'est trouvée en retard sur les pays voisins.

C'est d'autant plus désolant que le climat se prête bien à l'utilisation du solaire (bonnes moyennes d'ensoleillement et luminosité par-

ticulière en altitude). Un PSD (plancher solaire direct) peut couvrir 70% des besoins en chauffage d'une maison dans la région.

Le solaire repart, avec aujourd'hui une technologie plus sophistiquée (un bien ou un mal ? à voir...).

Les instances régionales subventionnent le solaire thermique (se renseigner auprès de l'ADEME ou de l'AGEDEN) et l'on assiste quand même à quelques installations importantes comme dans l'exemple des HLM d'Echirolles.

Des HLM solaires

Construits en 1966, l'ensemble immobilier du quartier de Surieux, à Echirolles, comprend 505 logements répartis sur quatre immenses bâtiments. En 1996, l'OPAC entreprend une rénovation des bâtiments. Elle profite du plan européen Thermie pour engager un programme de recours à l'énergie solaire, avec comme objectif de diminuer les charges de chauffage des locataires. Elle installe sur la façade sud d'un immeuble 95 m² de capteurs photovoltaïques qui fournissent

de l'électricité pour l'éclairage et la ventilation des parties communes. L'ensemble est relié à six onduleurs et le tout est relié au réseau. Elle place sur les toits 705 m² de capteurs eau pour assurer une partie de l'eau chaude sanitaire et le préchauffage du réseau de chauffage. Elle jumelle cela avec des travaux de rénovation portant sur l'isolation des appartements, le remplacement des menuiseries, la fermeture des loggias. Le programme coûte 1,83 millions d'euros dont un peu plus d'un million pour le solaire. Les subventions apportent la moitié de la somme. Après un an de fonctionnement, de juillet 2000 à juin 2001, le bilan fait apparaître une hausse des loyers de 91 euros, mais une baisse des charges de 96 euros. Les photopiles ont produit 6 647 kWh, légèrement moins que ce qui était attendu du fait que l'effort architectural l'a emporté sur la bonne orientation des panneaux.

MN et MB. ■

■ OPAC 38, 47, avenue Marie-Reynoard, BP 2549, 38035 Grenoble cedex, tél : 04 76 20 51 40.

Energie

Réseau Sortir du nucléaire

Le réseau Sortir du nucléaire s'est constitué fin 1997 autour d'une charte d'objectifs communs en faveur de l'abandon de l'énergie nucléaire. Cinq ans plus tard, le réseau fédère plus de 600 associations, diffuse ses informations auprès de 30 000 personnes dont 10 000, par leurs dons réguliers, permettent le financement de la structure coordonnée à Lyon, dans les bureaux voisins de *Silence*. Né dans la suite de la structure des Européens contre Superphénix, le réseau a permis de structurer efficacement l'opposition, aujourd'hui majoritaire, à la poursuite du nucléaire. Il a mené depuis sa création de nombreuses campagnes, contre le chauffage électrique, contre l'enfouissement des déchets, contre le recyclage des métaux faiblement radioactifs. Il a organisé, le 20 octobre 2001, cinq

rassemblements décentralisés à Nantes, Toulouse, Lyon, Colmar et Lille, avec environ 25 000 personnes au total. Le réseau est relayé en Isère par les groupes suivants :



- Pour une alternative syndicale, Richard Couillet, 3 bis, rue Clément 38000 Grenoble, tél : 04 76 21 37 60.
- Nature et Progrès-Isère, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 89 53 27 ou 04 76 90 04 47.
- FRAPNA-Isère, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 64 08.
- La Clé des champs 41, rue Abbé-Grégoire, 38000 Grenoble, tél : 04 76 75 91 18.
- Verts-Isère, 10, rue Marx-Dormoy,

38000 Grenoble, tél : 04 76 70 08 84.

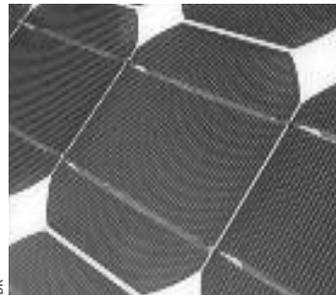
- Sauvegarde de la Nature, à Saint-Quentin-Fallavier, Centre social, 38070 Saint-Quentin-Fallavier.
- AIRE, Association pour l'information rhodanienne sur l'énergie, Foyer Henri-Barbusse, 38150 Roussillon, tél : 04 74 58 80 50. *Propose des alternatives énergétiques pour obtenir à terme la fermeture du site nucléaire de Saint-Maurice-l'Exil.*
- Bièvre-Liers Environnement, 3, avenue de Verdun, 38260 La Côte-Saint-André, tél : 04 74 20 48 98.
- Bioasis, Sylvie Caillat, 39, boulevard de la République 38500 Voiron, tél : 04 76 05 26 34.
- Vivre à Chapareillan, Françoise Bousson, sentier des Pêcheurs, les Blards, 38530 Chapareillan.
- Terre Vivante, Le Raud, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80.
- Grésivaudan Sud Ecologie, Alain Plantard, La Bruyère, 38160 Saint-Antoine, tél : 04 76 36 44 95.

Et également

- Surtéc Energie solaire, 45, place Saint-Bruno, 38000 Grenoble, tél : 04 76 96 18 68. *Etudes et installation de photovoltaïque (électricité solaire).*
- Hommes et déplacements, 155-157, cours Berriat, 38028 Grenoble cedex 1, tél : 04 76 70 93 49. *Bruno Guerbet est consultant en gestion et management de la mobi-*

lité, économies dans ce domaine.

- Euroconfort, 8, avenue Robert-Huant, 38190 Brignoud, tél : 04 76 71 66 73. *Géothermie.*
- Photowatt international, 33, rue Saint-Honoré, 38300 Bourgoin, tél : 04 74 93 80 20. *Fabricant industriel de photopiles. Pas de vente aux particuliers.*
- Energies Economies systèmes, 18, rue de la Poste, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 44 28 54. *Etudes pour économies d'énergie et recours aux énergies renouvelables.*
- Durbiano solaire, 18, rue Béal, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 24 22 09. *Ventes et installation de panneaux solaires.*
- EFT Energie, 380, route Replatton, 38410 Uriage, tél : 04 76 59 77 77.
- Serpolet Bidaud, Le Casson, 38440 Sainte-Anne-sur-Gervonde, tél : 04 74 58 34 28. *Installateur solaire thermique et formateur pour les installateurs dans le Sud-Est de la France.*
- Solaire et biomasse thermique, Les Tronches, 38460 Dizimieu, tél : 04 74 90 43 08. *Systèmes combinés solaire et bois.*



Comment vivre l'écologie au quotidien



Dans un désir de compléter ses informations, la revue «*Les quatre saisons du jardinage*» a créé dans le Trièves, au sud de Grenoble, le centre d'expérimentation *Terre Vivante*.



Jardin et bâtiments.

Automne 1979. Ils sont sept, autour d'une table, quelque part dans le sixième arrondissement, à Paris. C'est décidé : ils vont lancer une revue de jardinage biologique *Les Quatre Saisons du jardinage* pour faire connaître aux jardiniers des techniques encore très peu pratiquées en France. Qui sont-ils ? Sept «écologues», des intellectuels, certes — des agronomes, une professionnelle de la presse, un polytechnicien... — mais des intellectuels jardiniers. Lancer une revue sans argent, car ils n'avaient pas de financeurs, et sur un thème qui intéressait encore bien peu de monde, était courir à l'échec, leur disait-on. Et pourtant, quelques années plus tard, la revue avait près de

20 000 abonnés et était bénéficiaire. Grâce, principalement, à une bonne dose de bénévolat les premières années, et à l'aide des abonnés, qui ont fait connaître la revue autour d'eux, provoquant un efficace effet boule de neige.

Ce pari gagné, avec une activité d'édition de livres qui était rapidement venue s'ajouter à la publication de la revue, ils avaient, vers la fin des années 80, acquis la conviction qu'écrire ne suffisait pas. Il fallait, si on voulait sensibiliser un plus grand public au jardinage biologique et à l'écologie pratique, créer un lieu ouvert à tous où les visiteurs puissent découvrir concrètement, et en vraie grandeur, non seulement le jardinage, mais aussi d'autres aspects d'un mode de vie écologique, comme l'alimentation bio et l'habitat sain. Après plusieurs années à la recherche d'un site, l'équipe a choisi le Trièves pour y implanter un centre écologique. Second pari, encore plus risqué que le premier, car il exigeait de lourds investissements au départ, et ils ignoraient totalement si les visiteurs afflueraient. De fait, la fréquentation a augmenté moins vite que prévu — en 2001 environ 18 000 visiteurs — et il y a eu des moments difficiles, bien davantage que lors du lancement de la revue. Ces difficultés ont été surmontées grâce à la bonne santé des activités de publication, au soutien et à la fidélité des lecteurs des *Quatre Saisons*, et à l'aide de la Fondation *Patino*.

Aujourd'hui, après 22 ans d'existence, Terre Vivante continue à avoir pour objectif, comme au premier jour, de «promouvoir des techniques et un mode de vie respectueux de l'environnement et de la santé de l'homme» (article 1 des statuts de l'association). Au fil des années, Terre Vivante est aussi devenu un acteur économique important du Trièves, puisque c'est le premier employeur privé du canton de Mens, avec 20 salariés permanents et plus de 10 saisonniers.

On leur demande aussi bien souvent si s'installer dans le Trièves, était un bon choix. N'ont-ils pas trop cherché la difficulté en optant pour un lieu certes très beau et à l'abri de toute pollution, mais excentré et man-

quant de notoriété, d'où l'impossibilité, aujourd'hui encore, d'équilibrer les finances du Centre ? Ces doutes n'ont été que passagers. D'abord parce que Terre vivante participe à la revitalisation d'une région rurale isolée. Ensuite parce que cela contribue à montrer que le développement ne passe pas nécessairement par le tourisme de masse ou l'installation d'industries polluantes. Il reste que l'équilibre économique repose sur les livres et la revue, sans lesquels le Centre aurait dû depuis longtemps fermer ses portes. S'il y a eu des subventions d'investissement, le centre ne bénéficie en effet d'aucune subvention de fonctionnement.

«Promouvoir des techniques et un mode de vie respectueux de l'environnement et de la santé de l'homme.»

A côté du rôle d'information sur l'écologie appliquée à la vie quotidienne, l'ambition du Centre, et celle de l'équipe municipale qui était en place lorsqu'il est arrivé, est aussi de contribuer à faire du Trièves un pôle de développement écologique. Déjà, c'est une des petites régions françaises qui a la plus forte proportion d'agriculteurs biologiques (10%) et le centre y a sans doute

contribué. La foire bio de Mens, organisée par l'office du tourisme du canton de Mens et par Terre vivante, en est à sa sixième édition (21 et 22 septembre 2002). Elle a l'ambition de devenir une des grandes foires bio du Sud-Est. Les maisons écologiques sont de plus en plus nombreuses dans le Trièves, avec notamment plus d'une dizaine de maisons récentes

Que propose le centre écologique ?

Le centre écologique propose neuf jardins potagers biologiques à thème : le jardin des associations de plantes, le jardin des légumes méconnus...

Il dispose également d'une aire de démonstration «compost, engrais verts, purins de plantes»

Le sentier de Chantemerle permet de découvrir diverses manières d'aménager et de mettre en valeur un espace naturel.

Un espace «habitat» est une mine d'informations pratiques pour construire et rénover sa maison.

Les bâtiments sont bioclimatiques et permettent de voir des matériaux et un fonctionnement écologiques.

L'exposition «la maison des [néga] watts» consacrée aux économies d'énergies dans la maison est visible sur place.

Les manifestations

- Vendredi 19 juillet : grande journée jeux.
- Samedi 27 juillet : 3e samedi de l'habitat : terre crue et terre cuite.
- Samedi 31 août : 4e samedi de l'habitat : l'isolation thermique.
- Samedi 21 et dimanche 22 septembre : foire bio de Mens.
- Samedi 28 septembre : 5e samedi de l'habitat : le chauffage.

en ossature bois et chanvre ou en briques monomur. Des expériences de repas bio dans les collèges de Mens et de La Mure, les premières dans le département de l'Isère, ont été réalisées l'an dernier.

Tout cela n'est, espérons-le, qu'un début, et souhaitons que la dynamique créée par l'installation de Terre vivante dans le sud de l'Isère ait un effet d'entraînement et incite d'autres acteurs de l'éco-



Antoine Bosse-Platière

Journée de formation.

logie — associations ou entreprises — à venir s'installer dans la région. Il serait également souhaitable que les centres écologiques se multiplient en France pour que chacun puisse trouver près de chez lui l'inspiration et les informations nécessaires pour mettre davantage d'écologie dans sa vie quotidienne.

Christine Corbet ■

Pratique

Le centre est ouvert du 16 juin au 16 septembre, tous les jours sauf le mardi et du 16 septembre au 20 octobre les mercredis et week-ends. Il y a sur place un restaurant biologique et des aires de pique-nique. L'entrée pour les adultes est de 6 euros.

Terre vivante, Domaine de Raud, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80, site : www.terrevivante.org.

panneaux de terre, enduits de finition... Akterre a la volonté de mettre en place un réseau de distribution et d'artisans et organise pour cela, régulièrement, des formations pour les architectes, les artisans et les particuliers.

Cratère a développé un site d'expérimentation dans la construction en terre. Il a mis en place des techniques de construction simplifiées pour favoriser l'autoconstruction dans les pays du Sud.

■ Akterre, Andreas Krewet, Le Gît, 38210 Saint-Quentin-sur-Isère, tél : 04 76 07 42 05.

■ Craterre, rue du Lac, 38090 Villefontaine, tél : 04 74 95 43 91.

Autoconstruction et entraide



Les associations de «Castors» sont nées à la fin de la guerre, dans le but de regrouper des personnes ayant décidé de construire ou de rénover elles-mêmes tout ou partie de leur habitation. Dans l'ouest de la France, les Castors ont représenté un véritable mouvement social et des milliers d'habitations ont ainsi été (re)construites. Dans la région, cette méthode d'entraide est moins développée. L'association propose des services adaptés à l'auto-

construction : informations, documentations, publications, assurances, modes de financement, choix des matériaux, groupements d'achats. L'adhérent qui bénéficie de ces services prend l'engagement de le rendre, souvent en acceptant des visites chez lui pour aider de nouveaux autoconstructeurs à cerner leurs projets.

■ Les Castors Rhône-Alpes, 78, quai Perrière, 38000 Grenoble, tél : 04 76 87 09 22.

Les Copeaux d'abord

Et si l'on poussait l'aménagement de sa maison jusqu'à concevoir soi-même ses propres meubles ? L'association dispense d'abord une formation de 13 heures sur une semaine avant de louer à l'heure les machines-outils nécessaires à la fabrication des meubles de vos rêves.

■ Les Copeaux d'abord, face au 56, rue d'Alembert, 38000 Grenoble, tél : 04 76 49 53 02.

Et également :

■ Construire autrement, c/o MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 54 31 62. Association qui organise des conférences régulières sur les alternatives dans le domaine de l'habitat.

■ Casabio, 37, rue Nicolas-Chorier, 38000 Grenoble, tél : 04 76 70 12 29. Peinture, textile, jardinage.

■ Alternatif, Pierre Joanin, 155, cours Berriat, 38000 Grenoble, tél : 04 76 48 97 98. Electricité en bioconstruction, dépannage électrique.

■ Maxime Tassin, Atelier é0, 29, bd Gambetta 38000 Grenoble, tél : 04 76 43 16 76. Architecte urbaniste, conseil en environnement.

■ Anachromie, Bruno Gouttry, 10/12, rue Chenoise, 38000 Grenoble, tél : 06 70 35 09 16. Peintre spécialisé dans les peintures saines.

■ Rigassi Vincent, Craterre, 60, avenue Constantine, BP 2636, 38100 Grenoble, tél : 04 76 40 66 29. Atelier de formation aux techniques de la terre en architecture.

■ Acroterre, 60 place des Géants, 38100 Grenoble, tél : 04 76 33 08 34. Association pour la construction et la rénovation de bâtiments en terre.

■ Hervé Girard, Le Janin, 38110 Dolomieu, tél : 04 74 88 01 95. Conseil HQE, consultant en bio-construction.

■ Marmonier et Pétrone, Le Gît, 38210

Saint-Quentin-sur-Isère, tél : 04 76 07 42 09. Travaux de maçonnerie, matériaux sains et techniques traditionnelles.

■ Elisabeth Rigaud, 58, route du Gayat, 38260 Champier. Maison construite en structure bois et remplissage paille. Utilisation de matériaux locaux, enduits à la chaux, très bonne isolation thermique à moindre prix.

■ Marcel Ruchon, Le Village, 38330 Saint-Nazaire-les-Eymes, tél : 04 76 52 79 22. Architecte DPLG.

■ Duport Olivier 38350 Oris-en-Ratier tél : 04 76 81 27 45. Programmes d'encouragement, subventions pour maisons en béton de chanvre.

■ Balhazard et Cotte, rue de Pra-Paris, 38360 Sassenage, tél : 04 76 27 84 10. Chaux aérienne.

■ Satoriz, 10, rue Marceau-Leysieux, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 42 75 81. Peintures Biofa.

■ Atre et loisirs, Stéphane Clément, 53, rue du Champ-Roman, ZAC h a m p - Roman, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 44 10 60. Concepteur de poêles et cheminées depuis 1969. Importateur des poêles finlandais Tulikivi pour le sud-est de la France. Ces poêles en pierre ont une faible consommation et emmagasinent la chaleur pendant longtemps (3 heures de feu = 24 heures de rayonnement).

■ Gérard Seigle-Buyat, La Bâtie-Divisin, 38490 Les Abrets, tél : 04 76 32 09 35. Artisan peintre spécialisé en peinture saine.

■ Alternatives Technologies, chemin Bois, 38510 Sermérieu, tél : 04 74 80 59 89.

■ Elément Terre, 723, rue Pierre-Bonnard, 38690 Le Grand-Lemps, tél : 04 76 55 98 72.

■ Terre Vivante, Le Raud, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80. Centre de démonstration pratique en habitat sain, agriculture biologique et énergies renouvelables.

■ Nature et Habitat, ZAC du Rocher, 38780 Estrablin, tél : 04 74 16 07 04. Société créée en 2001 pour proposer la gamme la plus complète possible de matériaux de construction nécessaire à une maison saine. Conseils et visites d'installations pour permettre à ceux et celles qui veulent se lancer dans la bio-construction de préciser leur projet.

■ Maison de l'écologie, zone artisanale La Bouboutière, 38960 Saint-Aupre, tél : 04 76 06 09 99. Vente de produits écologiques pour la maison : produits d'entretien, peintures, enduits, papier recyclé, etc.



Habitat sain

Construire en terre crue

Le département de l'Isère est particulièrement riche en initiatives faisant la promotion de la construction en terre crue. La terre crue présente des qualités hygrométriques, thermiques et écologiques sans pareilles. Elle se

prête aussi bien à la construction neuve qu'à la rénovation ou à la décoration intérieure. La terre est un matériau ancestral et actuel qui est à la fois totalement réversible (pas de déchets), à faible contenu énergétique, sain et régulateur d'humidité. Parmi les différentes structures du département, Akterre est une entreprise née en 1998 qui conseille, commercialise et met en œuvre différents produits s'y rapportant : terre à pisé,



DR

DR



DR



Lotissement en terre crue.

Un grand patron de presse



Si vous rencontrez Raymond Jullien, ne faites pas référence à ce titre, sa modestie s'en offusquerait ! Mais pourtant : il rédige, imprime, distribue sa production avec la seule aide de sa femme et de son fils ! Et il tire sa feuille mensuelle à 2000 exemplaires. C'est donc vraiment un grand patron de presse, d'autant plus qu'il finance tout de ses propres deniers.

Il explique : je ne fume pas ; je ne bois pas, ça fait que j'économise là-dessus et peux dépenser pour publier. Une bonne façon de voir...

Il y a des années qu'il sort ainsi son *Soleil Vert*. Une seule feuille, un recto-verso, pas plus, parce que les gens à qui il s'adresse n'ont en général pas l'habitude de lire. D'où le choix d'une petite dose mensuelle seulement. Mais contrairement aux petites doses radioactives dange-

reuses par l'accumulation, les petites doses répétées de *Soleil Vert* font beaucoup de bien, elles donnent aux lecteurs l'envie d'en savoir plus, d'aller plus loin, de faire quelque chose.

Les premiers numéros ont été tirés en 1996 en Loire-Atlantique où il habitait alors. Devenu adhérent de l'ADES (Association démocratie et solidarité) avec Raymond Avrillier et quelques autres écologistes critiquant la municipalité, il a pérennisé son bulletin.

Il le tire à *Info-service* (association de chômeurs de la Villeneuve), il le compose sur son ordinateur, avec pour thèmes, par exemple, la contraception, les méfaits du portable, les dangers des OGM, le nucléaire, le racisme, etc. Il déclare être totalement indépendant des Verts, bien qu'il ait pu remarquer un accroissement des votes pour eux après ses distributions, dit-il...

Soleil Vert est distribué dans les boîtes à lettres sans la moindre discrimination même si, dans son quartier, 70% portent des noms d'immigrés. Très souvent ils ne savent pas lire le français, mais les enfants lisent à leurs parents.

Soleil Vert a aujourd'hui six correspondants dont deux Suisses, un Belge, un Canadien et se diffuse aussi sur internet. Raymond Jullien précise : on n'a aucun sponsor, pas même Mac Do ou Shell...

Conclusion : si vous ne fumez pas, si vous ne buvez pas, voilà un exemple de ce que vous pouvez faire.

M.N. ■

■ *Soleil Vert*, c/o Raymond Jullien, 4, allée de la Colline, 38100 La Villeneuve, soleilvert@chez.com.

Il ne fume pas. Il ne boit pas. Mais il cause.

Autres médias



■ Mountain Wilderness, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 84 54 42. *Bulletin mensuel des «alpinistes du monde entier» qui essaient de préserver les dernières zones vierges : le*

sommet des montagnes.

■ Nouv'ailes, CORA-Isère, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 51 78 03. *Revue bimestrielle consacrée à l'ornithologie en Isère.*



■ ADTC informations, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 63 80 55. *Trimestriel de l'association pour le développement des transports en commun. Association à l'origine*

grenobloise, mais dont les connaissances dépassent largement cette agglomération. Tirage : 1700 ex.

■ La Feuille de chou, Société botanique dauphinoise, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 03 37 37. *Petite revue trimes-*

trielle «de liaison et d'imagination» autour des questions botaniques de l'Isère.



■ Echo Vert, 10, rue Marx-Dormoy, 38000 Grenoble, tél : 04 76 70 08 84. *Tous les Verts ont succombé au réalisme de la «gauche*

plurielle» ? Tous, non les Verts-Isère eux, continuent à faire passer l'écologie avant les tactiques électorales. Mensuel.

■ Réseau du troisième millénaire, 72 bis, rue Abbé Grégoire, 38000 Grenoble. *Toute nouvelle association qui a décidé de lancer une revue au printemps 2002 : «Savoir-faire, partager, évoluer» avec dans le premier numéro surtout une présentation de nombreuses thérapies alternatives.*

■ Splatsch le chat, Crocoleus, 70, rue Nicolas-Chorier, 38000 Grenoble. *Revue présentant toutes les nouveautés de la scène alternative.*

■ Tu honoreras ton père et ta mère, Nicolas Retière, 5, rue Buffon, 38000 Grenoble, tél : 04 76 49 14 80. *Toute petite revue sur les luttes individuelles et collectives, musique, graphisme, recensions de livres, dis-*

ques... Le même anime une émission sur Radio Kaléidoscope (97 Mhz) «Les nains aussi ont commencé petit» qui parle des luttes minoritaires... pour le moment.

■ La Faille, BP 2301, 38033 Grenoble cedex 02. *Née en septembre 1996, cette revue trimestrielle veut mettre en place un outil d'agitation politique anarchiste à Grenoble. Lutte contre la pensée unique, retours historiques sur le mouvement ouvrier et anarchiste.*

■ Gato negro, 12, avenue de Constantine, 38100 Grenoble. *Fanzine à parution irrégulière, à prix libre. Propose des espaces de discussion sur différents thèmes : anticapitalisme, activisme, culture, humeurs...*

■ Squat-textes, CPA infokiosque, 28, rue George-Sand, 38100 Grenoble. *Recueil de textes en provenance de nombreux squats européens, débats sur les lieux collectifs autogérés.*

■ Radio-Harmonie, 14, place du 19-Mars-1962, 38200 Vienne, tél : 04 74 31 92 93.

■ Human Disaster, Philippe Morey, chemin de Savoyan, La Bécatière, 38540 Heyrieux. *Petite revue de 32 pages demi-format tendance punks consacrée à la musique et à la BD dissidente.*

■ Action Paysage, Chemin de la Combe, 38700 Le Sappey-en-Char treuse, tél/fax : 04 76 88 83 64.

Trimestriel de l'association Paysages de France qui se bat contre les panneaux publicitaires, les pylones... et tout ce qui nous pourrit la vue.

■ Quatre Saisons du jardinage, BP20, 38711 Mens cedex, tél : 04 76 34 80 80. *La meilleure revue sur le jardinage bio, réalisée au Centre*

Terre Vivante qui présente au public toutes les méthodes, les astuces dans ce domaine. Sans doute un des réseaux écolos les plus importants (tirage : 22 000 ex).

■ Citrouille : BP 3013, poste République, 38816 Grenoble cedex 1. *Citrouille est la revue de l'association des libraires spécialisés pour la jeunesse. Elle titre son n°24 : «Féminin/Masculin : encore un effort !». Il s'ouvre sur un article de Sylvie Cromer, de l'association «Du côté des filles» sur le sexisme dans les albums illustrés. Puis des libraires poursuivent l'analyse, conseillant au passage des ouvrages que l'on peut vraiment mettre entre toutes les petites mains.*

■ Radio-Grésivaudan, 94, rue Brocey, 38920 Crolles, tél : 04 76 08 91 91. *Radio-associative.*

L'Encre-**rage**

Connue comme librairie militante, l'Encre-**rage** est aussi un lieu de convergences, de rencontres et d'informations sur les mouvements sociaux qui animent Grenoble. Nous avons rencontré Stéphane et Sarah, les initiateurs du lieu.

Selon eux, Encre-**rage** est «une librairie militante, de gauche qui défend les idées révolutionnaires». La partie culturelle ne doit pas masquer la vocation militante. Cette dernière s'exprime à travers la musique, les rencontres-débats, les projections vidéos, une cantine, un bar... Le choix d'une activité de librairie par des militants est que l'écrit véhicule les idées révolutionnaires.

L'Encre-**rage** se revendique aussi comme «un lieu de vie où on voulait que le gens se rencontrent». «Les différentes organisations d'extrême-gauche se rencontrent ici, ça brasse plein d'idées...».

Jusqu'à mars 2002, le lieu a été géré sous forme d'une société commerciale parce que c'était plus facile pour être indépendant. Mais une décision récente vient d'adopter la forme associative.

Cela a été possible car d'un projet de deux personnes au départ, le groupe s'est élargi aujourd'hui à une vingtaine de personnes actives. Une démarche peu fréquente (c'est plus souvent l'inverse !). Stéphane estime que s'il a été possible de réunir dans un même lieu différentes tendances (trotskystes, anarchistes...) c'est parce que les initiateurs n'étaient encartés nulle part et parce que de nombreuses personnes sont devenues actives autour du projet sans représenter d'organisation politique.

Le choix du passage en association, après quatre ans de fonctionnement, est la concrétisation des idées autogestionnaires qui circulent dans le lieu. La discussion sur ce basculement de statut a été l'occasion de découvrir les engagements de chacun, de se parler à cœur ouvert.

Ceci devrait permettre de décharger de la totalité des responsabilités Sarah et Stéphane, ce qu'ils souhaitent, et aussi de renforcer les activités autour de la librairie.

*Une plate-
forme pour
rencontrer
d'autres
gens.*

Jusqu'à maintenant c'était surtout Stéphane qui s'occupait de la programmation. En musique, le choix se fait en fonction du type de musique, de coups de cœur, de l'engagement du groupe, de ce qu'il a dire. Pour les spectacles également. Pour les débats c'est clairement des choix politiques.

En 2000, il y a eu des petits déjeuners de presse où s'épluchaient les revues, les journaux, classiques ou militants, et où l'on débattait à chaud. Cela supposait de démarrer très tôt, à six heures du matin, ce qui n'est pas facile, surtout en hiver. Pour le moment, malgré un certain succès, cela a été arrêté car trop contraignant.

Selon Sarah, «tout le monde trouvait que c'était une super idée, mais se lever pour venir écouter une revue de presse le matin c'était une autre paire de manches. Soit les gens travaillaient, soit ceux qui ne travaillaient pas ne se levaient pas».

Comment devient-on libraire engagé ?

Sarah et Stéphane viennent d'Orléans. Etudiante, Sarah a voulu faire un IUT métiers du livre pour démarrer ce projet, mais n'a pas été prise. Avant sa maîtrise, ils sont venus à Grenoble. L'idée vient de loin : l'amour de la lecture, la découverte des idées par l'écrit. Stéphane revendique «un parcours plus rebelle» : voyage en Polynésie, animation de quartier... mais «Je ne comprenais pas le fait que je sois payé finalement à faire le flic sans la matraque». Les activités autour de la librairie leur ont permis de passer d'une culture du «contre» à une culture du «pour». «Lorsque tu as à ta disposition des livres tu en apprends tous les jours. Et puis il y a les rencontres. Le choix de créer une librairie vient aussi de la question qu'on s'est posée tous les deux : qu'est-ce qu'on peut faire de notre vie plutôt qu'aller bosser pour le grand capital, dans une usine ?».



Concert dans la librairie.

Les rencontres

La LCR, ligue communiste révolutionnaire, a été la première à venir à la librairie, puis il y eu la FA, Fédération anarchiste (un groupe sur le plateau du Vercors et un à Grenoble), ainsi que des gens de la CNT, Confédération nationale du travail, mais plus à titre individuel. Il y a eu aussi des débats avec des syndicats comme SUD, et des organisations comme AC !, Agir contre le chômage, des gens moins radicaux mais qui s'interrogent sur le devenir de la société.

Certains de ces groupes sont venus faire des réunions, des conférences de presse. Certains sont venus à titre individuel. «Un militant de la FA lors de notre dernière réunion a dit que ce lieu était complémentaire à son militantisme. Ce lieu, a-t-il ajouté, ça l'intéresse comme une annexe à son militantisme, comme une plate-forme pour rencontrer d'autres gens. Mais, en aucun cas il n'a pensé ou dit que ce lieu devienne un local de la FA. L'Encre-**rage** reste une espèce de charnière. C'est un lieu un peu bâtard et c'est ça qu'est chouette».

«Nous n'avons jamais imposé nos idées. Nous essayons seulement de les proposer, de les mettre sur la place publique. Elles sont là comme un rayon de mauvaise littérature à Carrefour. Finalement tu n'es pas obligé d'aller les acheter là-bas, même si cela arrive de plus en plus. Mais tant qu'il y aura des lieux comme l'Encre-**rage** on ne sera pas obligé d'aller à Carrefour».



Contraintes de gestion

Le choix a été de travailler administrativement le plus correctement possible dès le départ. Sarah précise : «*Au départ, nous n'étions pas du tout dans la perspective squat qui existe maintenant. Nous voulions faire une chose qui s'installe dans la durée, un lieu accessible, dans le sens qu'il soit aperçu comme un lieu ouvert à tous. Les gens ont tendance à ne pas aller chez les squats, ou ils n'osent pas...*»

Cela entraîne des débats précisément avec le monde des squats. Si Stéphane trouve normal d'habiter des lieux inoccupés, il ne trouve pas normal de pirater l'électricité que d'autres vont payer. Cela l'amène à se questionner jusqu'où être radical. Il reconnaît que vouloir être dans la légalité a des conséquences sur la manière de se rebeller : la nécessité de tenir des comptes, d'assurer un minimum de chiffre d'affaires...

«*La grosse déception est due au fait de la non-fréquentation de la librairie par les ouvriers*». La librairie est fréquentée par les classes moyennes, les étudiants, les profs, les fonctionnaires... En fait, tous les gens qui ont finalement la chance de pouvoir réfléchir. «*Le prolétaire serait enclin à une conscience politique. Mais il est fatigué, usé par son boulot, exploité à mort et quand il rentre chez lui il allume la télé et s'occupe de ses mômes*».

Le bouche-à-oreille ne suffit pas pour se faire connaître, et la librairie propose des articles dans *Le Petit bulletin*, un gratuit culturel, distribue ses programmes mensuels dans

un certain nombre de lieux, fait des affiches... Le seul chiffre d'affaires actuel des livres ne peut faire vivre deux personnes. Dès le départ, il y a eu des activités complémentaires.

Activités complémentaires

La première qui a été mise en place est une cantine, puis il y a eu le bar. C'est lui qui permet de dégager de l'argent en quantité suffisante pour rendre l'activité équilibrée. Les spectacles, concerts, débats... aident à faire vivre le bar et la cantine qui aident à financer la librairie. Certains ne viennent que pour une activité, d'autres pour toutes.

Les fréquentations de la librairie sont regroupées dans une nébuleuse militante difficile à cerner. Peut-on parler d'un «réseau alternatif» ? Sarah hésite sur le sens que l'on peut donner au mot alternatif. Stéphane considère que l'alternative est souvent liée à la présence d'un groupe politique dans un lieu ou à des activités culturelles en dehors des milieux institutionnels.

Un quartier peu sensible

La librairie est située près du centre-ville, proche d'un arrêt de tramway et près de la gare. Le local a été choisi au départ parce qu'il y avait tout à refaire, ce qui permettait de le transformer à son goût. Mais le quartier est peu agréable. Le travail local est limité. La librairie a essayé d'initier des fêtes de quartier, sans beaucoup de succès. Seule la fête de la musique, le 21 juin, trouve un écho. Quand l'association qui se met en place actuellement sera rodée, il n'est pas exclu d'envisager un déménagement. Le quartier actuel est très commerçant.

Le terme d'Encre-rage a été choisi pour signaler le livre (encre), la révolte (rage) mais aussi la durée de l'impression par un encrage : le lieu se veut une initiative qui dure, qui fait causer, qui montre qu'il est possible de faire autre chose.

Par rapport à des commerçants classiques, Sarah et Stéphane n'ont pas peur d'une confrontation, de montrer qu'eux ne font pas cela pour l'argent. Ils aimeraient que cela soit plus polémiques, mais pour le moment, c'est le calme plat. Le résultat est un peu amer : «*C'est la preuve que ça les arrange qu'il y ait un lieu comme le nôtre*».

Les seuls «accrochages» concernent les concerts. «*Une fois qu'on faisait une balance à quatre heures l'après-midi, les flics arrivent et nous demandent si nous allions continuer à jouer. Certes, nous avons un concert ce soir à huit heures ! En fait, ils voulaient simplement savoir si on allait continuer dans l'après-midi puisque le soir ils n'étaient plus de service... Ces mecs ils sont venus parce qu'on leur a dit de venir, mais ils n'avaient pas plus envie de nous faire chier que ça. Les flics ont été toujours cools avec nous*».

Parce qu'ils sont en conformité avec la loi, ils sont perçus comme des «commerçants», l'ambiance n'est pas la même dans les squats !

Et les écologistes ?

Les écologistes, à Grenoble, depuis très longtemps, ont représenté une forme d'alternative au niveau politique mais aussi au niveau du quotidien. Pourtant le lien ne s'est jamais vraiment fait avec la librairie. Aucun thème spécifiquement écologiste n'a fait l'objet d'un débat par exemple. Stéphane ressent les écologistes comme pas assez radicaux, tout particulièrement dans sa représentation politique. Pour Stéphane : «*c'est peut-être ce que je vais reprocher un petit peu aux écolos : il faudrait d'abord voir que c'est l'homme qui dessine la planète et après on s'occupera des poissons*». A l'inverse, les écologistes ne sont pas non plus venus à leur rencontre. Ils ont bien entendu parlé par exemple de Raymond Avriillier qui a fait tomber Carignon mais ils ne l'ont jamais rencontré. L'ouverture en association permettra peut-être une plus grande ouverture et rien n'empêche que le lien se fasse un jour. Stéphane voit bien des débats à organiser : la récupération du bio par le système néolibéral, les écrits d'Elisée Reclus il y a un siècle sur la destruction du monde, ou encore le rôle d'un José Bové entre agriculture et écologie.

Et les non-violents ?

Cri du cœur de Stéphane : «*ce sont les squatters ! Ce n'est pas forcément leur première définition. Mais c'est vrai que quand le Centre psychiatrik autogéré s'est fait virer, je leur ai dit que je ne comprenais pas qu'après tout le travail qu'ils avaient fait pour nettoyer le lieu qu'ils occupaient, le jour où les flics viennent les foutre dehors, ils ne se sont pas battus plus que ça. Mais, m'ont-ils répondu, nous sommes pacifistes, on ne va pas se battre avec les CRS*». Selon Stéphane, les non-violents sont aujourd'hui présents dans la plupart des groupes militants, sans qu'il y ait vraiment des groupes spécifiques sur cette question.

Arnaud Mazouff et Mimmo Pucciarelli ■

■ L'Encre-rage, rue Etienne-Forest, 38000 Grenoble, tél : 04 76 43 87 53.

Et également :

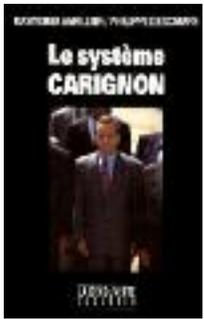
■ Médiathèque de la Maison de la nature, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 54 31 62. Spécialisée nature et environnement.

■ Le Sphynx, Au tonneau de Diogène, 6, place Notre-Dame, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 38 40. Bibliothèque philosophique. Accueille des cafés à thèmes.

■ Librairie Lucioles, 13, place Charles-de-Gaulle, 38200 Vienne, tél : 04 74 85 53 08.

Le système Carignon

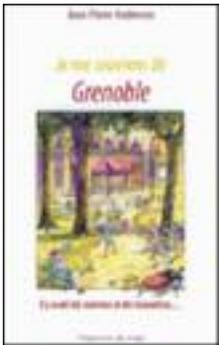
de Raymond Avriplier et Philippe Descamps éd. La Découverte 1995 - 370 p. - 22,11 €



Ce livre épuisé aujourd'hui mérite le détour pour comprendre comment un système de marketing et de communication construit autour d'un seul homme a permis la conquête de Grenoble puis du département de l'Isère. Ce travail d'enquête d'un élu écologiste et d'un journaliste a grandement contribué à la chute de l'ancien ministre et a permis par la suite la reconquête citoyenne de la ville, notamment le retour de la gestion de l'eau par la communauté de commune.

Je me souviens de Grenoble

de Jean-Pierre Andrevon, éd. Presses universitaires de Grenoble.



L'auteur de science-fiction se tourne cette fois vers le passé pour rappeler les petits et gros souvenirs de son enfance à Grenoble. Autrefois, la place Victor-Hugo se couvrait en automne de marrons tombés des marronniers. A une époque, on pouvait aussi y ramasser des hannetons. Que sont devenus les marrons et les hannetons ? On se promène dans Grenoble et, sans qu'on y prenne garde, tout change. Où sont les lavandières de l'Isère ? Et le tramway ? Ah! c'est vrai, lui a été remplacé par un autre. Le passé n'est pourtant pas toujours charmant. En 43, en 44, il y avait les alertes, pendant lesquelles on se réfugiait à la cave, et les rafles, et les Allemands, qu'on appelait les Boches. Et puis les Américains sont arrivés. Et puis et puis et puis...

Homéo pour animaux

Lycopodium, Thérèse Oddoz, A. Longefonds, 38930 Clelles, tél : 04 76 34 47 95.

Trente neuf médicaments homéopathiques étudiés accompagnés de cas concrets comme le varron. Une approche différente des rapports avec l'animal.

La chauve-souris, fantôme de la nuit

de Jean-François Noblet éd. Milan 2002 - 32 p. - 9 €

Depuis de très nombreuses années, Jean-François Noblet, ancien directeur de la FRAPNA-Isère, mène des actions en faveur des chauve-souris. Ce petit livre pour les enfants de 7 à 13 ans présente ces mammifères au vol doux, capable de se déplacer dans le noir, de dormir la tête en bas. De très belles photos pour faire connaissance avec ces drôles d'animaux volants.

Guide du protecteur de la nature

de Jean-François Noblet éd. ASPAS, BP 505, 26401 Crest. 2001 - 42 p. - 7 €

Un petit guide pratique qui donne de multiples idées d'actions que l'on peut faire seul ou en petit groupe pour peu que l'on soit éco-volontaire : accueillir un animal blessé, éviter le piège des poteaux de téléphone pour les oiseaux, jardiner en respectant l'environnement, comment protéger son terrain contre les chasseurs...

Traverser les Alpes, la route en question

de Jean-Marie Martin et Bertrand Château éd. Presses universitaires de Grenoble 2001 - 176 p. - 10,7 €

Alors que le département de l'Isère est au centre de multiples projets pour traverser les Alpes : nouvelles autoroutes, nouveaux accès aux tunnels, fret ferroviaire sur voie rapide, ferroutage, TGV Lyon-Turin, voici un ouvrage qui donne les éléments du

débat sur ces sujets avec une grande clarté et une remise en cause de cette fuite en avant des transports.

L'écologisme à l'aube du XXIe siècle

sous la direction de Jean-Paul Bozonnet et Joël Jakubec éd. Georg 2000 - 254 p. - 15 € (tarif à Silence).

En 1998, Silence et l'Institut d'études politiques de Grenoble ont organisé un colloque sur l'implantation de l'écologisme face aux idées dominantes du système et sur l'évolution future possible des mouvements écologistes. Un débat plein d'actuali-



té. Une vingtaine d'auteurs.

Orchidées sauvages en Isère

éd. Muséum d'histoire naturelle de Grenoble 2001 - 110 p. - 16 €

Le Muséum d'histoire naturelle de Grenoble publie régulièrement des ouvrages sur les ressources naturelles de la région. Egalement disponibles : le loup et l'homme ; les papillons diurnes en Rhône-Alpes, des glaces et des hommes...

Guerre et «guerre» d'Algérie

de Georges Londiche Hammeau du Château, 38360 Sassenage 2002 - 144 p. - 14,5 €

Georges Londiche avait vingt ans en 1957. Et comme la plupart de sa génération, il a été envoyé faire la

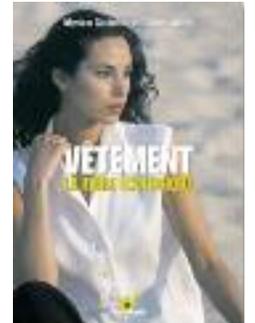
guerre en Algérie. Il y trouvera le carnet d'un maquisard. En confrontant ce journal avec ses souvenirs, il fait un important travail de mémoire sur cette guerre qui, comme toutes les autres, aura profité aux puissants au détriment de tous les autres.



Vêtements, la fibre écologique

de Myriam Godminc et Claude Aubert éd. Terre Vivante (38 Mens) 2001 - 144 p. - 14 €

Les Editions Terre vivante proposent de très nombreux ouvrages pratiques sur l'agriculture biologique, l'habitat sain, l'alimentation, etc. Dans cet ouvrage, les auteurs se penchent sur la question des vêtements. Qu'est-ce qu'une fibre écologique ? Certains cotons sont bourrés de pesticides et détruisent les équilibres écologiques de leur lieu de production (assèchement de la mer d'Aral), les traitements pour la couleur sont souvent très polluants. Beaucoup de questions et beaucoup de pistes pour les réponses.



Et également :

- Les enfants du mercredi, à Grenoble et dans l'Isère, E. Merlin, éd. Didier Richard, 2,5 €.
- Lustucru de Grenoble, Hervé Bienfait, éd. Musée et Patrimoine, 25 €.
- Grenoble entre lacs et montagnes, Florence Lelong et Jean-Louis Laroche, éd. Les Points cardinaux, 36 €.
- Atlas du patrimoine de l'Isère, Musée dauphinois, éd. Gléant, 45 €.
- Alpagnes, terre de l'été, de Charles Gardelle, éd. La Fontaine de Siloé, 37,35 €.
- Grenoble et ses environs, coll. Livre d'images, éd. Boréal, 7,72 €.
- Mémoire en images, La Tronche, éd. Archipel, 18,29 €.
- Mémoire en images, Grenoble, éd. Archipel, 18,29 €.
- De feuilles en aiguilles, Didier Richaud, éd. Frapna, 6,1 €.
- Grenoble, un siècle de photographie, de Patrick Blanc et Sylvie Perrard, éd. Didier Richard (Grenoble), 1998, 128 p.
- 52 balades en famille autour de Grenoble, d'Eric Merlen, Ed. Didier-Richard, 2001, 128 p., 8,84 €.

Réseaux de lecteurs

En 2001, nous avons annoncé 116 fêtes, foires ou salons écologistes... Nous avons également annoncé plusieurs dizaines de festivals, de manifestations... Silence n'a été représenté que dans 24 de ces lieux ! Depuis plusieurs mois, nous menons une réflexion pour être plus présents là où cela bouge. Jusqu'à maintenant, nous avions un salarié qui essayait de se déplacer au maximum. Ce qui d'une part nous coûte cher et d'autre part n'est pas franchement écologique. Nous envisageons donc de mettre en place un réseau des lecteurs coordonné par un salarié à Lyon. Nous prendrons en charge les frais de déplacement et de nourriture que cela implique. Les lecteurs et lectrices qui accepteraient de tenir des stands, d'intervenir dans des fêtes, des soirées, de (re)présenter le

journal... sont invités à prendre contact avec nous, soit par courrier, soit mieux en venant au Cun du Larzac pour les vingt ans.

Comment vivriez-vous dans un monde écolo ?

Ceux et celles qui viendront au Cun du Larzac seront invités à répondre à quelques questions sur ce thème : dans quel monde aimeriez-vous vivre ? Peut-on et comment y parvenir ? Le rôle des alternatives, des politiques, des revues dans ce processus ? Nous espérons en tirer un dossier pour un prochain numéro (novembre si tout va bien). Si vous ne venez pas au Cun, vous pouvez nous envoyer vos contributions écrites avant la fin juillet.

Bilan financier 2001

Compte d'exploitation simplifié (en milliers d'euros)

Charges	2000	2001	Produits	2000	2001
Achats librairie	10,5	8	Ventes librairie	18	15
Imprimerie	52,5	57	Revue vendues	128,5	138
Frais reproduction divers	4,5	0,5	Variations stocks	13	18,5
Achats & charges externes	35	44,5			
Salaires & charges sociales	55,5	69	Aide emploi jeune	10	23,5
Amortissements	3	4			
Stocks	6,5	16	Reprise stocks		6
Droits d'auteurs	1,5	1	Soutiens et dons	2,5	2
Charges financières	0	0	Produits financiers	0	0
Impôt sur les bénéfices	1	1			
Excédent	2	2			
Total charges	172	203	Total produits	172	203

Bilan d'exploitation au 31 décembre 2001 (en milliers d'euros)

Actifs	2000	2001	Passif	2000	2001
Investissements	4,5	6,5	Fonds associatif	40	42
Stocks	27	35,5	Excédent	2	2
Titres participation	26	26,5	Total fonds propres	42	44
Clients	5	6,5			
Divers à recevoir	4	6,5	Fournisseurs	20	31
Trésorerie	15	14	Frais dus personnel	17,5	17,5
Charges avancées	0,5	0,5	Divers dettes	2,5	3,5
Total actif	82	96	Total passif	82	96

Comme chaque été, nous présentons nos comptes. Dans le tableau «compte d'exploitation», on trouve un excédent identique à celui de l'année précédente. Ce résultat est trompeur. En fait, le détail de l'année, montre deux parties distinctes : pendant les six premiers mois, nous avons fait du bénéfice, mais à partir de l'été, nous avons connu une baisse du nombre d'abonnements qui a mangé ce bénéfice. Comme chaque été, nous avons perdu des abonnements (de 3600 à 3300 environ), mais alors que d'habitude, nous les regagnions sur la fin de l'année, là, cela a été le calme plat (et nous en sommes toujours à ce niveau aujourd'hui).

L'augmentation des produits des revues provient de la hausse des tarifs et non du nombre de revues vendues. Les ventes de librairie ont baissé, mais nous avons décidé de ne pas trop mettre l'accent là-dessus. Les salaires ont augmenté du fait de l'arrivée d'un employé-jeune. Ce nouveau salaire est la principale raison de l'augmentation globale du chiffre d'affaires. Du côté du bilan, le total des fonds propres augmente donc légèrement. Il correspond sensiblement à l'avance faite par les lecteurs en s'abonnant, ce qui signifie qu'en vingt ans, nous n'avons ni gagné, ni perdu d'argent.

■ **Lyon : Kotopo.** Le Kotopo est un espace culturel international favorable à l'espéranto comme deuxième langue. En conséquence, il propose de nombreux cours de langues étrangères et d'espéranto. Il propose également différentes activités d'ouverture au monde : «jeux du monde» animé par Farid L'Haoua de Croc'aux jeux, le mercredi 26 juin à 20 h, «des mondes de musiques», portraits d'artistes de musiques traditionnelles, du 26 juin au 12 juillet... *Kotopo, 14, rue René-Leynaud, 69001 Lyon, tél : 04 72 07 75 49.*



Kotopo.

■ **Ukraine : rencontre jeunes Européens.** Du 1er au 7 juillet à Kiev. Renseignements : *Mikaelo Lineckij (REJo), p.k. 91, Kijiv-201, UA-04201, Ukraine, http://www.esperanto.kiev.ua.*

■ **Espagne : rencontre mondiale.** Le 75e congrès de SAT, association mondiale anationale, se tiendra du 1er au 7 juillet à Alicante. En parallèle, du 5 au 7 juillet, le congrès des espérantistes espagnols. *Marten Busten Benito, Apt. de Correos 4143, ES-03080 Alicante, Espagne, marteno@ctv.es.*

■ **Maine-et-Loire : stages d'été à Grésillon.** Le château de Grésillon accueille pendant l'été différentes activités culturelles liées à l'espéranto : cours de différents niveaux (6 au 13 juillet), fête sur le thème du Moyen-Age (13 juillet), chant choral (13 au 20 juillet), fête des 50 ans (20 juillet), cours de différents niveaux (20 au 27 juillet), séminaire interculturel «nous aussi nous sommes autres» (27 juillet au 3 août), cours (3 au 10 août), stage d'astronomie (10 au 17 août)... *Paulette Naulet, Au bourg, 49490 Breil, tél : 02 41 89 10 34.*



■ **Vienne : théâtre et yoga.** La Kvinpetalo organise à Bouresse, près de Poitiers, du 9 au 16 juillet un stage «le rideau se lève» complété par une pratique du yoga sur le thème de l'art d'être acteur. *Esperanto-Centro «Kvinpetalo», rue du Lavoir, 86410 Bouresse, tél : 05 49 42 80 74.*

■ **République Tchèque : camp d'été.** Du 14 juillet au 10 août, le 50e camp d'espéranto à Lanc'ov, au sud de la Moravie. Camping avec activités de loisirs classiques... sauf qu'on y parle espéranto. *Klubo de Esperanto kaj*

mondaj lingvoj, CZ-574 01 Tr'ebic', République Tchèque, tél. : 618 851 196, podhradská@volny.cz.

■ **Vienne : préparation aux hautes études.** Du 19 au 23 juillet pour ceux qui veulent être au top. *Esperanto-Centro «Kvinpetalo», rue du Lavoir, 86410 Bouresse, tél : 05 49 42 80 74.*

■ **Belgique : Sciences et société.** Du 20 au 26 juillet à Louvain, conférence internationale. *Esperanto 3000, rue R.-Ménada, 44, B-1320 Hamme-Mille, tél. : 32 10 860 112.*

■ **Suisse : comprendre l'islam.** Du 23 au 28 juillet, cours sur la compréhension de l'islam d'aujourd'hui, à La Chaux-de-Fonds. *Kultura Centro Esperantista, CP 311, Postiers 27, CH-2301 La Chaux-de-Fonds, tél : 41 32 926 74 07.*

■ **Hongrie : 15e semaine internationale des jeunes.** Du 25 au 31 juillet, à Székesfehérvár. Une des plus grandes rencontres de jeunes espérantophones, l'été en Europe). *Hungara Esperanto-Junularo, Pk. 87, HU-1765 Budapest, Hongrie, tél : 36 1 28 28 885*

■ **Maine-et-Loire : nous aussi sommes autres.** Du 27 juillet au 3 août, séminaire sur l'interculture. Château de Grésillon, 49150 Baugé, tél : 02 41 89 10 34.

■ **Ukraine : jeunes et écologie.** Du 29 juillet au 11 août, rencontres de jeunes écologistes à Kiev avec excursions sur le fleuve Dniestr. Renseignements : *zoo@te.net.ua ou verda99@mail.ru.*

■ **87e congrès universel.** A Fortaleza, au Brésil, du 3 au 10 août sur le thème : «la diversité, une chance, pas une menace». Renseignements : *Espéranto-France, 4 bis, rue de la Cerisaie, 75004 Paris, tél : 01 42 78 68 86.*

■ **Inde : découverte en espéranto.** 10 au 18 août, voyage accompagné en Inde, en espéranto. *D-ro P.V. Ranganayakulu, 4, Junior Officers Quarters, K.T.Road, Tirupati 517 501 Andhra Pradesh, Inde, tél / fax : 08574 32242, http://www.geocities.com/indavizi/to.html*

■ **Bretagne : 6e rencontre internationale.** Du 17 au 23 août, à Plouézec, cours sur quatre niveaux. *Pluezek Esperanto, Roger Eon, 5, Kervilin Izelan, 22470 Plouézec, tél : 02 96 22 77 17.*

■ **Allemagne : médecine naturelle.** 19 au 24 août à Krefeld. Conférence organisée par l'Association Internationale de Médecine naturelle. *Anatolo Goncxarov, p/k 65 Sankt-Peterburg RU-197022 Russie.*

■ **Italie : égalité linguistique, droits des Européens.** Du 23 au 28 août à Vérone, 5e congrès de l'Union européenne d'Espéranto. *Verona Esperanto-Grupo, CP 1616, I 37100 Verona, esperantoverona@adriacom.it*

■ **Hérault : semaine internationale.** Du 24 au 31 août, à Sète, 28e semaine internationale de la Méditerranée, cours et échanges variés. *Esperanto Culture et Progrès, 5, rue du Docteur-Roux, 34090 Montpellier, tél : 04 67 54 15 43.*



Vivre ensemble

■ **USA : rencontre des communautés.** Ceux qui veulent découvrir les communautés américaines peuvent participer aux rencontres organisées en Virginie par Twin Oaks Community, pour les femmes uniquement du 23 au 25 août, pour tous du 30 août au 2 septembre. *Twin Oaks Communities Conférence, 138, Twin Oaks Road, Louisa, Virginia 23093, USA, tél : (540) 894 5126, www.twinoaks.org.*

■ **Hérault : rencontre européenne des écovillages.** Le GEN-Europe, réseau européen des écovillages, organise ses rencontres annuelles à la communauté de l'Arche de Lanza del Vasto de La Flayssière, dans l'Hérault, du 9 au 16 juillet. Au programme : des ateliers sur l'économie alternative et solidaire au sein des écovillages les 9 et 10 juillet, animé par Philippe Derruder (auteur du livre «Les aventuriers de l'abondance»), François Terris (SEL), Jean-Baptiste Libouban (Arche), Josette Combes (universitaire), Jonathan Dawson (écovillage écossais de Findhorn). Le rassemblement se termine par une fête le 16 juillet. Une rencontre devrait avoir lieu également avec les lecteurs de *Silence* puisque nous serons à quelques dizaines de kilomètres. *Jean-Michel Pochat, 39, avenue de Rochebelle, 30120 Le Vigan, tél : 04 99 92 00 24 ou 06 64 65 98 98.*

■ **Jura : Biolopin.** L'écovillage du Biolopin propose des stages pendant tout l'été avec le matin des réalisations concrètes (pain, bois cordé, jardinage...) et l'après-midi du tourisme accompagné. Camping ou gîte. Repas bio possibles. *Biolopin, 38570 Saint-Maur, tél : 03 84 44 23 92.*

Habitat sain

■ **Allemagne : pas si facile !** Le projet de faire un lotissement entièrement solaire à la place d'une caserne à Fribourg-en-Brisgau, connaît quelques difficultés. Alors que les maisons comportent des toits solaires intégraux, et sont construites en matériaux sains, elles ne trouvent pas preneur ! Sur les 126 maisons programmées, seules une vingtaine avaient été vendues il y a un an. 50 avaient été construites. Le système de récupération des eaux pluviales pour alimenter les jardins a été repoussé, de même que la mise en place d'un système de covoiturage interne au lotissement. L'ensemble devait être fini en 2006. Le retard pris dans la vente des maisons provoque des charges financières pour la société publique qui a la charge du dossier. La commune soutient toutefois toujours l'initiative estimant que ce quartier est un exemple pour l'avenir.

■ **Hérault : maison économe.** Possibilité de visites d'une maison économe en énergie, à 40 km du Cun,



Maison de Paule Besse.

du 6 au 13 juillet, pendant la semaine des vingt ans de Silence. Prendre contact avec *Paule Besse, tél : 04 67 96 69 28.*

Systèmes d'échanges locaux

■ **Journées d'été.** Elles se tiendront du 22 au 25 août à Annecy. *SEL Annecy c/o Jean-Luc Tardivel, 6, route des Daudes, 74290 Veyrier-du-Lac, tél : 04 50 60 02 19.*

■ **Loire : salon des talents modernes.** Le SEL du pays de Gier organise les 21 et 22 septembre le premier salon régional des traditions, des talents modernes et de l'économie

solidaire» avec un marché régional interSEL, une université solidaire autonome, une soirée folk, et une trentaine de stands. *SEL du pays de Gier, 4, allée des Marronniers, 42800 Saint-Martin-la-Plaine, fax : 04 77 75 76 80.*

BRETAGNE Nouvelle convention avec Diwan

Le 31 mars, l'assemblée générale des écoles bretonnes Diwan a voté pour le nouveau projet d'arrêtés sur les langues régionales établi par le ministère de l'éducation nationale. Cet arrêté devrait permettre aux écoles Diwan de passer contrat avec l'Etat. Un premier arrêté avait été cassé par le Conseil constitutionnel après un recours d'associations laïques qui voient dans la reconnaissance des langues régionales une remise en cause de la République. Cet arrêté autorise l'éducation bilingue par immersion, c'est-à-dire que certains cours sont dispensés en français et d'autres dans une langue régionale. Cet arrêté devrait pouvoir permettre la reconnaissance d'autres langues régionales dans l'éducation nationale.



DR

LOIRE Les oiseaux rares

L'association Musiques à l'usine organise du 30 juillet au 7 août, dans le parc naturel du Pilat, à Saint-Julien-Molin-Molette, le septième festival de chansons «Les oiseaux rares» accompagné d'un stage de chansons conduit par Michèle Bernard, Elisabeth Ponsot, Pierre Kuentz et Remy Garraud. *Musiques à l'Usine, 4, rue du Pré-Battoir, 42220 Saint-Julien-Molin-Molette, tél : 04 77 51 55 00.*

Vacances alternatives

■ **Drôme : La Fourmillière.** L'association La Fourmillière propose aux 5 à 16 ans des séjours d'éveil artistique en pleine nature : création d'un spectacle (8 à 12 ans, 30 juin au 13 juillet), vie à l'indienne (14 au 20 juillet pour 8 à 11 ans), camp itinérant à roulotte et théâtre d'improvisation (sous tentes, du 1 au 10 août, pour 12 à 16 ans), nature, ferme et jardin (du 18 au 24 août, pour 5 à 7 ans). Logement en gîtes, ambiance familiale, groupes de vingt enfants maximum, un adulte pour quatre enfants, artistes et animateurs diplômés, environnement naturel exceptionnels. *La Fourmillière, Marie Le Roy, 10, rue de la République, 26400 Crest, tél : 04 75 25 30 78, www.asso-fourmilliere.com.*

■ **Limousin : chantier de jeunes.** L'association Contrechamps gère depuis janvier 2002 un patrimoine bâti historique à Trasrieux, sur la commune de Saint-Julien-le-Petit. Il s'agit d'un fort fortifié du 17e dont la maison de maître fait actuellement l'objet d'une demande de protection auprès des bâtiments de France. Pour restaurer une immense grange et y aménager une salle de spectacle de 80 places permettant par la suite de multiples activités culturelles, Contrechamps organise un premier chantier du 2 au 18 août, ouvert au plus de 18

ans. Quatre heures de chantier par jour, activités artistiques, loisirs, randonnées dans la région. Pour passer un morceau d'été original et porteur de sens, *Contrechamps, Trasrieux, 87460 Saint-Julien-le-Petit, tél : 05 55 69 22 99.*

■ **Normandie : trouver sa voix et sa voie.** José Gonzalez propose des vacances pas comme les autres du 27 juillet au 3 août à la Maison d'Ici et d'Ailleurs avec une approche de la recherche de l'harmonie en soi indispensable pour essayer d'améliorer l'harmonie autour de soi. Inspirée de méthodes amazoniennes, il propose de redécouvrir comme l'usage de sa voix est importante dans son équilibre personnel, porte de la conscience et du bien-être. *Annie Aubrun, La Maison d'Ici et d'Ailleurs, 76560 Saint-Laurent-en-Caux, tél : 02 35 56 65 53.*

■ **Tarn : bronzer de l'intérieur.** L'association Possibilis propose des séjours et activités gérés par les adhérents sur les paris suivants : enrichissement mutuel, convivialité, créativité, initiative, émotion, nature. Cela se passe du 13 juillet au 10 août au Domaine de Saint-Julien. *Tél : 01 40 11 86 49.*

■ **Alpes-de-Haute-Provence : autour du livre.** Onze associations à vocation culturelle de Forcalquier se sont réunies pour proposer un programme de stages

pendant l'été autour du thème du livre : lithographie (22 et 23 juin puis 29 et 30 juin), lecture et randonnée (1er au 5 juillet), fabrication de papier végétal (19 au 23 août), atelier d'écriture (26 au 30 août). *Forcalquier des livres, boulevard Bouche, 04300 Forcalquier, tél : 04 92 75 09 59.*

■ **Alpes-de-Haute-Provence : stage de chant.** L'association Les Saisons propose un stage de chant en haute Provence, du 17 au 24 août. Respiration, chant, écriture, claquettes et autres pitreries sont au programme sous la houlette des Castafiore Bazooka, groupe d'art vocal et musical. *Les Saisons, rue de la Ferraille, 04300 Pierrevue, tél : 04 92 75 18 86.*

■ **Loire-Atlantique : vacances de découvertes.** L'association *Les Jardins d'Eclis* vous propose du 8 au 12 juillet des vacances de découvertes sur le thème «retrouver votre nature véritable et recontacter vos racines personnelles». Elle propose également du 27 au 29 août une rencontre sur les pratiques écologiques avec visite d'un jardin en permaculture, le compostage des déchets, faire son pain, initiation aux soins des animaux, l'écologie au quotidien, vivre et travailler en cohérence. *Les Jardins d'Eclis, Jacky et Marie-Dominique Burgaud, Vieil Eclis, 44410 Assérac, tél : 02 40 01 77 29.*



Biketour 2001 en Europe de l'Est.

Ecotopia

Ecotopia est une rencontre annuelle des jeunes alternatifs qui se déroule chaque été dans un pays différent. Cette année, les rencontres auront lieu du 10 au 24 août près de Tralée, en Irlande. Comme chaque année, le camp est précédé par une convergence cycliste au cours de laquelle des sites alternatifs sont visités, des spectacles de rue présentés, des actions organisées. Le départ de cette convergence cycliste est prévu le 10 juillet à Douvres (face à Calais) et passera notamment par Brighton, Londres, Oxford, Bristol, Dublin, Cork... La convergence cycliste est en elle-même une action contre la voiture. Pour participer : *Biketour 2002, Cherwell Street, Oxford, OX4, UK, tél : 0044 01 865 427 879, www.thebiketour.net.*

FOIX Festival Résistance

Le 6e festival international de films Résistances aura lieu à Foix du 5 au 13 juillet. Les films sont accompagnés de nombreux débats : «Logique de guerre ou logique de paix» (6 et 7), «Une montagne, des montagnes» (8 et 9), «Itinérance, la route de l'espoir» (10 et 11), «Algérie, histoire d'une indépendance» (12 et 13). Le festival est encadré par des bénévoles : si vous souhaitez aider, vous avez le logement et l'entrée gratuite aux films pendant votre temps libre. *Résistances, BP 162, 09004 Foix cedex, tél : 05 61 05 13 30.*

Enveloppes illustrées

Vous cherchez des enveloppes illustrées militantes. Le MDPL de Saint-Etienne en diffuse une douzaine de modèles (essais nucléaires, désarmement, si tu veux la paix, prépare la paix, Tchernobyl, plutonium, radioactivité, la coopération, décharges,

nucléaire non merci) Les associations qui veulent produire leurs propres enveloppes (en grosses quantités) peuvent également prendre contact. Les enveloppes sont vendues (port compris) 11 euros les 95, 43 euros les 500, 77 euros les 1000. *MDPL, 142, rue des Alliés, 42100 Saint-Etienne.*

LYON Fête des folles et des fous intergalactique

En mars, quelques personnes lancent l'idée d'une *street party* à Lyon. Une manifestation mêlant plaisir de la fête et revendications politiques inspirée d'expériences semblables, à Londres, Bruxelles ou Barcelone. L'organisation se veut la plus horizontale possible et le budget limité pour promouvoir l'idée non-marchande et l'esprit recyclage/récupe. Le samedi 4 mai, des affiches titrent «La fête est une révolte et la révolte est une fête». Révolte contre une série de mesures liberticides et discrimina-

toires prises par la municipalité (répression de l'affichage libre, développement de la vidéo surveillance, violences policières), ou au niveau national (répression de l'usage des drogues douces, atteintes aux libertés de circulation, lois sur la sécurité quotidienne, fichage, répression des *free party*).

La proximité du 1er mai appelait des revendications contre la précarité et pour le droit au travail mais aussi pour le droit à la paresse... A cela s'ajoutait une volonté épidermique de libre expression, de ré-appropriation de la rue, de jouissance et d'humour. La fête des fous et des folles a rassemblé entre 1500 à 2000 personnes. On a pu y voir des militants d'AC et du CIRC, présents sur un mode humoristique, des artistes (échasiers, jongleurs, etc) et trois camions, de tek et de ragga, qui ont surtout



drainé des teufeurs. La police, bien que non prévenue, s'est montrée très coopérative. Vous pourrez prochainement en trouver une retranscription vidéo à la librairie libertaire la Gryffe. *Le Gourbi, 170 avenue Thiers, 69006 Lyon, tél : 04 37 24 34 47.*

Fêtes, salons, foires

- **Tarn-et-Garonne : Moissac 82.** 29 et 30 juin, promenade du Moulin. Fête de la bio, de l'écologie, de l'artisanat et des médecines alternatives. *Le Trèfle Vert, Boudou, 82200 Moissac, tél : 05 63 04 44 93.*
- **Alberville : fête écocitoyenne.** 29 juin, au Fort de Tamié. Nombreux stands et débats sur les moyens d'agir, chacun à sa mesure et de devenir un acteur conscient tant au plan local que planétaire. *Chantons la terre, changeons la vie, Chalet Tatanka, 73320 Tignes.*
- **Paris : Canal Saint-Martin.** La 10e fête annuelle de l'association Vivre se tiendra le 30 juin le long du canal Saint-Martin. Brocante, animations culturelles et stands associatifs. *Jean-Michel Gassend, tél : 01 60 80 36 60.*
- **Tarn-et-Garonne : fête de la bio.** 8e éd. 30 juin, Moissac, promenade Sancert. 80 à 100 exposants : bio (50%), médecine naturelle (40%), énergies renouvelables, habitat sain, associations. *Le trèfle vert, Delbrel, 82200 Boudou, tél : 05 63 04 44 93.*
- **Isère : 5e Arts buissonniers.** 7 juillet. La Mure-d'Isère. Artisans et artistes sur le thème de la nature. *DRAC Nature, 20 ter, rue des Hers, 38350 La Mure-d'Isère, tél : 04 76 81 36 76.*
- **Ariège : 4e foire bio.** 14 juillet, Halle de Mazères. Producteurs, transformateurs, santé. *Comité d'animation des foires, Mairie, 21, rue de l'Hôtel-de-Ville, 09270 Mazères, tél : 05 61 69 42 04.*
- **Tarn-et-Garonne : 7e Bioval.** 20 juillet, Saint-Antonin-Noble-Val. 30 exposants, bio et artisanat. *Mosaïque-en-Val, 31, rue Droite, 82140 Saint-Antoine-Noble-Val, tél : 06 83 49 09 17.*
- **Pyrénées-Orientales : 5e festival livres de montagne et randonnée.** 20 et 21 juillet, centre Colette-Besson, Fort-Romeu. 60 exposants, libraires et associations. *Font-Romeu Cerdagne-Evènements, BP 55, 66120 Font-Romeu, tél : 04 68 30 68 30.*
- **Haute-Garonne : 4e Nature sauvage.** 20 et 21 juillet, parc et salle des fêtes d'Encausse-les-Thermes. Marché bio et associations. *Nature Midi-Pyrénées, 14, rue de Rivoli, 31068 Toulouse, tél : 05 34 31 97 32.*
- **Ardeche : 9e fête des plantes et savoirs populaires.** 28 juillet, Saint-Julien-du-Serre. 100 exposants. Associations, artisans, pépiniéristes, producteurs (pas forcément bio). *ACFL, Mairie, 07200 Saint-Julien-du-Serre, tél : 04 75 37 96 16.*
- **Aube : 4e foire bio.** 3 août, parc municipal de Couiza, 80 exposants, moitié bio, habitat sain, énergies renouvelables, santé, associations. *Nature-et-Progrès, Ancienne école, 11220 Villars-en-Val, tél : 04 68 24 04 76.*
- **Tarn-et-Garonne : 9e foire bio.** 4 août à Lafrançaise. 60 exposants. 50 % bio, habitat sain, environnement, santé. Thème de l'année : les énergies renouvelables. *Lafrançaise Ecologie, Popis ouest, 82130 Lafrançaise, tél : 05 63 65 88 45.*
- **Gers : 4e salon Bio Energie Santé.** 5 au 15 août pendant le festival de jazz de Marciac, salle des fêtes. 30 exposants en bio, artisanat, santé. *La Dépêche du midi, avenue Jean-Baylet, 31095 Toulouse cedex, tél : 05 61 52 74 21.*
- **Corrèze : 19e foire bio.** 11 août. Place du Champ-de-Mars, à Beaulieu-sur-Dordogne, 50 exposants dont 75 % bio, énergies renouvelables, environnement, santé, habitat sain. *GABLim, 64-66 rue Paul-Claudel, 87000 Limoges, tél : 05 55 31 80 35.*
- **Hérault : 6e estivale bio.** 11 août, Olargues. 70 exposants, 60 % bio, habitat sain, artisanat, associations. *Terre-Mère, place du Marché, 34600 Bédarieux, tél : 04 67 92 25 21.*
- **Creuse : 4e marché bio.** 15 août, Châtelus-le-Marcheix, 20 exposants. *Castel, 29 bis, rue des Deux-Ponts, 23430 Châtelus-le-Marcheix, tél : 05 55 64 31 51.*
- **Var : 3e fête de la bio.** 17 et 18 août. Correns. 50 exposants bio, habitat sain, environnement, énergies renouvelables. *Graines de vie, 450, allée de la Vieille-Ferme, 13540 Puycricard, tél : 04 42 92 06 70.*



SUISSE

Un autre monde est possible

Les Verts-Suisse proposent le samedi 6 juillet, dans le canton de Vaud, une journée d'échanges autour de la thématique provenant des rencontres de Porto Alegre. La journée se tournera d'abord vers le passé pour savoir comment nous en sommes arrivés là, puis vers le futur pour, à travers des ateliers, dégager des propositions concrètes. *Verts-Vaud, tél : 021 321 35 15, verts-va@freesurf.ch.*

Pierre Rabhi Quelle suite ?



En quatre mois de campagne, Pierre Rabhi a parlé devant plus de 10 000 personnes. Les comités de soutien ont totalisé plus de 7500 personnes dans tous les départements. Une somme de 125 000

euros a été collectée. Le conseil constitutionnel a reçu 184 parrainages de 58 départements (mieux que Waechter qui n'en a eu que 152). Certains voudraient poursuivre le travail jusqu'à une candidature en 2007. Quelques dissensions sont apparues à la fin de la campagne. Certains ont critiqué l'apparition de fait d'un «comité central» autour de Pierre Rabhi, d'autres la venue de personnes en recherche d'un gourou, d'autres la présence de businessman du développement personnel... L'intensité de la campagne, face à une organisation quasi inexistante a également posé des problèmes de communication. Le 19 mars, Pierre Rabhi a rappelé dans un texte que selon la charte signée par l'ensemble des comités de soutien, aucune négociation, aucun accord politique n'est prévu avec aucun mouvement quel qu'il soit, que les personnes qui l'ont soutenu ne peuvent utiliser cette campagne à quelque fin que ce soit. Dans un texte communiqué le 8 avril, Pierre Rabhi indique que le débat peut se poursuivre, mais que selon lui, le terme «d'insurrection des consciences» parle mal et qu'il aimerait développer une réflexion autour du thème de la décroissance soutenable. Une rencontre des comités de soutien s'est tenue les 8 et 9 mai. Il a été décidé de mettre en place un «mouvement politique non-conventionnel», avec refus d'un financement par l'Etat, refus de la course aux différentes élections. La décroissance est l'un des points retenus, comme celui d'un nouveau

regard sur l'éducation, l'importance de se changer d'abord soi-même, etc. Des réunions se poursuivent pour essayer de trouver une structure adéquate qui permette l'existence de ce mouvement dans le respect de ce dont il fait la promotion. *Comité de soutien à Pierre Rabhi, place Meynier, 30250 Salinelles, tél : 04 66 93 04 67.*

Du côté des Verts

■ Sciences politiques.

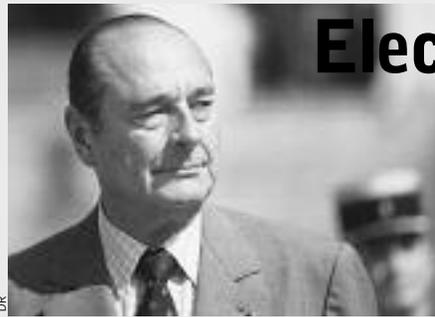
Les étudiants des huit instituts de sciences politiques de France ont organisé leurs propres élections internes quelques jours avant le premier tour. Sur 4108 étudiants inscrits, 2253 ont voté. Noël Mamère arrive en tête avec 20,16 % des voix devant Jospin (17,53 %), François Bayrou (11,20 %), Olivier Besancenot (10,91 %), Christiane Taubira (8,76 %)... Chirac ne totalisant qu'un petit 7,99 % et Le Pen 1,14 %. Les étudiants ont publié ensuite un communiqué dans lequel ils s'étonnent d'être autant en décalage avec la société.

■ **Meilleurs scores.** Noël Mamère a réussi son meilleur score départemental à Paris (7,39%) devant la Haute-Savoie (7,24 %), la Loire-Atlantique et le Morbihan (7,06 %), la Haute-Garonne (6,89 %). Il fait ses meilleurs scores au niveau des villes à Bègles dont il est député et maire (14,71 %) devant Lyon 1er (14%) et Paris 10e (11,38 %). C'est dans les Dom-Tom qu'il fait les plus mauvais scores (0,58 % à Wallis-et-Futuna).

MARSEILLE Foire aux livres anarchistes

Le CIRA, Centre international de recherches sur l'anarchisme, publie chaque année une bibliographie anarchiste. Il envisage d'organiser une rencontre d'auteurs pendant un week-end en mai 2003. Editeurs, auteurs, revues devraient pouvoir échanger entre eux et avec le public. Des expositions d'arts et de documents anciens sont également prévues. Le CIRA cherche des partenaires pour donner plus d'ampleur à l'événement. *CIRA, BP 40, 13382 Marseille cédex 13, tél : 04 91 56 24 17.*

Elections



■ Grandes magouilles.

Entre 1990 et 2000, 728 élus ont été mis en examen. Ce n'est pas énorme quand on sait qu'il y a en France environ 500 000 élus. Par contre ces mises en examen concernent un tiers

des personnes ayant participé à un gouvernement depuis 1992. Sur 549 instructions closes, 70 % ont donné lieu à une condamnation. (*Le casier judiciaire de la République, Bruno Fay et Laurent Ollivier, éd. Ramsay.*)

■ **Deux vieillards.** Manifestement les Français aiment la gérontocratie, gestion des affaires par les vieux : les deux candidats du deuxième tour avaient 142 ans à eux deux.

■ **5 500 000 voix.** Le problème n'est pas forcément la présence de Jean-Marie Le Pen au deuxième tour qui est le résultat d'un vote démocratique, mais bien de savoir comment plus de cinq millions de suffrages ont pu se porter sur un programme qui, aux problèmes de société, propose des solutions de haine et de violences. Un problème particulièrement aigu dans sept départements où l'extrême-droite dépasse les 25 % au soir du 5 mai : le Vaucluse, 29,64 % ; le Var, 28,69 % ; les Alpes-Maritimes, 28,68 % ; Bouches-du-Rhône, 27,46 % ; Gard, 26,66 %, Pyrénées-Orientales 25,13 % ; Oise, 25,08 %. Dans les six premiers départements, autour de la Méditerranée, on retrouve l'influence des pieds-noirs qui n'ont semble-t-il toujours pas digéré la perte de l'Algérie française... depuis 40 ans ! Alors que globalement, Le Pen au deuxième tour ne refait pas le plein de ses voix du premier tour (le vote contestataire s'est replié sur l'abstention ou sur Chirac), il bénéficie dans certains départements d'un apport supplémentaire qui correspond aux lieux de forte implantation des chasseurs. Le Pen est particulièrement rejeté en Bretagne et à Paris.



■ **Chirac : président de tous les Français ?** Avec 82,2 % des voix, Chirac a été élu par les voix de gauche indiscutablement. Il réalise d'ailleurs ses meilleures progressions entre les deux tours dans les départements de gauche. Cela ne l'a pas empêché dès la nomination de son gouvernement d'appliquer stricto sensu son programme et en particulier les gesticulations sécuritaires habituelles.

■ **Anarchistes divisés.** La présence de Le Pen au deuxième tour a secoué le milieu anarchiste appelant traditionnellement à «agir au lieu d'élire». L'exemple le plus criant est dans *Alternative Libertaire* dont les textes appellent à l'abstention... et dont un feuillet rajouté au dernier moment appelle au vote.

Lyon Le retour d'IRL

En 1973 sortait le premier numéro d'IRL, Informations rassemblées à Lyon, qui va rapidement devenir national sous l'intitulé Informations et réflexions libertaires. Après 88 numéros, la revue s'arrête en 1990. Les animateurs se concentrent alors

sur les ACL, Ateliers de création libertaire, une maison d'édition née dans le sillage de la revue. Dix ans après, un appel est lancé pour la réalisation d'un numéro symbolique. Celui-ci sort aujourd'hui sous le titre «Quand les chemins se multiplient, l'anarchie n'est pas loin». Une douzaine de contributions sur ce thème à découvrir contre 4,5 euros. *ACL, BP 1186, 69202 Lyon cedex 01.*

Un bilan presque positif !

A force de freiner les envies alternatives, la gauche, dont les Verts, rejettent un grand nombre de personnes dans le renoncement ou l'extrémisme.

Peut-on enfin réagir ?

Après le premier tour des élections présidentielles, il est sans doute tentant de se focaliser sur l'extrême-droite, d'autant que beaucoup y incitent, plus soucieux de sauver leurs intérêts que la démocratie. Mais ce serait justement passer à côté de l'essentiel, sinon oublier que le danger le plus réel, celui que nous expérimentons depuis trop longtemps, est ce capitalisme libéral qui, avec l'aide empressée de beaucoup de ceux qui hurlent «au loup !», a fait main basse sur la démocratie.

En fait, ce qui est arrivé à l'occasion du premier tour des présidentielles est *presque* positif. «Presque positif» ? Il ne s'agit évidemment pas du bon résultat apparent du FN mais de l'autre dimension de l'événement. Dans un contexte politique tellement dégradé qu'il n'existe plus depuis longtemps de mouvement alternatif et que la philosophie politique correspondante est réduite à la plus extrême confidentialité, ce vote témoigne au moins d'une réaction. Après si longtemps d'impuissance hébétée, c'est déjà beaucoup ; d'autant que c'est une réponse mesurée et non-violente, contrairement à ce que l'accumulation du refoulé pourrait laisser craindre. Evidemment, du fait même de l'invisibilité de l'alternative pour la plupart, la réaction a pris la forme d'une forte abstention et d'un vote de protestation et de rejet, voire d'un vote de recours à contrecœur. Face à la déliquescence des partis politiques sans doute plus forte que jamais depuis le 19^e siècle, face à la tromperie avérée de la *démocratie représentative*, face à l'incapacité structurelle de ce système politique à permettre l'expression d'une quelconque alternative à la domination, puisqu'il est une production de cette dernière, choses qui ont rarement été aussi évidentes qu'aujourd'hui, pouvait-il y avoir un meilleur résultat ?

Pour deux décennies de développement dévastateur et de conversion au capitalisme

ultra libéral, deux décennies de trahison des engagements pris, pour plus de trois décennies de duplicité et de sabotage du mouvement social, pour avoir édifié son pouvoir en ruinant systématiquement toutes les forces qui construisaient une alternative politique, au point que l'on peut soupçonner ses discours et ses attitudes du temps de l'opposition de n'avoir été que séduction et camouflage, la Gauche a enfin obtenu le salaire mérité. Quant aux Verts roses, s'ils semblent échapper à la sanction qui frappe leurs patrons, ce n'est que grâce à l'identité ô combien usurpée de l'alternative écologique qu'un dernier carré de crédules leur attribue encore.

Beaucoup plus que motivée par une augmentation de la délinquance (qui participe aussi des mêmes causes et relève des mêmes responsabilités), cet événement est la traduction d'une révolte contre le mépris dans lequel sont tenues la plupart des personnes, la plupart des communautés et la plus grande partie du monde. C'est une révolte contre le simulacre de la démocratie, contre la spoliation du pouvoir de choisir la civilisation que nous voulons, la vie que nous voulons ; spoliation réalisée par l'ensemble du système politique, relais de la technocratie industrielle et financière.

Je suis juste un peu étonné que cela ne soit pas survenu plus tôt. En janvier 1991, dans la troisième partie de «Du coffre-fort au delta-plane», j'écrivais «Les dynamiques sociales sabotées pour faire place nette aux pouvoirs. Les prédateurs libres d'aller trop loin, si loin qu'ils ont perdu tout point de repère... Le renforcement du pouvoir de la société politicienne et affairiste sur la société 'civile' est tel qu'il est plus naïf que jamais de se croire en démocratie. [...] le marasme n'est pas uniquement déplorable du point de vue des potentiels étouffés, des possibilités gâchées, du temps perdu... Il engendre un danger majeur que



Bureau de vote US.

l'on voit s'affirmer un peu partout. Une société faible est un terrain fertile pour tous les délires et même pour les délires plus réducteurs encore que ceux qui déjà nous ont menés si loin» (n°137 de *Silence*). En janvier 1992, dans le n°404 d'*Ecologie Infos* qui devait disparaître peu après faute de soutien dans une période de reprise, après un énième constat sur le divorce des Verts d'avec l'écologie, et sur le sabotage de l'alternative par les mêmes et toute la gauche, je disais que ce ne pouvait mener qu'au pire : «Si le développement de ces dynamiques (alternatives) est entravé, la déception de tous les gens qui — faute de la libre circulation de l'information — ne comprennent pas bien ce qui cloche, risque fort de profiter aux escrocs et aux extrémistes. Le précipice n'est pas loin !». Nous y sommes.

C'est, entre autres raisons, pour cela que je n'ai cessé d'en appeler à la conscience et au réveil des alternatifs. Cela n'a jamais marché tant l'œuvre de déstructuration était déjà avancée. Voilà le résultat.

Après tout, comme souvent, peut-être fallait-il en arriver au traumatisme pour qu'il y ait prise de conscience et remobilisation. Mais les alternatifs seront-ils capables de se rapprocher, d'éviter les manœuvres de récupération et de se faire entendre au milieu des démagogues épuisés, ceux-là mêmes qui sont responsables de la situation, et qui, pour entraver l'émergence des remises en cause et, ainsi, sauver leur système, bourdonnent en montrant du doigt l'épouvantail ?

Espérons-le, car l'effort à faire est énorme tant nous sommes descendus bas.

Alain-Claude Galtié. ■



Penser globalement, agir localement

Agir ici pour l'environnement et de nombreuses associations lancent une campagne sur ce thème afin de rappeler les engagements pris à Rio en 1992 (Agenda 21), les espoirs du sommet de Johannesburg en septembre, et les possibilités d'agir localement pour aller vers un monde plus durable. Des cartes postales sont à envoyer au nouveau premier ministre et aux maires pour leur demander d'agir concrètement. Les cartes sont à commander (0,70 € jusqu'à 10 exemplaires, 0,45 € au-delà) à *Agir pour l'environnement*, 97, rue Pelleport, 75020 Paris, tél : 01 40 31 02 99.



Effet de serre

■ **Effets déjà constatés.** Une équipe pluridisciplinaire de chercheurs allemands, anglais et australiens, s'est penchée sur l'évolution du climat au 20e siècle pour essayer de répertorier ce qui est déjà visible comme conséquence d'un réchauffement qui en un siècle a été de 0,6°C. Il est noté des modifications du cycle de reproduction des amphibiens, des migrations des oiseaux, de l'écologie en Antarctique, des récifs coralliens, le déplacement de zone de croissance de plantes, d'insectes (en particulier des papillons), le déplacement de mousses, le développement de maladies propagées par les moustiques... (Tam-Tam, mai 2002)

■ **Pets de vaches.** L'Europe vient débloquer une somme de deux millions d'euros pour faire des recherches sur la diminution des gaz de méthane issus de la digestion des ruminants. Ces émissions de méthane représenteraient le quart du méthane émis en Europe. Vouloir modifier un processus naturel est-il vraiment



sérieux ? Ne s'agit-il pas d'une simple poudre aux yeux pour éviter de parler des trois autres quarts des émissions qui elles sont essentiellement produites par l'activité humaine. Signalement quand même un moyen de diminuer l'importance du pet de la vache : diminuer sa consommation de viande. (Tam-Tam, avril 2002)

■ **Esso à contre-courant.** Alors que plusieurs compagnies pétrolières ont déjà pris en compte la menace climatique et le risque de pénurie en pétrole, la compagnie américaine Exxon (Esso en France) a dépensé sept millions de dollars dans une grande campagne de relations publiques visant à saper le consensus scientifique sur la question des changements climatiques et à déconsidérer les alternatives aux énergies fossiles. Exxon, fortement représentée dans l'entourage de Bush, a réussi à obtenir que le gouvernement des Etats-Unis se retire des accords de Kyoto. Greenpeace appelle au boycott de la marque.

■ **Blocage du port terminal d'Exxon.** Pour protester contre la communication que fait la firme Exxon (Esso en France) contre les accords de Kyoto, des militants de Greenpeace ont pénétré dans le terminal de Notre-Dame-de-Gravenchon (dans la Manche, près de Cherbourg), et ont bloqué les activités de la firme toute la journée du 21 mai. Le tribunal du Havre est intervenu pour donner une amende de 30 000 euros par infraction constatée, provoquant le repli des militants. Parfois, la justice est d'une surprenante rapidité.

Eau

■ **Gaspiillage croissant.** Selon une étude de l'IFEN, Institut français de l'environnement, 28 % de l'eau qui arrive dans les canalisations n'est jamais facturée. Si environ 10 % sont

des quantités consommées sans comptage (lutte contre les incendies, eaux de lavage du domaine public...) le reste est à mettre sur le compte des fuites du réseau. Ces fuites sont en constantes hausses du fait du faible taux de renouvellement du réseau (1 % par an actuellement). La privatisation de ces réseaux ne va sans doute pas favoriser les investissements.

■ **Toulouse : pour un service public.** En 1990, la mairie a privatisé la gestion des services de l'eau et de l'assainissement contre l'avis de la population. Un contrat de 30 ans a été passé avec la compagnie générale des eaux (Vivendi). En dix ans, la facture d'eau a augmenté de 63 %. Depuis le 1er janvier 2001, c'est la communauté d'agglomération qui est passée aux mains du privé. Les rapports des chambres régionales des comptes ont montré que cela ne bénéficiait pas aux consommateurs. Des communes sont revenues au service public (Cernay-la-Ville, Pertuis, Grenoble) avec des baisses de prix de l'ordre de 30 %. Une association s'est mise en place à Toulouse pour demander un réel contrôle par les services publics des services liés à l'eau. *Eau Secours 31, CASC, 10 bis, rue Colonel-Driant, 31400 Toulouse, tél : 06 88 68 67 57.*



Accident AZF de Toulouse

■ **Fermeture d'AZF.** Le groupe TotalFinaElf a annoncé le 11 avril la fermeture définitive de son site AZF de Toulouse partiellement détruit à la suite de l'explosion du 21 septembre dernier. Cela entraîne la perte de leurs emplois pour 450 employés directs et au moins autant en sous-traitance. Plusieurs syndicats ont demandé un plan de reclassement qui soit pris en charge par la multinationale. Si les riverains sont satisfaits de cette décision, ils demandent toujours la fermeture des deux autres usines à risques voisines.



■ **Journées internationales sans voitures.** Organisées par la revue et association *Carbusters* ces journées se dérouleront du 13 au 27 septembre. Ceci permet de prendre en compte les dates stratégiques suivantes : le 13 est l'anniversaire du premier mort de l'histoire automobile (Henry Bliss, à New York, en 1899) ; le 22 est la journée européenne sans voiture ; le 23 est l'anniversaire du lancement de la première autoroute par Hitler en 1933 ; le 25 est l'anniversaire de la première action «masse critique» de cyclistes à San Francisco en 1992. *Carbusters, Kràtkà 26, 100 00, Praha 10, République Tchèque, tél : 420 2 7481 0849, www.carbusters.org.*

■ **Rencontres sur les villes sans voitures.** Après Lyon et Timisoara, les troisièmes rencontres pour des villes sans voitures se tiendront à Prague en mars 2003. Un appel est lancé aux groupes militants pour participer à la mise en place du programme. *Carbusters, Kràtkà 26, 100 00, Praha 10, République Tchèque, tél : 420 2 7481 0849, www.carbusters.org.*

■ **Mobilité croissante.** Dans un livre au titre révélateur, *Car Trouble*, le World Resources Institute (Washington, D.C.) nous apprend que l'augmentation du nombre de kilomètres parcourus en Californie entre 1980 et

■ **Redémarrage de la SNPE.** Le gouvernement (socialiste) a nommé Charles Fiterman, ancien ministre communiste, pour animer une mission chargée d'étudier les conditions de redémarrage du site SNPE (poudres, explosifs et phosgène). Ceci signifie clairement que les industriels ont réussi à faire passer leur point de vue : on





1989 est de 61%. Des chiffres plus récents publiés par l'organisation non gouvernementale Surface Transportation Policy Project confirment cette tendance de manière plus spectaculaire encore. Pour l'ensemble des Etats-Unis, la distance parcourue en automobile a crû entre 1982 et 1997 de 69% pour une population en hausse de 22%. (www.delaplanète.org)

■ **Forêt noire : 120 000 km de pistes cyclables.** Aux environs de Freiburg (Allemagne) se trouve sans doute l'un des réseaux cyclables le plus dense de la planète : 120 000 km annoncés ! De 500 à 1500 m d'altitude, de très nombreuses pistes sont accessibles pour les VTT, les VTC et pour le déplacement quotidien à vélo. Des cartes sont mises à la disposition des cyclistes avec indication des magasins, des garages, des chambres d'hôtes. Le train, très présent également, permet de nombreux circuits intéressants. (*ADTC infos, décembre 2001*)

■ **Paris : berges sans voitures.** Lors de l'opération de fermeture des berges à la circulation automobile du 15 juillet au 15 août 2001, la droite et certaines associations avaient protesté, estimant que cela était source d'embouteillages donc de bruit et de pollution. La mairie de Paris a réalisé un sondage pour connaître l'opinion des Parisiens. 66 % se déclarent satisfaits et même 71 % dans les arrondissements concernés. Fort intéressant : le pourcentage de satisfaits varie avec l'âge : de 50 % chez les plus de 65 ans à 78 % chez les 15 à 24 ans. L'opération est reconduite cet été.

■ **Champigny-sur-Marne : ramassage scolaire à vélo.** Les parents de l'école élémentaire Jean-Jaurès de cette commune d'Ile-de-France, organisent depuis le 13 avril un ramassage scolaire à vélo. L'école comprend 252 enfants, la moitié viennent à pieds, l'autre moitié venait en voiture. Une enquête a montré que 110 enfants étaient d'accord pour venir en voiture mais que 35 n'avaient pas encore de vélo. Le premier jour, 41 enfants encadrés par 8 parents ont participé à cette première. 32 parents ont prévu de se relayer selon les jours de la semaine. Les parents font valoir que cela évitera le danger des voitures devant l'école, sachant qu'aucun enfant n'habite à plus de 500 m de l'école, la voiture est particulièrement inappropriée. Cela forme également les enfants à mieux comprendre les dangers de la rue. *Bruno Le Core, Ecole Jean-Jaurès, rue de Verrou, 94500 Champigny-sur-Marne, tél : 06 20 86 17 52.*



DR
Ramassage scolaire sans moteur.

ferme AZF, mais on redémarre les deux autres usines à risque... en zone inondable et alors que plusieurs établissements scolaires comme le lycée Gallieni sont encore en reconstruction. Martin Malvy, président de la région estime que cela ne pose pas de problèmes puisque l'accident aura servi de leçon et que les mesures de sécurité seront renforcées ! (*La Dépêche, 14 mai 2002*)

■ **Jugement lointain.** Mi-mai, le juge d'instruction Joaquin Fernandez a été promu au parquet de Marseille. Il se trouve de fait dessaisi du dossier AZF. C'est le deuxième juge en un an à partir après avoir eu le dossier en charge. Cela laisse présager que la procédure sera bien ralentie et qu'un procès n'est pas près de s'engager avant un avenir lointain.

■ **Le rectorat craint d'éventuelles séquelles.** Un mois et demi après l'accident, la directrice des ressources humaines du rectorat a adressé une lettre aux personnels des établissements scolaires touchés disant «qu'il est préférable pour parer à d'éventuelles séquelles, non décelables actuellement, de faire une déclaration d'accident du travail (ou de trajet)». Suite à cela, les parents d'élèves ont demandé que les parents puissent avoir un certificat de scolarité prouvant la présence de leurs enfants sur place le jour de l'accident afin d'anticiper sur de possibles séquelles futures. Rappelons qu'aucune mesure du nuage toxique n'a été faite au moment de l'accident.

■ **Plus jamais ça !** Six mois après l'accident, tous les syndicats ont

appelé à une manifestation qui a réuni moins de 2000 personnes pour la reprise de l'activité des deux usines encore debout. Quarante-quatre militants syndicaux, en désaccord avec leurs organisations, avaient lancé un appel pour une manifestation le 23 mars demandant la fermeture définitive du site. Un appel entendu par la population : ils ont été environ 10 000 à manifester sur le thème «plus jamais ça, ni ici, ni ailleurs».

Déchets

■ **Montréal : la «rue écologique».** Pendant un an, une équipe de bénévoles a sillonné les rues de Montréal pour expliquer comment limiter les déchets chez soi. Au bout d'un an, le résultat est plus que positif : les déchets collectés par la ville ont baissé de 20 %. Cette année, l'initiative sera reprise en Belgique, du 21 au 26 octobre, et aux mêmes dates dans les régions Picardie et Nord-Pas-de-Calais. Une présentation de cette expérience est disponible auprès du Réseau Recycleries et ressourceries, tél : 03 27 42 21 24.

■ **Un exploitant se retire.** Après la découverte de la pollution majeure autour de l'incinérateur de Gilly-sur-Isère, en Savoie, l'exploitant, Sita-Novergie a annoncé qu'il se retirait de la gestion de cinq autres installations à la fin mai : les incinérateurs de Fécamp, Argelès-sur-Mer, Apt, Saullieu et Châtillon-sur-Seine. L'industriel a demandé un financement aux collectivités locales pour remettre les installations aux normes, mais celles-ci estiment que c'est à l'industriel qui encaisse les bénéfices de payer ces travaux. Ces incinérateurs seront-ils fermés ou repris ? (*Environnement-magazine, mai 2002*)

■ **Feux de bois dangereux.** Les feux de bois en plein air libèrent de nombreux produits cancérigènes. Il n'est donc jamais conseillé d'en respirer les fumées. Mais plus encore, lorsqu'il s'agit de brûler du bois de récupération (palettes, charpente, poteaux...), il ne faut jamais le faire dans un foyer ouvert : ces bois ont été traités avec des produits insecticides dont les vapeurs sont extrêmement dangereuses (souvent avec libération de dioxine). (*Tam-Tam, avril 2002*)

Au secours des renards

La France a été déclarée pays indemne de rage en mai 2001. Ceci aurait dû suffire pour que les chasseurs arrêtent de massacrer les renards. Mais ils avancent maintenant le danger de l'échinococcose, une maladie que l'on peut attraper, selon eux, en mangeant des fruits sauvages au

niveau du sol, souillés par des déjections de renards ou de chiens. Aux Pays-Bas où la maladie existe aussi, une étude a montré que les rares victimes étaient des chasseurs, des piégeurs et des taxidermistes... contaminés lors de la manipulation de cadavres de renard. Fort logiquement les Pays-Bas viennent d'interdire la chasse aux renards. La France n'en a tiré aucune conclusion. Il est bon de rappeler qu'un renard régule la population des rongeurs : il peut en manger jusqu'à 10 000 par an. C'est donc un bienfaiteur des agriculteurs. L'ASPAS, Association pour la protection des animaux sauvages, demande le retrait du renard de la liste des «nuisibles». ASPAS, BP 505, 26401 Crest cedex, tél : 04 75 25 10 00.



Tableau de chasse CPNT.

Bretagne Recul possible des nitrates

En 1990, la commune de Saint-Yvi, dans le sud du Finistère, constate que l'eau servie au robinet passe pour la première fois le cap fatidique de 50 mg/l de nitrate. Pour rester en conformité avec la loi, elle cherche dans un premier temps une autre nappe phréatique. Elle en trouve une où le taux de nitrate n'est que de 21 mg/l. Le temps de changer les installations, le taux monte jusqu'à 58 mg/l en 1993. Pour éviter que la nouvelle source soit à son tour contaminée par les épandages de lisiers de porcs, la commune achète 18 hectares au-dessus du pompage et plante des arbres. Elle fait de même autour de l'ancienne station de pompage. Le résultat est saisissant : en 1996, le taux est de 21 mg/l, aujourd'hui, il est en-dessous de 12 mg/l. L'ancienne nappe, toujours suivie par la commune est repassée sous les 50 mg/l. Un exemple à suivre pour la protection des nappes, mais qui ne nous dit pas ce que les éleveurs vont faire de leur lisier. (*Eau et Rivières de Bretagne, janvier 2002*)

Petites phrases

«Le machisme est la chose du monde la plus répandue, et il s'exprime sans vergogne avec une décourageante monotonie»

Simone de Beauvoir, *Sexisme ordinaire*, 1979.

Traite des femmes

Les femmes sont les premières victimes de la traite d'êtres humains, notamment à des fins sexuelles. Elles sont d'autant plus vulnérables qu'elles sont peu protégées et ont peu de perspectives économiques, de biens personnels ou fonciers. Les pays d'Asie du Sud-Est, d'Asie du Sud et les pays de l'ex-Union soviétique sont les principaux pourvoyeurs de ces esclaves, le plus souvent enlevées, quand elles ne sont pas vendues par leur famille. (*Rapport sur les femmes, Haut commissariat aux réfugiés des Nations Unies*)



Prostitution.

AFGHANISTAN Ministère fictif ?

Sous la pression des Occidentaux, le gouvernement transitoire en Afghanistan a accepté que quelques femmes participent aux décisions. Mais Sima Samar, ministre de la condition féminine dénonce : «J'ai la mission la plus difficile en Afghanistan. Mais je n'ai ni budget ni personnel, et mes collègues de gouvernement ne me soutiennent guère». (*Rapport sur les femmes, Haut commissariat aux réfugiés des Nations Unies*)



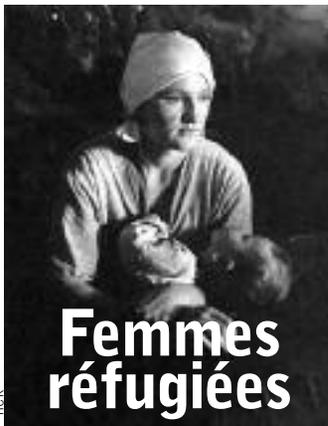
Femme Afghane.

BELGIQUE Parlement des femmes

Les associations mobilisées dans la marche mondiale des femmes pour l'an 2000 ont trouvé en Belgique une bonne suite à donner à cette marche en obtenant du parlement de Bruxelles qu'un Parlement des femmes puisse se tenir pour la journée internationale de la femme, le 8 mars de chaque année. Les femmes qui siégeaient cette année venaient de tous les milieux associatifs et politiques : mouvements de base, centres d'études, collectifs, planning familial, commissions femmes de partis, groupes de pression, groupes de solidarité internationale, etc. Elles ont repris les débats sur les questions de la marche mondiale : violences faites aux femmes, pauvreté en Belgique et pauvreté internationale... et ont fait des propositions de lois pour ce qui concerne spécifiquement la Belgique : la création d'un fonds de créances alimentaires dépendant du ministère des finances chargé de verser les pensions alimentaires et de les récupérer ensuite auprès des anciens conjoints, la suppression de la notion de cohabitant dans de nombreux textes de loi, la modification de la loi sur le divorce qui implique actuellement un long débat sur les vertus supposées du mariage, la criminalisation des violences interconjugales et du harcèlement, l'instauration d'un bureau de genre pour la politique de droit d'asile qui permettent aux femmes accueillies de s'exprimer... Un document reprenant les débats est disponible auprès de *Le Monde selon les femmes*, 18, rue de la Sablonnière, B 1000 Bruxelles, tél : 02 223 05 12.

Loi sur la parité inefficace ?

La loi sur la parité oblige théoriquement les partis politiques à présenter au moins 30 % de femmes aux élections législatives. Ces élections déterminent le montant du financement de chaque parti pour la législature à venir. Si le quota de 30 % n'est pas respecté, des pénalités financières sont déduites de ce financement. Il faut croire que la droite chiraquienne a d'autres modes de financement puisque sur 536 candidats, il y a seulement 106 femmes (19,7%). C'est le seul parti qui n'a pas respecté la loi. Les Verts, le FN et le CNPT ont presque respecté la parité... alors que le PS se contente de 167 femmes sur 463 candidats (36 %). La loi sera de toute manière inefficace en terme de résultats puisque les femmes ne sont



Femme Bosniaque.

Dans un rapport sur les femmes, le Haut commissariat aux réfugiés des Nations Unies donne les chiffres suivants. Il y a environ 50 millions de déracinés dans le monde, réfugiés ayant trouvé asile dans un autre pays ou personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, 75 à 80 % sont des femmes et des enfants. La plupart sont chassées de chez elles par la guerre qui fait de plus en plus de victimes parmi les civils : plus de 90 % aujourd'hui contre 5 % il y a cinquante ans. Les femmes et les enfants représentent 80 % des blessés et des tués. Les femmes et les filles sont souvent victimes de violences sexuelles. Plus de 20 000 Bosniaques musulmanes ont été violées en 1992. La grande majorité des survivantes du génocide rwandais de 1994 ont subi des sévices sexuels. Une femme sur cinq dans le monde a été violée. Environ la moitié de ces viols survienne avant l'âge de 16 ans. De très nombreuses adolescentes réfugiées comme enfants soldats, les filles subissant différentes formes d'esclavage sexuel. La Cour pénale internationale, créée en 1998, est habilitée à juger les auteurs de crimes sexuels comme le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée et la grossesse non souhaitée.

pas forcément présentées dans des circonscriptions gagnables.

PARIS Occupation de Publicis

Les différents collectifs qui fleurissent actuellement contre les publicités sexistes se sont rendu compte que la plupart des publicités qui posent problème viennent de la même agence : Publicis. Cette grosse agence a son siège sur les Champs-Élysées à Paris. Le 3 mai, dans le cadre du Festival des résistances et des alternatives, une soixantaine de personnes ont occupé ce prestigieux siège. Alors

que certains distribuaient des tracts aux nombreux passants, une discussion s'est engagée avec un responsable de Publicis. La réunion a rapidement tourné en rond, Publicis refusant évidemment de modifier son approche de la publicité. Au bout de deux heures, la police, présente depuis le début, est intervenue pour évacuer les manifestants. *Collectif contre le publisexisme*, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

PARIS Contre la marchandisation de l'amour

À la veille de la fête des mères, l'association *La Meute* a organisé une manifestation dans le quartier des grands magasins pour dénoncer les publicités incitant les enfants à acheter des produits à leur mère. Rappelant que l'amour n'est pas une marchandise, les manifestantes demandaient des colliers de nouille et des petits mots faits maison et non des cadeaux achetés dans le commerce.

PARIS Fierté homosexuelle

La marche des fiertés lesbiennes, gaies, bi et transsexuelles, aura lieu le 29 juin de Montparnasse à Bastille.

LYON La Carabosserie

La Carabosserie est un nouveau lieu féministe non-mixte qui propose différentes activités : atelier jonglage, apéros, soirées vidéos, expos... *La Carabosserie*, 3, place Jean-Macé, 69007 Lyon, tél : 04 72 71 86 81.

DIJON Nouveau squat de femmes

Les habitantes de la Courdemone, expulsée en mars, sont passées en procès le 7 mai dernier. Trois anciennes et deux nouvelles femmes se sont installées depuis dans un nouveau squat féminin : *Les habitantes du 6*, rue des Princes-de-Condé, 21000 Dijon.

Associer les femmes à la sécurité internationale

Les femmes sont presque toujours absentes des processus de négociations pour sortir de la guerre. Leur présence assurerait d'indéniables progrès.

La question du processus de paix revêt une importance particulière en ce début du 21^e siècle. Pourquoi ?

D'une part, les guerres d'aujourd'hui sont plus meurtrières que jamais car l'homme a inventé des armes d'une puissance de destruction au-delà de tout ce que l'on peut imaginer. D'autre part, nous avons de formidables ressources pour mettre en place des stratégies de paix mais elles sont inexploitées car nous n'y associons pas les femmes, soit plus de la moitié de la population mondiale.

Nous devons introduire, au sein de notre politique étrangère, un nouvel archétype, celui de la sécurité inclusive. Il doit devenir inconcevable de ne pas pleinement associer les femmes à toutes les étapes du processus de paix — de la prévention à la résolution des conflits, jusqu'à la stabilisation après le retour à la normale.

Un haut responsable de l'ONU m'a dit un jour que les seigneurs de la guerre ne voulaient pas de femmes dans leurs rangs parce qu'ils les trouvaient trop enclines au compromis. Mais n'est-ce pas là justement ce qu'il faut ? Pour que la réconciliation dure, nous avons besoin de défenseurs de la paix, pas seulement de guerriers, à la table des négociations.

Les femmes sont de précieux acteurs dans le rétablissement de la paix pour au moins six bonnes raisons.

Première raison, elles ont, de par leur nature et leur vocation sociale, un rôle nourricier qui les porte généralement à transcender les barrières ethniques, religieuses et culturelles. Bien que certaines féministes contestent cette idée, les femmes que j'ai rencontrées dans les zones de conflit m'ont toutes dit qu'elles étaient motivées par la nécessité d'assurer la sécurité de leurs proches.

Deuxièmement, elles connaissent de très près les communautés où les accords de paix devront être appliqués. Alors pourquoi avoir écarté ces fines observatrices des processus de négociation ? En 1994, j'ai reçu les négociateurs dans le cadre du règlement de la crise bosniaque. Une soixantaine de personnes, tous des hommes, évidemment. Ils se sont réparti les postes ministériels, mais n'ont créé aucun mécanisme pour arrêter les individus accusés de crimes de guerre. Huit ans plus tard, on voit le résultat : les criminels siègent toujours aux conseils municipaux et il y a encore des millions de déplacés dans les Balkans.

Troisièmement, elles n'ont en général pas porté les armes. Certaines m'ont expliqué que, contrairement

à leurs maris, elles n'avaient jamais dû se résoudre à considérer «ceux d'en face» comme des cibles à abattre, et que, par conséquent, elles étaient plus ouvertes à l'idée de réconciliation.

Quatrièmement, elles sont souvent considérées comme des citoyens de deuxième ordre, trop peu influentes pour être véritablement dangereuses. La Palestinienne Sumaya Farhat-Naser, du Centre des femmes à Jérusalem, pense que cette identité féminine a quelque peu atténué la violence quotidienne au Moyen-Orient et a aidé les femmes à faire en direction des autres communautés des gestes impossibles pour les hommes. Cependant, comme elles sont exclues des sphères de décision, l'impact de leur action est limité.

Cinquièmement, elles s'entendent comme personne pour trouver des solutions réellement innovantes, à la source du problème, précisément parce qu'elles n'ont pas accès au pouvoir en direct. Malgré un manque criant d'argent, bravant l'indifférence et souvent les commentaires ironiques, des femmes énergiques se mobilisent pour mener discrètement leur propre action à l'écart des partis politiques et des institutions officielles.

Sixièmement, les femmes ont un formidable talent de rassembleuses. En 1977, le prix Nobel de la paix a été décerné aux organisatrices des grands rassemblements pacifiques non partisans d'Irlande du Nord, et il existe depuis quelques années dans ce pays un parti multiconfessionnel et ouvert appelé le *Northern Ireland Women's Coalition*.

On note à cet égard des changements perceptibles sur le front des politiques. L'Union européenne, le groupe des huit pays les plus industrialisés et le Conseil de sécurité de l'ONU insistent dans leurs déclarations de principe sur la nécessaire participation des femmes à l'ensemble du processus de paix. Ces paroles sont les bienvenues. Elles le seraient bien davantage si elles étaient suivies d'effet.

Par exemple, les femmes doivent être étroitement associées au processus de paix engagé en Afghanistan sous les auspices de l'ONU. Or, elles n'étaient que trois parmi les quelque soixante personnalités qui ont nommé le gouvernement provisoire et, sur les 29 portefeuilles ministériels attribués, seuls deux l'ont été à des femmes. Pas un franc succès pour un pays où, avant les Talibans, le



Swanee Hunt.

personnel des administrations publiques était à 40 % féminin.

Kada Hotic, réfugiée ordinaire de Srebrenica, se bat pour faire éclater la vérité. On se souvient de cette ville bosniaque prise par les Serbes, des innombrables cas de viols, du massacre de 8000 hommes et adolescents sans armes, dont le mari et le fils de Mme Hotic. Malgré son drame, cette femme courageuse a créé une organisation pour que toute la lumière soit faite sur la pire atrocité commise en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais elle a aussi des mots de compassion pour ceux qui ont détruit sa vie. «Le soldat qui a tué mon fils croyait servir son peuple et sa religion» déclarait-elle récemment devant un auditoire à Belgrade. «Je ne suis pas ici pour vous dire que vous êtes coupables. Je ne souhaite à personne d'entre vous de vivre ce que j'ai subi. Il est temps d'aller de l'avant».

Le lendemain, elle a été invitée à parler dans d'autres villes serbes. «Maintenant, je sais que je ne suis pas seule» a-t-elle confié. «Il y a des gens avec qui je peux travailler. Ensemble, nous pouvons créer un autre avenir».

Swanee Hunt ■

Swanee Hunt siège au conseil d'administration de la section USA du Haut commissariat aux réfugiés des Nations Unies. Elle dirige le programme *Women and public policy* à l'école gouvernementale John F. Kennedy et préside *Women Waging Peace* (womenwagingpeace.net). Texte extrait du *Rapport sur les femmes*, Haut commissariat aux réfugiés des Nations Unies, printemps 2002.



Internationale des résistants à la guerre

La prochaine réunion triennale de l'Internationale des résistants à la guerre aura lieu à Dublin, du 3 au 9 août. Un débat portera notamment sur la possibilité de s'opposer à la mise en place d'une armée européenne. Pour y participer prendre contact avec l'Union pacifiste, BP 196, 75624 Paris cedex 13, tél : 01 45 86 08 75.

Marchands d'armes

■ **Progrès technologique.** Des experts ont calculé que pour détruire un kilomètre carré, cela revient à 2000 \$ avec des armes conventionnelles, 800 \$ avec une arme nucléaire, 600 \$ avec une arme chimique... et à 1 \$ avec une arme biologique. L'avenir est à la bio ! (Bulletin CNT, 15 avril 2002)

■ **France : contrôle des médias.** Serge Dassault a racheté en février dernier 30 % du capital de la Socpresse (groupe Figaro). Jean-Luc Lagardère, pour Matra-Hachette, contrôle la plupart des quotidiens régionaux du sud de la France, alors que le tandem Dassault-Hersant contrôle de nombreux titres de Grenoble à Nantes. Outre les quotidiens, Serge Dassault contrôle Valeurs actuelles, Spectacle du monde, le Journal des finances. Lagardère contrôle Paris-Match, Elle, Télé 7 jours, France-Dimanche, Fémina, Le journal du Dimanche, Pariscope, Europe 1, Europe 2, 33 % de Canal thématique, 20 % du Parisien... Cela représente environ 50 % du chiffre d'affaires de la presse française. Une bonne partie du reste appartient à Bouygues et Vivendi.

■ **France-Iran : ventes illégales.** Le Conseil de l'Union européenne a adopté une résolution sur les « Etats faisant l'objet de mesures restrictives pour les exportations d'armement ». Dans cette liste, il est notamment interdit de fournir des armes à l'Iran. Pourtant, début mars 2002, à Téhéran, se tenait une exposition sur le matériel de police et de sécurité. Selon Le Figaro du 1er mars, « la principal exposant est une compagnie

française, Daho France internationale » grossiste pour « les produits de dix-sept sociétés françaises ». Le Figaro précise que le catalogue de la firme propose du « matériel pour les opérations de libération d'otages, équipement tactique et d'assaut, munitions... ». L'Europe punira-t-elle la France ?



Contre les jouets guerriers

Afin d'anticiper sur les campagnes publicitaires comportant la promotion de jouets guerriers, un collectif s'est mis en place pour mener une campagne d'interpellation à partir de septembre 2002. Les personnes et groupes intéressés peuvent prendre contact avec l'Union pacifiste, BP 196, 75624 Paris cedex 13, tél : 01 45 86 08 75.



CHERBOURG Victimes des ventes d'armes

Faut-il pleurer la mort de onze salariés de l'arsenal de Cherbourg tués au Pakistan alors qu'ils collaboraient à la mise en place d'un chantier pour la construction de sous-marins de guerre ? Ce n'est pas parce que les usines d'armement créent des emplois qu'elles justifient leur utilité. Le meilleur moyen pour éviter de nouveaux morts serait que la France arrête d'être un fournisseur d'armes dans le monde entier.

LARZAC La nuit de l'objection

Alors que les derniers appelés terminent leur service national, le mouvement des objecteurs de conscience espère pouvoir poursuivre le droit à l'objection à la militarisation de la société sous de nouvelles formes. Pour en débattre, il organise du 13 au 17 juillet, une rencontre au Cun du Larzac (dans la suite des rencontres de Silence : ceux et celles qui voudront rester n'auront pas à bouger leur tente !) et vous invite tout particulièrement à la nuit de l'objection le samedi 13 juillet au soir. Le dimanche 14 juillet sera l'occasion d'une fête citoyenne. Les jours suivants seront l'occasion de débats sur les nouvelles formes de luttes à mettre en place. La nuit de l'objection c/o Martin Cayrel,

Mines antipersonnel Agir Ici gagne en cassation !

L'association Agir Ici avait lancé en 1994 une campagne demandant aux mairies qui utilisaient des feux d'artifice de vérifier qu'elles ne les achetaient pas à des sociétés qui font également des mines antipersonnel. Deux sociétés Ruggieri et Etienne Lacroix étaient particulièrement visées. Les deux sociétés portent plainte. En première instance, l'association se voit condamnée à 500 000 F de dommages et intérêts. Elle fait appel. En 1996, une expertise est décidée par le tribunal pour savoir si les armes vendues par ces sociétés sont des mines antipersonnel. La réponse n'est pas la même pour les deux sociétés. Ruggieri est déboutée en 1998, Agir Ici est condamné à verser 300 000 F à Lacroix, plus différents frais, ce qui lui coûte la bagatelle de 790 000 F. Agir Ici dépose un pourvoi en cassation. Fin février, le procès est cassé : la cour de cassation estime en effet que les sociétés ne pouvaient attaquer pour « dénigrement commercial » mais uniquement pour « diffamation ». Comme la prescription pour ce dernier délit n'est que de trois mois, le procès est cassé mais n'est pas renvoyé. Ce procès, outre l'énergie que cela demande a coûté une avance de 790 000 F (120 000 euros) qui ont été en parti couverts par des apports de particuliers et d'associations. La société Lacroix va devoir rembourser maintenant ce qu'elle a perçu mais également prendre à sa charge les frais de justice, ce qui devrait permettre à Agir Ici de se sortir la tête haute de cette campagne. Agir ici, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél : 01 56 98 24 40.

71, rue de Charenton, 75012 Paris, tél : 01 43 41 86 50.

HÉRAULT Formation à l'action non-violente

La coordination pour l'action non-violente des communautés de l'Arche organise une session de formation du 22 au 25 juillet à la Communauté de l'Arche de la Borie-Noble. Intervenants : Simone Dangeard (approche et transformation positive des conflits), Bernard Dangeard (communication non-violente), José Bové, Charlotte Boniface (mission civile de paix en Israël-Palestine). Cas concret : opposition à Eurosat, nucléaire, lutte OGM/OMC, décennie de la paix... Jean-Luc Brémond, La Borie-Noble, 34650 Roqueredonde, tél : 04 67 44 09 89.

LYON Groupe insoumission

Entre 1975 et 1981, le « Groupe insoumission » de Lyon mène de nombreuses actions en soutien aux réfractaires, provoque des débats, crée des réseaux de solidarité. Une étude vient d'être réalisée par l'association Révolte, centre coopératif

d'histoire vivante sur les révoltes et les alternatives sociales. Elle sera présentée lors d'une rencontre publique, le lundi 1er juillet, à 18 h, à la Maison pour la santé, 40, rue de Crimée, 69001 Lyon. Révolte, 10, rue Dumont-d'Urville, 69004 Lyon.

PARIS Silence la violence

Une exposition ludique et pédagogique sur les alternatives non-violentes aux conflits est actuellement visible au Musée en Herbe, au jardin d'acclimatation du Bois de Boulogne, jusqu'au 20 septembre. Renseignements : 01 40 67 97 66.

PAYS BASQUE Les Démon

Les démos se définissent comme un mouvement indépendantiste pour la non-violence active. Ils multiplient les actions symboliques contre la présence de l'Etat français en pays basque. Du 4 au 18 février, ils ont mené des actions dans les principales mairies pour y enlever les bustes de Marianne. Ils ont également bloqué des trains au départ des principales gares pour demander l'utilisation de la langue basque dans les informations délivrées par la SNCF.





■ Chine : péril transgénique.

La Chine est le seul pays au monde où la recherche génétique en faveur des OGM est entièrement sous contrôle public. La Chine mise à fond sur les OGM : le budget de recherche dans ce domaine doit être multiplié par cinq d'ici 2005. Cent vingt gènes sont actuellement étudiés.

251 demandes d'expérimentations animales ou végétales ont été autorisées entre 1996 et 2000. Des essais en plein air ont lieu régulièrement pour le riz, le blé, les pommes de terre, l'arachide... (Campagnes solidaires, mars 2002)

■ **Canada : mauvaises herbes résistantes.** En cultivant du colza résistant aux herbicides, ce qui permet en principe de le traiter plus facilement, les agriculteurs canadiens ont provoqué la dissémination des gènes auprès d'autres plantes de la même famille (les crucifères). Une étude publiée dans *English Nature* en février 2002 indique que trois mauvaises herbes sont maintenant résistantes aux trois principaux herbicides. Conséquences : ce plantes envahissent les cultures et font baisser les rendements. (Greenpeace, 28 mars 2002)

■ **Brésil : amérindiens contre soja transgénique.** Si les Etats du Sud du Brésil interdisent les cultures OGM, il n'en est rien au nord et en particulier dans l'Etat du Mato Grosso (presqu'aussi vaste que l'Union européenne) où la culture du soja transgénique est déjà une réalité qui fait du Brésil le deuxième producteur d'OGM après les USA. Pour produire ce soja transgénique, les grandes firmes monopolisent d'immenses territoires forestiers qui après défrichement servent à la culture quelques années puis deviennent stériles. Paysans sans terre et indiens de la forêt ont beau se mobiliser contre l'avancée des firmes, ils ne font pas le poids pour le moment. Un des moyens de les aider est de soigneusement éviter ce soja transgénique ici pour que les firmes ne puissent exporter leur production. (Campagnes solidaires, février 2002)

■ **Belgique : une Verte signe !** Estimant que «les risques de dissémination dans l'environnement de matériel génétiquement modifié sont extrêmement limités dans ces trois expérimentations», la ministre belge de la santé, Magda Aelvoet, membre d'Ecolo, les Verts wallons, vient d'autoriser, début mai, trois expériences de culture OGM sur le maïs, la betterave sucrière et la chiorcée. Du temps de son ministère à l'environnement, Dominique Voynet avait fait de même. (Politix, 8 mai 2002)

■ **Allègre allègrement menteur.** Claude Allègre, scientifique du Parti socialiste, dans *l'Express* du 7 février 2002 dénonce les opposants à la science que sont les anti-OGM : «Les OGM ont-ils menacé, rendu malade ou tué quelqu'un ? Personne !». C'est le même qui, il y a quelques années affirmait que les victimes de l'amiante souffraient en fait de troubles psychosomatiques.

■ **Contre l'agriculture biologique.** Greenpeace s'est procuré un rapport confidentiel de l'Union européenne sur les conséquences du développement des OGM sur les cultures biologiques et traditionnelles. Selon ce rapport, les conséquences économiques seraient importantes. Le rapport affirme que «la coexistence entre plantes transgéniques et non-transgéniques dans une région est techniquement possible, elle est économiquement difficile». Les agriculteurs conventionnels comme les agriculteurs bio devraient acheter des semences certifiées de plus en plus difficiles à obtenir. Le rapport estime que les coûts d'exploitation pour les agriculteurs conventionnels ou biologiques augmenteraient de 10 à 41 % pour le colza, de 1 à 9 % pour le maïs et les pommes de terre. La coexistence serait impossible dans de nombreux cas. Et quand elle est possible, cela se ferait par des changements importants dans les pratiques agricoles. La non-contamination des plantes en champs serait quasi-impossible. Greenpeace, 22, rue des Rasselins, 75020 Paris, tél : 01 44 64 02 02.

■ **Foix : procès en septembre.** Les faucheurs d'OGM de l'Ariège passeront en procès au tribunal de Foix le mardi 17 septembre à 9h30. Une fête de soutien, avec stands, débats, musique est organisée devant le tribunal pendant toute la journée. Si vous ne pouvez pas venir, vous pouvez aider financièrement. Collectif Danger-OGM, BP 5, 09420 La Bastide-de-Sérou, tél : 05 61 60 18 95.



DR
Piétinage d'OGM.

Vaccins Propositions des Verts européens

Le 5 avril 2002, dans les locaux du Parlement européen, à Bruxelles, s'est tenue une rencontre entre pro et anti-vaccinations à l'initiative de Paul Lannoye, député vert belge. L'occasion de rappeler que «ce sont les réformes économiques et sociales, l'amélioration de l'hygiène et de l'alimentation qui sont à l'origine de la disparition des maladies infectieuses dans les pays industrialisés» et non pas les vaccins. Il a été rappelé que les statistiques sur les effets des vaccins sont difficiles à vérifier, le travail étant le plus souvent réalisé par les firmes qui commercialisent ces vaccins et non par des institutions publiques. Un médecin venu des USA a témoigné que dans son pays, le vaccin contre l'hépatite B a aussi provoqué plusieurs dizaines de milliers de victimes. Il a été rappelé les récents liens mis en évidence entre vaccins et certaines maladies comme l'autisme. Le groupe des Verts au Parlement européen a proposé au Parlement trois mesures : la création d'un centre européen de vaccino-vigilance pour regrouper les informations, le développement d'études d'impact avant l'aide à toute campagne de vaccination, la fin des obligations vaccinales, chacun devant pouvoir choisir librement ou non ce mode de traitement. Les Verts, Paul Lannoye, rue Wiertz, B 1047 Bruxelles.



DR
annoncé qu'elle ne supportait pas la présence de téléphones portables à proximité. Elle a annoncé avoir fait plusieurs fois l'expérience, même avec des téléphones en veille et à chaque fois, cela lui déclenche une migraine. «Je suis convaincue que ce phénomène doit être pris au sérieux. Certaines personnes développent une sensibilité à l'électricité et aux radiations à partir des téléphones portables ou d'ordinateurs. Nous ne savons pas encore si cela peut entraîner des effets graves sur la santé. Mais je pense que nous devrions suivre le principe de précaution, surtout pour nos enfants» a-t-elle déclaré. (Alternative-Santé, mai 2002).

■ **Décret à la sauvette.** En date du 5 mai 2002, le Journal Officiel a publié le décret n°2002-775 fixant les valeurs limites d'exposition du public au champs électromagnétique signé par neuf ministres (Jospin, Pierret, Fabius, Vaillant, Richard, Gaysot, Kouchner, Guigou et Tasca). Ce décret fixe des seuils extrêmement élevés ne tenant pas compte des effets athermiques des antennes relais ! Grâce à ce décret, les opérateurs de téléphonie mobile pourront désormais installer des antennes relais à trois mètres d'une habitation dans l'axe du rayonnement et 50 centimètres sur les côtés et à l'arrière de celle-ci. Alors que le rapport Zmirou préconisait en février 2001 de ne pas implanter d'antennes relais à 100 mètres des zones sensibles comme les écoles, hôpitaux, maisons de retraite et crèches dans l'axe du rayonnement, l'ancien gouvernement a préféré passer en force et ce malgré les mises en garde de nombreux scientifiques et associations. La précipitation avec laquelle l'ancien gouvernement s'est attachée à promulguer ce décret indique qu'il y avait une véritable nécessité à remercier les opérateurs de téléphonie mobile (pour leur engagement dans le domaine des licences UMTS ? on n'ose imaginer pire !). Le principe de précaution passe donc par perte et profit, profit que les opérateurs feront sans doute fructifier à l'avenir ! Agir pour l'Environnement demande au nouveau ministre de la santé, Monsieur Mattei, de revenir sur ce décret pris à la hussarde et poursuit sa campagne contre les «insup-portables». Agir pour l'environnement, 97, rue Pelleport, 75020 Paris, tél : 01 40 31 02 99.



Téléphones portables

DR
■ **Directrice de l'OMS incommo-dée.** Gro Harlem Brundtland, ancienne première ministre de Norvège, auteure du rapport sur le développement durable et actuelle directrice de l'Organisation mondiale de la santé, a

Energy + Réfrigérateur économe

Nous avons fait une erreur en annonçant qu'il y avait une marque «Energy +». Il s'agit en fait d'une récompense remise par les instances européennes aux appareils les plus économes. Pour 2001, ce prix est revenu à l'Electrolux ER8100B dans la catégorie deux portes pour une consommation annuelle de seulement 203 kWh avec une capacité de 189 litres. Dans la catégorie une-porte, le label est revenu au Whirlpool ART 599 H qui comprend quatre compartiments congélateurs indépendants de 20 litres et un espace frigo de 200 litres. Il consomme 175 kWh par an.

Ampoules économes

■ Un foyer sur trois.

En 2001, il s'est vendu, en France, 8 millions d'ampoules économes sur un total de 280 millions d'ampoules. Un foyer sur trois possède au moins une ampoule économe. Les prix ont considérablement chuté (on en trouve avec marque à partir de 4 €), on peut les allumer et les éteindre sans problème, le spectre lumineux est maintenant bon et leur durée de vie les rend beaucoup moins chères à l'usage que les autres. (*Soleil Vert, mai 2002*)

■ **Champs électromagnétiques.** il existe deux types d'ampoules «fluocompactes». Elles diffèrent par leur mode d'allumage. Celles à ballast électronique n'émettent pratiquement aucun champ électromagnétique, ce qui n'est pas le cas de celles à ballast ferromagnétique. Les premières sont un peu plus chères, mais préférables pour la santé. (*Valériane, mai 2002*)



Gaz naturel renouvelable

Si le gaz naturel fossile n'est pas renouvelable, celui obtenu par fermentation des déchets organiques l'est. Il est pourtant encore peu développé en France. Il peut être pourtant une source de production d'énergie (électricité et chaleur) décentralisée et une manière de limiter les problèmes d'incinération, de décharge ou de lisier... mais aussi la pollution de l'eau par les rejets de nos toilettes. Une ville de 20 000 habitants donne 10 tonnes de matière fécale par jour,

Eolien

■ **Potentiel français.** L'ADEME a publié en avril une estimation du potentiel de développement français pour l'éolien (en MW). 2003 totalise les chantiers engagés. Par la suite, le potentiel offshore est encore énorme et laisse des possibilités de poursuivre le programme éolien au-delà.

Région	Existant	2003	2010 terre	2010 mer	2010 total
Languedoc-R.	45	176	2000	500	2500
Bretagne	11	50	1200	200	1400
Basse-Normandie	4	4	1000	300	1300
Provence Côte d'Azur	0	0	800	100	900
Rhône-Alpes	3	121	600	-	600
Corse	12	40	400	50	450
Nord-Pas-de-Calais	7	42	400	-	400
Pays-de-Loire	0	0	300	100	400
Midi-Pyrénées	0	50	400	-	400
Poitou-Charente	0	2	200	50	250
Picardie	0	0	200	50	250
Dom-Tom	17	27	200	50	250
Haute-Normandie	0	16	200	50	250
Aquitaine	0	0	100	50	150
Autres régions	1	0	400	-	400
Total	100	528	8400	1500	9900



■ **Création d'emplois.** Alors que l'éolien n'atteint que 2 % de la production électrique allemande, il emploie déjà 35 000 personnes contre 38 000 personnes dans le nucléaire, ce dernier fournissant 33 % de l'électricité. Ceci montre que des unités de production plus petites sont plus créatrices d'emplois. Au niveau mondial, au moins 100 000 personnes travaillent dans l'éolien. Si la tendance actuelle se confirme, les spécialistes pensent multiplier ce chiffre par 30 d'ici 2020. (*Correspondance Francis Desmoulin*)

■ **Europe : deux tiers d'électricité en éolien ?** Si l'ensemble des projets offshore actuellement à l'étude en Europe voit le jour, les constructeurs estiment qu'en 2020, ils fourniront les deux tiers de l'électricité en Europe. Le tiers restant pourrait alors revenir pour une bonne part à l'hydraulique et pour une moindre part au solaire, au gaz et au charbon. (*Tam-Tam, mai 2002*)

■ **Toujours plus gros.** A peine annoncée la construction d'une centrale éolienne de 500 MW au large de l'Irlande que de nouveaux projets plus vastes sont lancés. En Ecosse, British Energy (jusqu'alors tout nucléaire) vient de lancer face à l'île Lewis, un projet de 600 MW. En Allemagne, un projet vient d'avoir son

permis de construire au large de Borkum West. 60 MW seront installés d'ici 2003 puis après une période de trois ans d'observation, le parc sera progressivement monté à une capacité totale de 1000 MW (équivalent d'un réacteur nucléaire). Le projet le plus ambitieux vient du Danemark : A Rev Horns, 160 MW viennent d'être mis en route en offshore et le projet prévoit une extension jusqu'à 5000 MW... (*Tam-Tam, mai 2002*)



■ **Opinion publique très favorable.** Alors que se multiplient des associations anti-éoliennes, disposant de fonds importants (et que des rumeurs font état d'un travail de fond de la Cogéma), l'ADEME, agence gouvernementale de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, a fait réaliser un sondage pour connaître l'avis des Français. La réponse est sans ambiguïté : 95 % des Français sont pour le développement de l'énergie éolien-

ne et même 98 % pour les riverains des sites déjà existants.

■ **USA : potentiel éolien.** La production d'électricité aux Etats-Unis était de 3690 milliards de kWh en 1999. Le plan gouvernemental Cheyney pour 2020 prévoit la construction de 1300 à 1900 nouvelles centrales électriques avec une moyenne de 300 MW par centre de production sans se prononcer sur le type de centrales. Une étude a chiffré le potentiel éolien de chaque Etat en tenant compte non seulement du vent mais des emplacements disponibles (loin des réserves naturelles et des zones urbanisées). Le plus fort potentiel éolien est dans le Nord Dakota qui à lui seul pourrait fournir 32,8% de la production de l'ensemble des Etats-Unis, il est suivi par le Texas (32,2%), le Kansas (29%), le Sud Dakota (27,9%), le Montana (27,6%), le Nebraska (23,5%), le Wyoming (20,2%), l'Oklahoma (19,6%), le Minnesota (17,8%), l'Iowa (14,9%), le Colorado (13%), le Nouveau Mexique (11,8%)... Le total du potentiel de ces douze premiers Etats représente déjà 2,7 fois la consommation électrique actuelle ! Ceci ne tient pas compte du potentiel de l'éolien offshore qui est particulièrement élevé pour les trois Etats de la côte Ouest (Californie, Vermont, Washington). Ceci montre à l'évidence qu'il n'y a aucune raison de relancer le nucléaire aux USA, pas plus le charbon ou le gaz qui ne sont pas renouvelables et qui posent le problème des gaz à effet de serre (*Energie et sécurité, printemps 2002*)

■ **Allemagne : tout éolien ?** Entre 1991 et 2000, la puissance installée en éolien en Allemagne a été multipliée par 90 passant de 0,1 à 9,2 TWh soit 1,6 % de la production électrique totale. Si ce rythme de progression persistait, en 2010, l'éolien pourrait être la seule source d'électricité ! Cela n'est pas forcément souhaitable, mais cela montre que si une volonté politique forte se manifeste, il est possible d'arrêter les réacteurs nucléaires bien plus vite que ce que prévoit pour le moment le contrat négocié par les Verts allemands.

■ **Hérault : épuration des eaux usées.** La commune de Peret (500 habitants en hiver, 800 en été) a opté pour une épuration des eaux usées par lagunage. L'installation se trouvant à plus de 800 m de la première ligne électrique et les eaux devant être brassées dans le premier bassin de 9600 m³, la commune a opté pour l'installation de deux éoliennes de 7,5 m de haut qui assurent elles-mêmes le brassage. (*Environnement-magazine, avril 2002*)

de quoi produire 3,68 millions de m³ de gaz qui par cogénération peuvent donner 25 000 kWh de chaleur et 12 000 kWh d'électricité.

Pour valoriser cette ressource énergétique renouvelable, pour sensibiliser le public, les institutions, pour la mise en place d'une filiale, une asso-

ciation s'est mise en place : *Groupe gaz naturel renouvelable, Coop Floréal, 41, avenue Fabre-d'Eglantine, 11300 Limoux.*

Défi Areva : manipulation de l'information

Areva, nouveau nom de la fusion entre Cogéma et Framatome, a décidé de sponsoriser le bateau de compétition du «Défi français». Greenpeace a dénoncé cet accord contre nature, la mer étant victime des rejets de l'usine Areva de La Hague. Pour sa première apparition publique, le samedi 18 mai, le bateau a été pris en chasse par les zodiacs de Greenpeace. Ceux-ci portaient des banderoles pour l'arrêt du nucléaire. Greenpeace avait indiqué qu'il ne toucherait pas le bateau, mais une fausse manœuvre en a décidé autrement et un zodiac a heurté un des flotteurs du bateau de course. Ceux qui ont écouté les radios publiques ont alors pu entendre parler de «l'attentat de Greenpeace» pendant tout le week-end, les journalistes raillant sur le soi-disant engagement non-violent des associations écologistes. Une véritable campagne de désinformation orchestrée par Areva. Les chiens de garde de l'information auraient pu se rendre sur place pour y constater que l'attentat a nécessité une réparation qui a duré... huit heures !

généraux, réserves, bénéfiques...). On obtient alors la prime brute, à laquelle il faut ajouter les taxes perçues par l'Etat (40 % sur les assurances automobiles, par exemple). On peut estimer la prime technique pour le parc de centrale atomique d'EdF, selon quelques fréquences possibles d'accident majeur. Si l'on estime le sinistre maximal à 2500 milliards d'euros (Geuros) (Tchernobyl en est à 1000 milliards d'euros, mais ce n'est pas fini et ce n'est pas le pire que l'on puisse imaginer puisque Wise indique que l'on peut obtenir 70 fois pire à La Hague). Pour une production atomique d'EdF de 250 milliards de kWh par an, si on pense qu'un accident ne peut se produire tous les 100 ans, la prime est alors de 25 Geuros, soit 0,1 euro par kWh. Si on pense que c'est cinquante ans, il faut multiplier par deux...

Même avec le scénario le plus optimiste (Tchernobyl n'a pas attendu 100 ans pour exploser), on fait plus que doubler le coût du kWh. Le démantèlement des centrales, le stockage des déchets et l'assurance des risques industriels sont pris en charge par les futurs contribuables, ceci explique pourquoi l'énergie atomique semble bon marché pour le consommateur actuel. (calcul fourni par Patrice Néel, Ardèche)

du nucléaire organise une manifestation européenne le dimanche 20 octobre à Strasbourg avec comme objectif de réunir en seul lieu les 10 à 20 000 personnes répartis en cinq manifestations un an auparavant. Pour savoir comment organiser un départ groupé depuis chez vous, prendre contact dès maintenant avec Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 28 29 22, www.sortirdunucleaire.org.

organisé pour rejoindre l'Ile-Longue (65 km). Pour ceux qui ne viennent que le dimanche, des débats sont organisés le dimanche matin sur le thème des liens entre le nucléaire civil et militaire, à Crozon, Ile-Longue, Port du Fret. A 14 h, après l'arrivée des cyclistes de Brennelis, manifestation et «inauguration» du sous-marin «L'Inutile». La journée se terminera par un concert. Réseau Bretagne Sortir du nucléaire, maison des associations, impasse de l'Odet, 29000 Quimper, tél : 06 67 67 27 74 ou 02 98 78 25 71.

BRETAGNE Manifestation à l'Ile-Longue



Le samedi 29 juin, un fest-noz est organisé à Brennilis, à proximité du réacteur en cours de démantèlement. Le dimanche 30 juin au matin, à 9h30, une opération shaddock est organisée symboliquement devant la centrale. Puis un départ à vélo est

BURE Camp d'été

Ce sera du 13 au 21 juillet, devant l'entrée du chantier, pour la troisième année consécutive. Pour ceux et celles qui ne peuvent venir qu'un jour, une action forte sera faite le samedi 20 juillet. Pour ceux qui veulent aider à mettre en place le camp, il est possible de venir sur place dès le 10 juillet. Une marche de Soulaines (centre de déchets faiblement radioactifs) à Bure est organisée du 10 au 13 juillet.

- Meuse : CDR, 33, rue du Port, 55000 Bar-le-Duc, tél : 03 29 45 45 55.
- Haute-Marne : CEDRA, BP 17, 52101 Saint-Dizier cedex, tél : 03 25 04 91 41.
- Vosges : CENDR, 24, grande rue, 88630 Moncel-Vair, tél : 03 29 06 91 38.
- Meurthe-et-Moselle : CACENDR, tél : 03 83 30 72 24.

BELGIQUE Extension du périmètre de sécurité

Le gouvernement belge a modifié les consignes en cas d'accident nucléaire, étendant de 10 à 20 km autour des centrales l'information et la distribution des pastilles d'iode. Cette extension concerne environ deux millions de personnes. (Tam-Tam, mai 2002)

Primes d'assurance dans le nucléaire

Pour calculer la prime d'un risque industriel, les assureurs tiennent compte du sinistre maximum possible et de la fréquence statistique (exprimé en taux de survenance : 1/50, 1/100...). La multiplication coût du sinistre par le taux de survenance donne le montant de la prime technique. A celle-ci s'ajoute les frais de chargement (frais administratifs et

STRASBOURG Manifestation européenne



Alors que jusqu'à maintenant, le Parlement européen avait toujours été un rempart contre le lobby nucléaire, on observe aujourd'hui des dérives inquiétantes au sein de la Commission, en contradiction complète avec les politiques nationales de très nombreux pays en phase de sortie du nucléaire. Pour rappel : Autriche, Danemark, Grèce, Portugal, Luxembourg, Irlande n'ont pas de programme nucléaire, Suède, Belgique, Allemagne, Italie, Pays-Bas ont un programme de sortie du nucléaire, l'Espagne a un moratoire sur la question. Seuls l'Angleterre, la Finlande et la France n'ont pas pris de décision dans ce sens. Le lobby, essentiellement français, fait le forcing pour obtenir le feu vert pour un nouveau type de réacteur dit EPR... qui ne sera pas au point avant une douzaine d'années, un délai suffisant pour développer d'autres modes de production (gaz, charbon, éolien, solaire) et économiser l'électricité. En relais avec les autres organisations européennes, le Réseau Sortir

DORDOGNE Nuit contre l'enfouissement

La troisième nuit contre l'enfouissement des consciences se tiendra le 29 juin aux abords des grottes de Lascaux (même lieu que le départ du mouvement vers Bure de l'année dernière). Au programme : un mini-salon de l'habitat écologique, des stands sur les énergies alternatives, des stands associatifs, des débats, des films pendant toute la journée du samedi 29 juin. A la tombée de la nuit, intervention de personnalités sur scène puis concert. Dimanche 30 juin au matin, marche symbolique vers l'entrée des grottes. Association Vites, Lavergne, 46190 Souceyrac, tél : 05 65 10 65 70 (Michel Lablanquie) ou 05 53 95 20 12 (André Cruzet).





COCA-COLA Droit syndical bafoué

Des délégués venus de Colombie, Venezuela, Zimbabwe et Philippines, sont venus assister le 17 avril dernier à l'assemblée générale de la multinationale Coca-Cola. Ils sont venus témoigner de leurs conditions sociales et des violences exercées contre les syndicats. Ils ont rappelé les plaintes en cours pour mauvais traitements, enlèvements, meurtres. Ils ont dénoncé la précarisation extrême de l'emploi, la forte pression pour baisser les salaires. Actionnaires minoritaires, congrégations religieuses et associations de solidarité internationale étaient également venus se faire entendre. Coca-Cola se défend en disant que ces ouvriers sont employés par des sous-traitants... alors que la multinationale contrôle souvent ces sous-traitants par une participation dans leur capital. Les syndicalistes ont demandé que soit mise en place une charte que la firme ferait appliquer dans toutes les usines, sous-traitantes ou non. Coca-Cola étant sponsor pendant la coupe du monde de football, une campagne de lettres a été lancée pour demander d'appliquer ce que la firme avait déjà promis de faire en 1984. En France, on peut écrire à : Dominique Reiniche, Coca-Cola, 27, rue Camille-Desmoulins, 92784 Issy-les-Moulineaux cedex. Réseau-Solidarité, 10, quai de Richemont, 35000 Rennes, tél : 02 99 30 60 53.

Football Mondes extrêmes

Olivier Kahn, 33 ans, joueur du Bayern Munich, meilleur gardien de but 1999, fait de la publicité pour la firme Adidas. Son salaire est de 520 000 € par mois. Gloria Delgado, 29 ans, travaille dans l'usine Chi-

Fung, au Salvador, à fabriquer des vêtements Adidas. Elle travaille jusqu'à douze heures par jour, boit sur place de l'eau polluée par des bactéries. Elle n'a pas le droit de tomber enceinte, ni de se syndiquer. Son salaire est de 173 € par mois. Adidas est sponsor officiel de la coupe du monde de football. Autre sponsor : Nike qui fait fabriquer ses chaussures aux Philippines où le salaire minimal est de 62 € par mois. Puma fabrique ses articles au Honduras, dans le même genre de conditions. Une campagne de lettres a été lancée au niveau international par Clean Clothes demandant à la FIFA, organisatrice de la coupe du monde, de mettre en place une charte éthique pour les sponsors de l'événement.

Clean Clothes Campaign, case postale, CH 8031 Zurich, www.clean-clothes.ch.

Commerce équitable Bilan d'Artisans du Monde

Artisans du monde qui regroupe une centaine de boutiques en France, a fait réaliser au CIEDEL, centre international d'études pour le développement local, une évaluation des retombées du commerce équitable au niveau des producteurs. Le principal résultat positif est que l'entrée dans les circuits du commerce équitable a permis «d'assurer durablement le minimum vital aux artisans les plus démunis et les plus vulnérables». Pour les producteurs qui n'étaient pas à la limite de la survie, cela a permis également «une amélioration du niveau de vie se traduisant essentiellement par la scolarisation et l'accès au logement». Le commerce équitable permet parfois des avancées sociales comme au Népal où il a permis la mise en place d'un congé maternité de 45 jours. Toutefois le rapport indique que cette démarche ne permet pas «un décollage économique significatif» car «la capacité en investissement reste limitée». Cette activité reste souvent un complément d'activité et non l'activité principale : «le volume des échanges n'est pas assez important pour avoir un effet d'entraînement économique». Points négatifs : il n'y a en général pas de processus d'autonomisation des producteurs et les artisans ne connaissent le plus souvent pas Artisans du monde et les filières du commerce équitable. Fédération Artisans du monde, 53, boulevard de Strasbourg, 75010 Paris, tél : 01 56 03 93 50.

Télévision



■ **Abêtissement.** Les Européens regardent la télévision en moyenne 3 heures et 26 minutes par jour. La France est dans cette moyenne. Les pays du Sud et l'Angleterre sont plus accros (près de 4 heures), les pays scandinaves et l'Autriche le sont moins (2 heures et demi). Les différences sont importantes selon le niveau de culture : en

France, les cadres supérieurs regardent en moyenne la télé une heure de moins que la moyenne. (*Alternatives économiques*, mars 2002)

■ **Violence (1).** Selon une étude réalisée par des chercheurs de l'Université de Columbia (USA) qui a suivi 707 personnes pendant 20 ans, parmi ceux qui regardent la télévision moins d'une heure par jour, on compte 8,9 % de personnes qui ont commis une agression. Ce pourcentage passe à 45 % chez ceux qui ont regardé la télévision pendant plus de 3 heures par jour. (*Sciences et Avenir*, mai 2002)

■ **Violence (2).** Craig Anderson et Brad Bushman, de l'université d'Etat d'Iowa ont fait une recherche sur l'ensemble des études publiées depuis les années 50 sur le lien entre télévision et violence. Ils ont ainsi trouvé 284 études portant sur plus de 50 000 personnes. Si les études ne sont pas faites de la même façon, certaines tenant compte du temps de télévision par jour, d'autres portant sur le nombre de fictions, ou sur les actualités... le résultat est toujours le même : il y a chaque fois preuve d'une relation entre télévision et violence. Cette violence selon les études est étudiée à court terme ou à plus long terme, mais elle est toujours mise en évidence. Les auteurs de cette analyse générale comparent la situation de la télévision avec le tabac : cela fait maintenant cinquante ans que l'on a montré le lien entre fumer et avoir un cancer, mais régulièrement on lit des contestations sur ce lien. A quand la mention obligatoire sur les télévisions «Regarder la télévision rend violent». (*Courrier international*, 10 mai 2002)

Petites phrases

«Les hôtes et les étrangers doivent occuper une place dans ton royaume. Fais-leur bon accueil et laisse aux étrangers leur langue et leurs usages, car il est bien faible et bien fragile le royaume qui emploie une seule langue et partout les mêmes coutumes. Ne manque jamais d'équité ni de bonté envers ceux qui sont venus se fixer ici, traite-les avec bienveillance, afin qu'ils se sentent mieux chez toi que dans n'importe quel autre pays»

Etienne 1er de Hongrie (959-1038)



métallurgie, 150 dans le bâtiment et les travaux publics, 70 dans le milieu agricole... Quitte à parler sécurité, pourquoi ne pas s'intéresser aussi à ces morts beaucoup moins médiatisés ? (*Charlie-Hebdo*, 5 décembre 2001)

Travail

■ **Thaïlande : heureux.** A la suite de l'importante crise financière qui a secoué l'Asie en 2001, de très nombreux salariés ont vu diminuer leur temps de travail et leur salaire. Un sondage a révélé que 25 % se trouvaient plus heureux qu'avant. Bien que gagnant moins d'argent, ils appréciaient de pouvoir consacrer plus de temps à leur famille... (*Courrier international*, 13 décembre 2001)

■ **Accidents du travail.** Les policiers se plaignent régulièrement des morts qu'ils comptent dans leurs rangs. Pourtant, en 1999, derniers chiffres connus, 627 personnes sont mortes au travail. Parmi elles, 12 policiers, soit, mais également 67 ouvriers en

Publicité : hostilité croissante

Selon le baromètre IPSOS réalisé pour le syndicat de la publicité télévisée, 39 % des Européens se déclarent publiophobes, soit 6 % de plus qu'il y a deux ans. En France, le taux atteint 41 %. A 50 %, on supprime la publicité ? (*Libération*, 3 mars 2002)

Détentions pour mineurs

A peine mis en place, le gouvernement a annoncé la mise en place de centres



spécialisés d'enfermement pour les jeunes délinquants de 13 à 16 ans. Les syndicats d'éducateurs ont rappelé que de tels centres ont déjà existé dans le passé, mais qu'ils ont été supprimés par un gouvernement de droite, dans les années 70, par le ministre de la justice Alain Peyrefitte parce que régnait dans ces centres une violence extrême et que la réinsertion était un échec.

Insécurité

Alors que les médias nous bassinent avec les voitures incendiées dans les

banlieues, il est intéressant de signaler que, quelque fois, les auteurs des incendies sont interpellés. Ainsi, l'*Yonne Républicaine* du 26 avril titre «Cinq voitures incendiées» et nous informe que l'auteur a été arrêté :

un brave monsieur de 60 ans. A Rillieux, dans la banlieue de Lyon, 30 voitures ont également brûlé peu avant le premier tour. Les auteurs interpellés se sont révélés être sympathisants du Front national... (*Combat-Syndicaliste*, mai 2002)

Droit d'asile

■ **Portugal : régularisation.** Comme cela se fait régulièrement dans d'autres pays, le Portugal a annoncé une mesure de régularisation qui a touché 131 000 personnes sans papiers mais pouvant justifier d'un travail. Reste une

estimation de 60 000 personnes sans papiers et sans travail. Il existe une relation privilégiée au Portugal pour les personnes qui viennent de Roumanie et de Russie. (*Forum réfugiés*, avril 2002)
 ■ **Pas d'afflux particulier.** Le discours sécuritaire laisse croire à un afflux d'étrangers en France, sous couvert du droit d'asile. En 2001, il y a eu 47260 demandes, ce qui est en hausse depuis 1996 (17 000), mais n'atteint pas le niveau de 1989 (61 000). Cela représente actuellement un demandeur d'asile pour 12 000 habitants. (*Forum réfugiés*, avril 2002)

Annonces

Entraide

■ **Amiens.** Suite aux inondations de la Somme de l'hiver passé, un chantier est organisé du 1er au 7 juillet pour la réhabilitation d'une cabane abîmée dans les hortillonages d'Amiens, jardins maraîchers situés sur des îles. Contre une participation au travail entre 11 h du matin et 15 h chaque jour, il est proposé des promenades dans la région, repas et hébergement. *Lionel Monti, 13, rue de Wiencourt, 80170 Guillaucourt, tél : 02 22 85 85 83.*

■ **Récupération.** Notre SEL développe une bibliothèque. Ne jetez pas vos revues (même anciennes) traitant de près ou de loin d'écologie, de solidarité, de non-violence, d'échanges, d'alternatives, de jardinage, etc. Nous paierons les frais de port. Echanges possibles. *La clef de SEL, 177, rue Pierre-Loti, 17300 Rochefort, ortus@wanadoo.fr, tél : 05 46 87 40 43.*

■ Offrons accueil dans petit domaine biodynamique à personne désirant venir de temps en temps, à partager : vie, expérience(s), etc. contre petits travaux, aide au jardin. *Tél/fax : 02 41 67 81 34 (le soir).*

■ **Brocéliande.** Accueillons en camping cet été en plein cœur de la forêt de Brocéliande, jeunes et adultes intéressés pour donner un coup de main bénévolement, tout en randonnant dans la forêt, à la réalisation d'un lieu d'accueil informatif (débroussaillage, terrassement, plomberie, bricolage écologique, construction d'un hangar...). *Alexis Robert, tél : 02 97 93 42 92.*

Rencontres

■ **Réf 285.01.** Homme 50 ans, pré-retraité, cherche compagne pour partager projet d'installation en éco-village, voyages, activités artistiques et spirituelles. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ **Réf 285.02.** Je suis agriculteur en bio, depuis plus de dix ans. 49 ans divorcé, sérieux, doux, tolérant, honnête, sentimental, sobre, non fumeur, j'ai une petite ferme moderne en Auvergne avec vaches laitières, dont une partie du lait est transformée en fromages. J'aimerais correspondre avec une femme de 42 à 55 ans, simple, aimant la campagne et les animaux, désirant bâtir une relation sentimentale durable, basée sur la sincérité, pour une vie saine avec complicité, amour et tendresse partagée. Je ferai réponse à toute personne qui m'écrira une lettre détaillée. Annonce sérieuse. *Ecrire à la revue qui*

transmettra.

■ **Réf. 285.03.** Je cherche une compagne pour randonner à pied au mois d'août. Destination, itinéraire, moyens à définir. J'ai 44 ans. Je suis grand et suis intéressé par tout débat, échanges et projet éventuel pouvant déboucher sur une vie meilleure. J'ai des compétences et une expérience professionnelle dans la construction bois. Libertaire bien venue. Amoureuse des animaux domestiques et esprit ésotérique s'abstenir. Ecrire avant le 1er juillet. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

Recherche

■ **Lyon.** Suite mutation professionnelle, je recherche un appartement sur Lyon (environ 70 m²) en location ou vente. Etudie toutes propositions. Je vends à Paris 13e, un studio de 17m², clair, calme, sans travaux, éventuellement tout équipé. *Marie-Claude Latimier, 39, rue de Domrémy, 75013 Paris, tél : 06 86 95 84 95.*

■ **Aigues-Mortes (Gard).** Famille avec deux enfants, six et douze ans, souhaite créer une école alternative dont le principe de base serait la non-violence éducative. possibilité d'alterner les journées d'école sur d'autres lieux, même éloignés. *Tél : 04 66 53 81 87.*

■ **Maison en papier.** Nous sommes intéressés par tout projet de construction en papier de recyclage (voir Silence n°262) : associations, architectes, sites internet, etc. *La clef de SEL, 177, rue Pierre-Loti, 17300 Rochefort, ortus@wanadoo.fr, tél : 05 46 87 40 43.*

■ **Petite éolienne.** Cherchons pour fabriquer en autoconstruction, les plans d'une petite éolienne pour site isolé (mécanismes, pales, etc.). *François Aymonier, 80, Grande-Rue, 25300 Les Fourgs, tél/fax : 03 81 69 41 74, momone2002@yahoo.fr.*

■ **Lyon.** Je cherche un logement à l'année de 20 m² minimum, sur Lyon ou environs, à partir du mois d'août ou septembre, avec un loyer de 330 euros maxi (2200 F), si possible en habitat écolo, en location, ou colocation avec personnes esprit Silence, pourriez-vous m'aider ? Je serai au Cun du Larzac du 3 au 14 juillet, nous pourrions nous y rencontrer ! Merci de me contacter tout vite ! *Alexandre Esteban, 5 le Vert-Vallon, 76770 Malaunay, tél : 02 35 74 50 43, courriel : pitgavroche@free.fr.*

■ **Arriège.** Nous travaillons dans le domaine des énergies renouvelables. Nous cherchons dans les environs de Pamiers, à partir de septembre, une maisonnette ou un appartement à louer, avec un bout de ter-

rain pour faire un jardin potager. Projet de capteurs solaires thermiques, possibilité d'échange de service... Etudions toutes possibilités. *Solène et Charly, tél : 04 75 89 19 34.*

■ Logeant dans une cage à lapins à 500 m d'AZF à Toulouse, avec vue imprenable sur le périphérique, je suis à la limite du point de non-retour. Je cherche donc un logement à la campagne en location simple ou colocation, aux alentours de la ville «où ici, même les nuages sont roses». Préférences pour le Tarn, le Lot et le Tarn-et-Garonne. Loyer autour de 300 euros/mois et/ou contre jardinage, cuisine, ménage, etc. Sauf couchage ! Merci de m'aider à sortir de cet enfer le plus rapidement possible. *Dominique, tél : 05 61 43 74 19.*

Emplois

■ Femme de 40 ans, formatrice de formation, intéressée depuis longtemps par tout ce qui touche à la nature, la protection de l'environnement, le respect du vivant, cherche emploi dans ferme bio (soin aux animaux...) ou dans association orientation nature/alternatives... sur région et autour de Lyon, Vienne, Saint-Etienne. Etudie toutes propositions. *Nathalie Dubois, Beausejour B, place de l'Eglise, 69440 Sainte-Catherine, tél : 04 78 81 65 06.*

■ Emplois-jeunes. Le réseau des recycleries et ressourceries cherche deux personnes en contrat emploi-jeune. L'une sera chargée d'assurer la communication entre les membres et auprès de l'extérieur par la réalisation de documents écrits et la gestion du site internet. L'autre sera chargée de développer les services aux membres en réalisant des études techniques et économiques. Les postes sont basés en Picardie/ Nord Pas-de-Calais. Rémunération : 1067 € net par mois. Renseignements : 03 27 42 21 24.

Vacances

■ Un petit coin de nature au bord de l'eau pour observer la faune, se promener à pied ou en vélo, participer à la vie du lieu, rêver, peindre, ramer, jardiner, prendre et donner, se reposer, écouter, échanger, refaire le monde, etc. Bozena et Alain vous accueillent dans un moulin au bord du Loir à 25 km au nord-est d'Angers. Accueil sur mesure, soit en chambre d'hôtes avec ou sans table (bio-végétarienne, un morceau de viande n'étant pas interdit) ou gîte avec partage de repas éventuel. Logement dans une petite maison indépendante pouvant

accueillir jusqu'à 6 personnes. *Bozena et Alain Le Talludec, Le Moulin, 49430 Lezigne, tél : 02 41 95 88 12.*

A louer

■ **Bresse.** A louer appartement meublé, 5 pièces + cuisine dans ferme bressane du 18e siècle, chauffage au bois, eau chaude solaire, possibilité d'un grand jardin bio. 365 € par mois. *Famille Waber, tél : 03 85 74 79 39.*

A vendre

■ **Limousin.** A vendre à 15 km de Tulle, plein sud, au milieu des bois, sur sentiers de randonnée, une exploitation agricole (7 ha) en bio, comprenant une chèvrerie (400 m²) transformable, une fromagerie aux normes ; un chalet en bois comprenant un gîte pour huit personnes, une chambre d'hôte, un grand appartement (le tout en bon état) et un autre appartement à rénover ; présence d'une turbine sur une rivière à rénover. Lieu idéal pour organiser des stages. *Tél le soir ou en week-end : 05 55 26 56 02, laisser message en cas d'absence.*

■ **Voiturette électro-solaire.** A vendre. Fabriquée au Danemark, immatriculée en 1992 (réception Mines). Prévoir changement trois batteries 12v 100 ah type Oldham CXL 100 ou équivalent et bientôt trois pneus Continental 80/70-16. Chargeur rapide fourni. Capteur photovoltaïque sur le véhicule (ne permet pas l'autonomie, mais procure un appoint intéressant et évite l'autodécharge des batteries). Prix de cession proposé : 1500 €. Renseignements : *Marcel Hoerner, 2, impasse des Mésanges, 57800 Freyming-Merlebach, tél / fax : 03 87 04 85 03.*

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés.

Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois.

Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

Domiciliées : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

Sélection : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplai-

L'Espagne noire, rouge... et verte

Nous avons tendance à croire que l'écologie est née dans la seconde moitié du 20e siècle, après les années cinquante. Il existe cependant des antécédents dès le début du 19e. En particulier en Catalogne, lors de la montée en puissance de l'anarchisme avant la guerre civile de 1936.

l'étiquette caricaturale de « communistes » ou de « francs-maçons ».

Aujourd'hui, les écologistes espagnols se doivent de récupérer pour de bon leur histoire, une riche tradition écologiste car aujourd'hui, quoiqu'inconsciente que puisse être cette influence, un héritage de domination pénètre notre pensée et nos valeurs, nos émotions et jusqu'à notre propre musculature. Tant que nous ignorons l'histoire, celle-ci nous dominera.

Nature et hiérarchie

Mais quels événements historiques pouvons-nous intégrer dans l'écologisme, en les faisant nôtres ?

Pouvons-nous en rester uniquement aux actions tendant exclusivement à la conservation ou à la défense immédiate de notre environnement naturel ? Dans l'affirmative nous ne prendrions en compte que « l'agir locallement » au détriment du « penser globalement ». Nous oublierions tout simplement de parler de nous-mêmes, en tant qu'êtres humains appartenant à une société donnée, comme victimes mais aussi comme responsables de cette agression et de ces détériorations.

Pour l'écologie sociale, une approche plus développée en Espagne qu'en France, la domination de la nature trouve son origine dans la propre domination de l'homme par l'homme et de la femme par l'homme, celle-ci se perpétuant par la sujétion de l'enfance.

Nous ne pouvons comprendre la nature si nous la considérons d'un point de vue hiérarchique. Cette vision de domination n'est rien de plus qu'un anthropomorphisme, une

transposition des valeurs de la société dans laquelle nous vivons.

Dans le champ social, de même que dans le cadre naturel qui nous précède, dans lequel nous sommes inclus et duquel nous sommes issus, nous devons réaliser un renversement total quant au concept tant claironné du « plus apte à survivre ». *« Le conflit dans la nature entre les différents types d'organismes a été exprimé par des expressions populaires*

comme la lutte pour l'existence et la loi du plus fort. Cependant, peu de gens se rendent compte que la coopération mutuelle entre les espèces — la symbiose — est de même importance et que le plus apte à survivre pourrait bien être celui



Affiche annonçant la naissance de la République en décembre 1931.

Si de nos jours, l'ampleur et l'importance des mouvements sociaux d'inspiration anarchiste sortent au grand jour et commencent à être reconnus en France, leur orientation écologiste, même si ce vocable n'était pas utilisé à l'époque, demeure pour l'essentiel inconnue.

Le négationnisme sous Franco

L'histoire en Espagne reste cachée, manipulée, voire effacée. L'histoire de l'Espagne commence mal avec l'idée même d'« Une Espagne », comme entité préétablie, telle qu'on nous l'enseigne à l'école. Les peuples de ce pays ont toujours été trop multiples, trop rebelles et trop anarchistes dans l'âme pour adhérer à l'idée d'« Une, Grande et Libre » (devise de Franco pour l'Espagne). En

réalité, celle-ci s'est forgée dans le feu et le sang, jusqu'à notre histoire récente. Ceci à la grande satisfaction des partisans du centralisme, de l'ordre capitaliste, de l'Eglise mais aussi des partisans du « socialisme réel », d'Espagne, mais aussi du monde entier. Tout au long de son règne, le franquisme triomphant va imposer, en même temps que son ordre, sa langue, sa culture, et sa conception d'une « Espagne grande et libre », comme d'une entité « naturelle », préétablie depuis la préhistoire. Les Basques, Aragonais, Catalans, Valencianos, Andalous, Gallegos, et autres peuples ne représentant qu'un anachronisme et un accident de l'Histoire. Quant aux opposants à sa croisade, Franco ne leur laissa dans l'Histoire qu'un minimum de place, les réduisant tous sous

La domination de la nature trouve son origine dans la propre domination de l'homme par l'homme et de la femme par l'homme.

qui assure le plus la survie de l'autre» (1). Le plus grand propos écologiste est donc bien, à notre avis, tout ce qui tend à la reconstruction sociale en vue d'abolir l'inégalité des égaux pour la substituer par l'égalité des inégaux. C'est-à-dire une société d'êtres différents et différenciés mais avec les mêmes possibilités de développement et de réalisation, dans une société hautement coopérative.

Notre héritage de liberté

En toute logique nous pouvons donc considérer tout courant philosophique ou mouvement social qui se propose d'en finir avec notre héritage de domination afin d'établir une société «organique» telle que nous l'avons définie, comme faisant intimement partie de l'histoire de l'écologie. Dans ce sens, l'écologie en Espagne a une abondante et riche tradition historique, partant des mystiques chrétiens, des philosophes musulmans, des mouvements populaires comme ceux des «communes de Castille», peut-être auparavant chez les Andaloux, musulmans, juifs et chrétiens, jusqu'aux anarcho-syndicalistes des 19 et 20e siècles, en passant par les municipalistes.

D'ailleurs nous pouvons apprendre de ces mouvements, autant de leurs succès que de leurs erreurs. Si nous nous centrons sur la période la plus proche située entre la moitié du 19e et 1939, nous apercevons qu'affleure avec une netteté croissante, une indéniable sensibilité naturaliste à l'intérieur même du mouvement ouvrier et paysan, jusqu'à culminer, pendant la révolution, à la première tentative d'installer à grande échelle, une société écologiste.

Ces faits trop méconnus par la grande majorité, se développèrent surtout dans Barcelone et sa province, la Catalogne. Ils commencèrent le 19 juillet 1936 et s'achevèrent pratiquement avec la contre-révolution de mai 1937.

L'origine de ce large mouvement innovateur, sans précédent et encore inégalé dans nos sociétés avancées, se situe à notre avis dans la confluence de plusieurs phénomènes.

Sa base est constituée par le prolétariat, récemment issu de la paysannerie et de cette même paysannerie, encore nombreuse à l'époque, ayant pour idéal la tendance anti-autoritaire de la Première internationale. Le 18 Juin 1870 se tenait, à Barcelone, le premier congrès ouvrier de la section espagnole de l'Internationale représentant 150 associations ouvrières de 86 localités du territoire espagnol.

C'est à cette occasion que se constitue la Fédération régionale espagnole avec ses principes de prises de décisions par assemblée, sans délégations de pouvoir, d'autonomie et

de décentralisation et par conséquent de fédéralisme. Grâce à l'ensemble de ces principes organisateurs et son éthique libertaire correspondante, les ouvriers parvinrent à contrecarrer toute manipulation politicienne et à éviter jusqu'à la plus infime bureaucratisation du syndicat et cela jusqu'à bien après la création de la CNT, Confédération nationale des travailleurs, en 1910, et ceci jusqu'à 1936, au moins.

La graine naturaliste des théoriciens

L'ouvrier, avec une mémoire encore fraîche de son village solidaire et de la nature avec laquelle il était très familiarisé, était une personne très sensible et réceptive au discours naturaliste des théoriciens de l'anarchisme. A la fin du 19e siècle, le mouvement ouvrier avait une incontestable capacité auto-organisatrice. Il fut cependant influencé, après Proudhon, par la pensée de Pierre Kropotkine et d'Elysée Reclus. Kropotkine anticipa dès 1878 ce qu'actuellement nous appelons agriculture écologique (2), et ceci non seulement par ses critiques aux techniques agricoles modernes qu'il considère inadéquates, tout comme l'usage de la chimie introduite par Liebig, mais aussi parce qu'il considère que l'on commet une

«L'union pleine de l'homme avec la nature ne peut se réaliser sans détruire les frontières.»

erreur grave en suivant les règles de la spéculation capitaliste en ce qui concerne l'approvisionnement alimentaire. En effet, en achetant des aliments à première vue bon marché, et provenant d'ailleurs, on provoque l'abandon des cultures locales et les paysans ruinés viennent grossir les rangs des affamés dans les villes. Il propose comme alternative, des cultures hautement productives tout autour des villes, avec des techniques très appropriées, une décentralisation des villes pour en finir avec le déséquilibre villes/campagnes et pour permettre une participation la plus agréable possible du maximum de citoyens dans le processus alimentaire.

Kropotkine, lui, est sans doute plus connu des écologistes scientifiques et des biologistes modernes par son ouvrage *L'entraide, un facteur de l'évolution* (3), écrit à partir de 1860, en réaction au darwinisme social galopant (4). Son ouvrage a eu un important effet révélateur à son époque, en démontrant que c'est bien l'entraide qui a été le facteur le plus important de l'évolution des espèces et plus particulièrement de l'être humain. Cette œuvre, malgré quelques erreurs d'extrapolation, est encore considérée très positivement par nombre de scientifiques contemporains.



Bataille dans les rues de Barcelone, 1936.

Quant à Elysée Reclus, il avertit, bien avant la création de la «Wilderness Society» en 1936, des dangers que couraient les écosystèmes d'Amérique du Nord. Il déplora la perte des arbres nobles et colossaux tels que les séquoias de la côte Ouest, ce qu'il considère comme «une perte peut-être irréparable» étant donné les «cent mille années» nécessaires pour leur régénération. Même s'il ne pouvait avoir une conception bien définie de ce que sera l'écologie sociale, du fait de l'époque, il la pressentait à certains égards, par exemple lorsqu'il dénonce la relation de l'homme avec la nature, non pas guidée, selon lui, «par un sentiment de respect et de sensibilité», mais bien par des aspects purement mercantiles, ou lorsqu'il affirme : «L'union pleine de l'homme avec la nature ne peut se réaliser sans détruire les frontières entre les castes tout autant que les frontières entre les peuples» (5). L'éducation est



Monnaie locale

aussi une des préoccupations de Reclus. A certains égards, il dépasse les conceptions de la pédagogue Montessori notamment en ce qui concerne l'importance qu'il attribue au

(1) Murray Bookchin «La Ecología de la Libertad» Ed. Madre Tierra et Los Arenalejos. 1999. En France nous ne disposons malheureusement que d'un extrait de cet important ouvrage, sous forme d'une brochure publiée par ACL «Qu'est-ce que l'écologie Sociale?».

(2) Voir sa conception de l'agriculture dans «Champs, usines et ateliers», en France, originellement aux éditions Stock.

(3) Réédité par les éditions Ecosociété du Québec en 2001 et disponible à la librairie de Silence.

(4) Le darwinisme social se base sur les travaux de Darwin, «L'évolution des espèces» qui reste un des points culminants de la pensée biologique contemporaine. Toutefois cette pensée a été détournée par ce courant sociologique qui, en n'exposant qu'un aspect de la pensée de Darwin, la trahit pour justifier le capitalisme sauvage de Manchester à l'époque. C'est grâce à ce darwinisme social que se sont popularisées des expressions comme «la lutte pour la vie» et la «survie du plus apte» entendant par là, du plus fort, du plus mâle, du plus blanc et du plus individualiste.

(5) Cité dans «La pensée d'Elysée Reclus, géographe anarchiste» de John Clark, Ed. ACL Lyon, 1996.



DR
Carte postale de la guerre civile avec Buenaventura Durutti.

jeu. De plus il pense que: «l'école vraiment émancipée de l'ancienne servitude ne peut se développer réellement que dans la nature».

Et pousse «la mauvaise herbe»

Ces suggestions reçurent une totale adhésion de la part de Francisco Ferrer, des instituteurs rationalistes et de la *Federaci6n Regional Espa~ola*, comme plus tard celle de la CNT. Tous ces militants savent qu'un changement de structure sociale est un travail de longue haleine et que celui-ci implique aussi et simultanément un changement radical du maximum de personnes, en commençant par les enfants, adultes de demain. A partir de là, la plupart des syndicats, malgré les multiples et brutales répressions, n'auront de cesse à créer des écoles «rationalistes», cherchant à la situer en contact direct avec la nature, par exemple grâce à la création d'un jardin potager. Quelques écoles obtinrent même de créer leur propre colonie de vacances en pleine nature pour des excursions et parcours didactiques. Tel fut le cas de l'école *Natura* de Barcelone qui l'installa dans les Pyrénées. C'est ainsi que peu à peu une authentique contre-culture populaire face à l'obscurantisme catholique dominant, en faveur de la science, de la liberté de conscience, la santé, l'amour libre..., dans le but de donner naissance à des êtres avec une capacité maximum de conscience, d'autonomie, d'entraide et d'amour envers la nature.

Cette contre-culture radicale créa des modèles alternatifs qui occupèrent une place privilégiée aux côtés de la notion vitale de justice sociale. Les écoles rationalistes adoptèrent des noms significatifs comme *Nature*, *Harmonie*... et les enfants aussi, comme *Aurore*, *Violette*, *Germinal*, *Helios*, *Floreal*.

Le végétarisme, le naturisme, nudisme inclus, l'apprentissage de l'espéranto et le pacifisme eurent un retentissement sans précédent, même sous la dictature et la répression de Primo de Rivera, dans les années 20. De nombreuses revues parmi les revues culturelles libertaires, comme *La Revista Blanca*, *Etica* de Barcelone, *Estudios* de Valencia, *Generaci6n Consciente* de Alcoy se chargèrent de diffuser cette nouvelle culture naturaliste. Mais si le naturisme eut autant de succès c'est aussi parce qu'il s'avérait être une réponse populaire efficace face aux épidémies (notamment grippe et tuberculose) qui à cette époque affectèrent surtout les milieux ouvriers. La médecine officielle étant incapable d'y faire face.

En plus des écoles et des revues, d'authentiques «laboratoires de l'utopie» virent le jour avec les colonies naturistes, «petits essais de société basées sur l'entraide et qui admettaient tout autant les formes communistes comme celles simplement coopératives, un projet d'hygiène sociale préventive en lutte constante contre l'appauvrissement et la sous-alimentation d'une bonne partie de la population, finalement les idées du végétarisme social et ses finalités morales comme bases de non-violence, condition première d'un quelconque système social qui proposerait de se constituer de façon juste et libre» (6). Mis à part la faim et la misère, des propos somme toute assez comparables au «retour à la terre» des années soixante-dix. Mais la différence fondamentale réside dans cette relation symbiotique de cette tendance naturiste avec le plus grand mouvement social de l'époque : «La cohérence théorique des anarchistes, basée sur la complémentarité du naturalisme avec des formes sociales autogestionnaires, deviendra finalement le courant dominant face aux options simplement thérapeutiques» (7).

**D'authentiques
«laboratoires
de l'utopie»
virent
le jour.**

Cette conjonction de mouvements dans une même cohérence à l'intérieur du mouvement ouvrier anarchiste, constitua à la fin des années 30, un puissant mouvement socio-écologiste face à la spéculation, massification et la galopante extension de Barcelone, mais également capable de proposer et de mener à bien des alternatives pratiques dans plusieurs villes comme des grèves de loyer, des coopératives de logement ; et, à la campagne et dans les villages, des campagnes de «redignification» du paysan, afin de freiner l'exode rural.

Grâce aux multiples années d'expériences à travers les luttes et les alternatives mises en place, les débats et les recherches, peu à peu se forment la connaissance et la capacité. C'est ainsi qu'apparaît avec plus de netteté et de réalisme le projet d'une nouvelle société, qui pour beaucoup, loin d'être une chimère, se trouve au détour d'une rue, une fois le capitalisme vaincu.

Catalogne, la récolte détruite

A Barcelone, les syndicats de la CNT et l'ingénieur anarchiste Alfonso Martinez Rizo avaient préparé une proposition qui devait être soumise, enrichie et approuvée par l'ensemble des collectifs des habitants de la ville. Cette étude assez complète, avait pris soin de bien situer la ville dans sa bio-région et réalisait le premier inventaire des caractéristiques de ses sols. Elle reprenait, tout en l'adaptant à l'époque et en l'améliorant, la proposition «organiciste» de la «Cité Jardin» de l'architecte catalan Montoliu, du début du siècle, non sans insister au préalable sur l'indispensable nécessité d'en écarter toute manœuvre spéculative. En effet la proposition de Montoliu est un «*songe impossible à réaliser avec l'actuel régime d'égoïsmes libres*» (8). Il s'agissait de décentraliser les villes pour les décongestionner et les aérer, laisser entrer le soleil et en finir avec le divorce campagnes/villes par une synthèse entre ces deux entités.

Il était prévu aussi de restructurer les quartiers avec des maisons saines à deux étages tout au plus, et de les disposer en fonction de leurs activités plus spécifiques. Il y était également question d'une «rigoureuse réglementation du transit automobile». De cette façon on parviendrait à une plus grande autonomie et stabilité des villes, et par conséquent une sérieuse réduction des frais et de la pollution. Cela ce traduit pour le citadin, par «un foyer commode, hygiénique et beau,

(6) Extrait d'un texte de l'«Asociaci6n Cultural Alzina», *El naturismo en los años 20*.

(7) Idem.

(8) Martinez Rizo, dans la revue *Estudios* n° 145, un an avant la révolution, en 1935.

(9) Martinez Rizo, 1932.

situé dans une ville saine et joyeuse, en contact immédiat avec la campagne» (9).

Martinez Rizo et le Syndicat du bâtiment de la CNT, évaluèrent à une dizaine d'années, la période de transition nécessaire pour décentraliser Barcelone pour qu'elle puisse atteindre, à la baisse, les 10 000 habitants, c'est-à-dire, selon leurs études, le maximum d'habitants d'une ville pour qu'elle reste à échelle humaine. Mais loin d'imposer quoi que ce soit, comme nous le rappelle le consensus qu'ils s'étaient proposés avec les autres collectifs de la ville, ils vont même plus loin : «sans que la collectivité ait à prendre un accord, automatiquement les villes se videront puisque disparaîtront les forces agglutinantes qui les ont agrandies et, qu'en revanche apparaîtront les forces désagrégeantes nées de l'attraction d'autres lieux plus sains» (10).

Pas grand chose en commun entre cette méthodologie et celle des bolcheviques, lesquels, dès le mois de mai de 1937, assenèrent le premier coup aux réalisations révolutionnaires de ce type. Plus tard le franquisme se chargerait d'en donner le coup de grâce avec la complaisance voire la complicité des forces étatiques étrangères. Aucun pouvoir capitaliste, démocrate ou bureaucratique ne pouvait admettre un fait sans précédent, risquant de s'étendre : les villages, les villes, les industries, le logement, l'alimentation, les spectacles, et d'autres activités, passés aux mains des ouvriers et des paysans, en autogestion.

Il est évident que pour que la proposition pour la restructuration de la ville de Barcelone soit réalisable, elle ne pouvait se faire qu'en considérant la bio-région dans laquelle elle s'inscrit, avec l'inventaire de ses ressources naturelles (11), dans un cadre cohérent et une vision globale des interactions socio-culturelles. C'est ainsi que s'intensifièrent les recherches sur les énergies propres et renouvelables comme les éoliennes et les turbines à eau dans toute la

Catalogne. On arriva à des accords sans précédents en matière de reforestation. Ensemble, les syndicats du bâtiment, du bois et de la décoration et les collectivités paysannes, s'accordèrent à replanter le triple de ce qui était abattu dans les forêt collectivisées, qui, pour la première fois, étaient à la disposition de leurs habitants.

C'est donc bien en Catalogne que l'on trouve les premiers essais d'installer une société authentiquement écologiste, dès l'écrasement du fascisme le 19 juillet de 1936, mais aussi d'approfondir d'avantage les recherches sur l'évolution de la pensée et des réalisations pendant toute cette époque des années 1910 à 1939, sur tout le territoire espagnol.

Ecologie ou barbarie

En ce qui concerne l'écologie dans sa version perverse, nous pourrions, en cette même époque historique nous déplacer dans l'espace, vers le nord, à environ deux mille kilomètres, en plein cœur de l'Allemagne nazie, là où furent décrétées une pléthore de lois sur l'environnement pour freiner les effets néfastes des «toxines environnementales» et pour «conserver» la nature. On y interdit le DDT, jusqu'en 1943, mais aussi d'autres substances dangereuses. La consommation du pain complet fut encouragée jusqu'à concerner 40 % de la population. En fait, ce ne fut

qu'un des aspects des nombreuses campagnes de diététiques d'alors.

Mais c'est encore Goering qui expose avec le plus de netteté toute l'ambiguïté de la politique environnementale des nazis : «Quiconque s'adonnerait à la vivisection sur des animaux d'une quelconque espèce, sera déporté dans un camp de concentration» (12). Plus récemment, Le Pen, s'exprima également en termes écolos : «Les arabes doivent rejoindre leurs niches écologiques».

Si nous regardons de plus près, l'histoire nous enseigne que la peur fut un facteur non négligeable de la montée du nazisme en Allemagne et de l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Partant de là, il n'est pas si improbable que, dans un futur pas

trop lointain, nous ne puissions glisser, par peur des désastres naturels, vers une «dictature verte» imposée par des «éco-technocrates», à coup de lois, par ailleurs tout à fait inefficaces, «pour le bien de la nature et des hommes».

Penser une écologie radicale relève alors, à notre avis, d'une nécessité vitale, bien avant qu'on nous piège dans une écologie de type extrémiste. Il serait grand temps de choisir entre une écologie fumeuse dictée par des lois décrétées par les Etats, (toujours au service des nantis et qui ne génèrent que les plus pauvres), et une écologie radicale tissée depuis de solides bases sociales, comme ce fut le cas en Espagne (13). Sans vouloir la copier, nous pouvons néanmoins apprendre beaucoup de l'histoire, et agir en conséquence.

ALAIDES ■

Asociación Los Arenalejos para la Investigación y el Desarrollo de la Ecología Social, 29567 Alozaina (Málaga), Espagne. e-mail: arenalaidés@wanadoo.es

Texte initialement publié dans la revue espagnole *El ecologista*, été 2000. Traduction de Sybil de Pen Kalet (Bretagne). Silence a résumé les parties relevant du débat «espagnol».

(10) Idem.

(11) L'ingénieur anarchiste Carsi écrit un ouvrage intitulé : «La richesse intégrale de Catalogne» en 1937, mais il ne put être publié. La plupart des citations ont été tirées de deux excellents ouvrages du même auteur Eduard Masjuan : *Ecología y urbanismo en Cataluña* Ed. Madre Tierra, 1992 et *La ecología humana en el anarquismo ibérico* Ed. Icaria, 2000.

(12) Revue d'étude libertaire, «Archipiélago» n°8.

(13) Radical : qui essaie d'aller à la racine des problèmes.



Photomontage du socialiste Allemand John Heartfield utilisant le célèbre slogan "No pasaran".





La révolution bio

de Marie-Odile Delacour et Jean-René Huleu
éd. La Découverte
2002 - 150 p - 13 €



«Nous acceptons de payer une nourriture mieux garantie un peu plus cher. Cet argent est bien investi : il y va de notre santé, bien sûr... mais aussi du respect envers les producteurs... et de la préservation de l'environnement».

Ces phrases extraites du livre résument l'essentiel de la démarche des auteurs. Livre d'abord simple, il est pratique avec des adresses et des conseils de bon sens, mais n'hésite pas à égratigner au passage la politique économique (1,5 milliard d'euros dépensés pour seulement tenter de dépolluer les zones porcines bretonnes, le coût de l'exode rural, etc.). Il montre que la bio crée des emplois. Il encourage les cantines bio et l'éducation des enfants à la nourriture. Le tout sans jamais tomber dans l'extrémisme, en indiquant des produits ou des marchés qui n'ayant pas le label bio sont d'une excellente qualité et, aussi, quelques produits labellisés correctement vendus dans des grandes surfaces et auxquels on peut recourir faute d'une vraie boutique bio à une distance raisonnable. MN.

Cultiver son jardin

d'Elisabeth Pasquier
Ed. L'Harmattan
2001 - 320 p. - 25,92 €

Dans le cadre de sa politique urbaine, la ville de Nantes procède à des expropriations dans les années 50. Un projet d'autoroute urbaine est alors envisagé. En 1977, la nouvelle municipalité de gauche lance une enquête et on semble se diriger vers une base de loisirs avec des lotissements autour, puis vers des espaces verts... Pendant ce temps, les terrains sont prêtés pour des jardins ouvriers. Nouveau passage de la ville à droite, nouveau projet de lotissement. Retour de la gauche et nouvelle étude maintenant quelques jardins familiaux. En 1992, les jardiniers qui occupent à titre précaire une partie des lieux lancent un appel pour que d'autres viennent squatter les ter-

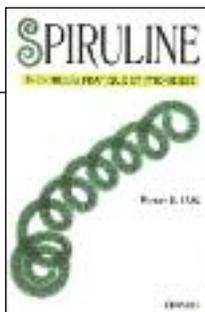
rains vagues disponibles. Officiellement, les Jardins de la Fournillière ne sont au départ qu'une tolérance. Au fil des ans, ces jardins deviennent de plus en plus élaborés, tant et si bien que des négociations s'engagent avec la municipalité. En 2000, les jardins deviennent municipaux et bénéficient enfin d'un statut : bien que la ville ait cerné le lieu, les jardins resteront là. Elisabeth Pasquier, sociologue travaillant sur le logement social, va découvrir ces jardins en menant des enquêtes dans les quartiers voisins. Elle fait partie des personnes qui s'investissent à partir de 1992 dans la mise en jardin de l'ensemble du lieu. En 1996, quand commencent les négociations avec la mairie, un recensement montre qu'il y a là parmi les jardiniers, trente-trois Maghrébins, douze Français, huit Portugais, un Bosniaque, un Turc. Trente-cinq habitent en HLM. Les discussions avec les jeunes montrent qu'ils sont mobiles : des jardins sauvages se créent ainsi dans les terrains vagues et bougent quand les projets immobiliers les expulsent. La Fournillière est donc l'un des rares endroits à obtenir son officialisation. Les négociations avec les autorités obligent à transcrire les règles orales en mode de fonctionnement. En 2000, après la légalisation, les parcelles sont définies par la ville, équipées d'une cabane, labourée et redistribuées : on compte alors 49 Français, 35 Maghrébins, 11 Turcs, 5 Portugais, deux d'autres nationalités et une parcelle réservée à un centre de réfugiés voisin. Si les Français sont plus nombreux, ils viennent aussi des HLM et les fêtes sont toujours aussi colorées. FV.

Spiruline, technique, pratique et promesse

de Ripley D. Fox
Ed. Edisud
1999 - 246 p. - 25,15 €

La spiruline est une algue riche en protéines qui peut être une alternative à la viande aussi bien pour ceux qui ne veulent pas développer d'élevage destructeurs d'espaces importants que pour des pays pauvres qui n'ont pas d'élevages. Depuis 1971, l'association pour combattre la malnutrition par l'algoculture, animée par Ripley Fox, a mis en place des moyens de cultures faisant appel à des technologies simples et non polluantes (lagunage, séchage solaire). Ce livre, richement illustré, présente l'état des connaissances ainsi que les installations qui fonctionnent dans

de nombreux pays du monde (Pérou, Mexique, Uruguay, Equateur, Californie, Haïti, Hongrie et France, en Camargue). Certaines parties techniques sont un peu ardues, mais l'ensemble est un véritable plaidoyer écologique en faveur d'une alimentation en protéines à base de végétaux. Vous pouvez trouver de la spiruline pure ou intégrée dans des céréales dans de nombreux magasins bios. MB.



La politique de précaution

de Corinne Lepage et François Guery
Ed. PUF
2001 - 378 p. - 19,5 €



Avant d'être ministre de l'environnement sous le gouvernement Juppé, Corinne Lepage était avocate en droit de l'environnement. Elle connaît donc bien les sujets qui posent problème. François Guery est lui philosophe dans le domaine de l'industrie et de la sécurité civile. Les auteurs avancent certaines idées que nous reprenons dont une est centrale : si l'on ne se met pas immédiatement à enclencher des processus de précaution en lien avec une recherche de démocratie, nous risquons d'aller vers des processus d'urgence qui ne pourront s'accomplir que dans un cadre totalitaire. Sous forme de dialogue entre les deux auteurs, on relèvera quelques vérités bonnes à rappeler, comme par exemple vis-à-vis du climat : «la vérité consiste à dire que nous n'avons strictement rien fait» [p.70]. Par contre, si le danger nucléaire est signalé, il est survolé. Les solutions «vertes» sont présentées comme une chance de renouveau pour l'économie (de manière intelligente quand il s'agit des morts de la route, de manière plus que limitée quand on parle de voiture propre) [p.321 à 323]. Corinne Lepage revendique son engagement en faveur de l'IVG [p.334] renvoyant dos à dos les gauchistes (les Verts) et l'extrême-droite (intégristes) prônant une écologie dans l'économie de marché. Même si les auteurs font un choix

réformiste, on est plutôt agréablement surpris par la tonicité du discours. Cela montre que les idées de l'écologie sont devenues autant des préoccupations de droite que de gauche. La forme choisie d'un dialogue, si elle rend la lecture facile, provoque par contre une certaine incohérence dans le suivi des propos, de nombreux thèmes étant seulement abordés sans finalisation dans les propos. MB.

Sortir du nucléaire, c'est possible avant la catastrophe

Bella et Roger Belbéoch
Ed. L'esprit frappeur
2001 - 150 p. - 3,05 €

Réédition du livre avec une préface de réactualisation d'un texte datant de 1997. Malheureusement, la réactualisation n'est pas à jour ce qui permet aux auteurs de maintenir que l'éolien n'est que marginal avec seulement 5 % de l'électricité produite au Danemark en 1997. Or, et c'est là l'intérêt du Danemark, ce pays a atteint 20 % de sa production électrique en éolien fin 2001. Ceci montre, a contrario, que l'éolien ça marche et que cela peut être très rapidement une alternative. De même, les auteurs regrettent le désintérêt des «antinucléaires» pour le suivi actuel du démantèlement de Superphénix. Il n'ont sans doute pas pris le temps de contacter les groupes locaux qui travaillent sur la question et qui sont toujours présents, même si c'est moins médiatique. Cet entêtement à vouloir démontrer qu'ils sont les seuls sur la bonne voie est pour le moins destructeur. Dommage car ce petit livre, à petit prix, renferme par ailleurs de très nombreux arguments antinucléaires forts utiles. MB.

Rouler à l'huile de tournesol

Thomas Plassard
Mas Rouchet, 48400 Florac
2002 - 42 p. - 7 €

Rudolf Diesel, inventeur du moteur qui porte son nom, avait dès le début pensé à faire fonctionner son moteur à l'huile. Aujourd'hui, la plupart des moteurs diesel, moyennant quelques réglages, peuvent le faire. Cette brochure montre comment procéder pour utiliser de l'huile de tournesol à partir de l'expérience de la société Valénergol. Tourné vers la technique (l'huile de tournesol est un carburant renouvelable... si les tracteurs qui la

produisent roulent avec). Il y a bien un chapitre «impact socio-économique» mais il s'agit de voir le potentiel d'utilisation de cette huile, pas du rôle de la voiture dans la société. On regrettera cet absence de sens critique. MB.

Ralentir

John D. Drake,
Ed. Ecosociété
2001 - 154 p.

Sous-titré «travailler moins, vivre mieux», ce qui se veut un guide pratique traduit de l'américain devrait a priori nous enthousiasmer. Pourtant la lecture de l'ouvrage nous laisse l'impression que les Etats-Uniens sont des extra-terrestres puisque dans ce pays, manifestement, il n'y a que des cadres supérieures et des professions libérales. Si vous gagnez moins de quelques centaines de milliers de dollars par an, vous aurez du mal à comprendre le sens des arguments de ce livre. MB.

ROMANS

L'empire des solitudes

de Marc Durin-Valois
Ed. J.-C.-Lattès
2001 - 274 p. - 17,99 €

Coup d'Etat dans un pays africain. L'ancienne équipe dirigeante fuit dans un fort qu'elle pense imprenable. Commence un terrible huis-clos psychologique en sept jours, sept histoires racontés par sept personnages. La personnalité du dictateur déchu apparaît peu à peu. Celui qui a fait ses études en France, qui a cru aider son peuple, qui aime les jeux de l'intellect, s'est perdu dans les couloirs du pouvoir. Un portrait curieux mais intéressant de la psychologie des dirigeants asservis de l'Afrique. FV.

Les arbres en parlent encore

de Calixthe Bayada
Ed. Albin Michel
2002 - 412 p. - 19,90 €

Dans un style fort, proche de ceux des contes et des veillées, l'auteure camerounaise nous entraîne dans l'entre-deux guerres pour suivre l'évolution d'un village africain qui en une génération va connaître le «développement» de l'homme occidental et perdre ses repères. Un livre bien dans l'actualité du moment, écrit de l'autre bord, pour exprimer avec un vocabulaire riche et fort les sentiments de tous ces Africains qui n'ont

eu d'autre choix que de subir l'envahissement colonial, la déstructuration de leurs coutumes. Beaucoup d'humour et de poésie pour un message ô combien important. FV.



Le festin de l'orque

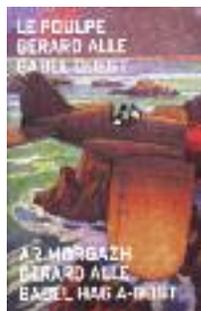
de Stuart Harrison
Ed. Albin Michel
2002 - 350 p. - 19,90 €

Sur une île nord-américaine qui vit de plus en plus difficilement de la pêche, certains aimeraient miser sur le développement du tourisme pour s'enrichir. D'autres s'y refusent absolument. Sous forme d'un polar à suspense, le débat reste en filigrane tout au long du livre, avec un message clair : ceux qui veulent le développement à tout prix ne sont pas ceux qui aiment la nature, mais ceux qui rêvent de puissance en croyant que cela viendra de l'argent. Belles images de nature, de pêche, et surtout beau questionnement sur le développement dans un pays à la tête de la prédation de la nature au niveau mondial. FV.

Le Poulpe, Babel ouest

ou Babel Hag a-dost
éd. La Baleine
2002 - 2 x 145 p. - 7,50 €

Voici un roman policier d'un genre tout à fait particulier. Tout d'abord, c'est le premier dans la série Le Poulpe qui soit intégralement publié en deux langues : en français et en breton. Le cadre étant le festival des minorités à Douarnenez, c'est aussi l'occasion d'un certain nombre de débats qui circulent dans le militantisme : non-violence en Tchétchénie par exemple ou encore Ecole Diwan contre Libre Pensée... Une histoire bien enlevée qui permet quelques débats politiques post-11 septembre. FV.



Nous avons également reçu

■ **Sociologie de la consommation**, Nicolas Herpin, éd. La Découverte, 2001, 128 p., 7,95 €. La consommation n'est guère rationnelle puisque même dans les milieux les moins aisés, la pratique du cadeau est développée. Dans les milieux plus riches, il y a de plus fortes différences, de l'ascétisme à la consommation à outrance. La consommation peut s'observer du côté des acteurs, mais aussi du côté des produits et l'on tombe alors dans les règles de marketing, de consommation de masse, de manipulation par la publicité, la mode... Ce livre très dense montre les théories qui s'affrontent dans le milieu de la sociologie sur les moyens d'appréhender la consommation et les consommateurs.

■ **Nutrition consciente**, Marion Kaplan, éd. Grancher, 2001, 284 p., 19,67 €. Le livre commence très mal : on y lit à la 10e ligne de l'introduction «les pays du tiers-monde seront soumis à des choix cruels : accepter de se nourrir avec des plantes transgéniques ou bien mourir de faim». Par la suite, le tiers-monde n'existe plus, on ne s'intéresse plus qu'à la santé de ceux qui en ont les moyens. Après une présentation rapide des différentes approches de la nutrition (macrobiotique, Kousmine...), l'auteure prolonge avec des tableaux de nutrition. Difficile de se faire une idée de la valeur de ce qui est avancé.

■ **En finir avec le trac**, Gilbert Garibal, éd. Dangles, 2001, 232 p. L'auteur, psychosociologue, estime que le trac provient en partie du fait que l'on n'estime pas à sa juste valeur sa propre vie. En développant pensée positive, relaxation, alimentation saine, exercice physique, rire, on peut devenir habile à parler en public.

■ **Les forêts tropicales**, Jean-Claude Bergonzini, Jean-Paul Lanly, éd. Karthala/Cirad, 2000, 164 p., 12,55 €. Les deux auteurs sont des professionnels de la gestion de la forêt. Le Cirad est le centre de recherche qui a produit le riz transgénique détruit par les militants indiens et la Confédération paysanne. Après une longue présentation des différents rôles de la forêt tropicale, les auteurs s'essaient à définir ce que pourrait être une gestion de cette forêt. Cela commence très mal : au lieu de dénoncer les multinationales qui expulsent les peuples vivant dans et de ces forêts, il s'agirait en fait d'un sous-développement de ces peuples. On est typiquement dans un discours néo-colonialiste de la pire espèce : en aidant les «pauvres» à se développer tout ira mieux ! Mais ne parlons pas du pillage qui les a rendus pauvres. Tout au plus accordons aux associations de protection de la nature quelques zones protégées. Le Cirad, organisme de recherche public est bien à la botte des exploités !

■ **Ecartez le soleil**, Eyvind Johnson, éd. Agone, 2000, 306 p., 19,7 €. L'auteur suédois, prix Nobel de littérature en 1974, décrit dans ce roman, écrit en 1951, l'attitude des gens pendant un conflit : du résistant aux meurtriers en passant par la foule des «gens ordinaires». L'auteur intéressé par le rapport de l'individu à l'Histoire montre que psychologiquement bien peu de chose sépare l'un de l'autre et que personne n'est vraiment un héros.

■ **Les armes de l'ombre**, Marc Filterman, éd. Carnot, 2001, 190 p., 14,95 €. L'auteur, ancien militaire, dresse un tableau terrifiant des armes testées actuellement dans les laboratoires (principalement américains) : émissions électro-magnétiques de basse fréquence paralysant le cerveau, ondes explosives, gaz toxiques, armes transgéniques, bactéries, clonage. L'auteur rapporte des essais de télétransportation, de déplacement dans le temps, de modification artificielle du climat, ou tout bêtement attaque nucléaire. Info ou intox ? Difficile de savoir (Filterman : homme infiltré ?).

■ **Le mercredi soir**, Badriyah al-Bishr, éd. L'Harmattan, 2001, 110 p. Recueil de nouvelles d'une enseignante en sociologie de l'université de Riyad. De brefs morceaux de vie de femmes, enfermées dans un monde d'homme.

■ **Demain, l'économie équitable**, Maurice Decaillet, éd. L'Harmattan, 2001, 220 p. L'auteur économiste essaie, de manière essentiellement théorique, de redéfinir à coup de formule mathématique des concepts d'économie qui nous sortirait de la marchandisation actuelle. Si la forme coopérative et l'autogestion sont abordées, pour développer solidarité et lutter contre la hiérarchie, tout cela reste trop dans l'abstraction.

■ **Le crime contre la nature**, Pierre Giraud, éd. L'Harmattan, 2001, 154 p. Rappelant qu'il est clair qu'aujourd'hui l'homme est en train de mettre en danger la vie sur Terre, l'auteur cherche des solutions à ce qui semble le plus problématique : le climat... malheureusement quand il affirme qu'on peut penser que les pays du Sud s'industrialiseront autant que ceux du Nord ou qu'il n'est pas envisageable de réduire le nombre de véhicules en circulation, on s'éloigne de toute solution crédible. Le nucléaire ne peut résoudre la crise, mais il ne faut surtout pas les arrêter ! Il faudrait 10000 éoliennes pour remplacer la seule centrale de Gravelines ! (L'auteur en est donc resté à des éoliennes de 0,5 MW alors que l'on en étudie actuellement de 5 MW et que les 2,5 MW fonctionnent déjà). Les infos qu'ils donnent sur Tchernobyl sont pour une part fausses (le réacteur n'était pas vétuste mais présenté comme le fleuron de l'industrie soviétique). L'auteur développe heureusement des points plus positifs : la nécessité de changer de comportement nous-mêmes sans attendre, l'importance de l'éducation pour l'avenir, l'absurdité des permis de polluer. Nous ne partagerons pas son optimisme sur la possibilité d'instaurer un «crime contre la nature» contrôlé par une instance mondiale.

■ **Devenir son propre patron**, Jean-Sébastien Marsan, éd. Ecosociété (Montréal), 2001, 146 p. Tout un discours est mené pour inciter les chômeurs à devenir leur propre patron. L'idéologie dominante nous présente pour demain une société «désalarisée» constituée d'entreprises individuelles. Alors soyons créatifs ! Si le travail autonome peut être un choix individuel, ce livre montre que cela ne constitue absolument pas une méthode de lutte contre le chômage encore moins une méthode de lutte contre les inégalités. Que l'on soit autonome ou salarié, non seulement nous sommes soumis à la même pression de la part de la société, aux mêmes exploitations (parfois c'est même pire quand on est seul), mais en plus, c'est un moyen efficace pour le système d'isoler les individus et de briser les résistances. Les exemples sont québécois, mais les réflexions sont valables pour l'Europe également.



Des socialistes étonnés ?

L'Ardèche, vous connaissez ? Bien sûr, mais connaissez-vous le président de son conseil général ? Michel Teston, aux amples moustaches et aux généreuses poignées de main, ne manque pas de bonnes idées pour l'environnement, la santé et la lutte contre la pauvreté ; échantillons :

- Faire abattre progressivement (deux passages par an) les platanes au bord des routes qu'il souhaite transformer en autoroutes. Ça marche, personne ne conteste.
- Début avril 2001, quelques mois après la création du Parc régional naturel des Monts d'Ardèche, asperger les bords de route de désherbant total pour lutter contre l'ambrosie. Quelques contestations. Les ambrosies levant en mai et juin ont bénéficié d'encore plus de place et le produit présenté comme sans danger pour l'environnement étant le... "Roundup".
- Cerner une réserve naturelle, les gorges de l'Ardèche, de grands ensembles hôteliers. Malgré des protestations venant du monde entier, il qualifie son projet de «respectueux de l'environnement».
- Punir les maires qui refusent l'intercommunalité en faisant fermer l'école à classe unique. Le motif était imparable : un enfant de cet école n'a pas subi toutes les vaccinations, il est dangereux pour ceux qui sont intégralement vaccinés, il faut l'expulser de suite. Comme l'école ne compte plus assez d'enfants inscrits, le rectorat la fermera en septembre.
- Retirer les enfants à une mère d'accueil au motif qu'elle n'a pas la télévision !
- Réduire au minimum les transports publics et imposer des tarifs prohibitifs (59 F pour 38 km).
- Engager une dépense de plus de 100 millions d'euros (prévision de 50, mais gardez confiance) pour construire une copie de la grotte Chauvet. La gestion fera l'objet d'une "délégation de service public". Autour plusieurs usines à tourisme, aux mains de financiers néerlandais ou germaniques qui bénéficieront sur place d'une main-d'œuvre bon marché (il faut bien compenser le "fardeau des charges sociales dans ce pays") et s'empresseront de rapatrier les bénéficiaires.

Et une dernière : les taux d'imposition vont augmenter de 5 points (hausse prévue de 7,21 % des impôts) pour financer l'installation de relais de téléphonie mobile : 148 communes (sur 339) sont des "zones blanches", soit 51 % du territoire, habité par 43 000 habitants (15 % de la population totale). Les contribuables vont devoir financer 80 nouveaux pylônes pour couvrir 110 communes. Chaque pylône dessert en moyenne 400 habitants et coûte 200 000 euros.

Il n'a pas été demandé aux habitants de ces zones blanches s'ils ont besoin d'un téléphone portable : qu'ils soient restés ou qu'ils soient venus, ils ont choisi un mode de vie calme, simple et sain, s'ils souhaitent se faire arroser par des micro-ondes que l'on sait nocives, s'ils n'ont pas meilleur usage de cet argent (isolation des fenêtres, soins dentaires, lunettes, livres scolaires, réparations de sécurité...), s'ils souhaitent financer ainsi les magnats (Messier, Bouygues) de la télévision et du cinéma qu'ils ne regardent pas.

Michel Teston est membre du PS. Demandez-vous ensuite pourquoi les pauvres sont restés chez eux le 21 avril.

Patrice Néel ■
Ardèche.

Qui vote pour le FN ?

Ce seraient les RMIstes selon les médias ? Etant RMIstes et en connaissant d'autres, pas un seul ne vote FN. Par contre, je connais un petit commerçant, quelques vieux du foyer rural, quelques rapatriés d'Algérie, toujours nostalgiques de leur ancien statut, qui ont voté FN.

Je m'interroge donc sur l'insistance des médias à coller le vote FN aux RMIstes, résultats d'indiscutables sondages, indiscutables sauf lorsqu'ils se trompent. Mais peut-être ne se trompent-ils pas tout seul ? Et qui sont «les plus pauvres» dont ils parlent ? Des parents isolés ? ceux qui n'ont que la Cotorep (handicapés), que les fins de droits (chômeurs), les clodos, les néoruraux, les zonards, les marginaux de tous poils et les étudiants : c'est tout cela les bas revenus.

Je me demande quel intérêt ont la droite et le monde des «sous-sous» à laisser entendre que ces «plus pauvres» votent FN.

Première hypothèse : ils préparent l'opinion pour augmenter les minima sociaux. Cela permet de se justifier au nom de la sauvegarde de la démocratie. Là, c'est sûrement mon côté optimiste qui s'exprime.

Deuxième hypothèse : ce pourrait être pour dissuader ceux qui votent FN de continuer en leur faisant honte (...) Continuez et vous serez assimilé à cette triste engeance. C'est sans doute ce que l'on appelle un pieux mensonge !

Peut-être, finalement, ne s'agit-il que de créer un nouveau clivage entre classes

sociales. On se rassure avec 82 % des Français qui votent contre l'extrême-droite et on en conclut qu'ils ne sont pas racistes. Il reste que Le Pen, ce n'est plus la faute des Arabes ou des faschos, c'est de la faute des RMIstes, des incultes, des stupides, des ingrats, des fainéants...

(...) Les RMIstes ne sont pas en insécurité : ce ne sont pas eux qui braquent et ce ne sont pas eux qui se font braquer. C'est pas leur caisse qu'on incendie : ils n'en ont pas. Quand ils en ont une, ils ne peuvent attirer à la rigueur que les collectionneurs.

Et pourquoi aurait-on peur des Arabes ? Tous les bourgeois apprécient leur nourriture. Pourquoi n'aurait-on pas plutôt peur du nucléaire ?

(...) Ce que l'on peut retenir du deuxième tour, avec toutes les interventions de personnalités surexitées, c'est que c'est un peu lourd, mais que ça marche : 82 % ! Efficace : c'est rare que l'on se retrouve à un tel score ensemble. Ils savent s'y prendre quand ils ont une idée derrière la tête. Alors peut-être en ont-ils une autre quand ils nous serinent avec leurs «bas salaires», «les gens de basses conditions»

D'après une lettre de **André Louise** ■

Ariège.



Eoliennes et choix de société

Dans *Silence* de mai, j'ai beaucoup apprécié la richesse des arguments apportés dans l'article «coup de gueule» de Bertrand Louart sur le «verdissage» de l'éolien, et en particulier sur le fait que le problème est mal posé.

J'ajouterais que l'éolien, tout comme le solaire thermique et photovoltaïque, est malheureusement soumis aux caprices de la nature. Or, notre consommation boulimique et quasi-permanente d'électricité ne peut pas être sujette à l'intermittence de la production éolienne, et la création de nouveaux barrages pour le stockage de l'électricité est actuellement inenvisageable.

Même si l'on remplaçait d'un coup de baguette magique les centrales nucléaires par des milliers d'éoliennes, il faudrait donc parallèlement mettre en œuvre des centrales électriques nouvelles, plus souples que les centrales nucléaires, permettant de prendre en relais la chute de production aléatoire de l'éolien. Accessoirement, il serait aussi nécessaire de renforcer le réseau EDF. Ces évidences sont longuement abordées dans le rapport parlementaire Birraux - Le Déaut. Ces problèmes sont donc connus des décideurs.

Ces «fermes éoliennes» représentent en réalité la fuite en avant de la grosse industrie en déclin (en particulier Framatome à travers le groupe AREVA) vers un marché porteur, valorisant et juteux. La Commission de régulation de l'électricité (CRE) évoque, en fonction des sites, un taux de rentabilité de 15% à 28% l'an sur fonds propres après impôts. Nous sommes là en pleine logique de profit, et les aspects environnementaux et aménagement du territoire ne servent qu'à jeter de la poudre aux yeux. Christian Maillebouis avait parfaitement pressenti cette dérive dans son paragraphe sur «le nouveau capitalisme».

Paradoxalement, le Comité de liaison pour les énergies renouvelables (CLER), qui regroupe 150 adhérents, trouve de l'intérêt à ce développement massif de l'éolien qui est «un formidable outil de développement local». On se retrouve en réalité en présence des mêmes sirènes qui ont permis l'acceptation des centrales nucléaires.

Ces «fermes éoliennes», sont en réalité des «centrales éoliennes», capables de produire des quantités colossales d'électricité. Cette production de masse facile fait des citoyens des consommateurs d'électricité exigeants en terme de prix de quantité et de disponibilité. Cette centralisation des moyens de production va aussi à l'encontre de l'autonomie et de la réappropriation de l'énergie. Il est indispensable de sortir de cette logique de consommateurs et d'élaborer un développement des énergies renouvelables à visage humain.

La production d'électricité nucléaire ayant été de 415TWh en 2000, et la production annuelle de l'éolienne la plus performante au monde (Windformer citée page 28 du même *Silence* de mai) étant estimée à 11GWh/an en offshore, et abstraction faite du stockage, il faudrait au minimum 37 700 éoliennes offshore géantes pour remplacer la production d'électricité nucléaire. Le coût serait d'environ 440 milliards de francs, plus 22 milliards de francs pour le renforcement des lignes et une troisième somme à estimer pour les centrales électriques nouvelles destinées à prendre le relais de l'éolien. L'on rejoint ainsi le gigantisme de l'électronucléaire, sans les problèmes de radioactivité...

Pour plus d'information, les centrales nucléaires ont un taux de disponibilité supérieur à 80%. Dans les sites venteux, les éoliennes ont des durées de fonctionnement à puissance maximum de 2000 à 3000 heures par an à terre, et de

Bon de commande

Les numéros disponibles et les livres sont à commander uniquement en France.
Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

4000 heures en offshore, soit des taux de disponibilité respectivement de 23%, 34% et 46%. Pour produire la même quantité d'énergie, une centrale éolienne offshore ayant un taux de disponibilité de 40% devra par conséquent avoir une puissance double d'une centrale nucléaire.

Jean-Louis GABY ■
Allier.

Combattre les éoliennes ou le nucléaire ?



J'ai lu et relu plusieurs fois l'article «éoliennes et choix de société» de Bertrand Louard (numéro de mai) pour tenter de comprendre la motivation profonde de son opposition aux éoliennes «industrielles» (y en a-t-il d'arti-

sanales ?). Ça ne peut pas être la nécessité que nous partageons tous de remettre en cause notre mode de vie, notre niveau de consommation d'énergie : les énergies renouvelables ne sont pas une garantie de bon usage, elles ne représentent pas un mode de vie alternatif en soi, mais bien un outil que l'on peut utiliser de différentes façons. Et le «gigantisme» des éoliennes, s'il peut avoir des inconvénients en terme de nuisances visuelles (on peut comparer avec ce que l'on entend contre les lignes THT ou les relais de téléphone), n'est certainement pas incompatible avec une gestion collective des ressources énergétiques et l'autonomisation des régions : elles ne sont pas démesurées par rapport aux besoins énergétiques, même maîtrisés et réduits au maximum, dans la perspective d'un abandon sans délai de l'utilisation de l'énergie nucléaire (...). Depuis trente ans, faute de volonté politique, les énergies renouvelables ont été pensées en termes d'installations individuelles. Passer au stade industriel n'est pas une trahison, mais un espoir, tout en sachant que nous devons infléchir les choix technologiques du côté du service public plutôt que du profit maximum. Aujourd'hui, hors de France, les énergies renouvelables (solaire, éolien...) ne sont pas une «illusion», leur développement correspond à un choix idéologique (sortir réellement du nucléaire) et leur fonction est tout à fait concrète (même si l'on peut regretter que cela ne remette pas en cause fondamentalement le «système des besoins», cela n'empêche pas de s'y atteler, ce n'est pas incompatible !).

Si les militants antinucléaires sont tellement favorables au développement des énergies renouvelables, même pour le plus grand profit des industriels, c'est que nous nous battons pour fermer au plus vite toutes les centrales nucléaires qui sont un danger majeur et qu'en attendant la révolution post-industrielle, il faut tout faire pour éviter de se lancer dans la construction d'une nouvelle génération de centrales nucléaires.

Comment ne pas être énervés à chaque fois que dans la presse, quelques opposants à des projets d'éoliennes font des pleines pages, alors que les dizaines de milliers de manifestants du 20 octobre n'ont fait que quelques lignes. Il est évident que les dés sont pipés. N'y ajoutons pas un rejet primaire de l'activité industrielle, alors que la concentration urbaine n'a jamais été aussi forte, notre consommation d'énergie aussi élevée et qu'avant de renoncer aux «facilités» équivoques que propose notre société, il faut trouver des solutions de transition. A moins que Bertrand ne soit adepte de la stratégie du chaos ?

Dans le contexte français actuel (avec son nouveau gouvernement), s'opposer aux éoliennes «industrielles», c'est faire le jeu des pro-nucléaires. Aucun signe ne fait espérer à court terme une autolimitation massive de la consommation, encore moins un programme politique mis en place dans ce sens. Ce qui est sûr, c'est que s'opposer aux éoliennes ne stoppera pas le processus productiviste et fait prendre le risque de pérenniser la politique du tout nucléaire.

Par contre, chaque projet d'implantation d'éoliennes est l'occasion d'instaurer localement un débat sur l'énergie, de mettre à plat les besoins et de créer une dynamique pour la maîtrise et la réduction de la consommation d'énergie.

Bob Letapy ■
Hérault.

numéros disponibles (franco de port)

- 201 Pétrole et droits de l'homme . 3,5 €
- 204 G7 : l'argent d'abord . 3,5 €
- 206-207 Face au G7, ouvrons-la ! . 5,8 €
- 212-213 Ecologie et Etat . 5,8 €
- 218 Alternatives en Alsace . 3,8 €
- 237 Alternatives à la mondialisation . 3,8 €
- 239-240 Enquête sur les écologistes . 5,8 €
- 242 Eau, pollution de nos WC . 3,8 €
- 243 Pesticides, enfants et cancers . 3,8 €
- 244 Bioclimatisation . 3,8 €
- 245 Vélos du futur . 3,8 €
- 246-247 Autour des SEL . 5,8 €
- 248 Crimes publicitaires . 3,8 €
- 249 Sauver la bio ? . 3,8 €
- 250 Sortir de la voiture . 3,8 €
- 251 Ecoféminisme . 3,8 €
- 252-253 Les gros raflent la mise (1) . 5,8 €
- 254 Ecopsychologie . 3,8 €
- 255 L'empreinte écologique . 3,8 €
- 256 Commerce équitable . 3,8 €
- 257 Ecole et écologie . 3,8 €
- 258 Parcs naturels ou peuples indigènes . 3,8 €
- 261 Sortir du sport marchandise . 3,8 €
- 262 Quelle démocratie ? . 3,8 €
- 264 Technologies et solitude . 3,8 €
- 267 Où sont les jeunes . 3,8 €
- 268 Manger, c'est politique . 3,8 €
- 269 Mouvement vers Bure . 3,8 €
- Ecologie noyée dans océan vert. Développement durable . 3,8 €
- 270 Afrique : nouvelles colonies . 3,8 €
- Autonomie conviviale. Porto Alegre . 3,8 €
- 271 Inégalités dans les SELs . 3,8 €
- Naïf, conciliateur ou rebelle. Tibet. Gros raflent la mise . 3,8 €
- 272-273 Alternatives dans le Rhône . 6 €
- Liberté démasquée (1). Hommes violents. Gros raflent . 6 €
- 274 Habitat convivial aux Etats-Unis . 4 €
- Bure. Agri bio et eau pure. Liberté démasquée (2) . 4 €
- 275 Vers une bio sociale ? . 4 €
- Eolien. Vache folle. Révolution jeune . 4 €
- 276 Microfinances en question . 4 €
- Alain Lipietz. Images de souffrance. Riace. 11 septembre . 4 €
- 277 Land Art et écologie . 4 €
- Noël Mamère. Guerre. Maurienne. Déchets . 4 €
- 278-279 Alternatives en Limousin . 6 €
- Défaire le développement. Liberté 0 %. Tittytainment . 6 €
- 280 Décroissance . 4 €
- AZE Pierre Rabhi . 4 €
- 281 Eau et santé . 4 €
- Décroissance et abondance. Biopiraterie . 4 €
- 282 Ecovillages : du rêve à la réalité . 4 €
- Nucléaire : droite de réserve ? . 4 €
- 283 Routes et déroutés du voyage . 4 €
- Refaire le monde. Nourriture manufacturée. Eolien . 4 €
- 284 Jeûner pour sortir du nucléaire ? . 4 €
- De la pauvreté à la misère. Ecovillages : réactions . 4 €

Librairie par correspondance

- Nouveautés**
- De la guerre comme politique étrangère 13 €
- L'isolation écologique . 27 €
- La chasse en cent questions . 8 €
- Fessée et châtimens corporels . 8 €
- La non-violence active . 8 €
- Jeux de Cognition . 16 €
- Jouets rustiques . 18,5 €
- Hors-série Silence**
- Du chômage à l'autonomie conviviale . 4 €
- La menace climatique . 4 €
- Les métiers de l'écologie . 10 €
- Paris-Dakar : Pas d'accord . 3 €
- Radioactivité, les faibles doses . 4 €
- SEL : pour changer échangeons . 7 €
- Editions Silence**
- Construisez votre cuisine solaire . 4,5 €
- La cuisson solaire facile . 4,5 €
- La liberté de circuler . 10 €
- Où va le climat ? . 6 €
- Quelle écologie radicale ? . 10 €
- Tracts anti MacDo (250 ex.) . 15 €
- Séphastoche, mon premier cuiseur . 3,5 €
- Le Soleil à votre table . 13 €
- Diffusion Silence**
- Ed. Ecososité (Montréal) . 19 €
- Leur catalogue complet sur demande . 19 €
- Les aliments trafiqués . 13 €
- La belle vie . 13 €
- Les carnets d'un militant . 17 €
- Deux roues, un avenir . 15 €
- L'écologie ou la sagesse de la nature . 13 €
- Notre empreinte écologique . 19 €
- Et si le Tiers-Monde s'autofinancait . 17 €
- La globalisation du monde . 19 €
- L'imposture néo-libérale . 13 €
- Libérez les enfants . 22 €
- Moi, ma santé . 13 €
- Mondialisation de la pauvreté . 19 €
- Le municipalisme libertaire . 17 €
- Pierre Kropotkine, prince anarchiste . 23 €
- Propagande, médias, démocratie . 12 €
- Des ruines du développement . 13 €
- La simplicité volontaire . 15 €
- Société à refaire : écologie de la liberté . 17 €
- Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon) . 5 €
- Philo écologie politique de l'anarchisme . 5 €
- Qu'est-ce que l'écologie sociale ? . 5 €
- Sociobiologie ou écologie sociale . 5 €
- Ed. Monde libertaire / Alternative libertaire . 3 €
- Anarchisme et non-violence . 3 €
- Ed. Utovie (Landes) . 5,5 €
- L'homme qui plantait des arbres . 5,5 €
- Nous sommes peut-être frères . 5,5 €
- Ed. du Fraysse (Lot) . 14,5 €
- Guide des alternatives 1999 . 14,5 €
- Guide des vacances écologiques 2001 . 10 €
- Ed. Courrier du livre (Paris) . 14 €
- Le solaire pour tous . 14 €
- Ed. Golias . 7 €
- Petit manuel anti-McDo . 7 €
- José Bové, la révolte d'un paysan . 10 €
- Ed. Orcaades (Poitiers) . 7,5 €
- Nourrir le monde ou l'agrobusiness . 7,5 €
- Ed. Georg . 16 €
- Additifs alimentaires . 16 €
- Leau . 16 €
- L'écologie à l'aube du XXI^e siècle . 25 €
- Cybermondes : où tu nous mènes ? . 16,5 €
- Ed. Ostal del libre . 18,5 €
- Jouets de toujours . 18,5 €
- Ed. Terre Vivante (Mens) . 16 €
- L'habitat écologique . 16 €
- La maison des négawatts . 12 €
- Ed. Réseau Sortir du nucléaire . 3 €
- Agir pour l'efficacité énergétique . 3 €
- Par ici la sortie du nucléaire . 3 €
- Autoédition . 7,5 €
- Ya trop d'étrangers dans le monde . 7,5 €
- Dessins les droits de l'Homme . 7,5 €
- Aux victimes harcèlement économique . 7,5 €
- Ed. Yves Michel . 10 €
- Les SEL : pour un vrai débat . 10 €
- Ed. Esprit frappeur . 1,5 €
- Tout nucléaire, exception française . 1,5 €
- Rwanda, un génocide français . 1,5 €
- Autoédition . 14,5 €
- Sompport, le tunnel de l'absurde . 14,5 €
- Si les femmes comptaient . 24 €
- Vidéo Who's counting ? . 24 €

Frais de port

- 1 ouvrage . 2,5 €
- 2 ouvrages . 4,5 €
- 3 ouvrages et plus . 6 €

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

FRANCE METROPOLITAINE

- Découverte 1ère année . 15 €
- Particulier . 40 €
- Institution . 80 €
- Soutien . 50 € et +
- Petit futé . 65 €
- Groupés par 3 ex . 3 x 12 n° . 100 €
- Groupés par 5 ex . 5 x 12 n° . 150 €
- Petit budget . 12 n° . 25 €

AUTRES PAYS ET DOM-TOM

- Découverte 1ère année . 6 n° . 22 €
- Particulier . 12 n° . 45 €
- Institution . 12 n°a . 90 €
- Soutien . 12 n° . 50 € et +
- Petit futé . 24 n° . 70 €
- Petit budget . 12 n° . 40 €

je règle un total de :

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville

France : Règlement à Silence, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 39 55 33

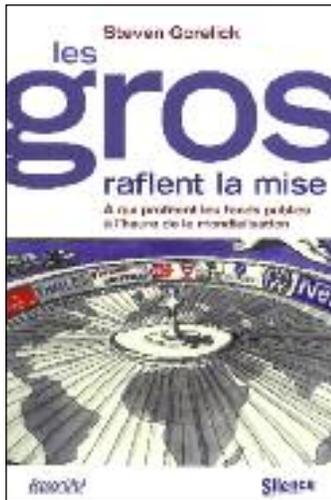
Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Rénipont 33, B - 1380 Ohain, tél : 02 633 10 48



Les gros raflent la mise

de Steven Gorelick
Ed. Silence et Ecosociété
2002 - 215 p. - 15 €

Avec le développement industriel, à partir du 19e siècle, le politique a recours à l'Etat pour redistribuer les richesses produites. Le mythe de l'Etat comme régulateur social est à la base des théories économiques du 20e siècle, la différence entre la gauche et la droite portant sur les domaines que doit contrôler ou non l'Etat. Les grands partis politiques en sont restés là alors que la réalité est aujourd'hui toute autre. Steven Gorelick, coordinateur de l'International society for Ecology and Culture au Vermont (Etats-Unis) montre que peu à peu les grosses sociétés ont su mettre la main sur les rouages de l'Etat pour «externaliser» leurs coûts, c'est-à-dire faire payer aux contribuables une bonne partie des investissements dont elles ont besoin. La situation est telle aujourd'hui que l'on ne peut plus parler de redistribution des richesses : l'essentiel des subventions et des aides va toujours aux plus gros que ce soit dans le domaine des communications, des transports, de l'agriculture, mais aussi de



l'éducation et de la protection sociale. Ceci a été possible car les élites politiques ont été persuadés de tout temps que ce qui est gros est bon marché, efficace, meilleur et bon pour tous. L'auteur montre qu'à l'évidence, il n'en est rien et qu'il est tout à fait possible de penser d'autres modes de société qui protègent la diversité culturelle et la richesse de la nature. Les chapitres de ce livre ont été prépubliés dans *Silence* entre les numéros 252 et 272. Pour les nouveaux lecteurs et lectrices, une lecture indispensable. MB.

Pub nef
page 4 de
couv n° 284

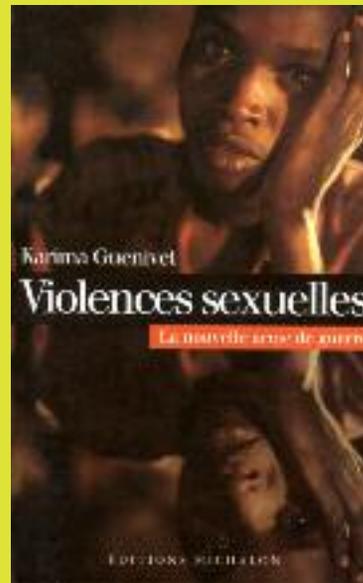
Violences sexuelles, nouvelle arme de guerre

de Karima Guenivet, Ed. Michalon, 2001 - 206 p. 18,3 €.

Si les femmes sont confrontées à des violences en temps de paix, la situation est encore pire en temps de guerre. L'auteure, spécialiste du droit international dans le domaine des droits de l'homme, en fait une brillante démonstration dans ce livre qui brise enfin le tabou sur les pratiques sexuelles des armées de tous les pays. Du côté occidental, le concept de bordel militaire de campagne (intitulé BMC dans les papiers officiels) apparaît au XXe siècle. Il s'agit de fournir des femmes «de confort» pour assurer le «repos» du guerrier. L'armée met en avant que cela doit

Nous n'avons pas encore atteint le pire. Un rapport de l'ONU de 1992 définit les violences sexuelles comme une volonté d'anéantissement global des ennemis : «C'est l'introduction par la force, contrainte ou la violence d'un objet quelconque, y compris mais pas exclusivement d'un pénis, dans la bouche, le vagin ou l'anus de la victime, celle-ci pouvant être aussi bien un homme qu'une femme». Cela peut être des mutilations sexuelles (ablation des testicules, du clitoris, des lèvres, suture de la vulve), amputations du nez, des doigts, etc. L'auteure analyse dans

le détail combien ces violences sexuelles sont devenues des armes stratégiques dans les conflits récents. On estime qu'au Rwanda, en 1993 et 1994, plus de 500 000 femmes ont été torturées, violées, mutilées et massacrées. Les survivantes qui peuvent témoigner avaient entre 2 et 50 ans au moment des faits. En Serbie, une



forces d'intervention de «paix» se font donc accompagner de la mise en esclavage de nombreuses femmes. Le proxénétisme militaire est chose courante, permettant de varier la nourriture ou même d'acheter du matériel de guerre. Cette pratique est considérée comme normale par tous les états-majors du monde, ce qui en dit long sur la vision sociale des militaires. Récemment, un «scandale» a révélé que la pratique s'étend aussi dans les camps entre femmes réfugiées et coopérants humanitaires. Face à une armée synonyme de misogynie, des femmes font le choix de s'engager dans l'armée. Piètte solution. Une statistique officielle du département de la Défense aux Etats-Unis indique que vingt-trois femmes sur mille sont victimes de violences sexuelles. Pour les femmes engagées de moins de cinquante ans, une sur quatre indique avoir subi des violences ou des intimidations de la part des soldats masculins.

raconté comment dans un camp de plus de 1800 femmes, toutes ont été violées, souvent plusieurs fois par jour, au gré des envies des gardiens. Dans un livre intitulé *Ecole pour le viol*, Betsy Apple raconte comment lors de l'occupation du Timor oriental, les soldats indonésiens obligeaient les fils à violer leur mère en public. On sait aujourd'hui que le viol a été une arme utilisée massivement en Algérie de 1954 à 1962 et que les groupes armés le font encore aujourd'hui, en contradiction totale avec l'islam. Les conséquences sur le long terme sont incalculables. Les femmes victimes de ces violences ne s'en remettent jamais... ce qui est la motivation principale des états-majors militaires. Karima Guenivet, en juriste, appelle à un renforcement du droit international, ce n'est sans doute pas la solution que prônerait Gandhi cité en introduction. MB.